LA METROPOLE
AIX-MARSEILLE-PROVENCE

# RAPPORT D'INFORMATION

## SUR LA COLLECTE DES DÉCHETS SUR LE TERRITOIRE MÉTROPOLITAIN DE LA MÉTROPOLE AIX-MARSEILLE-PROVENCE

*En l'application de la délibération du Conseil de la Métropole du 18 avril 2024.*
*Mission présidée par Madame Christine JUSTE*

Reçu au Contrôle de légalité le 01 juillet 2024

# RAPPORT D'INFORMATION

DÉPOSÉ

*en l'application de la délibération du Conseil de la Métropole du 18 avril 2024*

en conclusion des travaux d'une mission d'information et d'évaluation

sur la ***collecte*** des ***déchets*** sur le ***territoire métropolitain***
de la Métropole Aix-Marseille-Provence

*La Mission d'Information et d'Evaluation (MIE) sur la collecte des déchets sur le territoire métropolitain de la Métropole Aix-Marseille-Provence est composée de 20 membres élus représentant l'ensemble des groupes politiques, et est présidée par Madame Christine JUSTE,* conseillère métropolitaine **déléguée à la Propreté de la ville de Marseille**



Reçu au Contrôle de légalité le 01 juillet 2024

# SOMMAIRE


PRÉAMBULE 5

ORGANISATION ET RÉGLEMENTATION DES SERVICES DE COLLECTE MÉTROPOLITAINS 8

STRATÉGIES MÉTROPOLITAINES DE GESTION ET DE PRÉVENTION DES DÉCHETS 14

OPTIMISATION DES RESSOURCES DANS LA GESTION DES DÉCHETS 20

VISITES DE SITES ET DE COMMUNES 26

RECOMMANDATIONS ET PISTES D'AMÉLIORATION 28

CONCLUSION 39

ANNEXES 40




Reçu au Contrôle de légalité le 01 juillet 2024

Déchèterie de Château-Gombert, *Marseille*

Reçu au Contrôle de légalité le 01 juillet 2024

# PRÉAMBULE

Le Conseil Métropolitain a été saisi, le 18 avril 2024, d'une demande du groupe politique « Pour Une Métropole du Bien Commun » visant la création d'une Mission d'Information et d'Evaluation (MIE), ayant pour objet la collecte des déchets sur le territoire métropolitain, considérant les enjeux de ce service public prioritaire et les défis qu'il doit relever à court et moyen terme. Présidée par Christine JUSTE, cette commission est composée de vingt membres élus à la représentation proportionnelle des groupes et ce, pour une durée de 1 mois.

**L'article L.2121-22-1 du CGCT** [1] dispose que : *« Dans les communes de 20 000 habitants et plus, le conseil municipal, lorsqu'un sixième de ses membres le demande, délibère de la création d'une mission d'information et d'évaluation, chargée de recueillir des éléments d'information sur une question d'intérêt communal ou de procéder à l'évaluation d'un service public communal. Un même conseiller municipal ne peut s'associer à une telle demande plus d'une fois par an. »*

**Dans le cadre ainsi fixé,** le Conseil Métropolitain, a approuvé la création de ladite mission : « Le Conseil de la Métropole, lorsqu'un sixième de ses membres le demande, délibère de la création d'une mission d'information et d'évaluation chargée de recueillir des éléments d'information sur une question d'intérêt intercommunal ou de procéder à l'évaluation d'un service public métropolitain. »

Suite à ce conseil, la MIE s'est réunie à quatre reprises : les 3 mai, 13 mai et 27 mai (matin et après-midi) 2024, pour une durée totale de 15 heures. Les réunions plénières de la mission ont été complétées par des visites sur sites des ateliers, garages et installations de la Métropole dédiés à la gestion de la collecte, ainsi que des visites au sein de deux communes du territoire, réparties sur quatre journées.

La première rencontre a été dédiée à une présentation générale de l'organisation des services métropolitains, des différentes filières de collecte ainsi que la remise d'éléments sur le contexte règlementaire applicable.

La deuxième séquence a permis d'analyser en détail les enjeux techniques propres au domaine, parmi lesquels la réduction des déchets, les enjeux de communication ou encore les conséquences de l'application généralisée de la redevance spéciale.

**Enfin, les troisième et quatrième rencontres ont permis :**

- De couvrir certaines thématiques telles que les ressources humaines (absentéisme, gestion des emplois et des effectifs, Equipements de Protection Individuelle).
- De présenter le budget annexe « Prévention et Gestion des déchets ».
- D'évoquer les impacts environnementaux de la collecte et les éléments concourant à leur réduction (ex : verdissement du parc automobile).
- De débattre sur la prévention et la répression des incivilités.

1 Code Général des Collectivités Territoriales



Reçu au Contrôle de légalité le 01 juillet 2024

**Les élus de la Mission d'Information et d'Evaluation sur la collecte des déchets sur le territoire métropolitain de la Métropole Aix-Marseille-Provence, représentant l'ensemble des groupes politiques et présidée par Madame Christine JUSTE, conseillère métropolitaine déléguée à la Propreté de la ville de Marseille.**

**CHRISTINE JUSTE**

*Présidente de la mission*
*Groupe « une Métropole du bien commun »*

# LES 20 MEMBRES ÉLUS

**AMIEL MICHEL**

*Groupe « Maires de Provence et des élus municipaux de Provence »*

**CAMARD SOPHIE**

*Groupe « une Métropole du bien commun »*

**CAZZOLA ROLAND**

*Groupe « une Métropole du bien commun »*

**CHARROUX GABY**

*Groupe « Métropole à gauche »*

**DE CALA LIONEL**

*Groupe « EPIC Métropole »*

**FERCHAT CLAUDE**

*Groupe « une volonté pour la Métropole »*

**FERNANDEZ STÉPHANIE**

*Groupe « Aix-Pays d'Aix »*

**GARCIN ERIC**

*Groupe « Maires de Provence et des élus municipaux de Provence »*



Reçu au Contrôle de légalité le 01 juillet 2024

**GILLES BRUNO**

*Groupe « Centriste Écologiste et Métropolitain »*

**GRUVEL JEAN-CHRISTOPHE**

*Groupe « Aix-Pays d'Aix »*

**GUELLE FRÉDÉRIC**

*Groupe « une volonté pour la Métropole »*

**GUÉRARD SOPHIE**

*Groupe « une Métropole du bien commun »*

**MAKHLOUFI CAMÉLIA**

*Groupe « une volonté pour la Métropole »*

**MOLINO ANDRÉ**

*Groupe « Métropole à gauche »*

**MOUREN ROLAND**

*Groupe « EPIC Métropole »*

**OHANESSIAN YANNICK**

*Groupe « une Métropole du bien commun »*

**RIVOALLAN JEAN-BAPTISTE**

*Groupe « une volonté pour la Métropole »*

**ROUSSET ALAIN**

*Groupe « EPIC Métropole »*

**SANTOS FRANCK**

*Groupe « Maires de Provence et des élus municipaux de Provence »*

**SAYAG JEAN-YVES**

*Groupe « Centriste Écologiste et Métropolitain »*



Reçu au Contrôle de légalité le 01 juillet 2024

xxxxxxxx, *Marseille*

# ORGANISATION ET RÉGLEMENTATION DES SERVICES DE COLLECTE MÉTROPOLITAINS

## 1 — PRÉSENTATION DE L'ORGANISATION DES SERVICES MÉTROPOLITAINS

À l'échelle métropolitaine, la collecte fait partie de la Direction Générale Déléguée « Gestion Durable du Cadre de Vie et du Cycle de l'Eau ». Au sein de cette Direction Générale, se trouve le pôle « Amélioration du Cadre de Vie » qui héberge l'ensemble des activités de la collecte, organisées en huit directions. Cinq directions du pôle ont une vocation opérationnelle, dont trois directions d'exploitation qui couvrent l'ensemble du territoire métropolitain découpé en zones. A ces cinq directions s'ajoutent trois directions à vocation transversale.

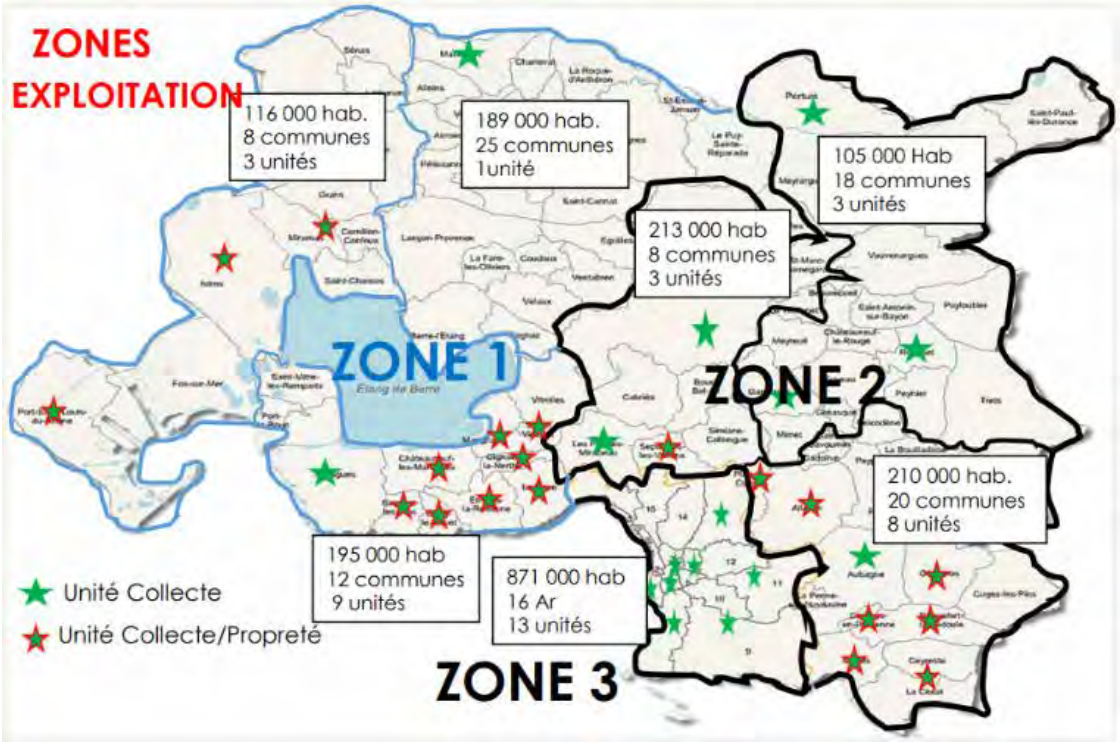
### Les directions du pôle « Amélioration du Cadre de Vie »

| 5 DIRECTIONS OPÉRATIONNELLES | 3 DIRECTIONS TRANSVERSALES |
|---|---|
| - Zone 1 - | - Transition, méthodes et pratiques - |
| - Zone 2 - | - Information et économie circulaire - |
| - Zone 3 - | - Ressources - |
| - Direction Propreté Zone 3 - | |
| - Logistique, traitement et valorisation des déchets - | |



Reçu au Contrôle de légalité le 01 juillet 2024

## DÉCOUPAGE DU TERRITOIRE EN ZONES D'EXPLOITATION




Chaque direction d'exploitation « collecte » métropolitaine est composée de services d'exploitation, dans lesquels sont logées des « unités », correspondant aux unités de travail à partir desquelles s'organisent les tournées de collecte. La direction qui couvre la zone 1 compte 499 Équivalents Temps Pleins (ETP), la direction en charge de la zone 2 compte 682 ETP, et la direction en charge de la zone 3 en compte 839 ETP (les Zones 2 et 3 intègrent les effectifs de la propreté et la petite voirie, ce qui n'est pas le cas pour la Zone 1).

### La stratégie de gestion des déchets s'élabore en plusieurs étapes :

**1 - Réalisation des documents cadre**

**2 - Planification des projets**

**3 - Échanges avec les élus :** instauration des comités de pilotage au sein des communes dans un but d'amélioration de l'efficience et de la qualité des services. Considérant l'expérience favorable présentée par des élus communaux, et Marseille ne disposant pas de comité de pilotage, il apparaît nécessaire d'en créer un rapidement.

**4 - Harmonisation :** à l'issue des deux premières phases et après une prise en compte des spécificités de chaque commune, s'ouvre une phase d'harmonisation qui répond autant que possible aux besoins spécifiques des communes.

## STATISTIQUES ZONES D'EXPLOITATION

| | ZONE 1 | ZONE 2 | ZONE 3 |
|---|---|---|---|
| **Nombre d'habitants** | 499 830 | 528 000 | 870 731 |
| **Nombre de communes** | 45 | 46 | 1 *( 16 arrondissements )* |
| **Nombre d'unités** | 13 | 14 | 13 |
| **Prestations (rivées/régies) en % pop** | | | |
| - Collecte des OMr PAP et PR (Régie) | 36,5 % | 77,5 % | 73 % |
| - Collecte des OMr et PR (Privée) | 63,5 % | 22,5 % | 27 % |
| - Collecte PAV tri (Privée) | 100 % | 100 % | 100 % |

**Préconisation : Installer des gouvernances de la collecte des déchets au périmètre des 3 nouvelles zones d'exploitation, dont la zone 3 constituée des 16 arrondissements de Marseille.**



Reçu au Contrôle de légalité le 01 juillet 2024

# 2 — PRÉSENTATION DES DIFFÉRENTES FILIÈRES DE COLLECTE

Concernant les modes de collecte et de gestion des ordures ménagères sur le territoire métropolitain, la zone 1 est gérée en régie à 36,5%, contre respectivement 77,5% et 73% pour les zones 2 et 3. En matière de collecte par des services privés, à 35% le service se fait en bac tandis qu'à 14.4% il se fait en colonne. Quant à la pré-collecte, le territoire métropolitain est doté d'un parc de 521 000 bacs (62% sont affectés à la collecte des ordures ménagères tandis que 38% sont affectés à la collecte sélective). La ville de Marseille compte 1 488 bacs à gros volume uniquement présents sur cette commune du fait de sa densité de population.

Aujourd'hui, la collecte des déchets présente des défis principalement liés à l'harmonisation. Dans certains territoires, la collecte biflux des recyclables secs a lieu une fois tous les quinze jours, tandis que dans d'autres, elle se fait une fois par semaine. Les services métropolitains ont identifié l'opportunité de rationaliser les rythmes de collecte et de les adapter aux besoins réels de chaque zone.

## FILIÈRES DE COLLECTE SUR LE TERRITOIRE MÉTROPOLITAIN

| ORDURES MÉNAGÈRES | | |
|---|---|---|
| | Habitants desservis par un service en régie | Habitants desservis par un service en privé |
| Collecte en colonnes | 20 370 | 278 523 |
| Collecte en bacs | 1 199 023 | 667 445 |

| | OM | CS | Total |
|---|---|---|---|
| Bacs individuels | 265 961 | 187 218 | 453 179 |
| Bacs collectifs | 57 263 | 10 518 | 67 781 |

| | nombre | Habitants concernées | Habitants /colonne |
|---|---|---|---|
| Colonnes Biflux / Emballages / JRM | 5 382 | 1 898 561 | 433 |
| Colonnes Verre | 4 151 | 1 898 561 | 457 |

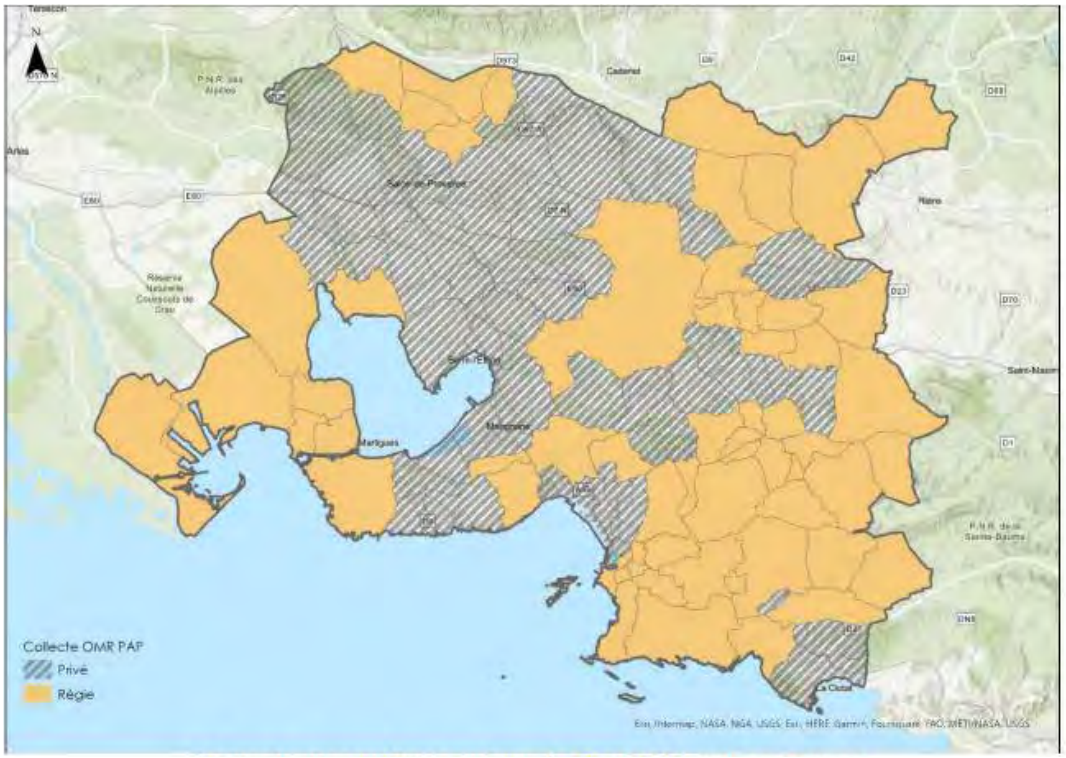
En travaillant sur l'évolution du règlement de collecte, il est recherché d'améliorer le fonctionnement et le dimensionnement des collectes d'ordures ménagères et de recyclables, assurant ainsi un service plus efficace et uniforme pour l'avenir et correspondant aux besoins réels des populations.

Reçu au Contrôle de légalité le 01 juillet 2024

# 3 — PRÉSENTATION DES DOCUMENTS RÉGLEMENTAIRES

Pour assurer la bonne harmonisation des collectes, les services métropolitains ont mis en place un règlement des collectes, délibéré en juin 2023.

## COLLECTE DES ORDURES MÉNAGÈRES EN PAP PAR COMMUNE




## SCHÉMA : RATIO DE DÉCHETS MÉNAGERS ET ASSIMILÉS (DMA) PRODUITS PAR HABITANT PAR RAPPORT 2015

## Les deux objectifs du réglement de collecte sont :

**1 - L'amélioration des pratiques :** lorsque la Métropole prend en charge des déchets ménagers et assimilés.

**2 - La modification des fréquences :** à la fois pour la collecte sélective en s'orientant vers la collecte des bacs jaunes à une fréquence de 1 fois par semaine et pour celle des ordures ménagères où une réorganisation des fréquences serait appliquée selon l'habitat (pavillonnaire, regroupement, centre-ville et zones touristiques).

**Préconisation : Fréquence des collectes : travailler en collaboration étroite avec les maires, pour vérifier la pertinence des changements ou leur bonne application en concertation avec les agents et les élus.**

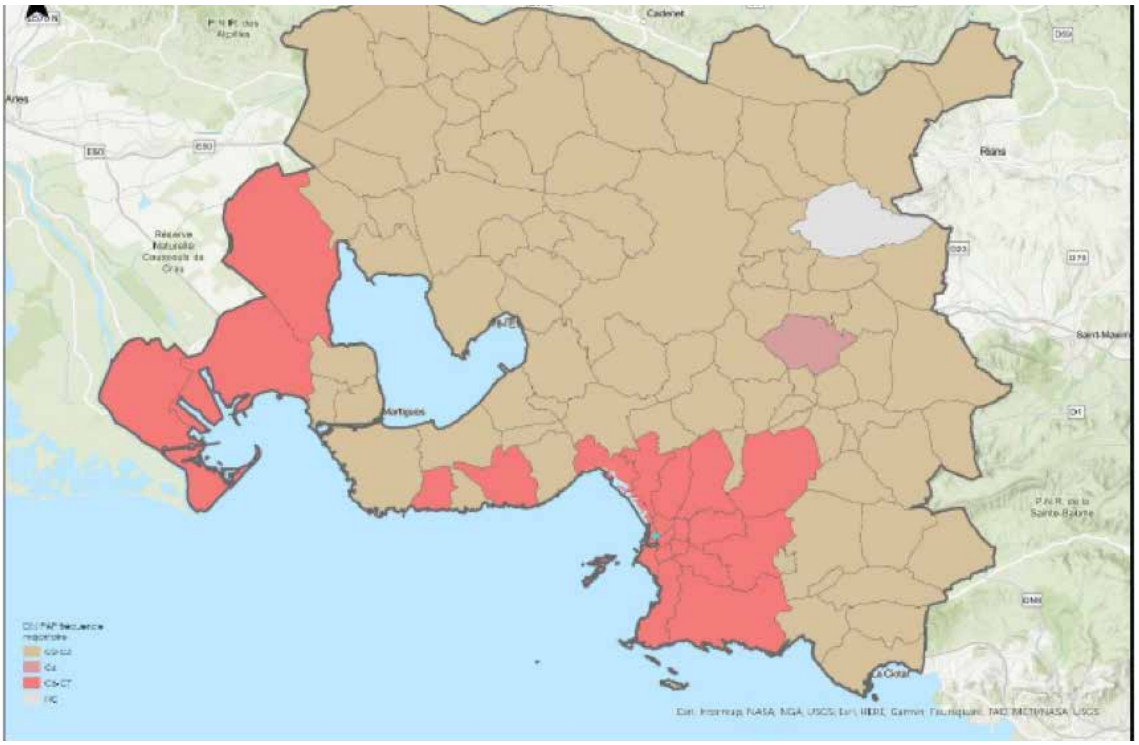


Reçu au Contrôle de légalité le 01 juillet 2024

Il est rappelé que le schéma métropolitain de gestion des déchets ménagers et assimilés a été délibéré en octobre 2017 avec trois objectifs :

- Réduction des déchets
- Augmentation du taux de valorisation (matière et organique)
- Maintien des capacités de traitement des déchets

## COLLECTE DES ORDURES MÉNAGÈRES EN PAP PAR COMMUNE




**Préconisation : prévoir une actualisation tous les trois ans du Schéma métropolitain de gestion des Déchets (2017) et du Plan Métropolitain de Prévention des Déchets Ménagers (2019), pour les adapter aux défis à relever.**



Reçu au Contrôle de légalité le 01 juillet 2024

# 4 — POINTS DE VIGILANCE ET FREINS IDENTIFIÉS

| | |
|---|---|
| Difficultés persistantes sur la collecte des déchets recyclables (bac jaune) et des BGV | L'organisation du temps de travail n'est pas toujours respectée |
| Un tri des cartons encore insuffisant | Des incivilités et des dépôts sauvages sont à déplorer |
| Difficultés fortes sur le plan opérationnel liées aux changements de fréquence | |



Reçu au Contrôle de légalité le 01 juillet 2024

# STRATÉGIES MÉTROPOLITAINES DE GESTION ET DE PRÉVENTION DES DÉCHETS

## 1 — AMÉLIORATION DES ÉQUIPEMENTS

Nous avons constaté que l'état des locaux et équipements est très variable ; la vétusté du site de Rabatau par exemple est préoccupante. D'ailleurs, des projets de réfection de locaux sont en cours concernant le dépôt de Rabatau, mais aussi de la Cabucelle et d'Arenc.

La métropole compte près de 210 équipements et bâtiments de collecte et de propreté. Aujourd'hui, ce sont près de 90 millions d'euros qui sont engagés dans les opérations en cours sur les chantiers métropolitains.

Pour avoir une vision complète sur la situation patrimoniale des équipements, trois étapes ont été réalisées :

- **La réalisation d'un diagnostic visuel :** outil qui permet de classer l'ensemble du patrimoine métropolitain (déchets, équipements administratifs, équipements de développement économique...) et de présenter un schéma directeur immobilier qui couvre l'ensemble du patrimoine immobilier de la Métropole
- **La réalisation d'un diagnostic technique poussé :** outil qui permet, en parallèle du diagnostic visuel, de préparer une planification des travaux qui couvrira l'ensemble du patrimoine, intégrant une dimension pluriannuelle des travaux, par équipement.
- **La prise en compte des attentes immédiates des utilisateurs :** ensemble de petits travaux qui vont permettre de veiller à ce que les demandes puissent être traitées le plus rapidement possible et permettre de répondre aux problèmes ponctuels posés.

Cette stratégie patrimoniale, encapsulée dans un schéma directeur immobilier sur 25 ans, englobe la construction, l'occupation et l'exploitation, la rénovation, la restructuration et la vente des biens créant, ainsi, un cercle vertueux. Le tout, encadré par un schéma directeur immobilier énergie.



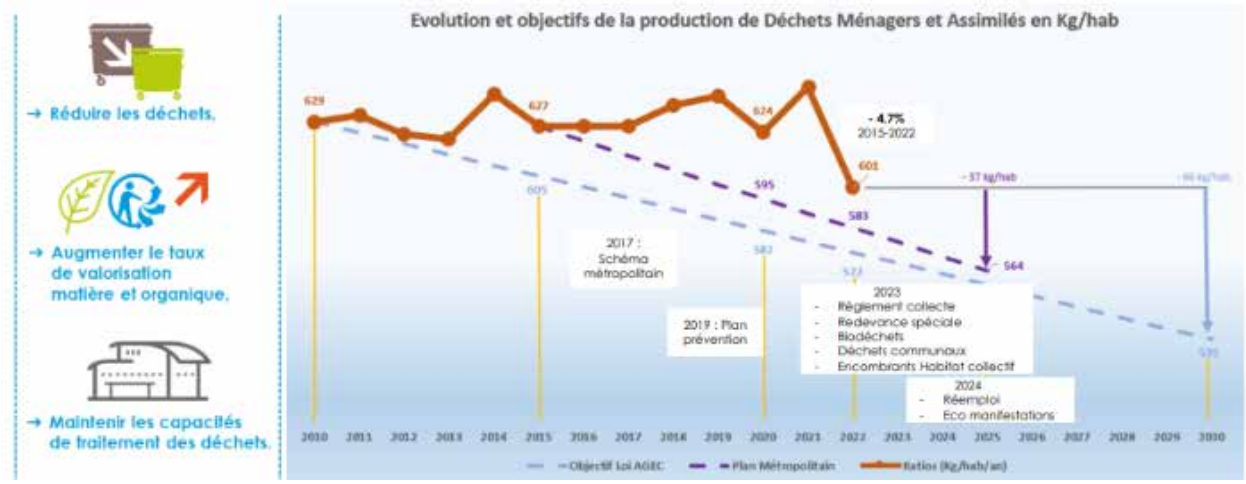
Reçu au Contrôle de légalité le 01 juillet 2024

# 2 — PRÉVENTION DES DÉCHETS

Délibéré en 2019, le Plan Métropolitain de Prévention des Déchets Ménagers et Assimilés vise un objectif en accord avec les différentes réglementations :

- Baisser de 10% le ratio de Déchets Ménagers et Assimilés entre 2015 et 2025, soit, une réduction de 62 kg/habitants en 10 ans, correspondant à environ 119 kilos Tonnes.

## PRODUCTION DES DÉCHETS MÉNAGERS ET ASSIMILÉS




Pour conduire les ambitions du Plan en matière de réduction des déchets, plusieurs actions concrètes sont menées, au travers de quatre axes :

1. Sensibiliser à la réduction des déchets pour faire évoluer les comportements.
2. Harmoniser les modalités de gestion des Déchets d'Activités Economiques (DAE) afin de favoriser l'émergence de solutions adaptées.
3. Valoriser la ressource « biodéchets » et lutter contre le gaspillage alimentaire.
4. Donner une seconde vie aux produits et objets.
5. Pour parvenir à une baisse de 10% en 2025, il a été partagé la nécessité d'augmenter sensiblement les moyens alloués à la réalisation de cette ambition.

Reçu au Contrôle de légalité le 01 juillet 2024

Chacun des quatre axes est composé d'actions, d'informations et de sensibilisations déployées, progressivement, jusqu'en 2025 :

## *1 - La sensibilisation des habitants*

**Afin de faire évoluer les comportements des habitants, une information de sensibilisation, autour de deux axes, est mise en œuvre :**

- Une information institutionnelle pour inciter aux bons gestes.
- Une information de proximité pour aller au contact des habitants et expliquer les projets et les actions menés.

Cette communication de terrain a permis de sensibiliser, sur 2023, environ, 40 000 foyers, soit, 5 % des foyers métropolitains.

Pour combiner l'effet de ces deux actions, des temps forts thématiques sont organisés tout au long de l'année avec, en appui, un site internet dédié ainsi que des kits de communication sont transmis aux communes pour assurer un relai efficace.

Les temps forts 2024 sont les suivants :

| | | | |
|---|---|---|---|
| **JANVIER** | Fête éco responsables + sapin | **JUILLET** | Déchets abandonnés |
| **FÉVRIER** | Recycler | **AOÛT** | Déchets abandonnés |
| **MARS** | Réutiliser/Réemployer | **SEPTEMBRE** | |
| **AVRIL** | Réduire | **OCTOBRE** | Réduire |
| **MAI** | | **NOVEMBRE** | Réutiliser/Réemployer |
| **JUIN** | Recycler | **DÉCEMBRE** | Fête éco responsables |

En complément, une mobilisation de relai d'informations (enfants, famille) est déployée afin qu'ils deviennent, à leur tour, des ambassadeurs auprès de leur entourage (cf. Défi Familles Zéro Déchet / Animations scolaires etc.).

Reçu au Contrôle de légalité le 01 juillet 2024

## 2 - Les déchets d'activités économiques

Le deuxième axe de ce plan est dédié aux déchets d'activités économiques avec :

- L'arrêt des collectes en ZAE[2].
- Le déploiement de la redevance spéciale sur tout le territoire métropolitain.
- L'accompagnement des communes dans l'évolution de leurs pratiques.

## 3 - Valoriser les biodéchets

Le troisième axe de ce plan vise à renforcer le déploiement des solutions de gestion de proximité des biodéchets.

## 4 - Donner une seconde vie

Le plan métropolitain prévoit un renforcement de la réutilisation et du réemploi sur le territoire.

Pour atteindre les objectifs de réemploi d'ici 2030, une stratégie métropolitaine a été définie avec trois objectifs :

| OBJECTIF 1 | OBJECTIF 2 | OBJECTIF 3 |
|---|---|---|
| Accompagner la structuration de la filière du réemploi | Développer le maillage du territoire pour offrir des solutions de proximité aux habitants | Augmenter la qualité et les quantités des biens et produits réemployés |

Cette stratégie métropolitaine va se traduire, d'ici 2030, par :

- 1 réseau métropolitain des acteurs du réemploi
- 3 ressourceries métropolitaines
- 95% des déchetteries équipées en espace réemploi
- 2 temps forts annuels pour accompagner le changement de comportement
- 13 000 tonnes / an destinées au réemploi

**Préconisation : développer les déchetteries mobiles dans les communes et secteurs qui ne sont pas équipés en déchetteries. Cela nécessite une étroite coordination avec les communes qui auront la charge de désigner les sites dédiés.**

**Préconisation : Vérifier les emplacements de tri dans tous les projets de voirie.**

2 Zone d'Activité Economique



Reçu au Contrôle de légalité le 01 juillet 2024

# 3 — REDEVANCE SPÉCIALE

Les communes ou leurs groupements doivent définir le cadre des prestations proposées aux producteurs ou détenteurs de déchets assimilés qui ne sont pas des ménages, pour la collecte de leurs déchets assimilables aux déchets ménagers en y intégrant leurs objectifs en termes d'éco-exemplarité.

La mise en place de cette Redevance Spéciale permet d'établir un niveau de service aux professionnels, coordonné sur l'ensemble des territoires avec, notamment, les effets attendus en termes de réduction des tonnages pris en charge par la collectivité.

La RS est l'une des orientations majeures pour :

- Rappeler ou informer les professionnels sur leurs obligations vis-à-vis du code de l'environnement
- Inciter au tri et maximiser la valorisation des déchets professionnels
- Recentrer les flux professionnels vers des équipements dédiés qui pourront apporter un service plus adapté
- La recherche d'optimisations financières et de recettes supplémentaires.

Elle s'applique :

- Au-delà du seuil bas de 490 litres hebdomadaires de déchets assimilés.
- Jusqu'au seuil haut de 13 860 litres hebdomadaires au-delà duquel la Métropole devrait mettre en œuvre des sujétions techniques particulières hors de son champ de compétences.

## RÉPARTITION DU TAUX DE REDEVANCE SPÉCIALE APPLIQUÉ AUX PROFESSIONNELS SELON LEURS VOLUMES DE DÉCHETS.

| FORFAITS | % SIRET FACTURABLES | VOLUME PAR SEMAINE | COÛT 2024 |
|---|---|---|---|
| F1 | 55 % | 491 à 840 L | 874,16 € / 786,75 €* |
| F2 | 34 % | 841 à 2380 L | 4 720,48 € |
| F3 | 8 % | 2381 à 4620 L | 10 315,12 € |
| F4 | 2 % | 4621 à 9240 L | 21 854,06 € |
| F5 | 1 % | 9241 à 13 860 L | 33 393 € |

Plan d'actions mené pour 2024 :

- Fiabiliser les données
- Améliorer le ratio des comptes valides
- Améliorer le ratio de la conformité des titres émis
- Traiter les titres non conformes
- Répondre à chaque sollicitation et communiquer
- Renforcer les enquêtes et les contrôles
- Renforcer la coordination sur la répression et les amendes avec les partenaires institutionnels et notamment les Communes



Reçu au Contrôle de légalité le 01 juillet 2024

**Préconisations sur les déchets professionnels :**

- **Créer un groupe de travail du Contrat Local de Sécurité Prévention Délinquance sur la question des déchets professionnels, avec les services de la Métropole, la police municipale mais aussi les différents services d'État pouvant aider : Hygiène, DRFIP, police nationale, Parquet, et la Chambre de Commerce.**
- **Mieux faire appliquer le règlement de la redevance spéciale dans tous ses articles, notamment le 5ème chapitre sur l'obligation de la Métropole de mettre à disposition des bacs normalisés en fonction des besoins et des forfaits de redevance, d'opérer les contrôles et d'appliquer les sanctions.**

### RENCONTRE DE L'ÉQUIPE « REDEVANCE SPÉCIALE » (28 MAI 2024)

*Un service des Déchets professionnels (RS) composés de 35 agents est en cours de consolidation.*

**3 Divisions composent le service :**

- 1 division technique
- 1 division prévention des déchets professionnels
- 1 division administrative et financière

**La division administrative a vocation notamment à gérer :**

- La base de données
- Répondre aux réclamations des usagers
- Accompagner les professionnels dans la compréhension de la redevance spéciale
- Adresser les courriers et suivre la validation des comptes sur le portail dédié
- Préparer et suivre la facturation

**La division technique par ses conseillers a en charge :**

- La communication sur les lois et obligations de la RS
- Accompagner les professionnels dans la réduction des déchets
- Répondre aux réclamations sur facturation des usagers via les différents guichets existants
- Réalisation d'enquêtes sur les secteurs les plus bloquants
- Faire des contrôles de volumétrie et de typologie
- Sanctionner si infraction constatée
- Gestion des bacs dédiés aux professionnels
- Mettre à jour la base de données INSEE
- Participer et accompagner à l'arrêt des collectes dans les ZAE

L'action du service de la redevance spéciale doit in fine permettre de réduire les effets induits par les mauvais gestes des usagers qui ont des répercussions sur le montant de ladite redevance (exemple évoqué à Martigues sur les difficultés rencontrées avec les professionnels dans les ZAE, ou encore sur les déchets laissés à proximité des PAV et bacs enterrés, qui sont du ressort des services propreté de la commune et qui se répercutent in fine sur la redevance spéciale à la charge de la commune).

# 4 — POINTS DE VIGILANCE ET FREINS IDENTIFIÉS

| | |
|---|---|
| Améliorer la communication | Renforcer les moyens alloués au service dédié à la redevance spéciale |
| Promotion et distribution plus large des composteurs | Développement du réemploi |
| Apporter un point d'attention particulier sur les professionnels dans les centres urbains | Mise en place d'une coopération accrue entre l'ensemble des parties prenantes (métropole, ville, mairies de secteur) |
| Rehausser le niveau de sanction en cas de dépassement des volumes ou du non-respect du règlement de collecte et des consignes de tri. | |



Reçu au Contrôle de légalité le 01 juillet 2024

# OPTIMISATION DES RESSOURCES DANS LA GESTION DES DÉCHETS

## 1 — DISPOSITIFS RESSOURCES HUMAINES (RH)

Le volet Ressources Humaines à destination des agents de la collecte peut être présenté en 5 grandes thématiques :

| THÉMATIQUES | OBJECTIFS |
|---|---|
| Politique RH | · Application politique et procédures RH<br>· Campagnes de prévention, promotion et sensibilisation<br>· Accompagnement des Directions |
| Gestion Administrative du personnel | · Accueil des nouveaux arrivants<br>· Suivi de la carrière du personnel affecté<br>· Référents thématiques (Logiciel Saturne pour gestion du temps, Maintien dans l'emploi)<br>· Éléments variables de paye (Heures supplémentaires,barrêts maladies...)<br>· Suivi de l'absentéisme |
| Recrutement et dialogue de gestion | · Recrutement permanent et non permanent<br>· Pilotage dialogue de gestion, suivi de l'effectif<br>· Mise à jour des fiches de poste |
| Formation | · Relais du plan de développement des compétences<br>· Identification des besoins individuels et collectifs<br>· Suivi des actions de formation et de prévention |
| Prévention des risques professionnels | · 1 334 Jours-hommes de formation /an<br>· Analyse des accidents de service (typologie et recommandations)<br>· Suivi des signalements au registre santé et sécurité au travail<br>· Audit hygiène et sécurité des sites |



Reçu au Contrôle de légalité le 01 juillet 2024

Pour tenir compte des spécificités des métiers de la collecte et de l'organisation du pôle, la direction ressources a développé des spécificités en matière de support RH, sur trois dimensions :

- Les activités liées au recrutement et à la mobilité interne
- L'unité de gestion RH (agents absents plus de 90 jours et gestion des agents en disponibilité)
- La division « Renfort » pour pallier avec plus d'agilité aux conséquences de l'absentéisme sur le niveau de service.

**Préconisation : attention particulière à porter sur le bon déroulement du plan d'action sur les conditions de travail des agents.**

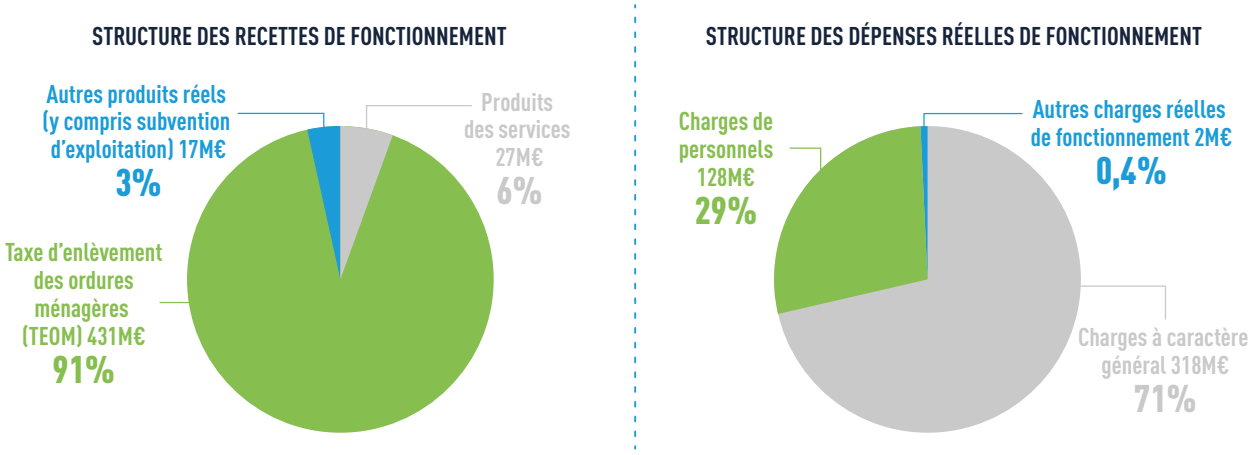
# 2 — BUDGET COLLECTES ET PROSPECTIVES

## *A - Organisation du budget métropolitain*

Le budget annexe « Prévention et Gestion des Déchets » est structuré en deux sections :

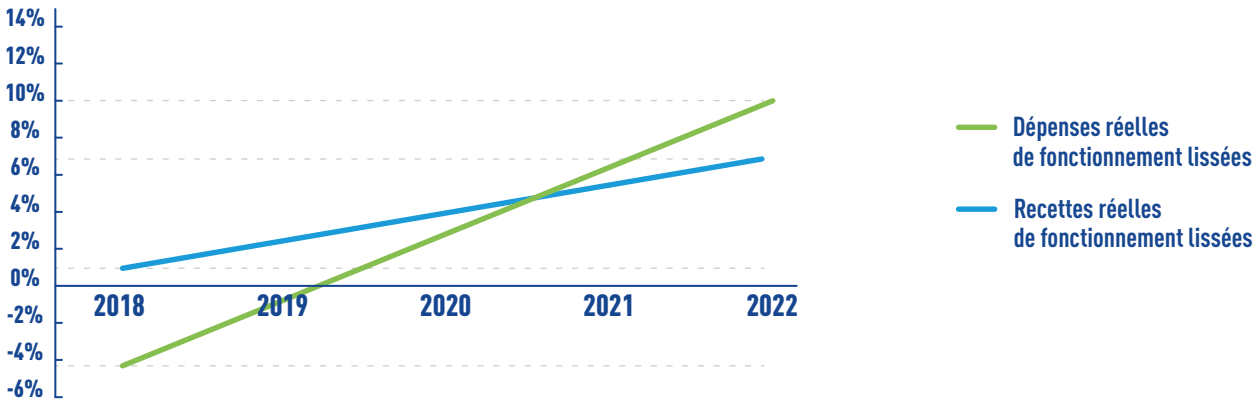
- **Section de fonctionnement :** section qui permet de prendre en compte l'ensemble des prévisions liées à la gestion courante de la Métropole.

### SECTION DE FONCTIONNEMENT DU BUDGET MÉTROPOLITAIN




Au budget 2024, la TEOM représente 91% des recettes de fonctionnement.

### ÉVOLUTION TENDANCIELLE DES DÉPENSES ET RECETTES RÉELLES DE FONCTIONNEMENT



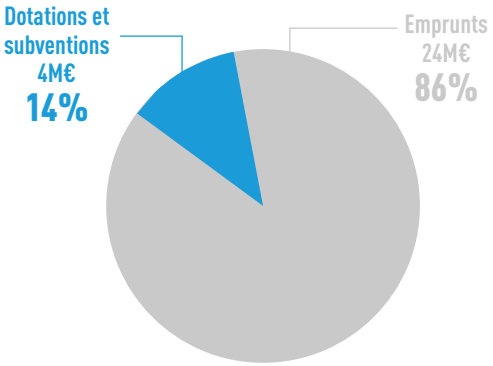



Reçu au Contrôle de légalité le 01 juillet 2024

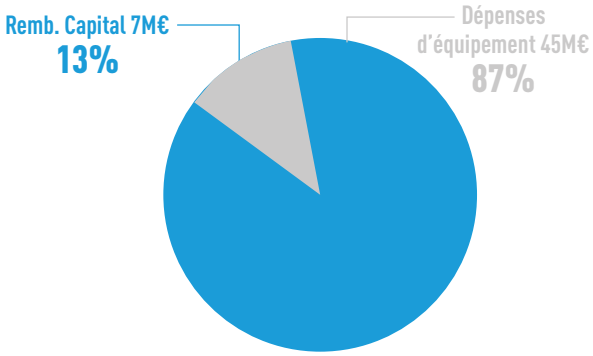
**Section d'investissement :** section qui permet de développer et gérer les infrastructures et le patrimoine de la Métropole.

## SECTION D'INVESTISSEMENT DU BUDGET MÉTROPOLITAIN

### STRUCTURE DES RECETTES RÉELLES D'INVESTISSEMENT




### STRUCTURE DES DÉPENSES RÉELLES D'INVESTISSEMENT




## *B - Stratégie budgétaire métropolitaine*

Au plus tard en 2026, la stratégie budgétaire et financière de la Métropole Aix-Marseille-Provence aura permis d'harmoniser les taux de la Taxe d'Enlèvement des Ordures Ménagères (TEOM). Cette harmonisation se déroule en deux étapes :

- **Étape 1 :** conformément à l'obligation imposée par la Loi (déclinée sur 2021 et 2022)

| TERRITOIRE | ÉVOLUTION |
|---|---|
| PAYS SALONAIS | 10 % à 14 % |
| PAYS D'AUBAGNE | 10 % à 14 % |
| PAYS D'ISTRES OUEST PROVENCE | 7 % à 11 % |
| PAYS DE MARTIGUES | 11,5 % à 12,5 % à 13,5 % |

- **Étape 2 :** relèvement du taux de la TEOM à un taux pivot de 14% pour toutes les communes situées en deçà. A ce jour, l'ensemble des territoires s'est prononcé, 5 territoires privilégiant un taux unique, et un territoire un taux différencié. En 2024, deux taux sont appliqués, 18,1% pour la ville de Marseille, 14% pour les autres communes.

## *C - Un service public marqué par de fortes contraintes*

Les dépenses d'exploitation au budget de la Métropole sont marquées par une croissance rapide, en raison de facteurs exogènes, ce qui rend l'exécution stratégique plus contraignante :

- Objectifs de réduction et de valorisation des déchets imposés par la Loi de Transition Énergétique + par le SRADDET, pour 2025.
- Contraintes règlementaires sur les exutoires majeurs.
- Poursuite de la modernisation des infrastructures.
- Coûts de gestion des déchets impactés par l'inflation au travers de marchés publics en forte augmentation.
- Une masse salariale à maitriser pour ne pas grever les dépenses de fonctionnement.
- Croissance de la Taxe Générale sur les Activités Polluantes (TGAP).



Reçu au Contrôle de légalité le 01 juillet 2024

## *D - Mise en œuvre du pacte financier et fiscal*

Sur la période 2018-2022, il est apparu clairement que le niveau de TEOM était insuffisant pour couvrir la croissance globale des charges, L'évolution tendancielle des dépenses et recettes réelles de fonctionnement montre un effet « ciseau », avec des dépenses qui augmentaient bien plus vite que les recettes réelles sur la période (en 2022, 4% d'augmentation des produits, contre une augmentation de 12% des charges). C'est d'ailleurs ce constat qui a alimenté les débats pour l'harmonisation de la TEOM, pour annuler l'effet ciseau.

Dès 2023, le pacte financier et fiscal (2023-2026) acte l'autonomisation du budget, avec un retour à la restauration de l'équilibre du budget annexe « Prévention et Gestion des déchets ».

Cet équilibre a été trouvé sous l'effet de deux leviers :

- Le relèvement de la TEOM à un taux pivot de 14% pour toutes les communes (hors Marseille, positionnée à 18,1%).
- Des économies de gestion couplées avec des mesures d'optimisation financière de la dépense.

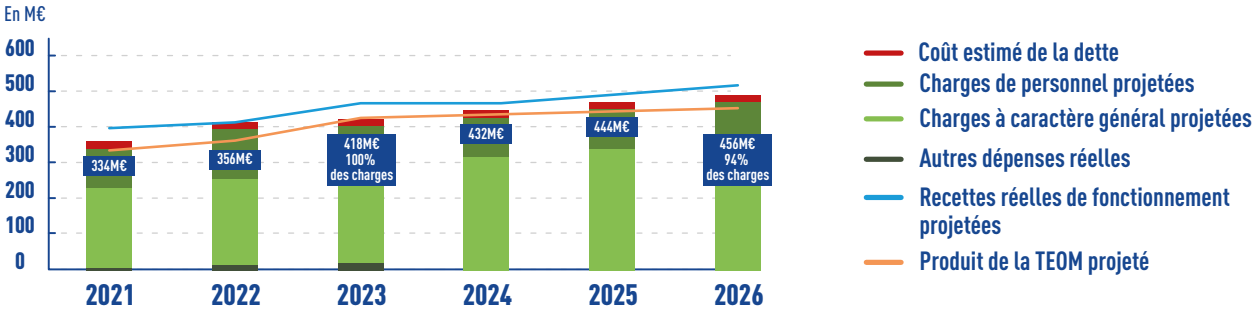
L'ensemble de ces mesures prises permettent des résultats concrets :

- Des économies de gestion de 14 M€ au budget 2023 (sur les contrats de prestations de services).
- Des mesures d'optimisation financière de la dépense relative à la collecte et au traitement des déchets (recentrage des actions sur la compétence déchets, restructuration de l'offre de services, etc.)
- Le respect des obligations réglementaires (arrêt de la collecte dans les ZAE, refacturation aux communes de leur propre production de déchets).

La trajectoire sur 2023-2026 est haussière, avec un écart entre les charges totales et les recettes qui se réduit à mesure que nous approchons de 2026, obérant la capacité d'autofinancement. Dans cette prévision, nous devrions donc avoir recours uniquement à l'emprunt à partir de 2026.

Notre capacité de désendettement est à ce jour en dessous des ratios, mais au regard du rythme des investissements projetés et de l'effet ciseau évoqué plus haut, le budget est appelé à porter davantage de dette dans les années à venir.

### TRAJECTOIRE DES DÉPENSES ET RECETTES RÉELLES DE FONCTIONNEMENT






Reçu au Contrôle de légalité le 01 juillet 2024

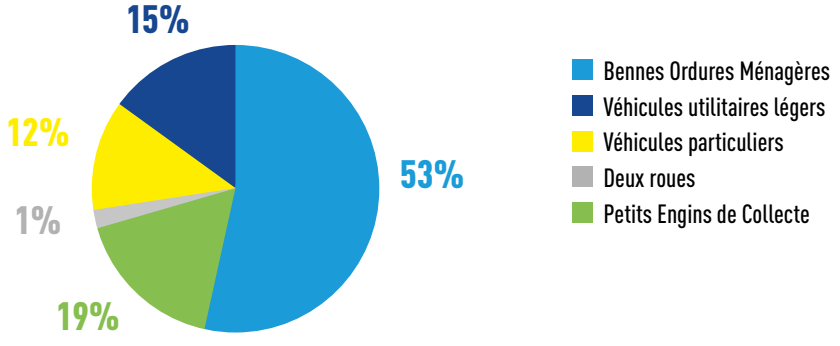
## 3 — IMPACT ENVIRONNEMENTAL DE LA COLLECTE : VERDISSEMENT DU PARC AUTOMOBILE

A Horizon 2030, la Métropole Aix-Marseille-Provence s'est engagée sur le pacte « Zéro Énergie Fossile ».

Pour ce faire, elle a créé, au 1er janvier 2024, un Pôle Technique dont la mission est celle notamment d'exécuter la stratégie de verdissement de son parc roulant dans un souci de réduction des émissions de gaz à effet de serre.

| TYPE | NOMBRE | % DU PARC |
|---|---|---|
| Bennes ordures ménagères | 321 | 53,15 |
| Petits engins de Collecte | 111 | 18,38 |
| Deux roues | 7 | 1,16 |
| Véhicules particuliers | 73 | 12,09 |
| Véhicules utilitaires légers | 92 | 15,23 |
| **TOTAL** | **604** | **100** |

RÉPARTITION DES VÉHICULES DE COLLECTE PAR CATÉGORIE






Reçu au Contrôle de légalité le 01 juillet 2024

# 4 — AMENDES ET RÉPRESSION LIÉES AUX INCIVILITÉS DE LA COLLECTE

Les verbalisations liées aux incivilités de la collecte reposent sur deux motifs :

- Le dépassement du volume (code NATINF 26511) : 35€
- Le non-respect des consignes de tri ou du règlement de collecte dont les dépôts hors emplacement (code NATINF 1086) : 135€

Le service de la gestion des déchets professionnels se retrouve en difficulté sur la mise en paiement effective des verbalisations réalisées. Cet état de fait va s'accroître par la généralisation à venir de la procédure numérique qui nécessite du flagrant délit accompagné d'un contrôle d'identité pour être opposable.

A noter que les services métropolitains procèdent, également, à des enlèvements payants. Il s'agit, toutefois, d'une procédure complexe car ceux-ci doivent déplacer des moyens spécifiques afin de déterminer, précisément, les quantités retirées de l'espace public.

Les montants dépendent, de fait, des moyens engagés.

Le relèvement des infractions et la verbalisation sont des outils majeurs et structurants qu'il est nécessaire de renforcer en complément de la prévention.

Toutefois la coordination avec les services de police municipale et nationale apparait comme une nécessité et constitue une des clés de voute afin de faire respecter la législation et lutter efficacement contre les incivilités des contrevenants.

# 5 — POINTS DE VIGILANCE ET FREINS IDENTIFIÉS

| | |
|---|---|
| Les habitats collectifs ne sont pas assez touchés par le tri | Coordination et appui des polices municipales |
| Un niveau de TEOM en réflexion pour couvrir la croissance globale des charges | Des investissements importants qui restent à confirmer (à noter que deux nouveaux centres de tri sont en cours de réalisation) |
| Augmentation croissante des charges réelles de fonctionnement | |



Reçu au Contrôle de légalité le 01 juillet 2024

# VISITES DE SITES ET DE COMMUNES

La MIE de 4 séquences de travail de 3h30, chacune constituée de l'ensemble des membres désignés a permis de faire un tour d'horizon complet des enjeux, process et modes d'organisation de la collecte des Déchets.

Les réunions ont été complétées par plusieurs visites de sites et de Communes.

## 28 Mai 2024 : Visite du site de Rivoire et Carret

- Visite du pôle technique et plus particulièrement du garage et des magasins.

Plus de 92 % de l'entretien des engins et matériels roulants est opéré en Régie.

Elles ont permis de montrer les différents métiers et ateliers en activité liés à l'entretien du parc roulant de la collecte des Déchets mais aussi de visiter les magasins où sont entreposés le matériel nécessaire à la collecte y compris les équipements de protection individuelle des agents.

- Réunion sur la redevance spéciale en présence des responsables dédiés. Une réunion de présentation de l'équipe mais aussi des divisions constituées autour de la redevance spéciale avec rappel des missions de chacun mais aussi des enjeux a été organisée.

A été effectué un rappel des différents taux applicables aux professionnels en fonction des volumes produits de déchets éligibles à la redevance spéciale et un retour sur le périmètre de la redevance spéciale autour d'échanges avec les membres de la MIE.

## 29 Mai 2024 : Visite du garage Rabatau et tournée de collectes

Visite du site de départ des Bennes à Ordures Ménagères et lieu de prise de poste des chauffeurs. Visite du dépôt des ripeurs consécutivement.

Suivi de la tournée de collectes des ordures ménagères des 9ème et 10ème arrondissement afin d'en appréhender en réel les modalités et le fonctionnement de la collecte des ordures ménagères.

Visite du centre de transfert de Rabatau et fonctionnement



Reçu au Contrôle de légalité le 01 juillet 2024

## 3 Juin 2024 : Visite à Martigues (service de collecte – suivi tournée – entretien maire)

Suivi d'une partie de la tournée de collectes et visite du centre de collectes de Martigues.

Zone couverte : Martigues – Port de Bouc – Saint Mitre les Remparts – 71 000 habitants – 25000 tonnes d'OM, 2000 tonnes d'emballages ménagers, 1200 tonnes de verre. Présentation des tournées et fréquences. Présentation des locaux et matériels.

RDV échanges avec Monsieur Gaby CHARROUX, vice-Président de la Métropole et maire de Martigues et membres de la MIE. Il est ressorti de ces échanges les points saillants suivants :

L'arrêt de la collecte par la Métropole en ZAE pose, aujourd'hui, d'importantes difficultés. Manque d'organisation du côté des professionnels.

Pour M. le Maire, on constate une dégradation du service sur la collecte. Eléments d'explication avancés : Un changement trop soudain de l'organisation de la collecte, insuffisamment accompagné, auquel s'ajoute la réforme du temps de travail (au final moins de rendement des équipes), des moyens humains jugés insuffisants et des matériels défectueux (cas de bennes à ordures évoqués lors d'une visite des équipes sur site en juillet 2023).

Remarques : sur les moyens matériels, la Métropole a apporté des réponses suite à la visite de juillet 2023. Aujourd'hui, le matériel est en état de fonctionnement normal, et il y a eu un renforcement du nombre de bennes à ordures. Sur les moyens humains, une remise à niveau des effectifs est en cours.

Containers enterrés : il est jugé que ces matériels sont une source de difficultés et que la commune doit suppléer aux dysfonctionnements constatés en ajoutant des bacs en proximité.

Est pointée la problématique des points d'apport volontaire qui génèrent des dépôts anarchiques en pied de PAV, ce qui impacte les équipes de la propreté.

## 4 Juin 2024 : Visite à Istres (service de collecte – suivi tournée – entretien maire)

Suivi d'une partie de la tournée de collectes

Visite du centre de collectes d'Istres – Fos Sur Mer.

RDV échanges avec François BERNARDINI, Vice-Président de la Métropole Aix-Marseille-Provence et Maire d'Istres sur les points majeurs suivants :

Un avis positif du Maire sur la collecte des déchets avec un niveau assuré de service public rendu. Une vigilance sur les évolutions en cours et à venir reste de mise.

Histoire positive avec ce service tant sur le plan opérationnel qu'humain avec des relations fortes établies entre la Commune et l'administration métropolitaine.

La commune et plus spécifiquement le Maire doit rester le lien privilégié avec la Métropole sur ces services publics de proximité. Le Maire reste le point d'entrée dans la Commune et l'interlocuteur direct des administrés.

Nécessité de mettre en place des tests sur l'ajustement des tournées de collectes. Elles seront opérationnelles qu'à partir de septembre permettant, également, de réaliser une concertation et une information des habitants. Un autre enjeu reste de renforcer les Points d'Apports Volontaires (PAV) également en cours pour inciter au développement du tri.

Les enjeux sur la collecte des déchets en ZAE et la redevance spéciale auprès des professionnels malgré quelques réticences, à l'origine, se passe, aujourd'hui, de manière satisfaisante.

Sur les incivilités et dépôts sauvages en matière de collecte des déchets, le Maire a abordé la verbalisation et l'application d'amendes fortes qui portent leurs fruits à condition de pouvoir appréhender les contrevenants en flagrant délit.

Le Maire souhaite que ce bon niveau de service public sur la collecte des déchets reste maintenu dans sa commune.



Reçu au Contrôle de légalité le 01 juillet 2024

# RECOMMANDATIONS ET PISTES D'AMÉLIORATION

Cette mission d'information et d'évaluation sur la collecte des déchets sur le territoire métropolitain Aix-Marseille-Provence vise à identifier les forces, les axes de progrès, les particularités et les spécificités actuelles du système métropolitain. Elle propose, parallèlement, des solutions efficaces et innovantes en ambitionnant d'améliorer le dispositif général.

Sont proposées, ci-après, des orientations concrètes qui auront comme objectifs de continuer à alimenter les réflexions des équipes métropolitaines dans les domaines qui couvrent l'amélioration de la performance de la collecte des déchets, la recherche d'une optimisation des coûts, en augmentant notamment le développement du tri auprès des professionnels et des habitants, la réduction de l'impact environnemental et l'apport de réponses adaptées aux attentes des citoyens en matière de propreté et de développement durable. Ces orientations sont le fruit d'échanges constructifs et nourris se basant sur une analyse précise de l'état du fonctionnement actuel des services de collecte métropolitains et des enjeux auxquels ils sont confrontés, au travers de plusieurs séquences de travail, de visites de sites et de Communes avec les membres de la mission sous ma présidence.

**Cette analyse a néanmoins été calibrée au regard du temps imparti par le Conseil métropolitain, à savoir un mois, et elle nécessite d'être enrichie. Concernant les préconisations, celles-ci reflètent les différents échanges qui ont nourris cette mission.**



Reçu au Contrôle de légalité le 01 juillet 2024

# PROMOUVOIR ET RENFORCER UNE POLITIQUE ENVIRONNEMENTALE VERTUEUSE

## 1 — OPTIMISER LE TRI DES CARTONS : SOLUTIONS AUX PROBLÉMATIQUES LIÉES À LA GESTION DES DÉCHETS CARTONNÉS

### *A - Développer des PAV[3]*

Afin de répondre au sujet majeur du tri des cartons, un développement des points d'apports volontaires semble être une piste à privilégier en priorité. Au-delà d'un simple développement, une création de points d'apports volontaires spécifiques et capables d'accueillir des cartons (particuliers + professionnels) semble indispensable pour répondre à cette difficulté majeure.

Cette initiative de développement vertueuse favoriserait, indéniablement :

- **Le respect des consignes de tri**
- **Une diminution majeure des volumes à traiter** en enfouissement ou incinération
- **Une moindre intervention des équipes de propreté**
- **Une réduction des dépôts anarchiques autour des PAV**

Toutes ces mesures doivent être renforcées pour réduire significativement l'encombrement excessif des points d'apports volontaires jaunes voire d'ordures ménagères, pris d'assaut par les cartons, obstruant ainsi les ouvertures de dépôts des PAV.

La collaboration de la commune pour autoriser un maillage supplémentaire de PAV est un préalable indispensable au développement de ces équipements publics.

Cela nécessite, également, que la commune accepte ces déploiements en autorisant leur implantation.

Ces nouveaux déploiements nécessitent un relai de communication fort dans les supports d'information des communes afin de les diffuser, efficacement, auprès des habitants.

**Préconisations :**

- **Réaliser une expertise spécifique sur le nombre et la typologie des équipements, les plus pratiques pour les agents et les habitants, en vue d'une simplification (points forts, points faibles)**
- **Concernant le nouveau marché de tri en PAV à Marseille, il est nécessaire de se concerter avec toutes les mairies de secteur sur le nombre de colonnes, leur type, et emplacements.**

3 Points d'Apports Volontaires



Reçu au Contrôle de légalité le 01 juillet 2024

### *B - Collectes spécifiques des cartons*

La situation de la collecte des déchets cartonnés est un vrai enjeu, qui soulève une nécessaire réflexion sur ces déchets et sur leur ramassage. Pour répondre à cette situation, des collectes spécifiques des cartons pourraient représenter une solution concrète. De ce fait, les services métropolitains pourraient mettre en place des containers spécifiques pour les cartons ce qui permettrait de désencombrer les PAV ou d'éviter les dépôts sauvages.

Une autre alternative serait de développer les PAV sur des espaces stratégiques. Un développement des outils adaptés et dédiés permettant un renforcement du maillage des PAV est susceptible de répondre à cette difficulté. Cela nécessiterait, néanmoins, d'évaluer le coût de mise en place d'un tel dispositif.

Plusieurs constats que ce soit au niveau des professionnels ou des particuliers ont été relevés avec comme résultat des containers surchargés de cartons et, une fois pleins, des usagers qui laissent de côté le tri de leurs autres déchets et l'accumulation de déchets au pourtour des PAV.

Il pourrait, de plus, être intéressant de mettre à l'étude, pour la Métropole Aix-Marseille-Provence, la mise en place des prestataires qui seraient dédiés à la collecte et au tri des cartons.

La collecte des cartons a déjà été mise en place à destination des professionnels sur certaines communes de la métropole.

## 2 — REPENSER LA GESTION DES COMPOSTEURS MÉTROPOLITAINS

On constate, actuellement, un niveau de composteurs sur le territoire métropolitain en fort développement.

Pour rappel :

- **Composteurs individuels :** l'objectif est d'équiper 25% des foyers individuels en 2025. Fin 2023, 21,6% des logements individuels sont équipés, par la Métropole Aix-Marseille-Provence.
- **Lombricomposteurs individuels :** l'objectif est d'équiper 6 000 foyers en 2025. Fin 2023, 7 268 foyers sont équipés, par la Métropole Aix-Marseille-Provence.
- **Composteurs collectifs :** l'objectif est d'équiper 500 sites collectifs en 2025. Fin 2023, 325 sites sont équipés, par la Métropole Aix-Marseille-Provence.
- **Des opérations ponctuelles des broyages de déchets verts :** l'objectif est de proposer aux habitants des opérations ponctuelles sur des sites définis au printemps et à l'automne. En 2023, 146 opérations ont été organisées sur une partie de la Métropole Aix-Marseille-Provence. Le déploiement sur l'ensemble du territoire sera effectif d'ici fin 2024.



Reçu au Contrôle de légalité le 01 juillet 2024

Un des motifs à ce développement maitrisé est sans doute l'éloignement des lieux de réception des marchandises des lieux de résidence des habitants.

Cette situation crée des difficultés pour les communes et pour les habitants qui souhaitent s'investir et s'engager dans le compostage de leurs déchets organiques.

Pour des motifs d'éloignement certains habitants se voient freinés dans leur investissement au tri de leurs biodéchets.

Pour répondre à cette attente, il est proposé que la Métropole Aix-Marseille-Provence fournisse un stock de composteurs à chaque commune. Ces dernières se chargeraient de la gestion de ce stock et de leur distribution auprès des habitants volontaires de la Commune à s'équiper d'un composteur.

Ce dispositif nécessiterait la contractualisation par conventions de gestion, qui prévoiraient, notamment, les modalités de recours à un outil informatique.

Cette mise à disposition permettrait de favoriser la gestion des déchets organiques de façon écologique et responsable. Cette initiative présenterait l'avantage pour les habitants des communes de ne pas avoir à se déplacer sur une autre commune pour récupérer leur composteur, et ainsi offrir un service plus en proximité. Cela nécessitera que, lors de la remise en commune, une sensibilisation adaptée des habitants à l'usage de leur composteur soit réalisée.

Ainsi, les communes pourraient solliciter des composteurs en fonction de leurs besoins spécifiques, garantissant, alors, une répartition équitable et adaptée aux réalités locales.

## 3 — FAVORISER LE RÉEMPLOI ET LA RÉUTILISATION

Le plan métropolitain permet un renforcement de la réutilisation et du réemploi sur le territoire avec un objectif de 13 000 tonnes réemployées, chaque année, à partir de 2030.

Le développement des conteneurs à vêtement sur le territoire métropolitain représenterait une opportunité importante pour promouvoir le réemploi et la réutilisation des textiles. Des conteneurs à vêtement, ce sont des points de collecte accessibles à tous encourageant, de fait, les citoyens à donner une seconde vie à leurs textiles.

En développant ces points de collecte, la Métropole Aix-Marseille-Provence montre un engagement responsable envers la gestion des déchets et la promotion d'un mode de vie plus durable pour ses habitants.

Dans cette lutte contre le gaspillage, la Métropole Aix-Marseille-Provence s'intègrerait, pleinement, dans la loi AGEC[4] qui vise à limiter les déchets et préserver les ressources naturelles, la biodiversité et le climat en transformant notre économie linéaire en une économie circulaire.

Cette initiative reste à nuancer par le constat d'un certain nombre de containers à vêtements vandalisés par certains habitants pour un usage personnel voire de revente et des lieux de dépôts parfois non réparés pendant plusieurs semaines par les prestataires.

4 Loi Anti-Gaspillage Économie Circulaire



Reçu au Contrôle de légalité le 01 juillet 2024

À ce jour, le dispositif mis en place en termes de réemploi des objets en quelques chiffres est :

- 11 structures de réemploi des objets soutenues, financièrement, par la Métropole Aix-Marseille-Provence.
- 900 tonnes collectées en 2022.
- Un taux de réemploi de 70%.
- 2 ressourceries métropolitaines (Martigues et prochainement Marseille).

Le réemploi des textiles en quelques chiffres :

- 3 opérateurs partenaires pour les textiles (Provence TLC, Philtex and Recycling et Le Relais) qui gèrent les bornes de collecte sur le territoire métropolitain.

## 4 — UNE ACCÉLÉRATION DU VERDISSEMENT DU PARC AUTOMOBILE DÉDIÉ À LA COLLECTE DES DÉCHETS

2024 verra l'arrivée de la première station de Gaz Naturel Compressé (GNC) sur le territoire métropolitain pour l'usage de son parc roulant. 12 Bennes à Ordures Ménagères (BOM) équipées en GNC mais aussi 4 BOM électriques viendront remplacer des BOM à énergie fossile durant le courant de l'année 2024.

Cet engagement fort en faveur d'un verdissement du parc automobiles s'intensifiera en 2025 avec l'acquisition de BOM supplémentaires.

## 5 — CAPACITÉ DES CENTRES DE TRI

Sont programmés la création de deux centres de tri supplémentaires métropolitains, au regard de la situation présentée et des enjeux fonctionnels et écologiques.

Reçu au Contrôle de légalité le 01 juillet 2024

# RENFORCER ET ACCROITRE LA PORTÉE DE LA POLITIQUE D'INFORMATION ET DE SENSIBILISATION

## 1 — DES ÉCO-AMBASSADEURS POUR PRÉVENIR ET INFORMER

D'une manière générale, les systèmes de prévention et de communication pourraient gagner en efficience sur le territoire métropolitain.

C'est pour cela que la Métropole Aix-Marseille-Provence a déployé une trentaine d'éco ambassadeurs sur le territoire, qui ont pour mission d'informer et de sensibiliser de manière pédagogique, dans les détails, sur la réduction des déchets et sur l'adoption d'un ensemble de gestes vertueux.

Ces éco-ambassadeurs pourraient développer leurs actions et toucher de nouveaux publics en :

- **Faisant du « porte à porte »**
- **Étant présent sur les marchés**
- **Étant présent dans les écoles**

La Métropole Aix-Marseille-Provence a, par ailleurs, développé un partenariat avec l'Education Nationale pour pouvoir sensibiliser au sein des écoles primaires de son territoire au tri des déchets et aux impacts environnementaux.

Cette démarche montre des résultats encourageants puisque ce sont **40 000 foyers / an** qui sont impactés, favorablement, par ces différentes actions (soit, 5% des foyers métropolitains).

Il est rappelé par ailleurs, que sur demande, des rencontres peuvent être organisées avec les éco ambassadeurs qui sont en capacité de se déplacer en mairie pour organiser en concertation avec la Commune des actions de sensibilisation à destination des habitants de la Commune par des publics cibles. Cette possibilité devrait faire l'objet d'une communication plus large pour générer une sollicitation plus forte des communes et favoriser in fine les actions de tri.

Une communication conjointe des communes et de la Métropole Aix-Marseille-Provence voit, à l'occasion, des temps forts organisés tout au long de l'année permettrait d'en assurer une diffusion plus large auprès des habitants.

## 2 — RENFORCER LES ÉCHANGES AVEC LES BAILLEURS SOCIAUX ET LES SYNDICS DE COPROPRIÉTÉS

Aujourd'hui, dans de nombreux habitats collectifs métropolitains, l'accès à l'information sur le tri des déchets et les jours de collecte demeure insuffisant, laissant les résidents dans l'ignorance voire l'incertitude quant aux pratiques à adopter.

Pour répondre à cette problématique et cet enjeu de masse en termes de volume d'habitants, il semble impératif que la Métropole Aix-Marseille Provence intensifie ses échanges avec les bailleurs sociaux et les syndics de copropriété.

Il est nécessaire d'établir des partenariats solides afin de développer les outils de communication nécessaires et adaptés aux besoins spécifiques des habitats collectifs, voire imaginer des moyens de contraintes permettant de réelles avancées sur ce sujet, étant rappelé que dans certains secteurs, la part de l'habitat collectif est majoritaire.

Des actions au travers des réunions de sensibilisation sont en cours d'organisation avec les bailleurs sociaux afin de répondre à ce besoin.

Une autre ambition est d'inciter l'ensemble des partenaires à solliciter la Métropole Aix-Marseille-Provence pour un avis initial et systématique sur les permis de construire. L'objectif étant de pouvoir intégrer, dès cette étape initiale, les outils permettant de favoriser le tri dans la gestion des déchets et des habitats collectifs (espaces dédiés et adoptés favorisant le tri).



Reçu au Contrôle de légalité le 01 juillet 2024

# 3 — RENFORCER L'INFORMATION ET LA SENSIBILISATION AUPRÈS DES PUBLICS CIBLES

La Métropole Aix-Marseille-Provence a déjà développé des canaux de communication.

Dès 2021, une campagne d'information sous le mouvement R3FLEXE a été instituée. Cette campagne accessible par affichettes, numéro vert (0800 94 94 08) et adresse générique par site internet dédié sous l'adresse : déchets@ampmetropole.fr, a permis d'initier une démarche globale et collective de la gestion des déchets. Sous le triptyque Réduire – Réutiliser – Recycler.

**Les objectifs 2023 – 2024**

2023 a été consacrée à l'harmonisation des supports et modes de communication.

2024 a été orientée en termes de communication sur les changements de la fréquence des rythmes de collecte et la sensibilisation au tri.

Le renforcement des actions de communication nécessitera le conventionnement entre la Métropole Aix-Marseille-Provence et les communes pour garantir le relais des informations.

**Plusieurs outils de Communication :**

- **Envoi d'un courrier fin d'année 2023**
- **Webinaire auprès des bailleurs sociaux**
- **Envoi de newsletters**
- **Envoi de messages via les têtes de réseaux**
- **Kits de Communication envoyés aux Communes concernées**
- **Communication sur les réseaux sociaux**
- **Flyer déposé dans les boites aux lettres**
- **Stickers sur les bacs de collecte**
- **Plans de communication pour les arrondissements de Marseille**

Reçu au Contrôle de légalité le 01 juillet 2024

Toutefois, la multiplication et la répétition d'actions d'information et de sensibilisation sont, encore, à mener de la part de la Métropole Aix-Marseille-Provence pour pouvoir répondre à ces enjeux.

Des relais d'information par ARHLM pour les bailleurs sociaux et UNIS/FNAIM pour les syndics de copropriété sont réalisés. L'appropriation de ces outils, par les bailleurs sociaux et syndics de propriété, constituent un axe fort de progrès à renforcer.

Ce changement de pratiques visant à réduire les déchets d'ordures ménagères en accentuant le tri par chaque habitant et professionnel nécessitent des actions d'information et de sensibilisation fortes, renouvelées pour accompagnement à la sensibilisation et la prise de conscience des enjeux liés au tri.

D'autres actions sont en cours de développement pour 2024 comme la création d'une « team propreté » avec pour objectif de montrer l'engagement et la nécessité d'agir collectivement. Ces actions prendront la forme d'engagements de terrain accompagnées de communication digitale et de presse.

**De cette coopération pourrait découler de nouveaux outils de communication pour informer :**

- **Des supports pédagogiques** (guides de tri, etc.)
- **Des campagnes d'affichage dans les espaces communs**
- **Des sessions d'information et de sensibilisation régulières au sein des résidences**

Le relai d'information et de sensibilisation par les communes de l'ensemble des supports existants est un vecteur fort à destination des habitants pour faire connaitre, au plus grand nombre, les dispositifs mis en place.

# 4 — INFORMER SUR LA RÉFORME DU RYTHME DE COLLECTE

La Métropole Aix-Marseille-Provence a engagé une refonte des rythmes de collecte des déchets sur le territoire métropolitain. Cette réforme s'est naturellement imposée suite à la disparition des conseils de territoire et à la nécessité d'harmoniser et d'optimiser les pratiques à l'échelle de l'ensemble du territoire. Elle est en outre rendue indispensable en raison de l'évolution exponentielle des charges de fonctionnement, et plus généralement, elle est motivée par plusieurs facteurs liés à une augmentation et permanente des coûts. Enfin, cette réforme répond à la volonté d'optimiser la correspondance entre la réalité d'une collecte et d'un besoin réel des populations.

Le constat a été à plusieurs reprises fait et dans de nombreuses communes que des tournées de collecte étaient réalisées alors que les bacs n'étaient que partiellement remplis. D'autres communes peuvent connaître une situation distincte.

Cette réforme permettrait in fine un rythme de collecte adapté aux besoins réels des usagers et doit servir plus généralement les enjeux environnementaux auxquels notre collectivité doit faire face.

Le nouveau règlement de collecte de juin 2023 à mis en place un changement de fréquence de la collecte. Les nouvelles tournées qui en ont découlé on crée beaucoup de difficultés à Marseille, tant pour les usagers que pour les agents chargés de la collecte. En théorie si l'on maximise l'initiative au tri, par correspondance, les déchets devraient diminuer, la réalité démontre néanmoins que cette diminution est loin d'être évidente

Si les services métropolitains estiment, après étude, que certains secteurs peuvent subir une baisse de fréquence de collecte (passant, par exemple d'un réseau C6 à un réseau C4), alors des collectes « test » sont réalisées afin qu'ils soient certains que les études soient conformes aux réalités de terrain avant mise en œuvre.

Toutefois, si la pratique ne suit pas le théorique, alors, les collectes seront adaptées et développées selon les besoins réels des secteurs. Des adaptations de collecte et de tournées sont mises à jour et ajustées de manière permanente et régulière en fonction des réalités constatées sur le terrain. Les modifications de rythme ou de compléments sont alors réalisés afin de coller au mieux à la réalité des collectes à opérer par secteurs et quartiers des communes.



Reçu au Contrôle de légalité le 01 juillet 2024

# OPTIMISER L'APPLICATION DE LA REDEVANCE SPÉCIALE

## 1 — IDENTIFICATION DES CONTRIBUTEURS

Un travail quotidien de fiabilisation de la base de données et d'identification de l'ensemble des contributeurs est réalisé par les équipes dédiées à la Redevance Spéciale. Concernant les petits producteurs de déchets, un travail d'accompagnement sur la gestion des biodéchets est à développer par les services de la Métropole afin de renforcer ce type d'initiatives.

## 2 — SAISONNALITÉ DE LA REDEVANCE SPÉCIALE

Aujourd'hui, la Métropole Aix-Marseille-Provence ne met pas en place de dispositifs particuliers pour tenir compte de la sur-fréquentation saisonnière, notamment estivale. Cela nécessite une forte mobilisation des agents sur ces lieux éphémères sur une période courte.

Une des propositions consiste à rappeler aux professionnels, le cas échéant, de recourir pleinement à des prestataires privés afin de faire face à une augmentation significative liée aux périodes de sur-fréquentation.

La Métropole Aix-Marseille-Provence met, également, à disposition des bacs supplémentaires avec facturation au comptoir pour les structures éphémères qui en font la demande.

## 3 — RENFORCEMENT DE L'ACTION DU SERVICE SPÉCIALISÉ RS

Compte-tenu des enjeux entourant la mise en place de la redevance spéciale (accompagnement, dimensionnement, etc.), la Métropole s'est dotée d'un service dédié à cette thématique, pour assurer un déploiement proportionné aux enjeux, et enfin pour organiser, le cas échéant, un dispositif de contrôle plus systématique. L'action de ce service devrait se renforcer pour répondre aux enjeux soulevés sur la thématique de la redevance spéciale.

## 4 — MISE EN PLACE D'ACTIONS COORDONNÉES ENTRE LES DIFFÉRENTES PARTIES PRENANTES

Il serait intéressant de mettre en place, lorsque cela est nécessaire, des actions coordonnées entre les communes, la Métropole Aix-Marseille-Provence, la Brigade Environnement et la Chambre de Commerce et de l'Industrie. Cette coopération devrait se déployer avec l'appui de la Police Municipale et Nationale pour mener à bien des actions concertées. Ce travail commun apparait aujourd'hui comme une action indispensable afin de pouvoir étendre la verbalisation des contrevenants et de réduire de facto les incivilités de dépôts sauvages de déchets.

De manière générale, et comme évoqué plus haut, il serait pertinent de créer un groupe de travail du Contrat Local de Sécurité prévention Délinquance sur la question des déchets professionnels.

Ces partenariats permettraient d'établir un suivi concret du respect du règlement de collecte et du code de l'environnement pour la mise en place d'un plan d'actions coordonné sur le long terme pour permettre une action efficace sur la verbalisation.



Reçu au Contrôle de légalité le 01 juillet 2024

# LIMITER LES INCIVILITES

## 1 — AUGMENTER LE RECOURS AUX AMENDES

Pour permettre de limiter les incivilités face aux dépôts de déchets (sauvages, clandestins, etc.), le pouvoir dissuasif de l'amende pourrait être renforcé, notamment en travaillant tant sur les montants que sur le dispositif de recouvrement, aujourd'hui pas assez efficace. En amont, et afin de faire évoluer les comportements, des actions de sensibilisation et de communication devraient être fortement développés.

Cette augmentation des amendes pourrait avoir un effet dissuasif à l'endroit de certains habitants et professionnels coupables de ce type d'actions. Ces contraventions peuvent, aussi, jouer un rôle de persuasion et d'exemplarité.

A titre d'illustration, la commune d'Istres émet des amendes forfaitaires élevées sur du flagrant délit, d'un montant de 750 euros, ce qui semble avoir un effet dissuasif notable.

L'ajout ou la recherche d'autres types de verbalisations cumulatives est en réflexion afin de pouvoir renforcer l'aspect répressif et, ainsi, réduire les incivilités constatées.

## 2 — DÉVELOPPER LES CONTRÔLES

Pour faire face aux dépôts sauvages, la Métropole Aix-Marseille-Provence devrait inciter les communes à l'installation de caméras fixes et nomades, comme cela existe dans certaines communes, avec des résultats significatifs.



Reçu au Contrôle de légalité le 01 juillet 2024

## 3 — RENFORCER LES OPÉRATIONS « COUPS DE POING » ET LUTTER CONTRE L'INCIVISME

La Métropole Aix-Marseille-Provence devrait renforcer la mise en place d'opérations « coups de poing » pour répondre à la recrudescence des dépôts sauvages de déchets.

Ces opérations permettraient de dissuader ces comportements inciviques et d'améliorer le niveau de propreté des espaces métropolitains. Elles ne peuvent être menées pour être efficaces que de manière conjointe et concertée avec la collaboration des communes et plus précisément les services de police municipale et de l'environnement mais aussi les services préfectoraux et de police nationale.

## 4 — RÉALISER DES CONVENTIONS MULTIPARTITES

Une des clés de la réduction des incivilités repose sur la coordination des actions des différents acteurs concernés. La mise en place de conventions incluant la commune et les services associés (Police Municipale, Brigade Environnementale), la Métropole Aix-Marseille-Provence, la Police Nationale et les services préfectoraux apparait comme une piste de réflexion visant à une meilleure efficacité dans la répression d'actions illégales.

# PARTAGER ET TRAITER LES ENJEUX FINANCIERS

La présentation de la trajectoire budgétaire en termes de gestion des déchets a mis en évidence l'effet « ciseau » constaté sur la période 2018-2022. Le budget 2023 est à l'équilibre et les équilibres budgétaires devraient se maintenir jusqu'en 2026.

Il est essentiel de piloter la trajectoire budgétaire afin d'anticiper la réalité des dépenses et des recettes, de mesurer l'effectivité des mesures mises en place par la Métropole, dans un souci d'optimisation constante du budget annexe, en permettant la délivrance du meilleur service aux citoyens.



Reçu au Contrôle de légalité le 01 juillet 2024

# CONCLUSION

À l'issue de ce mois de mission, les éléments collectés et analysés confirment l'intérêt de la démarche. La mission remercie à nouveau les services métropolitains pour leur forte mobilisation. Nous constatons néanmoins que le délai d'un mois consacré à la mission est contraint, au vu de l'enjeu. Des rencontres supplémentaires auraient pu être réalisées.

En effet, la gestion des déchets sur le territoire métropolitain représente un défi majeur nécessitant une approche rigoureuse et innovante, qui implique de s'approprier et de partager l'ensemble des enjeux techniques, humains, fonctionnels, et géographiques.

Les analyses de la trajectoire budgétaire doivent être mises en corrélation avec les enjeux et recommandations proposés par la mission.

La mission insiste sur ce temps contraint d'autant que les effets de différentes mesures déployées simultanément sur les territoires ont provoqué des changements importants, qui ont été pointés lors des visites des sites :

- Les nouveaux accords sur le temps de travail et leurs conséquences sur la réorganisation des équipes, régularisation imposée par la loi du 6 août 2019.
- Les effets de mutualisation des processus à l'échelle métropolitaine et les enjeux d'harmonisation sous-jacents (refonte des tournées).
- Les difficultés pour les communes liées à l'application de la redevance spéciale.

S'il est indispensable de s'inscrire dans le champ de la transformation, un niveau de service adapté aux besoins de chacun, objectivé et discuté préalablement, tout en assurant une qualité de service équitable pour les habitants, en s'appuyant aussi sur l'information et l'accompagnement, est un principe cardinal sur lequel la Mission souhaite appeler l'attention. C'est en effet ce principe qui irrigue nombreuses de ses préconisations et qui doit être au centre des préoccupations.

Ce travail a permis de mieux comprendre le fonctionnement du service métropolitain et d'identifier les contraintes, freins et difficultés actuelles afin de trouver voies et axes d'améliorations. Il devra être poursuivi et renforcé dans différents champs

Ce rapport souligne l'importance d'un partenariat soudé, coordonné et stratégique entre les acteurs pour réussir ces défis, volonté de partenariat qui doit se traduire concrètement pour les habitants. Les recommandations doivent être mises en œuvre avec détermination, garantissant un avenir propre et durable pour le territoire métropolitain et ses habitants, tout en réduisant les impacts environnementaux liés à la collecte des déchets. Cette ambition nécessite volontarisme, détermination et bonnes pratiques, il convient de les mettre en œuvre afin de donner aux habitants et habitantes de la métropole le niveau de service attendu.



Reçu au Contrôle de légalité le 01 juillet 2024

# ANNEXES

Reçu au Contrôle de légalité le 01 juillet 2024

# ANNEXE 1

## RÉGLEMENT DE COLLECTE
## DES DÉCHETS MÉNAGERS ET ASSIMILÉS
## DE LA MÉTROPOLE AIX-MARSEILLE-PROVENCE

Reçu au Contrôle de légalité le 01 juillet 2024

# REGLEMENT DE COLLECTE DES DECHETS MENAGERS ET ASSIMILES DE LA METROPOLE AIX-MARSEILLE-PROVENCE

## PRÉAMBULE

Vu le code de l'environnement et notamment ses articles L541-1 à L541-50, L124-1 à L124-8, R125-1 à R 125-8, R541-14 et R543-53 à R543-65,

Vu le code général des collectivités territoriales et notamment ses articles L5216-5 et L2224-13 à L2224-17, L2333-76 à L2333-80,

Vu le code de la santé publique,

Vu le code pénal,

Vu le règlement sanitaire départemental des Bouches-du-Rhône,

Vu la recommandation R 437 de la Caisse Nationale de l'Assurance Maladie sur la collecte des déchets des Ménages et Assimilés,

Vu l'arrêté du 22 décembre 1986 (modifiant celui du 26 mars 1979) relatif au règlement sanitaire départemental,

Vu la circulaire du 25 avril 2007 relative aux plans de gestion des déchets ménagers,

Vu le décret n°2011-828 du 11 juillet 2011 et de l'ordonnance du 17 décembre 2010 retranscrivant les lois de Grenelle de la Directive 2008/98/CE du Parlement Européen et du conseil du 19 novembre 2008 relatif aux déchets,

Reçu au Contrôle de légalité le 04 juillet 2023
Reçu au Contrôle de légalité le 01 juillet 2024

Vu l'arrêté n°2013354-0004 du 20 décembre 2013 relatif à l'emploi du feu et au brûlage des déchets verts et autres produits végétaux,

Vu la loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles

Vu le décret n°2015-662 du 10 juin 2015 relatif aux programmes locaux de prévention des déchets ménagers et assimilés,

Vu la loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République

Vu la loi n°2015-992 du 17 août 2015 relative à la transition énergétique pour la croissance verte dite LTE,

Vu le décret n°2015-1085 du 28 août 2015 relatif à la création de la Métropole Aix-Marseille Provence

Vu la délibération n° FAG 008-808/16/CM du conseil de la Métropole du 19 septembre 2016 relative à la suppression des conditions d'exonération de la taxe d'enlèvement des ordures ménagères,

Vu la délibération n° DEA 018-2836/17/CM du conseil de la Métropole du 19 octobre 2017 relative à l'approbation des axes principaux du schéma métropolitain de gestion des déchets,

Vu le plan régional de prévention et de gestion des déchets adopté par l'assemblée régionale le 26 juin 2019,

Vu la délibération n° DEA 038-8022/19/CM du conseil de la Métropole du 19 décembre 2019 approuvant le plan métropolitain de prévention des déchets ménagers et assimilés 2019-2025,

Vu la loi n°2020-105 du 10 février 2020 relative à la lutte contre le gaspillage et à l'économie circulaire dite AGEC,

Vu la loi n°2022-217 du 21 février 2022 relative à la différenciation, la décentralisation, la déconcentration et portant diverses mesures de simplification de l'action publique dite « 3Ds »,

Vu la délibération n° FBPA-053-12060/22/CM du conseil de la Métropole du 30 juin 2022 approuvant les principes d'organisation des services de la Métropole,

Vu la délibération n° FBPA-033-13479/23/BM du conseil de la Métropole du 16 mars 2023 relative aux ajustements de l'organisation des services de la Métropole Aix-Marseille-Provence,

Considérant que les modalités réglant les conditions de la collecte des ordures ménagères et celles de collecte sélective, notamment la fréquence, l'horaire, les récipients utilisés, doivent être définies,

Considérant qu'il est indispensable de réglementer le service de gestion des déchets en fixant les règles de fonctionnement du service des déchets ainsi que les droits et devoirs des usagers,

**Arrêtons**



Reçu au Contrôle de légalité le 04 juillet 2023
Reçu au Contrôle de légalité le 01 juillet 2024

# SOMMAIRE


**1. CADRE GENERAL DE LA DEMARCHE ET OBJECTIFS NATIONAUX.....6**

1.1. CADRE GENERAL DE LA DEMARCHE.....7
1.2. OBJECTIFS NATIONAUX.....8
1.3. DOCUMENTS CADRES LOCAUX.....9

**2. DISPOSITIONS GENERALES.....10**

2.1. OBJET ET CHAMP D'APPLICATION DU REGLEMENT .....11
2.2. PRINCIPES GENERAUX.....11
2.3. COMPETENCE CONCERNEE.....12
2.4. COMMUNES CONCERNEES.....12
2.5. MODE DE FINANCEMENT.....13
2.6. CONDITION D'EXONERATION .....13

**3. LES DIFFERENTES TYPOLOGIES DE DECHETS.....14**

3.1. DECHETS DES MENAGES COLLECTES PAR LA METROPOLE.....15
3.2. DECHETS DES MENAGES NON COLLECTES PAR LA METROPOLE MAIS AUTORISES EN DECHETERIES.....18
3.3. DECHETS NON ACCEPTES PAR LE SERVICE PUBLIC .....19
3.4. DECHETS SAUVAGES OU CONTRAIRES AU REGLEMENT DE COLLECTE.....20

**4. LES DECHETS MENAGERS ET ASSIMILES.....21**

4.1. DECHETS MENAGERS ASSIMILES (DMA) .....22
4.2. OBLIGATIONS REGLEMENTAIRES POUR LES DECHETS PROFESSIONNELS .....23
4.3. APPLICATION DE LA REDEVANCE SPECIALE.....25

**5. LES EQUIPEMENTS DE COLLECTE ET LEUR USAGE .....26**

5.1. PROPRIETE DES EQUIPEMENTS DE COLLECTE.....27
5.2. SACS.....27
5.3. BACS.....27
5.4. POINTS D'APPORT VOLONTAIRE (PAV) .....31
5.5. COMPOSTEURS ET LOMBRICOMPOSTEURS.....31
5.6. CORBEILLES A PAPIER SUR LA VOIE PUBLIQUE.....32

**6. ORGANISATION DE LA COLLECTE DES DECHETS .....33**

6.1. HORAIRES DE COLLECTE.....34
6.2. PRESENTATION DES DECHETS DANS LES SACS .....35
6.3. ORGANISATION DE LA COLLECTE DES DECHETS MENAGERS.....35
6.4. ORGANISATION DE LA COLLECTE DES DECHETS ALIMENTAIRES .....36
6.5. ORGANISATION DE LA COLLECTE DES DECHETS RECYCLABLES .....36




Reçu au Contrôle de légalité le 04 juillet 2023
Reçu au Contrôle de légalité le 01 juillet 2024

6.6. ORGANISATION DE LA COLLECTE DES ENCOMBRANTS....38
6.7. DECHETERIES....38
6.8. CALENDRIER DE COLLECTE....39

**7. SECURITE ET CONDITIONS DE COLLECTE....40**

7.1. SECURITE ET FACILITATION DE LA COLLECTE....41
7.2. COLLECTE EN PORTE-A-PORTE SUR LA VOIE PUBLIQUE ET ACCES AUX SITES PRIVES....42
7.3. COLLECTE UNILATERALE....43

**8. ENTRAVES A LA COLLECTE....44**

8.1. DEPOTS SAUVAGES DE DECHETS....45
8.2. VIDAGE DU BAC DIFFICILE....45
8.3. CONTRAINTES A RESPECTER POUR LE PASSAGE DU VEHICULE....45
8.4. LOTISSEMENTS EN COURS DE CONSTRUCTION....46
8.5. TRAVAUX....46
8.6. STATIONNEMENT GENANT....46

**9. SANCTIONS....47**

9.1. OBLIGATIONS....48
9.2. INFRACTIONS ET SANCTIONS....48
9.3. TARIFICATION SPECIFIQUE LIEE A UN SERVICE SPECIAL SUPPLEMENTAIRE DE COLLECTE....49
9.4. RESPONSABILITE CIVILE....50
9.5. RECOURS....50

**10. CONDITIONS D'EXECUTION DU REGLEMENT....51**

10.1. APPLICATION....52
10.2. MODIFICATION....52
10.3. EXECUTION....52

**11. INFORMATIONS ET CONTACTS....53**

11.1. AFFICHAGE DU PRESENT REGLEMENT....54
11.2. INFORMATIONS....54

**12. ANNEXES....55**

12.1. PRECONISATIONS D'AMENAGEMENT DE VOIRIES....56
12.2. PRECONISATIONS POUR LA CREATION D'UN LOCAL DE STOCKAGE POUR LES DMA....58
12.3. PEINES ET SANCTIONS ENCOURUES....63
12.4. FREQUENCES DE COLLECTE POUR LES MENAGES....64
12.5. JOURS FERIES....70



Reçu au Contrôle de légalité le 04 juillet 2023
Reçu au Contrôle de légalité le 01 juillet 2024

# 1. CADRE GENERAL DE LA DEMARCHE ET OBJECTIFS NATIONAUX

1.1. – Cadre général de la démarche
1.2. – Objectifs nationaux
1.3. – Documents cadres locaux



Reçu au Contrôle de légalité le 04 juillet 2023
Reçu au Contrôle de légalité le 01 juillet 2024

## 1.1.CADRE GENERAL DE LA DEMARCHE

La loi n°2022/2017 du 21 février 2022 relative à la différenciation, la décentralisation, la déconcentration et portant diverses mesures de simplification de l'action publique locale, a amené à une réorganisation de la Métropole Aix-Marseille-Provence :

- 1er juillet 2022 : La disparition des conseils de territoire et le déploiement d'une organisation déconcentrée des services de la Métropole Aix-Marseille-Provence,

- 15 décembre 2022 : Délibération n° FBPA-004-12805/22/BM définissant le cadre de l'organisation des services de la Métropole Aix-Marseille-Provence,

- 1er janvier 2023 : Mise en œuvre de la réorganisation métropolitaine.

C'est dans ce cadre d'harmonisation des pratiques métropolitaines et des services apportés aux usagers (ménages, professionnels) des 92 communes membres que s'inscrit le présent règlement de collecte.

Le règlement décrit les conditions d'exécution du service public d'élimination des déchets et clarifie le rôle de chacun des acteurs, permettant ainsi de garantir un service public de qualité. Les objectifs de ce règlement sont multiples :

- Rappeler les obligations de chacun pour établir des règles de bonne conduite,

- Renforcer l'efficacité et contenir l'évolution des coûts de la gestion des déchets,

- Assurer la sécurité et améliorer les conditions de travail des agents,

- Améliorer la propreté des rues sans services supplémentaires systématiques,

- Lutter contre et limiter les incivilités,

- Valider des dispositifs de sanctions des abus et infractions,

- Informer et porter à connaissances des règles d'utilisation de ces services,

- Informer et porter à connaissances les services mis à disposition des usagers,

- Améliorer le tri des déchets recyclables et des déchets dangereux, par un rappel formel des consignes et modalités de collecte.

Les principes décrits ci-dessous pourront être actualisés en fonction des évolutions technologiques, réglementaires ou des nouvelles orientations prises par la Métropole Aix-Marseille-Provence en matière de gestion des déchets.



Reçu au Contrôle de légalité le 04 juillet 2023
Reçu au Contrôle de légalité le 01 juillet 2024

## 1.2. OBJECTIFS NATIONAUX

### 1.2.1. Lois Grenelle, LTE et AGEC

En 2020, le cadre règlementaire national s'est enrichi d'une nouvelle loi dite « AGEC » qui établit des objectifs, en terme de prévention des déchets, très ambitieux et dépassant ceux imposés par la loi de transition énergétique pour la croissance verte (LTE) de 2015 et la loi « Grenelle 2 » n°2010-788 du 12 juillet 2010.

En l'occurrence, elle préconise, entre autres :

- **La réduction de 15 % des déchets ménagers et assimilés produits par habitant d'ici 2030 par rapport à 2010.**

Cet objectif de réduction va dans le même sens que ceux de la loi de transition énergétique (LTE) avec un objectif de réduction de 10 % entre 2010 et 2020 et de la planification régionale avec un objectif de réduction de 10 % entre 2015 et 2025.

- **La réduction des quantités de déchets ménagers et assimilés admis en installation de stockage à 10% des quantités produites pour 2035.**

- **Au-delà de ces deux objectifs, la loi AGEC prévoit :**

- Un objectif de réemploi et de réutilisation de 5% du tonnage des déchets ménagers d'ici 2030.
- L'offre d'une solution de tri à la source des biodéchets pour chaque citoyen de France d'ici le 1er janvier 2024.

L'objectif d'augmentation des taux de valorisation, fixé par la loi de transition énergétique, reste valable avec 65 % des tonnages valorisés d'ici 2025.

L'atteinte de ces objectifs passe par une série de mesures et notamment :

- L'harmonisation des consignes de tri sur les emballages ménagers,
- L'incitation à l'amélioration des performances de tri sélectif des emballages ménagers,- La mise en œuvre de programmes locaux de prévention des déchets.

## 1.3. DOCUMENTS CADRES LOCAUX

En déclinaison de ces obligations règlementaires de plus en plus contraignantes, certains documents « cadre » existent à l'échelle régionale et métropolitaine. La Métropole Aix-Marseille-Provence est compétente en matière d'élaboration de schéma d'ensemble de la gestion des déchets ménagers et assimilés. C'est en application de cette compétence qu'a été élaboré le schéma métropolitain de prévention et de gestion des déchets délibéré le 19 octobre 2017 (délibération n° DEA 0182836/17/CM) ainsi que le plan métropolitain de prévention des déchets ménagers et assimilés [PMPDMA] délibéré le 19 décembre 2019 (délibération n° DEA 038-8022/19/CM).

Le PMPDMA s'inscrit dans le plan climat-air-énergie métropolitain et a pour finalité de :



Reçu au Contrôle de légalité le 04 juillet 2023
Reçu au Contrôle de légalité le 01 juillet 2024

- Réduire les déchets produits et collectés sur la Métropole Aix-Marseille-Provence et ainsi apporter une réponse à la saturation des exutoires de traitement et à l'augmentation programmée des coûts de traitement,

- Harmoniser les pratiques de prévention des déchets sur la métropole afin d'offrir aux habitants des solutions homogènes et permettre d'engager un changement de comportements,

- Participer à l'ouverture de la gestion des déchets vers une économie circulaire.

Il constitue la première étape de l'objectif 2035 d'une métropole zéro déchet zéro gaspillage.

Ces 2 documents « cadre » sont en cohérence avec le plan régional de prévention et de gestion des déchets (PRPGD) en vigueur depuis 2019 et inclus dans le SRADDET (schéma régional d'aménagement, de développement durable et d'égalité des territoires).



Reçu au Contrôle de légalité le 04 juillet 2023
Reçu au Contrôle de légalité le 01 juillet 2024

# 2. DISPOSITIONS GENERALES

2.1. – Objet et champ d'application du règlement
2.2. – Principes généraux
2.3. – Compétence concernée
2.4. – Communes concernées
2.5. – Mode de financement
2.6. – Condition d'exonération



Reçu au Contrôle de légalité le 04 juillet 2023
Reçu au Contrôle de légalité le 01 juillet 2024

## 2.1. OBJET ET CHAMP D'APPLICATION DU REGLEMENT

L'objet du présent règlement est de définir les prestations et de délimiter le périmètre d'intervention du service public de collecte des déchets ménagers et assimilés sur la Métropole Aix-Marseille-Provence, notamment :

- Les obligations de présentation des déchets au service de la collecte,
- Les différents déchets et les conditions de réalisation de la collecte, - Les droits et obligations de chacun dans le cadre du service proposé.

Les dispositions du présent règlement s'appliquent à toute personne physique et morale, occupant une propriété en qualité de propriétaire, locataire, usufruitier ou mandataire, travaillant pour une entreprise, une association, un établissement public ainsi qu'à toute personne itinérante séjournant sur la Métropole Aix-Marseille-Provence.

La Métropole Aix-Marseille-Provence se réserve le droit de ne pas effectuer temporairement certains services décrits ci-après pour des raisons techniques, économiques ou pour des raisons de difficultés d'exécution.

## 2.2. PRINCIPES GENERAUX

La gestion et le traitement des déchets ménagers nécessitent, pour certains d'entre eux, qu'ils soient triés à la source par les producteurs et non mélangés. Cette action détermine les modalités de dépôts et de collecte des déchets selon leurs caractéristiques.

Afin de limiter les déchets et ses conséquences, tout producteur ou détenteur de déchets (ménage, administration, entreprise, etc.) doit les gérer selon les principes ci-après énumérés par priorité décroissante :

- Prévenir la production de déchets en les réduisant à la source : par exemple en transformant à domicile des déchets organiques biodégradables de la cuisine, du jardin en compost,
- Réutilisation ou réemploi : en prolongeant la vie des objets en les réparant ou en faisant don à une association ou à une ressourcerie,
- Recyclage : en triant et en déposant les déchets recyclables aux emplacements adéquats (déchetterie, point d'apport volontaire, conteneur de tri, etc.).

## 2.3. COMPETENCE CONCERNEE

En application du code général des collectivités territoriales, la Métropole Aix-Marseille-Provence exerce en lieu et place des communes membres, la compétence en matière d'élimination des déchets ménagers et assimilés.



Reçu au Contrôle de légalité le 04 juillet 2023
Reçu au Contrôle de légalité le 01 juillet 2024

Depuis 2003, les communes ont transféré aux ex-EPCI, puis à la Métropole Aix-Marseille-Provence le dernier volet de la compétence déchets qu'elles exerçaient encore : c'est ainsi que depuis cette date, la Métropole Aix-Marseille-Provence exerce la totalité de la compétence déchets ménagers et assimilés comprenant la collecte, le traitement, l'élimination et la valorisation des déchets des ménages et assimilés et la requalification des décharges brutes.

La Métropole Aix-Marseille-Provence est maître d'ouvrage des prestations qui relèvent de sa compétence. Elle est décisionnaire du contenu, de l'organisation et des modalités du service rendu aux habitants ainsi que du financement de ce service public.

## 2.4. COMMUNES CONCERNEES

La Métropole Aix-Marseille-Provence compte 92 communes membres : Aix-en-Provence, Allauch, Alleins, Aubagne, Auriol, Aurons, Beaurecueil, Belcodène, Berre-l'Etang, Bouc-BelAir, Cabriès, Cadolive, Carnoux-en-Provence, Carry-le-Rouet, Cassis, Ceyreste, Charleval, Châteauneuf-le-Rouge, Châteauneuf-les-Martigues, Cornillon-Confoux, Coudoux, Cuges-lesPins, Éguilles, Ensuès-la-Redonne, Eyguières, Fos-sur-Mer, Fuveau, Gardanne, Gémenos, Gignac-la-Nerthe, Grans, Gréasque, Istres, Jouques, La Barben, La Bouilladisse, La Ciotat, La Destrousse, La Fare-les-Oliviers, La Penne-sur-Huveaune, La Roque-d'Anthéron, Lamanon, Lambesc, Lançon-de-Provence, Le Puy-Sainte-Réparade, Le Rove, Le Tholonet, Les Pennes-Mirabeau, Mallemort, Marignane, Marseille, Martigues, Meyrargues, Meyreuil,
Mimet, Miramas, Pélissanne, Pertuis, Peynier, Peypin, Peyrolles-en-Provence, Plan-deCuques, Port-de-Bouc, Port-Saint-Louis-du-Rhône, Puyloubier, Rognac, Rognes, Roquefoutla-Bédoule, Roquevaire, Rousset, Saint-Antonin-sur-Bayon, Saint-Cannat, Saint-Chamas, Saint-Estève-Janson, Saint-Marc-Jaumegarde, Saint-Mitre-les-Remparts, Saint-Paul-lèsDurance, Saint-Savournin, Saint-Victoret, Saint-Zacharie, Salon-de-Provence, Sausset-lesPins, Sénas, Septèmes-les-Vallons, Simiane-Collongue, Trets, Vauvenargues, Velaux, Venelles, Ventabren, Vernègues, Vitrolles.

## 2.5. MODE DE FINANCEMENT

L'administration de la Métropole Aix-Marseille-Provence a mis en place depuis le 1er janvier 2015 un budget annexe « Prévention et Gestion des déchets » qui s'équilibre en dépenses et en recettes (budget annexe unique en 2022). Le financement du service est assuré par le produit de la taxe d'enlèvement des ordures ménagères (TEOM), les recettes de valorisation du service, les soutiens des éco-organismes et d'autres financements institutionnels (Région, Département ...).

Les dispositions relatives à la TEOM sont fixées au code général des impôts. La taxe est de nature fiscale et additionnelle à la taxe foncière sur les propriétés bâties. D'une manière générale, la TEOM est établie au nom des propriétaires et usufruitiers qui la répercutent, le cas échéant, sur leurs locataires ou occupants du bien. Cette taxe additionnelle est due même



Reçu au Contrôle de légalité le 04 juillet 2023
Reçu au Contrôle de légalité le 01 juillet 2024

si l'assujetti ne souhaite plus bénéficier du service rendu par la Métropole Aix-MarseilleProvence (cf. paragraphe 2.6).

La Métropole Aix-Marseille-Provence finance également les coûts de collecte et de traitement des déchets ménagers et assimilés par la facturation d'une redevance spéciale aux professionnels utilisant le service public. Les montants de redevance spéciale sont définis par délibération du conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence. Les détails et modalités d'application de la redevance spéciale font l'objet d'un règlement spécifique.

## 2.6. CONDITION D'EXONERATION

Sont exonérés de droit selon le CGI (code général des impôts), les immeubles présentant un caractère d'usine, les locaux sans caractère industriel ou commercial utilisés par les services de l'État, les départements, les communes et les établissements publics, scientifique d'enseignement ou d'assistance et affectés à un service Public, même s'ils appartiennent à un particulier.

La décision du conseil de Métropole Aix-Marseille-Provence du 19 septembre 2016 (délibération n° FAG 008-808/16/CM) supprime les conditions d'exonération de la taxe d'enlèvement des ordures ménagères pour les locaux situés dans les parties de la Métropole Aix-Marseille-Provence où ne fonctionne pas le service d'enlèvements des ordures.



Reçu au Contrôle de légalité le 04 juillet 2023
Reçu au Contrôle de légalité le 01 juillet 2024

# 3. LES DIFFERENTES TYPOLOGIES DE DECHETS

3.1. – Déchets des ménages collectés par la Métropole
3.2. – Déchets des ménages non collectés par la Métropole mais autorisés en déchèterie
3.3. – Déchets non acceptés par le Service Public
3.4. – Déchets sauvages



Reçu au Contrôle de légalité le 04 juillet 2023
Reçu au Contrôle de légalité le 01 juillet 2024

## 3.1. DECHETS DES MENAGES COLLECTES PAR LA METROPOLE

Les déchets ménagers sont les déchets produits par les ménages provenant de la préparation des aliments, du nettoyage des habitations. Ce sont des déchets, qui par leur poids et volume, peuvent être portés dans les conteneurs par une ou deux personnes. Ils doivent pouvoir entrer dans la trémie des véhicules de collecte dédiés à chaque type de ramassage. Les ordures ménagères incluent les déchets résiduels et les déchets recyclables.

### 3.1.1. Ordures Ménagères Résiduelles (OMR)

Les Ordures Ménagères Résiduelles (OMR) ou déchets résiduels sont constitués des résidus de divers produits notamment produits par les activités d'hygiène, d'usage des locaux, etc.

Les OMR sont les déchets restants après les collectes sélectives et ne sont pas recyclables.

### 3.1.2. Emballages ménagers recyclables (EMR)

Les emballages ménagers recyclables (EMR) ou déchets recyclables sont des produits des ménages comprenant :

- Les déchets d'emballages propres et secs, -
Le verre.

L'extension des consignes de tri aux emballages en plastique est effective depuis 2022 sur l'ensemble de la Métropole Aix-Marseille-Provence.

#### 3.1.2.1. Les déchets propres et secs

- Emballages en Papier/Carton Non Complexé – PCNC

Il s'agit des produits d'emballages, vidés de leur contenu, à base de papier/carton dont la fonction est de protéger les produits lors du transport ou du stockage et ceux dont l'utilisation est la présentation à la vente tels que les cartonnettes. Les emballages en contact direct avec les aliments sont autorisés comme par exemple le carton de pizza.

- Emballages en Papier/Carton Complexé – PCC

Il s'agit des produits d'emballages, vidés de leur contenu, tels que les briques alimentaires.

- Emballages en acier

Il s'agit des produits d'emballages, vidés de leur contenu, tels que les boîtes de conserve, les aérosols, les boîtes de boisson, etc.



Reçu au Contrôle de légalité le 04 juillet 2023
Reçu au Contrôle de légalité le 01 juillet 2024

- Emballages en aluminium

Il s'agit des produits d'emballages, vidés de leur contenu, tels que les boîtes de conserve, les aérosols, les boîtes de boisson, les plats et les barquettes de produits surgelés, etc.

- Petit aluminium

Il s'agit des produits de petite taille, qui sont passés à travers le tamis du trommel et que l'on retrouve dans le refus de tri tels que les petites boîtes de conserve, les petites boîtes de boisson, les opercules, les bouchons, etc.

- Emballages en plastique

Il s'agit des bouteilles, flacons, films, sacs, housses, suremballages, pots et barquettes, vidés de leur contenu, dont la composition peut être :

- Soit en PEhd (polyéthylène haute densité) translucides ou opaques, o Soit en PET Clair (polyéthylène téréphtalate) transparent incolore et bleuté clair,
- Soit en PET foncé (polyéthylène téréphtalate) coloré, opaque et complexe, o Soit en Polyoléfines.

**Ne sont pas compris dans la dénomination « propres et secs » :**

- Les flacons de produits dangereux et inflammables,
- Les couches culottes,
- Les plastiques qui ne sont pas des emballages tels que les objets en plastique (stylos, jouets, etc.),
- Les objets métalliques (casseroles, outils, etc.).

#### 3.1.2.2. Le verre

Ce sont les verres d'emballage de type bouteilles, pots ou bocaux en verre de différentes couleurs à l'exclusion des bouchons, couvercles ou capsules.

**Ne sont pas compris dans la dénomination du verre :**

- La faïence,
- La vaisselle de type « arcopal » ou autres plats de cuisine en verre,
- Les vitres ou miroirs brisés, -Les ampoules et néons, - Les pots en terre.

### 3.1.3. Papiers Journaux Revues Magazines (JRM)

Les papiers journaux revues magazines (JRM) sont des produits des ménages comprenant : tous les papiers, les journaux, les revues, les prospectus, les magazines.



Reçu au Contrôle de légalité le 04 juillet 2023
Reçu au Contrôle de légalité le 01 juillet 2024

### 3.1.4. Biodéchets

Ce sont des produits des ménages comprenant : les aliments organiques (épluchures et/ou restes de repas), les filtres et marc de café, sachets de thé et infusion, les coquilles d'œufs, les mouchoirs en papier, les papiers essuie-tout, les papiers salis ou mouillés, les fleurs, les plantes fanées et les petits débris de jardin.

### 3.1.5. Encombrants ménagers

Produits des ménages comprenant : les déchets appelés également « monstres » (biens d'équipement ménagers usagés tels que la literie, le mobilier, etc …) qui, en raison de leurs poids ou de leur volume, ne peuvent être pris en compte par la collecte régulière des ordures ménagères résiduelles. Les déchets inertes (gravats, briques, béton, tuiles, etc.) ne sont pas considérés comme encombrants.

### 3.1.6. D.E.E.E ou D3E

Produits électriques et électroniques des ménages fonctionnant soit par le branchement d'une prise sur le secteur soit par une source autonome (pile, batterie).

Il existe 4 catégories de D3E (hors lampes) :

- Les gros électroménagers froid (GEM F): congélateur, réfrigérateur, climatiseur…
- Les gros électroménagers hors froid (GEM HF): machine à laver, gazinière, cuisinière, hotte aspirante, chauffe-eau, sèche-linge, …
- Les écrans : téléviseur, moniteur, ordinateur, minitel ...
- Les petits appareils en mélange (PAM) : fer à repasser, aspirateur, hi-fi, appareil de cuisine, vidéo, audio, bureautique/informatique, entretien/ménage, jardinerie …

Les DEEE ne sont pas collectés dans le cadre de la collecte des ordures ménagères résiduelles en porte-à-porte. Ils sont collectés sur les déchèteries et sur rendez-vous.

### 3.1.7. Textiles, chaussures, linge de maison (TLC)

Produits des ménages comprenant :

- Tous les textiles d'habillement : pantalons, chemises, t-shirts, pulls, robes, manteaux, joggings, chaussettes, sous-vêtements, gants, écharpes, bonnets, foulards, maillots de bain, collants, layettes etc. (liste non exhaustive).
- Les chaussures : chaussures de ville et de sport (Homme, Femme, Enfant), sandales, bottes / bottines, tongs etc.
- Le Linge de maison : serviettes de table ou de bain, nappes en tissu, gants de toilettes, parures de lit, torchons, tabliers de cuisine, les rideaux, les voilages etc.



Reçu au Contrôle de légalité le 04 juillet 2023
Reçu au Contrôle de légalité le 01 juillet 2024

Les TLC peuvent être soit déposés dans des bornes de collecte dédiées mises à disposition par la Métropole Aix-Marseille-Provence à travers un appel à projet, soit déposées auprès des structures de l'économie sociale et solidaire.

## 3.2. DECHETS DES MENAGES NON COLLECTES PAR LA METROPOLE MAIS AUTORISES EN DECHETERIES

### 3.2.1. Déchets verts

Produits des ménages comprenant : les déchets végétaux (matière végétale) issus de l'entretien courant ou de la création des cours et jardins verts (tontes, branchages, fleurs fanées, sciures de bois...).

Les déchets verts sont des déchets valorisables. En vertu de l'article L 1311-2 du code de la santé publique, et de l'arrêté préfectoral du 20 décembre 2013[1], le brûlage des déchets verts à l'air libre est interdit (hors exception mentionnées : obligations légales de débroussaillement, travaux forestiers, opération agronomique ou sanitaire obligatoire) et est puni de l'amende prévue par les contraventions de classe 3.

La Métropole Aix-Marseille-Provence privilégie le traitement sur site des déchets verts (exemple : broyage et paillage) ou l'apport en déchèteries.

### 3.2.2. Déchets diffus spécifiques

Déchets communément présents chez les particuliers, issus de produits chimiques pouvant présenter un risque significatif pour la santé et l'environnement en raison de leurs caractéristiques physico-chimiques. La limitation de leur impact sur l'environnement et la santé humaine nécessite un traitement spécifique. Ils doivent donc être collectés séparément des ordures ménagères.

Cette filière couvre les catégories de produits chimiques suivantes :

- Produits pyrotechniques (fusées de détresse à main…),
- Extincteurs et autres appareils à fonction extinctrice,
- Produits à base d'hydrocarbures (combustibles liquides, paraffine, vaseline, allumefeu…),
- Produits d'adhésion, d'étanchéité et de préparation de surface (mastics, colles, résines de type mousses pu/ mousses expansives, etc.),
- Produits de traitement et de revêtement des matériaux (biocides, peintures, …),
- Produits d'entretien spéciaux et de protection (filtres à huile, liquides de refroidissement des véhicules, nettoyants et décapants pour cheminées, …),
- Produits chimiques usuels (acide chlorhydrique, soude, alcools ménagers…),
- Solvants (white-spirit, essence de térébenthine, décapants…),

[1] Arrêté n°2013354-0004 du 20 décembre 2013 relatif à l'emploi du feu et au brûlage des déchets verts et autres produits végétaux



Reçu au Contrôle de légalité le 04 juillet 2023
Reçu au Contrôle de légalité le 01 juillet 2024

- Biocides et phytosanitaires ménagers (insecticides, produits de désinfection des piscines…),
- Engrais ménagers (engrais pour jardin des ménages).

### 3.2.3. Autres déchets admis en déchèterie

Produits des ménages (sous conditions) comprenant :

- Gros cartons,
- Gravats,
- Ferrailles,
- Piles et batteries,
- Huiles minérales et parfois végétales,
- Bois,
- Végétaux,
- Mobilier,
- Tout-venant,
- Pneus des véhicules légers non jantés,
- DEEE,
- Cartouches informatiques.

L'accès des déchèteries aux professionnels est interdit quelque soit le gabarit de leur véhicule.

## 3.3. DECHETS NON ACCEPTES PAR LE SERVICE PUBLIC

Déchets qui, eu égard à leurs caractéristiques et aux quantités produites ne peuvent être collectés ou traités sans sujétions techniques particulières ou sans risques pour les personnes ou l'environnement.

- Les cendres chaudes,
- Les déchets carnés : cadavres d'animaux, produits d'abattage professionnel et produits anatomiques (notamment déchets de viande des boucheries-charcuteries),
- Les déjections animales : excréments d'animaux d'entreprises ou d'associations d'élevages animaliers (chenils, clubs hippiques, élevages de volailles...) En lots homogènes,
- Le bois de classe C (bois traités à cœur, traverses de chemin de fer, poteaux télégraphiques...),
- Les carcasses de voiture, bateau, moto, etc.,
- La sciure,
- Les déchets d'activités de soins à risques infectieux (DASRI) : les déchets contaminants, provenant des hôpitaux, cliniques, cabinets médicaux, établissements médicaux-sociaux,
- Les médicaments,



Reçu au Contrôle de légalité le 04 juillet 2023
Reçu au Contrôle de légalité le 01 juillet 2024

- Les couches médicales,
- Les déchets dangereux, toxiques, radio-actifs, corrosifs, explosifs, inflammables ou instables: extincteurs, bouteilles de gaz, déchets pyrotechniques, déchets amiantés, déchets radioactifs, etc.,
- Pneumatiques des professionnels et autres que les pneus des véhicules légers jantés,
- Les véhicules hors d'usage (VHU) et carcasses de voitures, motos et scooters,
- Les déchets industriels banals (DIB) ou spéciaux (DIS),
- Déchets d'activité économique (DAE) situés dans les zones d'activité économique (ZAE),
- Déchets d'activité économique (DAE) dont le volume produit est supérieur à 13 860 litres par semaine.

Le producteur reste responsable de ses déchets jusqu'à leur élimination/traitement. Il relève de sa responsabilité de les éliminer dans des filières spécifiques aptes à protéger les personnes et l'environnement et conformes à la législation.

## 3.4. DECHETS SAUVAGES OU CONTRAIRES AU REGLEMENT DE COLLECTE

Les déchets sauvages et/ou contraires au règlement de collecte sont des déchets abandonnés dans l'environnement de manière inadéquate (au lieu d'être jetés dans les poubelles du service public, apportés en déchèterie publique ou professionnelle, rapportés à domicile ou confiés à des prestataires de traitement dans le cadre des déchets d'activités économiques), volontairement ou par négligence, dans des zones accessibles au public ou sur des terrains privés avec ou sans le consentement du propriétaire. Il peut s'agir de :

- Dépôts concentrés (en tas comme les déchets issus de chantier par exemple), -
  Dépôts diffus (mégots, bouteilles plastiques, emballages, etc.).

Les déchets sauvages et/ou contraires au règlement de collecte sont interdits. La responsabilité de la collecte de ces dépôts est définie ci-dessous :

Répartition des compétences de collecte :

| Types de flux | Lieux du dépôt | | |
|---|---|---|---|
| | Sur le point de collecte OMR | Sur le point de collecte CS | Ailleurs |



Reçu au Contrôle de légalité le 04 juillet 2023
Reçu au Contrôle de légalité le 01 juillet 2024

| | | | |
|---|---|---|---|
| **OMR** | **Opérateur de collecte OMR** pendant les horaires de collecte<br><br>**Opérateur de propreté** en dehors des horaires de collecte | **Opérateur de propreté** | **Prise en charge par la commune**<br><br>(L.541 code de l'environnement) |
| **CS** | **Opérateur de propreté** en dehors des horaires de collecte | **Opérateur de collecte sélective** | |
| **Autres DMA (déchets ménagers assimilés)** | **Opérateur de propreté** ou opérateur en charge des encombrants sur rendez-vous | **Opérateur de propreté** ou opérateur en charge des encombrants sur rendez-vous | |

Les dépôts sauvages qui concerne des déchets autres que des déchets ménagers assimilés et n'entrant pas dans les caractéristiques du tableau précédent relèvent de la compétence de la commune selon le registre du code de l'environnement.



Reçu au Contrôle de légalité le 04 juillet 2023
Reçu au Contrôle de légalité le 01 juillet 2024

# 4. LES DECHETS MENAGERS ET ASSIMILES

4.1. – Déchets ménagers assimilés (DMA)
4.2. – Obligations réglementaires pour les déchets professionnels
4.3. – Application de la redevance spéciale
4.4. – Précisions relatives à la collecte lorsqu'elle est privée



Reçu au Contrôle de légalité le 04 juillet 2023
Reçu au Contrôle de légalité le 01 juillet 2024

## 4.1. DECHETS MENAGERS ASSIMILES (DMA)

La collecte des déchets des professionnels n'est pas une compétence obligatoire de la collectivité. L'article L541-2 du code de l'environnement fixe le principe de responsabilité des professionnels vis-à-vis de leurs déchets.

Les modalités de prise en charge des déchets ménagers et assimilés produits par les professionnels sont définies dans le règlement de la redevance spéciale.

### 4.1.1. Définition

Sont considérés comme des déchets ménagers assimilés (DMA), les déchets d'activité économique (DAE) d'origine commerciale, artisanale ou issus des établissements publics qui, eu égard à leurs caractéristiques et aux quantités produites, peuvent être pris en compte par le service public sans sujétion technique particulière en termes de collecte et de traitement, et sans risque pour les personnes ou l'environnement, dans les mêmes conditions que les déchets ménagers (article L2224-14 du code général des collectivités territoriales).

### 4.1.2. Limite de prise en charge des DMA par le service public de collecte

La quantité maximale de déchets pouvant être prise en charge par le service public de gestion des déchets (dénommé SPGD) auprès d'un producteur qui n'est pas un ménage est de 13 860 litres hebdomadaires et concerne :

- Les ordures ménagères assimilées résiduelles,
- Les déchets recyclables dits 7 flux hors verre, fraction minérale et plâtre (dans la limite du seuil fixé à l'article 4.2 du présent règlement).

Au-delà de ce seuil, la Métropole Aix-Marseille-Provence ne procédera pas à la collecte et les professionnels concernés devront faire appel à une collecte privée.

Les établissements privés ou publics qui sont collectés par un prestataire privé agréé ne peuvent pas revenir à une collecte par le SPGD, sauf exceptions nommément désignées ci-après :

- Volume de déchets ménagers assimilés inférieur ou égal à une quantité définie dans le règlement de la redevance spéciale,
- Constat de l'utilisation répétée des équipements mis à disposition du service public par l'établissement ayant déclaré être collecté par un prestataire privé agréé pour tout ou partie des flux de déchets,
- Défaillance du prestataire privé agréé sans possibilité de recours à un autre prestataire privé agréé.



Reçu au Contrôle de légalité le 04 juillet 2023
Reçu au Contrôle de légalité le 01 juillet 2024

## 4.2. OBLIGATIONS REGLEMENTAIRES POUR LES DECHETS PROFESSIONNELS

### 4.2.1. Déchets valorisables

Concernant les déchets valorisables, les seuils nationaux au-delà desquels tout producteur ou détenteur non ménager doit mettre en place un tri des déchets à la source et, lorsque les déchets ne sont pas traités sur place, une collecte séparée de leurs déchets sont définis par le décret n°2021-950 du 16 juillet 2021 qui découle de la loi 2020-105 du 10 février 2020 relative à la lutte contre le gaspillage et à l'économie circulaire.

A la date de parution du présent règlement, elles concernent les catégories de déchets valorisables et seuils suivants dont l'évolution sera automatique en fonction des décisions prises au plan national :

- **Emballages** : au-delà de 1100 litres hebdomadaires, (articles R543-67 et 543-69 du code de l'environnement).

- **7 flux : papier, métaux, plastiques, verre, bois, fraction minérale, plâtre** : au-delà de 1 100 litres de déchets hebdomadaires. (articles L541-21-2 et D543-280 du code de l'environnement). Les intermédiaires (collecte, de transport, de négoce ou de courtage) délivrent chaque année, avant le 31 mars, aux producteurs ou détenteurs de déchets leur ayant cédé des déchets relevant des 7 flux l'année précédente une attestation mentionnant les quantités exprimées en tonnes, la nature des déchets qu'ils ont collectés séparément l'année précédente en vue de leur valorisation et leurs destinations de valorisation finale (article D543-282 du code de l'environnement).

- **Papier de bureau** (articles D543-286 et L541-21-2 du code de l'environnement) : producteurs et détenteurs de déchets de papiers de bureau sur chacune de leurs implantations regroupant plus de 20 personnes de droit public ou privé, dont les fonctions professionnelles impliquent normalement la production de déchets de papier de bureau au sens de l'article D.543-285 du code de l'environnement, relevant des catégories socioprofessionnelles précisées par arrêté du ministre chargé de l'environnement.

- **Biodéchets** : 5 tonnes annuels et/ou 60 litres annuels d'huiles alimentaires usagées à compter du 1er janvier 2023. Au plus tard le 31 décembre 2023, cette obligation s'applique à tous les producteurs ou détenteurs de biodéchets dès le premier litre, y compris aux collectivités territoriales dans le cadre du service public de gestion des déchets et aux établissements privés et publics qui génèrent des biodéchets (article L541-21-1 du code de l'environnement).

- **Dispositions communes 7 flux** (article D543-280 CE) et **papier de bureau** (article D543-286-I) : dans le cas où les producteurs ou détenteurs de déchets sont installés sur une même implantation, les seuils s'entendent pour leur ensemble.



Reçu au Contrôle de légalité le 04 juillet 2023
Reçu au Contrôle de légalité le 01 juillet 2024

### 4.2.2. Dispositions assurant la qualité du tri

Pour chaque catégorie de déchets valorisables, les professionnels produisant un volume hebdomadaire supérieur aux seuils fixés par le code de l'environnement sont tenus de ne pas les mélanger avec d'autres déchets n'ayant pas fait l'objet d'un même tri et notamment à d'autres déchets de leurs activités qui ne peuvent être valorisés selon la ou les mêmes voies (article L541-21 du code de l'environnement).

### 4.2.3. Dispositions spécifiques aux déchets d'emballage

Ils sont constitués de cartons d'emballage et de transport des commerçants et artisans, caisses en bois, en plastique, cagettes, fûts métalliques et plastiques, palettes de manutention, housses, etc.).

Les seuls modes d'élimination autorisés pour les déchets d'emballage sont la valorisation la préparation en vue de la réutilisation, le recyclage ou toute autre mode de valorisation, y compris la valorisation énergétique (article R543-67 du code de l'environnement). Les détenteurs de déchets d'emballage sont tenus de ne pas les mélanger à d'autres déchets de leurs activités qui ne peuvent être valorisés selon la ou les mêmes voies (article R543-69 du code de l'environnement).

**Pour les quantités inférieures au seuil défini, les cartons doivent être vidés, pliés et rangés de façon à optimiser le volume. Ils doivent être séparés de tout autre déchet (film plastique, polystyrène, palettes) et déposés dans les PAV dédiés au tri sélectif. Ils ne doivent en aucun cas encombrer le domaine public**.

### 4.2.4. Dispositions spécifiques aux biodéchets

Les entités qui produisent ou détiennent des quantités importantes supérieures au seuil défini de déchets composés majoritairement de biodéchets sont tenues de mettre en place un tri à la source et de les faire valoriser dans des filières adaptées (compostage, méthanisation).

**Conformément au code de l'environnement, tout dépôt de déchets valorisables supérieur aux seuils règlementaires, en dehors des horaires et lieux désignés, et qui ne respecterait pas les conditions de présentation fixées par le présent règlement constitue une infraction au titre de l'art. R 632-1 du code pénal.**

## 4.3. APPLICATION DE LA REDEVANCE SPECIALE

### 4.3.1. Principes généraux

Le règlement de la redevance spéciale définit l'ensemble des modalités applicables aux établissements concernés.

La redevance spéciale s'applique aux établissements implantés sur les 92 communes de la Métropole Aix-Marseille-Provence et dont le volume de déchets produits répond aux seuils suivants :



Reçu au Contrôle de légalité le 04 juillet 2023
Reçu au Contrôle de légalité le 01 juillet 2024

- Au-delà du seuil bas de 490 litres/hebdomadaires de déchets ménagers assimilés,
- Et jusqu'au seuil haut de 13 860 litres/hebdomadaires.

### 4.3.2. Déchets des services communaux

Dans le cadre de la redevance spéciale forfaitaire applicable à l'ensemble de la Métropole Aix-Marseille-Provence, les modalités de collecte des déchets produits par les services communaux sont définies dans le règlement de la redevance spéciale.

### 4.3.3. Déchets des marchés et commerçants non sédentaires

Dans le cadre de la redevance spéciale forfaitaire applicable à l'ensemble de la Métropole Aix-Marseille-Provence, les modalités de collecte des déchets produits par les marchés et commerçants non sédentaires sont définies dans le règlement de la redevance spéciale.

### 4.3.4. Déchets des campings

Dans le cadre de la redevance spéciale forfaitaire applicable à l'ensemble de la Métropole Aix-Marseille-Provence, les modalités de collecte des déchets produits par les campings sont définies dans le règlement de la redevance spéciale.

### 4.3.5. Déchets des manifestations

Les manifestations ne sont pas soumises à la redevance spéciale forfaitaire applicable à l'ensemble de la Métropole Aix-Marseille-Provence. Les modalités de collecte des déchets produits lors des manifestations sont définies dans la charte des manifestations écoresponsables appliquée sur le territoire de Marseille Provence et sera élargie à l'ensemble de la métropole à compter du 1er janvier 2024[2] par délibération.

[2] TCM-001-11789/22/CM Approbation de la charte des manifestations éco-responsables métropolitaine



Reçu au Contrôle de légalité le 04 juillet 2023
Reçu au Contrôle de légalité le 01 juillet 2024

# 5. LES EQUIPEMENTS DE COLLECTE ET LEUR USAGE


5.1. – Propriété des équipements de collecte
5.2. – Sacs
5.3. – Bacs
5.4. – Points d'apport volontaire (PAV)
5.5. – Composteurs et lombricomposteurs
5.7. – Corbeilles à papier sur la voie publique




Reçu au Contrôle de légalité le 04 juillet 2023
Reçu au Contrôle de légalité le 01 juillet 2024

## 5.1. PROPRIETE DES EQUIPEMENTS DE COLLECTE

La Métropole Aix-Marseille-Provence assure gratuitement, sous réserve de l'utilisation conforme de l'équipement :

- La fourniture des bacs (ou conteneurs) individuels et collectifs attribués à un ou à un ensemble d'usagers,
- La fourniture, la maintenance et le renouvellement des points d'apport volontaire (colonnes aériennes, colonnes semi-enterrées et colonnes enterrées, bacs grands volumes à collecte latérale) et les bacs roulants en point de regroupement.

## 5.2. SACS

### 5.2.1. Sacs de pré-collecte pour les recyclables

Les sacs de pré-tri peuvent être distribués par la Métropole Aix-Marseille-Provence aux usagers en faisant la demande et prioritairement pour ceux ne bénéficiant pas de collecte sélective en porte-à-porte, afin d'acheminer les recyclables aux colonnes de proximité.

### 5.2.2. Sacs pour OMR

Les sacs poubelles doivent être utilisés par les usagers pour conditionner les OMR dans les bacs ou colonnes (tous les déchets recyclables doivent, par contre, être mis en vrac dans les bacs ou colonnes).

Les sacs utilisés par les usagers pour la collecte des déchets ménagers doivent répondre à la norme NF EN 13592 « Sacs en plastique pour la collecte des déchets ménagers - Types, exigences et méthodes d'essai ».

## 5.3. BACS

### 5.3.1. Caractéristiques

Un bac individuel est un conteneur recevant les déchets d'un seul foyer.
Un bac collectif est un conteneur mis à disposition du public sur un espace public ou privé, recevant les déchets d'un ensemble de foyers.

Les conteneurs et bacs roulants doivent répondre aux normes en vigueur AFNOR (A ce jour, NF EN 840-1 à 6, 13071-1 et autres normes équivalentes).



Reçu au Contrôle de légalité le 04 juillet 2023
Reçu au Contrôle de légalité le 01 juillet 2024

Rappels des prescriptions indispensables de cette norme :

Les bacs doivent pouvoir être relevés par les lève-conteneurs des véhicules et équipés d'un système d'accrochage frontal,

Ils doivent avoir les caractéristiques suivantes :

- Etre en matière plastique de haute résistance,
- Etre munis d'un couvercle s'opposant à l'accès des animaux et insectes nuisibles,
- Etre étanches,
- Etre munis de freins (bac muni de quatre roues),
- Etre stables et difficilement inflammables,
- De capacité 120, 140, 240 ou 360 litres (bac individuel), de 360, 500, 660, 770 ou 1 100 litres (bac collectif).

Deux types de bacs sont mis à disposition par la Métropole Aix-Marseille-Provence :

- Les bacs noirs :
    - Distribués à titre individuel ou collectif, sont destinés à recevoir les ordures ménagères,
    - Positionnés en postes fixes sur la voie publique, appelés « points de regroupements », sont destinés à recevoir les ordures ménagères.
- Les bacs gris clair avec couvercle jaune, distribués dans les quartiers desservis par la collecte sélective à titre individuel ou collectif, sont destinés à recevoir le bi-flux (emballages ménagers recyclables et journaux revues magazines papiers).

### 5.3.2. Mise à disposition des bacs

Chaque bac individuel ou collectif est attribué à un propriétaire et référencé à une adresse.

Les caractéristiques, le nombre et le volume des bacs est déterminé par le Service *collecte et traitement des déchets* de la Métropole Aix-Marseille-Provence, en fonction du nombre de logements et de la fréquence des collectes.

Les habitants de maison individuelle, d'immeubles ou leurs mandataires, dûment habilités, assurent la réception et la garde des bacs appartenant à la Métropole. Tout changement de propriétaire, de mandataire, de destination d'une maison ou d'un immeuble, ainsi que toute construction, démolition ou modification d'un bâtiment individuel ou collectif, devront être signalés sans délai par écrit adressés à la Métropole Aix-Marseille-Provence.

*5.3.2.1 Bacs individuels*



Reçu au Contrôle de légalité le 04 juillet 2023
Reçu au Contrôle de légalité le 01 juillet 2024

L’attribution d’un bac individuel répond à des critères de volume, correspondant à la production normale d’un habitant, et en fonction de la fréquence de collecte :

- Pour les déchets résiduels :
    - De 1 à 5 habitants par foyer : 1 bac de 120 à 140 litres, • Au-delà de 5 habitants par foyer : 1 bac de 240 litres.
- Pour les déchets recyclables :
    - De 1 à 5 habitants par foyer : 1 bac de 120 à 140 litres. Un bac de 240 litres pourra être attribué sur demande personnalisée du foyer et après validation par la Métropole Aix-Marseille-Provence.
    - Au-delà de 5 habitants par foyer : 1 bac de 240 litres.

*Note* : La présentation des déchets à la collecte en sacs poubelles perdus est limitée à des secteurs spécifiques ne permettant pas la mise en place d’autres équipements, afin de limiter au maximum les risques de piqûres ou blessures diverses ou de troubles musculosquelettiques des agents en charge de la collecte.

*5.3.2.2 Bacs collectifs*

Concernant les bacs collectifs, une aire ou un local de stockage doit être prévu et dimensionné de façon adéquate permettant le bon fonctionnement de la collecte.

A titre d’information, le volume moyen nécessaire en dotation de bac collectif est calculé sur la base de la formule suivante :

**Volume total pour les OMR** = Nombre de logements x 2,6 x 7 litres x nombre de jours de stockage

**Volume total pour les recyclables (hors verre)** = Nombre de logements x 2,6 x 3,5 litres x nombre de jours de stockage

Avec :

- 2,6 est le nombre moyen d’habitants par logement tout type d'habitat confondu,
- 7 litres : volume journalier d’OMR produit par une personne,
- 3,5 litres : volume journalier maximum de recyclables hors verre produit par une personne,
- Nombre de jours de stockage : fonction de la fréquence de collecte du secteur concerné.

Lors de la conception de programmes neufs ou de la réhabilitation d’un habitat collectif, le promoteur devra s’informer auprès de la Métropole Aix-Marseille-Provence des préconisations à mettre en œuvre pour la gestion des déchets et reporter ces préconisations sur sa demande de permis de construire.

Pour plus de détails, une annexe est dédiée à ce paragraphe : fiche aménagement local à déchets ménagers.



Reçu au Contrôle de légalité le 04 juillet 2023
Reçu au Contrôle de légalité le 01 juillet 2024

L’aménagement des locaux en habitat collectif est obligatoire et régi par le règlement sanitaire départemental (ventilation, hygiène, accessibilité, présence de point d’eau avec grille d’évacuation avec décantation raccordée au réseau séparatif sanitaire, électricité…).

Concernant l’entretien de ces locaux de stockage (logettes), ils doivent être maintenus en état de propreté par les syndics, bailleurs ou entreprises ou toute autre activité professionnelle s'ils dépendent du domaine privé.

### 5.3.3. Usage des bacs

Seul l'usage des bacs conformes aux caractéristiques définies dans le point 3.5.1 du présent règlement est autorisé pour la collecte des déchets ménagers et assimilés.

Tout usage de ces bacs autre que pour le dépôt des déchets ménagers et assimilés, est formellement interdit.

Les bacs devront être obligatoirement fermés.

Le service public de gestion des déchets ne collectera que les bacs fournis par la Métropole.

Le contenu des bacs ne doit pas être tassé par pression, damage ou mouillage afin d'assurer des manœuvres de vidage en toute sécurité par les agents de la collecte et leur matériel. Il est interdit d'y verser des cendres chaudes et des déchets non admis.

### 5.3.4. Entretien des bacs en dotation individuelle ou collective

La désinfection et le lavage éventuel des bacs individuels et collectifs devront être effectués par l'usager autant que nécessaire de façon à ce que ces récipients soient maintenus en permanence en état de propreté extérieure et intérieure ; ce nettoyage ne doit pas être effectué sur la voie publique.

Les produits utilisés pour les opérations d'entretien doivent être respectueux de l'environnement.

Le lavage des bacs en point de regroupement positionnés sur la voie publique est assuré par la Métropole Aix-Marseille-Provence.

### 5.3.5. Remplacement et réparation des bacs

Toutes les personnes physiques ou morales, qu'elles soient propriétaires, locataires, usufruitières ou mandataires, les propriétaires d'immeubles ou leurs mandataires dûment habilités ainsi que les personnes itinérantes, séjournant sur la Métropole Aix-Marseille-Provence sont responsables du bon usage des équipements de collecte mis à leur disposition.

Obligation leur est faite de signaler sans délai toute dégradation, afin de faciliter à la Métropole Aix-Marseille-Provence toute mesure de maintenance ou de remplacement.

Au-delà d’un délai de trois ans suite à leur dotation, le remplacement des bacs détériorés par suite d'une usure normale est à la charge de la Métropole Aix-Marseille-Provence. En-deçà



Reçu au Contrôle de légalité le 04 juillet 2023
Reçu au Contrôle de légalité le 01 juillet 2024

de ce délai, tout remplacement de bacs sera facturé par la Métropole Aix-Marseille-Provence, sous présentation d'un devis, aux propriétaires.

## 5.4. POINTS D'APPORT VOLONTAIRE (PAV)

Ils sont soit aérien, soit semi-enterrés, soit enterrés.

Les PAV sont dédiés aux déchets suivants :

- Bi-flux (ERM et JRM),
- Le verre,
- Les ordures ménagères.

Tout usager est tenu d'appliquer les consignes de tri et d'utiliser les PAV conformément à leur objet (consignes données sur le Portail métropolitain de gestion des déchets).

**Dans le cas où un PAV serait plein, il n'est pas permis à l'usager de laisser ses déchets triés à l'extérieur. Il doit les conserver ou les déposer dans un autre PAV**.

**Il est interdit de déposer tout déchet devant les PAV ou à leurs abords. Ces dépôts seront considérés comme des dépôts sauvages**.

Tout PAV plein peut être signalé auprès du service collecte et traitement des déchets de la Métropole Aix-Marseille-Provence.

La Métropole Aix-Marseille-Provence assure le lavage des PAV localisés sur la voie publique.

Les communes s'engagent à aider la Métropole dans l'implantation et la détermination des lieux de pose afin d'atteindre les niveaux de raccordement nationaux et préconisés par les eco-organismes.

## 5.5. COMPOSTEURS ET LOMBRICOMPOSTEURS

Des composteurs individuels et lombricomposteurs sont à la disposition des résidents des habitats individuels de la Métropole sur demande, à réaliser directement sur le Portail métropolitain de gestion des déchets ou par courrier postal adressé à la Métropole Aix-Marseille-Provence suivant le barème délibéré en conseil métropolitain.

Des composteurs collectifs sont à la disposition des résidents des habitats collectifs de la Métropole sur demande à réaliser directement sur le Portail métropolitain de gestion des déchets, et après étude de faisabilité.

L'entretien et l'exploitation de ces équipements y compris l'utilisation du compost produit sont à la charge exclusive des utilisateurs.



Reçu au Contrôle de légalité le 04 juillet 2023
Reçu au Contrôle de légalité le 01 juillet 2024

## 5.6. CORBEILLES A PAPIER SUR LA VOIE PUBLIQUE

Les corbeilles à papiers placées sur la voie publique ne doivent recevoir que des papiers ou déchets de restauration rapide. Elles ne doivent en aucun cas recevoir des sacs de déchets d'ordures ménagères.

Les corbeilles à papiers sont collectées par le service en charge de la propreté.

Tout sac d'ordures ménagères trouvé à l'intérieur de la corbeille constitue une infraction.

**Il est interdit de déposer ou d'abandonner tout objet quel qu'il soit autre que des déchets de type « papier ou restauration rapide » dans les corbeilles.**



Reçu au Contrôle de légalité le 04 juillet 2023
Reçu au Contrôle de légalité le 01 juillet 2024

# 6. ORGANISATION DE LA COLLECTE DES DECHETS


6.1. – Horaires de collecte
6.2. – Présentation des déchets dans les sacs
6.3. – Organisation de la collecte des déchets ménagers
6.4. – Organisation de la collecte des déchets alimentaires
6.5. – Organisation de la collecte des déchets recyclables
6.6. – Organisation de la collecte des encombrants
6.7. – Déchèteries
6.8. – Calendrier de collecte




Reçu au Contrôle de légalité le 04 juillet 2023
Reçu au Contrôle de légalité le 01 juillet 2024

De façon générale, le service de collecte est réalisé soit :

- En porte-à-porte avec l'utilisation des bacs ou points de regroupement
- En points d'apport volontaire,
- En déchèteries ou aussi dénommées Centres d'Apport Volontaire.

Les services de collecte peuvent être assurés par :

- Les services de la régie (en régie directe),
- Des prestataires privés agréés au travers de marchés publics de prestations.

Les usagers du service doivent veiller à ce que les déchets :

- Soient présentés dans des lieux et emplacements, selon des horaires et des conditionnements définis par les services de collectes de la Métropole Aix-Marseille-Provence,
- Ne puissent en aucun cas constituer un danger pour les agents du service de collecte (en particuliers les objets coupants ou explosifs) ou pour les autres usagers du service public.

La collecte des ordures ménagères et assimilées s'inscrit dans des contraintes d'horaires et d'organisation décrites ci-après :

## 6.1. HORAIRES DE COLLECTE

Les usagers doivent respecter les jours et heures de collecte, dont ils sont informés lors de la remise des bacs, pour la présentation de leurs déchets à la collecte.

- S'ils sont dotés de bacs individuels, les usagers doivent les sortir à partir de 19 heures la veille de la collecte et les remiser au plus tard une heure après le passage du véhicule de collecte, de telle sorte qu'ils ne demeurent pas sur la voie publique en dehors des jours et horaires de collecte qui leur ont été diffusés lors de la fourniture des bacs et renseignés sur la convention de mise à disposition.

- S'ils utilisent les bacs en poste fixes (points de regroupements sur voie publique) ou en PAV, les usagers doivent déposer :
    - Les ordures ménagères résiduelles à partir de 19 heures (désencombrements des rues et réduction des nuisances),
    - Les déchets recyclables (bi-flux et verre) entre 7 heures et 22 heures (réduction des nuisances sonores).



Reçu au Contrôle de légalité le 04 juillet 2023
Reçu au Contrôle de légalité le 01 juillet 2024

**Le stationnement permanent des conteneurs sur le domaine public est interdit.**
**Le dépôt de tout déchet devant les PAV ou à leurs abords est interdit. Ces dépôts seront considérés comme des dépôts sauvages.**
**Le non-respect des heures de présentation des déchets à la collecte constitue une infraction.**

## 6.2. PRESENTATION DES DECHETS DANS LES SACS

Par mesure d'hygiène, les ordures ménagères doivent être mises dans des sacs fermés et étanches avant d'être déposées dans les bacs.

Le tri sélectif doit être déposé en vrac dans les bacs ou PAV. Les déchets ne doivent pas être empilés ou imbriqués les uns dans les autres afin de faciliter et permettre le tri des déchets entre chaque typologie de flux (carton, papier, aluminium, etc…).

Tout objet coupant ou piquant (ampoule brisée, couteau…) sera enveloppé avant d'être mis dans un conteneur de manière à éviter tout accident.

**Tout dépôt de déchets en vrac est interdit sur la voie et les espaces publics.**
**Tout dépôt sauvage est interdit.**
**Tout dépôt de déchets au pied de postes fixes, PAV, ou conteneurs semi enterrés est interdit.**

## 6.3. ORGANISATION DE LA COLLECTE DES DECHETS MENAGERS

L'ensemble de la Métropole Aix-Marseille-Provence est desservi par une collecte mécanisée. Les déchets ménagers sont ramassés selon les fréquences de collecte précisées en annexe.

La fréquence de collecte demeure variable et peut différer selon les zones (centre-ville / périphérie), et la saison. En effet, en période estivale, certaines communes du littoral sont davantage fréquentées et il est souvent nécessaire d'augmenter la fréquence de collecte.

Les fréquences de collecte maximales et visées en vue des objectifs du schéma métropolitain sont les suivantes :

- Collecte en C1 ou C2 pour les ménages en résidence individuelle ayant accès à la collecte en porte-à-porte,
- Collecte en C3 pour les ménages en résidence individuelle ayant accès à la collecte en points de regroupement,
- Collecte en C3 ou C4 pour les ménages en résidence collective,
- Collecte en C6 pour les ménages situés en milieu urbain dense type centre-ville,
- Collecte en C6 ou C7 pour les ménages situés en milieu urbain dense type centre-ville en milieu touristique et/ou en milieu non conteneurisé.



Reçu au Contrôle de légalité le 04 juillet 2023
Reçu au Contrôle de légalité le 01 juillet 2024

Les communes disposant d'une fréquence de collecte optimisée inférieure à celles évoquées ci-dessus resteront inchangées.

Il est précisé que la Métropole Aix-Marseille-Provence :

- Assure la collecte dans le respect des conditions de sécurité et de collecte précisées en chapitre 7,
- Se réserve le droit, selon les nécessités et/ou les entraves à la collecte (précisées en chapitre 8), d'instaurer et de modifier les itinéraires, horaires et fréquences de ramassage.

## 6.4. ORGANISATION DE LA COLLECTE DES DECHETS ALIMENTAIRES

Les biodéchets sont biodégradables et donc compostables. Ils doivent prioritairement faire l'objet d'une gestion de proximité avec du compostage individuel et partagé (comprendre collectif) pour une utilisation comme engrais naturel.

La Métropole Aix-Marseille-Provence met à disposition des usagers différents types d'équipements [3] :

- Zone rurale : composteurs (individuel, lombricomposteur et collectif) si accès à la terre végétale sur la partie privée du domaine,
- Zone urbaine dense : Abris-bacs (comprendre PAV), lombricomposteurs ou composteurs partagés.

La Métropole Aix-Marseille-Provence réalisera une étude préalable en amont de l'implantation des composteurs collectifs. La mise à disposition de ces équipements ainsi que des bioseaux auprès des usagers fera l'objet d'une convention avec le gestionnaire de l'habitat collectif.

Les solutions de tri et de valorisation à la source seront progressivement déployées à compter du 1er janvier 2024 afin de répondre à l'obligation de généralisation de tri à la source pour tous les producteurs de déchets en France (article L. 541-22-1 du code de l'environnement) [4].

[3] Délibération TCM 044-9381/20/CM  Budget Annexe Collecte Traitement Déchets - Approbation de la création et de l'affectation de l'opération d'investissement "Acquisitions d'équipements nécessaires à la prévention et la réduction à la source des déchets"

[4] Loi du 10 février 2020 relative à la lutte contre le gaspillage et à l'économie circulaire, dite loi anti-gaspillage



Reçu au Contrôle de légalité le 04 juillet 2023
Reçu au Contrôle de légalité le 01 juillet 2024

## 6.5. ORGANISATION DE LA COLLECTE DES DECHETS RECYCLABLES

### 6.5.1. Collecte sélective bi-flux

Les flux des déchets d'emballages ménagers recyclables (EMR) ainsi que les papiers, journaux, revues, magazines (JRM) font l'objet d'une collecte sélective en mélange dite « Bi-flux », selon deux modes : en porte à porte ou par apport volontaire dans des colonnes dédiées (aériennes, semi-enterrées ou enterrées).

*6.5.1.1 Collecte sélective réalisée en porte à porte*

La fréquence de collecte sélective en porte à porte visée est C1 (une fois par semaine). La fréquence actuelle par commune est précisée en annexe. Les communes disposant d'une fréquence de collecte inférieure seront augmentées progressivement pour arriver à la fréquence visée.

Dans le cadre de l'harmonisation du service public de gestion des déchets ménagers et assimilés, des exceptions pouvant exister actuellement en termes de collecte en porte à porte seront progressivement supprimées (collecte des déchets professionnels).

La conformité des déchets des différents flux collectés peut faire l'objet d'un contrôle visuel dans les contenants de collecte. Ce contrôle est opéré par les agents de la collectivité.

En conséquence, le personnel de la Métropole Aix-Marseille-Provence ou du prestataire est habilité à vérifier le contenu des bacs et en cas de non-conformité à ne pas les collecter. Si le contenu n'est pas conforme aux consignes diffusées par la Métropole Aix-Marseille-Provence, les déchets ne seront pas collectés. Un message précisant la cause du refus, pourra être apposé sur le contenant.

L'usager devra rentrer le ou les contenants non collectés, en extraire les erreurs et les présenter à la prochaine collecte. En aucun cas, les contenants ne devront rester sur la voie publique. Sur consigne du service uniquement, ce bac pollué pourra éventuellement être pris en charge par la collecte du déchet résiduel (OMR).

**Le refus de se conformer aux conditions de tri ainsi que la pollution volontaire des produits triés constitue une infraction répréhensible au titre de l'article R 632-1 du code pénal.**

*6.5.1.2 Collecte sélective réalisée en point d'apport volontaire*

La fréquence de collecte sélective par apport volontaire est fonction du taux de remplissage des colonnes (PAV).

La conformité des déchets des différents flux collectés au sein des points d'apport volontaire peut faire l'objet de caractérisations réalisées par les agents de la collectivité.



Reçu au Contrôle de légalité le 04 juillet 2023
Reçu au Contrôle de légalité le 01 juillet 2024

Si le contenu des contenants n'est pas conforme aux consignes diffusées par la Métropole Aix-Marseille-Provence, des campagnes de communication ciblées seront réalisées auprès des usagers de la zone desservie par le point d'apport volontaire.

### 6.5.2. Collecte sélective du verre

Elle s'effectue selon un seul mode de collecte : par apport volontaire dans des colonnes dédiées (colonnes vertes pour le verre).

Dans le cadre de l'harmonisation du service public de gestion des déchets ménagers et assimilés, les exceptions pouvant exister actuellement en termes de collecte en porte à porte seront progressivement supprimées.

Dans le cadre de cette collecte, il est rappelé que les contenants en verre doivent être déposés sans bouchon, couvercle ou capsule, dans les colonnes dédiées.

Aucune bouteille ou pot en verre ne doit être présenté dans les déchets des ordures ménagères ou les déchets recyclables collectés.

**Le refus de se conformer aux conditions de tri ainsi que la pollution volontaire des produits triés constituent une infraction répréhensible au titre de l'art. R 6321 du code pénal.**

## 6.6. ORGANISATION DE LA COLLECTE DES ENCOMBRANTS

La collecte des encombrants concerne les déchets tels que définis à l'article 3.1.5.

Les encombrants ne peuvent être pris en compte par la collecte traditionnelle des déchets ménagers ordinaires et nécessitent un mode de gestion particulier :

- Apport direct en déchèterie,
- Collecte en porte-à-porte sur rendez-vous selon la procédure définit sur le Portail métropolitain de gestion des déchets. L'enlèvement se fait dans la limite des possibilités du service chargé des enlèvements (nombre et type d'objets) et exclusivement selon les modalités de jour et d'heure précisées lors de la prise de rendez-vous. A défaut, tout dépôt sera considéré comme dépôt sauvage isolé et ne sera pas pris par la Métropole Aix-Marseille-Provence.

A travers ces deux modes, la Métropole Aix-Marseille-Provence favorise la collecte « préservante » afin d'exploiter et d'augmenter le potentiel de réemploi et réutilisation des encombrants collectés (ressourcerie, etc.).

**Le non-respect des jours, heures et conditions de présentation des encombrants à la collecte constitue une infraction répréhensible au titre de l'art. R 632-1 du code pénal.**



Reçu au Contrôle de légalité le 04 juillet 2023
Reçu au Contrôle de légalité le 01 juillet 2024

## 6.7. DECHETERIES

Le Métropole Aix-Marseille-Provence a mis un réseau de déchèteries destinées aux particuliers, en complément des collectes ponctuelles spécifiques, lorsqu'elles existent ou en substitution de ces dernières.

Les usagers devront se conformer au règlement intérieur de chaque déchetterie et aux prescriptions édictées par la Métropole Aix-Marseille-Provence, en particulier sur la nature, la qualité et le volume des déchets acceptables au regard des obligations réglementaires de prise en charge et des filières agréées. La liste des déchets ainsi que les conditions d'acceptation de ces déchets sont détaillées dans les règlements intérieurs des déchèteries.

Le règlement intérieur des déchèteries est consultable sur le site de la déchèterie, dans les services de la Métropole Aix-Marseille-Provence et sur le portail métropolitain de gestion des déchets.

**Tout dépôt devant ou aux abords des déchèteries constitue une infraction répréhensible au titre des Art. R 632-1 et R 635-8 du code pénal.**

## 6.8. CALENDRIER DE COLLECTE

Le tableau récapitulatif des jours fériés est donné par commune en annexe.

Les usagers sont informés par la Métropole Aix-Marseille-Provence de l'organisation mise en place pour ces jours particuliers.



Reçu au Contrôle de légalité le 04 juillet 2023
Reçu au Contrôle de légalité le 01 juillet 2024

# 7. SECURITE ET CONDITIONS DE COLLECTE

7.1. – Sécurité et facilitation de la collecte
7.2. – Collecte en porte-à-porte sur la voie publique et accès aux sites privés
7.3. – Collecte unilatérale



Reçu au Contrôle de légalité le 04 juillet 2023
Reçu au Contrôle de légalité le 01 juillet 2024

# 7.1. SECURITE ET FACILITATION DE LA COLLECTE

## 7.1.1. Prévention des risques liés à la collecte

L'objet de cet article vise à rappeler les risques qui se présentent et les règles à respecter pour favoriser la sécurité du personnel, des usagers et des riverains lors de la collecte.

Ces modalités tendent à répondre aux objectifs de la recommandation R 437 de la caisse nationale de l'assurance maladie des travailleurs salariés (CNAMTS) (diffusée aux CRAM par la CRI-40/2008 du 11 août 2008) en lien avec les accidents de travail constatés pour la catégorie professionnelle de collecte des déchets, et de préserver l'environnement immédiat, matériel et humain.

Les déchets sont déposés exclusivement dans les contenants détaillés au Chapitre 5 concernant « Les équipements de collecte et leur usage ».

La présentation des déchets à la collecte en sacs poubelles perdus est limitée à des secteurs spécifiques ne permettant pas la mise en place d'autres équipements, afin de limiter au maximum les risques de piqûres ou blessures diverses ou de troubles musculo-squelettiques des agents en charge de la collecte.

Le recours à la marche arrière devra être exceptionnel en raison du risque d'écrasement du personnel des collectes et des riverains, lors des manœuvres.

Le recours à la collecte bilatérale devra être proscrit dans les rues à double sens de circulation en raison du risque d'accident lors de la traversée d'une voie par les agents en charge du ramassage.

D'une manière générale, toute précaution devra être prise par les usagers tant pour se protéger des engins de collecte que pour protéger les équipiers en charge de la collecte.

## 7.1.2. Circulation et stationnement

L'objet de cet article vise à donner aux usagers les consignes à respecter pour faciliter et sécuriser la circulation des véhicules et opérations de collecte.

Les usagers doivent respecter les règles usuelles et le code de la route pour faciliter et sécuriser la circulation et les opérations de chargement des véhicules de collecte.

Il est interdit de stationner devant les PAV afin de ne pas empêcher les opérations de collecte. Le non-respect de cette disposition constitue une infraction au code de la route.

Les riverains des voies desservies en porte à porte ont l'obligation de respecter les conditions de stationnement des véhicules sur ces voies et d'entretenir l'ensemble de leurs biens (arbres, haies, …) afin qu'ils ne constituent pas une entrave à la collecte ou un risque pour le personnel de collecte.

En cas de travaux sur la voie publique interdisant la libre circulation des engins de collecte, la Métropole Aix-Marseille-Provence informera l'ensemble des riverains concernés de cette



Reçu au Contrôle de légalité le 04 juillet 2023
Reçu au Contrôle de légalité le 01 juillet 2024

zone, des lieux de dépôt des conteneurs. A défaut, les conteneurs devront être déposés aux extrémités des voies.

**En cas de travaux réalisés pour l'implantation de futurs conteneurs enterrés ou semi-enterrés, il est interdit de déposer des déchets dans cette zone en chantier.**

## 7.2. COLLECTE EN PORTE-A-PORTE SUR LA VOIE PUBLIQUE ET ACCES AUX SITES PRIVES

La collecte est exécutée :

- En porte-à-porte devant ou au plus près de l'habitation ou de l'activité professionnelle, couvercle fermé, bac en position verticale, sur toutes les voies publiques ouvertes à la circulation et accessibles en marche normale suivant les règles du code de la route.
- A défaut, les bacs devront être présentés aux extrémités de la voie accessible au véhicule. Le camion ne s'engage que si les conditions de sécurité sont réunies, conformément à la recommandation R437 de la CNAMTS (possibilité de faire demitour sur une aire de retournement).
- A l'intérieur de locaux poubelles constitués conformément à l'annexe 12.2 « Préconisations pour la création d'un local de stockage pour les DMA », accessibles aux heures de collecte pour les services de la Métropole, sans nécessité de recours à des éléments tiers, et à condition que les conteneurs puissent être manipulés sans sujétion particulière : locaux propres, exempts d'encombrants limitant la circulation des conteneurs, accès de plain-pied. Si ces exigences ne sont pas strictement satisfaites, ce mode de présentation sera abandonné et il appartiendra aux usagers ou leur représentant d'assurer une présentation usuelle en bordure de chaussée. Ce mode de collecte doit être défini par une convention avec le propriétaire concerné et n'est autorisé que par défaut, en l'absence de possibilité de collecte sur la voie publique.

Le camion peut circuler sur une voie uniquement si les conditions de circulation sont respectées :

- La largeur d'une voie à sens unique doit être au minimum de 2,5 mètres,
- Les voies utilisées par les véhicules de collecte doivent pouvoir supporter une charge de 19 ou 26 tonnes (voire seulement 3,5 tonnes dans certains cas).
- Entretien de la voirie permettant le passage du camion.

De manière générale, le camion ne pénètre pas dans les voies privées. Cependant, à titre exceptionnel, le camion peut empiéter sur des sites privés avec l'accord et l'autorisation écrite du propriétaire.



Reçu au Contrôle de légalité le 04 juillet 2023
Reçu au Contrôle de légalité le 01 juillet 2024

## 7.3. COLLECTE UNILATERALE

La collecte se fait de façon unilatérale : le ripeur (agent de collecte) collecte les bacs uniquement s'ils sont présentés du côté droit de la voie de circulation du camion, il ne traverse en aucun cas la chaussée pour aller chercher un bac resté de l'autre côté. Ce bac est collecté lors du passage du camion dans l'autre sens.

La collecte bilatérale (c'est-à-dire des deux côtés en un seul passage) est interdite dans les rues à double sens de circulation pour des raisons de sécurité. Elle peut cependant être réalisée dans les rues à sens unique ou celles ne permettant pas le croisement de deux véhicules (exemple : lotissement).



Reçu au Contrôle de légalité le 04 juillet 2023
Reçu au Contrôle de légalité le 01 juillet 2024

# 8. ENTRAVES A LA COLLECTE

8.1. – Dépôts sauvages de déchets
8.2. – Vidage du bac difficile
8.3. – Contraintes à respecter pour le passage du véhicule
8.4. – Lotissements en cours de construction
8.5. – Travaux
8.6. – Stationnement gênant



Reçu au Contrôle de légalité le 04 juillet 2023
Reçu au Contrôle de légalité le 01 juillet 2024

## 8.1. DEPOTS SAUVAGES DE DECHETS

Tout dépôt hors des récipients de collecte prévus à cet effet est répréhensible et peut être sanctionné. Le fait d'abandonner sur l'espace public des déchets contrevient à la réglementation en vigueur. Tout dépôt hors des récipients de collecte prévus à cet effet est répréhensible et peut être sanctionné. Le fait d'abandonner sur l'espace public des déchets contrevient à la réglementation en vigueur. La commune se charge de l'exécution et de l'application des différents codes (environnement, pénal, forestier…) et est habilitée à rechercher l'auteur du dépôt et peut déclencher l'engagement des poursuites à son encontre ainsi que la prise en charge de l'enlèvement du dépôt en propre ou avec l'aide d'un autre établissement.

En revanche, c'est la commune qui est en charge de la gestion des décharges sauvages et qui peut intervenir grâce à son pouvoir de police général (code de l'environnement).

Pour des raisons d'hygiène et de salubrité, dans le cas où le bac (la colonne) de proximité est rempli(e), les usagers doivent déposer leurs déchets dans un(e) autre bac (colonne), situé(e) à proximité, évitant ainsi tout débordement.

## 8.2. VIDAGE DU BAC DIFFICILE

Au-dessus d'un poids défini selon le volume du bac considéré, les bacs ne peuvent pas être collectés. Ceci pour diverses raisons notamment car les équipements de levage ne s'actionnent plus ou s'il y a un risque avéré d'accident lors de la levée (résistance du bac) - (Normes NF EN 1501-1 et XP H96-114). Dans ce cas-là c'est au propriétaire du bac de pallier à la situation pour rendre le bac « collectable ».

## 8.3. CONTRAINTES A RESPECTER POUR LE PASSAGE DU VEHICULE

Le ramassage des déchets doit pouvoir se faire sans gêne particulière. Les points de collecte doivent toujours rester accessibles au véhicule de collecte.

Le long des voies de circulation, les riverains qui possèdent des arbres et des haies doivent les élaguer et les tailler correctement de manière à permettre le passage du véhicule de collecte (dégagement au-dessus de la voie sur 4 mètres au minimum).

Les enseignes, les stores, les avancées de toit, les terrasses de café, les étalages ne devront pas gêner la pose des bacs roulants au point de collecte ainsi que le passage du camion de collecte et le vidage des bacs.



Reçu au Contrôle de légalité le 04 juillet 2023
Reçu au Contrôle de légalité le 01 juillet 2024

Toute modification d'un ou de plusieurs éléments indiqués ci-dessous peut entraîner la révision du passage du camion, les conditions initialement retenues n'étant plus satisfaites :

- La largeur des voies de circulation,
- Le dimensionnement des virages,
- La résistance de la voirie et des aménagements divers (bouches d'égout, réseaux divers….) au passage de poids lourds,
- La hauteur, l'écartement et les autres caractéristiques de plots, barrières ou tout autre système restreignant la circulation aux poids lourds uniquement, -
- La hauteur des fils d'alimentation électrique, téléphonique,
- L'état et la structure de la chaussée.

Les données de ce paragraphe ne sont pas exhaustives. Chaque situation doit être étudiée au cas par cas par la Métropole Aix-Marseille-Provence.

## 8.4. LOTISSEMENTS EN COURS DE CONSTRUCTION

La collecte des ordures ménagères dans les lotissements en cours de construction n'est possible que sous certaines conditions étudiées par la Métropole Aix-Marseille-Provence.

En particulier, lorsque les voies ne sont pas correctement revêtues (les bouches d'égouts surélevées par rapport aux voies en travaux, les "nids de poule" et les trous présents sur la voie, la boue et les poussières sont autant de risques pour le personnel positionné à l'arrière des camions que pour les camions eux-mêmes), ou lorsque les aires de retournement ne sont pas suffisantes.

## 8.5. TRAVAUX

En cas de travaux, rendant l'accès aux points de collecte impossible ou dangereux pour les véhicules et/ou le personnel de collecte, l'entreprise effectuant les travaux est tenue de laisser un ou plusieurs accès.

Préalablement au démarrage des travaux, le maître d'ouvrage doit informer la Métropole AixMarseille-Provence de la date d'ouverture du chantier et de ses conditions d'exécution. Ces accès doivent être définis avant le début des travaux en concertation avec la Métropole AixMarseille-Provence.

La Métropole Aix-Marseille-Provence informe les usagers des modalités de continuité du service de collecte pendant la durée des travaux.

A défaut de pouvoir accéder à la zone de chantier, des points de regroupement des bacs sont définis par la Métropole Aix-Marseille-Provence durant la durée des travaux.



Reçu au Contrôle de légalité le 04 juillet 2023
Reçu au Contrôle de légalité le 01 juillet 2024

## 8.6. STATIONNEMENT GENANT

En cas de stationnement gênant pour le service de collecte ou non autorisé d'un véhicule sur la voie publique, la Métropole Aix-Marseille-Provence fera appel aux autorités en charge de l'application du code de la route qui prendront toutes mesures nécessaires pour permettre le passage du camion de collecte.

Dans le cas des impasses, si malgré les démarches entreprises le problème perdure, les modalités de passage du camion sont revues en conséquence.



Reçu au Contrôle de légalité le 04 juillet 2023
Reçu au Contrôle de légalité le 01 juillet 2024

# 9. SANCTIONS


9.1. – Obligations
9.2. – Infractions et sanctions
9.3. – Tarification spécifique liée à un service spécial supplémentaire de collecte
9.4. – Responsabilité civile
9.5. – Recours




Reçu au Contrôle de légalité le 04 juillet 2023
Reçu au Contrôle de légalité le 01 juillet 2024

## 9.1. OBLIGATIONS

### 9.1.1. Obligations des usagers

Chaque producteur ou détenteur de déchets a l'obligation de présenter à la collecte exclusivement les déchets définis aux articles ci-dessus.

Chaque producteur ou détenteur de déchets à l'obligation de respecter les modalités de collecte précisées dans ce présent règlement.

### 9.1.2. Obligations des établissements

Tous les bureaux, commerces, usines, ateliers, etc, sont astreints au respect des normes et règles en matière de lieux de stockage.

### 9.1.3. Obligations des administrateurs d'immeubles

Il est demandé aux administrateurs d'immeubles d'apposer leur nom et coordonnées dans chaque entrée d'immeuble et de signaler tout changement à la Métropole Aix-MarseilleProvence.

Les régies, les propriétaires, les gérants et les syndics d'immeubles sont tenus d'afficher dans les lieux de stockage les informations qui leur seront fournies par la Métropole Aix-MarseilleProvence et qui concernent le service d'élimination des déchets.

## 9.2. INFRACTIONS ET SANCTIONS

### 9.2.1. Nature et qualification pénale des infractions

Les infractions au présent règlement de collecte réprimées sont les suivantes :

- Les dépôts sauvages de sacs ou déchets sur la voie publique en dehors des installations de collecte ou de traitement,
- La récupération ou le chiffonnage avant, pendant, et après la collecte,
- Le fait d'épandre le contenu d'un sac sur la voie publique ou d'éventrer un sac à l'intérieur d'un poste fixe,
- Le non-respect des jours et heures de collecte,
- Le non-respect des consignes de présentation des déchets à la collecte (cartons vidés, pliés, compactés et attachés),
- La présentation des déchets à la collecte dont la nature est dangereuse pour les biens et les personnes et notamment le verre,
- Le refus de se conformer aux conditions de tri ainsi que la pollution volontaire des produits triés (bac jaune pollué),



Reçu au Contrôle de légalité le 04 juillet 2023
Reçu au Contrôle de légalité le 01 juillet 2024

- Le non remisage des conteneurs : l'usager est responsable des bacs qui lui sont remis, en particulier en ce qui concerne les dommages pouvant résulter de la présence des bacs sur la voie publique.
- Le non remisage des bacs nuit au bon usage de l'espace public, particulièrement pour les personnes à mobilité réduite ou souffrant d'un handicap visuel,
- Le défaut d'entretien des bacs mis à disposition,
- Le non signalement de bacs détériorés dangereux pour leur manipulation par le personnel de collecte,
- Tous non-respects des articles 5.3.3, 5.4, 6.1, 7.2.
- La détérioration ou l'utilisation anormale des colonnes d'apport volontaire,
- Le stationnement devant les équipements de collecte fixes empêchant les opérations de collecte,
- Le fait d'embarrasser la voie publique en y déposant ou y laissant sans nécessité des matériaux ou objets qui entravent ou diminuent la liberté ou la sûreté de passage,
- Le non-respect des dispositions spécifiques du présent règlement et de celui de la redevance spéciale applicables aux professionnels.

### 9.2.2. Constat des infractions

L'application du présent règlement sera sous le contrôle des agents de surveillance habilités et assermentés ayant autorité sur la voie publique.

Ils constatent l'ensemble des infractions au présent règlement.

Ils agissent en vertu du code pénal, du code de la santé publique, du code de la route, du code de l'environnement et du règlement sanitaire départemental.

### 9.2.3. Sanction pénale

Elles sont prévues par le code pénal. Les montants des amendes sont prévus à l'article 131.13 du code pénal et dans l'annexe 12.3.

## 9.3. TARIFICATION SPECIFIQUE LIEE A UN SERVICE SPECIAL SUPPLEMENTAIRE DE COLLECTE

Lorsque des déchets sont abandonnés ou déposés sur la voie publique en contrevenant au présent règlement, indépendamment des sanctions pénales applicables à ces infractions et de l'action civile exercée en réparation des préjudices directs ou indirects portés aux intérêts collectifs, les communes ou la Métropole Aix-Marseille-Provence, se réservent le droit de



Reçu au Contrôle de légalité le 04 juillet 2023
Reçu au Contrôle de légalité le 01 juillet 2024

procéder, à la collecte des déchets et au nettoiement des salissures aux frais du ou des responsable(s) du dépôt de déchets.

Ce service supplémentaire de collecte n'est pas lié à un besoin de l'usager mais se rattache à une nécessité de salubrité et d'hygiène publique. Il est soumis à des sujétions très lourdes en termes d'organisation et de gestion. Il implique la mobilisation constante de moyens matériels et humains dont les interventions non planifiables font l'objet à cet égard d'une tarification spécifique. Il sera mis en œuvre sur simple constatation.

Le recouvrement des sommes correspondantes s'effectuera par l'intermédiaire d'un titre de recettes émis sur la base d'une délibération tarifaire et recouvré par le Trésor Public.

## 9.4. RESPONSABILITE CIVILE

Les usagers ont une responsabilité envers les déchets qu'ils déposent.

Ainsi, leur responsabilité peut être engagée, en application de l'alinéa 1 de l'article 1384 du code civil, si leurs déchets viennent à causer des dommages à un tiers.

## 9.5. RECOURS

Conformément à l'article R. 421-5 du code de la justice administrative, le présent règlement pourra faire l'objet d'un recours contentieux devant le Tribunal Administratif de Marseille dans un délai de deux mois à compter de sa publication/notification.

Le requérant peut saisir le Tribunal Administratif de Marseille de manière dématérialisée, par le biais de l'application informatique « Télérecours citoyen » accessible depuis le site internet www.telerecours.fr .



Reçu au Contrôle de légalité le 04 juillet 2023
Reçu au Contrôle de légalité le 01 juillet 2024

# 10. CONDITIONS D'EXECUTION DU REGLEMENT

10.1. – Application
10.2. – Modification
10.3. – Exécution



Reçu au Contrôle de légalité le 04 juillet 2023
Reçu au Contrôle de légalité le 01 juillet 2024

## 10.1. APPLICATION

Le présent règlement abroge tous les règlements antérieurs qui régissent la collecte des ordures ménagères sur la Métropole Aix-Marseille-Provence.

Après transmission au contrôle de légalité, le présent règlement sera exécutoire dès qu'il aura été procédé aux formalités de publication ou d'affichage.

## 10.2. MODIFICATION

Les modifications peuvent être deux types :

- Les modifications formelles non substantielles du règlement ne remettant pas en cause le mode et la qualité du service de gestion des déchets. Dans un tel cas, les modifications seront réajustées au document et annexées au fil de l'eau puis communiquées aux différents acteurs.
- Les modifications du présent règlement considérées comme substantielles, c'est-à-dire remettant en cause l'organisation ou le financement du service de gestion des déchets. Dans un tel cas, elles seront décidées par la Métropole Aix-Marseille-Provence et adoptées selon la même procédure que celle suivie pour le présent règlement.

## 10.3. EXECUTION

Madame la Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence, Mesdames et Messieurs les Maires des communes membres sont chargés, chacun en ce qui le concerne et en fonction des décisions prises en matière de transfert de pouvoirs de police spéciale déchets, de l'application du présent règlement.



Reçu au Contrôle de légalité le 04 juillet 2023
Reçu au Contrôle de légalité le 01 juillet 2024

# 11. INFORMATIONS ET CONTACTS

11.1. – Affichage du présent règlement
11.2. – Informations



Reçu au Contrôle de légalité le 04 juillet 2023
Reçu au Contrôle de légalité le 01 juillet 2024

## 11.1.AFFICHAGE DU PRESENT REGLEMENT

Le présent règlement est consultable au siège de la Métropole Aix-Marseille-Provence et sur le site internet :

**Adresse** : Métropole Aix-Marseille-Provence – BP 48014

13567 Marseille CEDEX 02

**Portail métropolitain de gestion des déchets** : https://dechets.ampmetropole.fr/

## 11.2. INFORMATIONS

Pour tout renseignement complémentaire (notamment jours de collecte, etc.) :

**Services en ligne** : https://ampmetropole.fr/mes-demarches/

**Centre d'appels Engagés Au Quotidien** (numéro VERT gratuit) : 0 800 94 94 08



Reçu au Contrôle de légalité le 04 juillet 2023
Reçu au Contrôle de légalité le 01 juillet 2024

# 12. ANNEXES

12.1. – Préconisations d'aménagement de voiries
12.2. – Préconisations pour la création d'un local de stockage pour les DMA
12.3. – Peines et sanctions encourues
12.4. – Fréquences de collecte
12.5. – Jours fériés



Reçu au Contrôle de légalité le 04 juillet 2023
Reçu au Contrôle de légalité le 01 juillet 2024

# 12.1.PRECONISATIONS D'AMENAGEMENT DE VOIRIES

Les préconisations suivantes ont pour objectifs de considérer les aménagements urbains selon les contraintes du service de collecte des ordures ménagères de manière à assurer la permanence de ce service aux usagers (largeur de voirie suffisante pour le passage des véhicules tout en évitant le sur-stationnement).

**Préconisations des aires de retournement**

Les rayons proposés sont les rayons minimums pour permettre le passage de tous les véhicules (19T et 26T) y compris les plus contraignants du parc (à l'exclusion des véhicules ampliroll) :

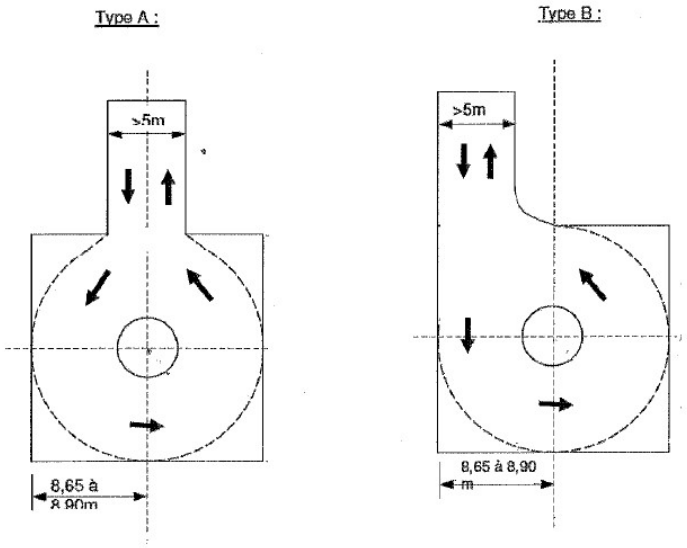
- Le stationnement : si les conditions le permettent, il est souhaitable d'organiser le stationnement autour de cette aire de retournement afin d'éviter tout stationnement intempestif à l'intérieur de la giration.
- La voie centrale : si le stationnement latéral ou bilatéral est interdit, cette voie ne devrait pas excéder 5 mètres de largeur. Au-delà de 5 mètres, le stationnement latéral sera marqué au sol pour éviter le double stationnement, source d'empêchement du passage du véhicule de collecte.

Caractéristiques :

| Caractéristiques véhicules de collecte en porte-à-porte | 19 T | 26 T |
|---|---|---|
| Longueur hors tout | 8,00 m | 9,45 m |
| Largeur sans rétroviseur | 2,50 m | 2,50 m |
| Largeur avec rétroviseurs (2) | 3,20 m | 3,20 m |
| Hauteur hors tout | 3,70 m | 3,70 m |
| Espace libre sous marche-pied | 0,42 m | 0,42 m |
| Empattement | 4,10 m | 4,43 m |
| Distance essieu arrière / marche-pied | 2,58 m | 2,58 m |
| Distance essieu-avant / pare-chocs | 1,40 m | 1,40 m |
| Rayon de braquage | 8,40 m | 9,00 m |

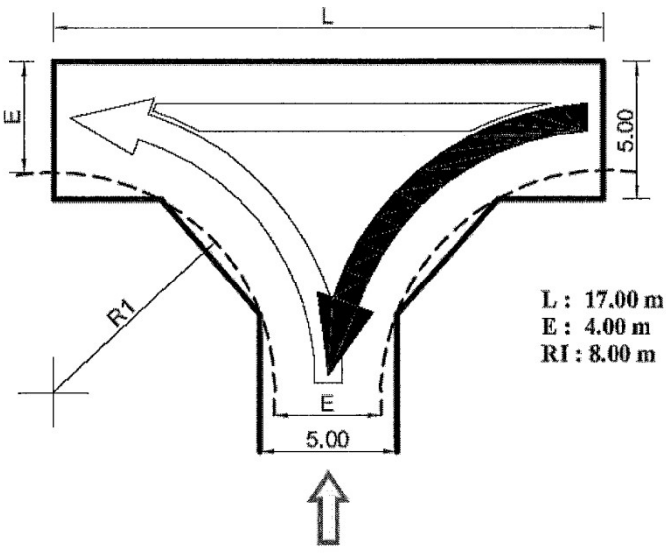


Reçu au Contrôle de légalité le 04 juillet 2023
Reçu au Contrôle de légalité le 01 juillet 2024




La hauteur libre doit être au minimum de 4 mètres au-dessus de la voirie sur laquelle circulent les véhicules de collecte (cf. chapitre XI).

**Voie en impasse en forme de T en bout.**

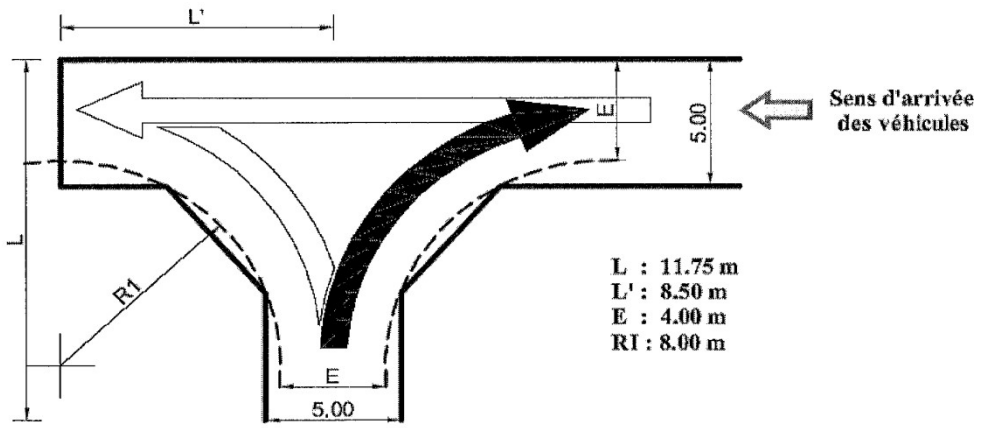



Ech : 1/200



Reçu au Contrôle de légalité le 04 juillet 2023
Reçu au Contrôle de légalité le 01 juillet 2024

**Voie en impasse en forme de L en bout.**




Ech : 1/200

Les préconisations suivantes ont pour objectifs de considérer les aménagements urbains selon les contraintes du service de collecte des ordures ménagères de manière à assurer la permanence de ce service aux usagers (largeur de voirie suffisante pour le passage des véhicules tout en évitant le sur-stationnement).

## 12.2. PRECONISATIONS POUR LA CREATION D'UN LOCAL DE STOCKAGE POUR LES DMA

**CONTEXTE REGLEMENTAIRE**

**V**u le code de la santé publique, et notamment l'article L.1312-1.

**V**u le code général des collectivités territoriales, notamment ses articles L.5211-9-2, L5215-20 et L2224-13 à L2224-17.

**V**u le code de l'Environnement et notamment ses articles L 541-1 à L 541-46 relatifs à l'élimination des déchets et la récupération des matériaux, et l'article R543-74.

**V**u le code pénal et notamment les articles R 632-1, R 635-8.

**V**u le règlement sanitaire départemental des Bouches-du-Rhône, et notamment le titre IV « Elimination des déchets et mesures de salubrité générale ».

### 1- Présentation des bacs roulants à la collecte :

La présentation des bacs roulants sur la voie publique est de la responsabilité de l'usager ou de son représentant. Cette présentation doit se faire exclusivement au droit d'un point de collecte :



Reçu au Contrôle de légalité le 04 juillet 2023
Reçu au Contrôle de légalité le 01 juillet 2024

- Situé sur la voie publique ou à moins de 10 mètres de celle-ci,
- Sur un parcours de collecte en porte à porte où les déchets sont présentés dans des contenants normalisés.

Afin d'être collectés, les bacs seront déposés par l'usager ou son représentant sur le trottoir, en limite du domaine public ou en un point, qui dans tous les cas, doit rester accessible au camion de ramassage **poids lourd** en marche avant (notamment lorsque des travaux interdisent l'accès à la rue) afin de ne pas gêner la circulation. Les récipients seront déposés de façon à ne pas contrarier la circulation des piétons sur le trottoir.

## 2- Caractéristiques techniques des voies pouvant livrer passage aux véhicules de collecte pour les constructions nouvelles :

### 2.1 Caractéristiques des voies de dessertes :

Les voies pouvant livrer passage aux véhicules de collecte doivent avoir les caractéristiques suivantes :

- La largeur libre à la circulation d'une voie à sens unique à stationnement interdit doit être au minimum de 3,5 mètres,
- Les voies en impasse devront se terminer par une aire de retournement libre de stationnement de façon à ce que le véhicule de collecte puisse effectuer un demi-tour sans manœuvre :

Pour les zones d'habitations, seules les voies privées ouvertes à la circulation sont collectées. La Métropole peut assurer l'enlèvement des déchets ménagers et assimilés dans les voies privées accessibles sous la double condition d'un accord écrit **et** de la présence d'une aire de retournement des véhicules de collecte dans les voies en impasse.

Sinon un point de regroupement en début de voie sera prévu.

Les aires de retournement seront conformes aux dispositions ci-dessus et permettront à la benne de manœuvrer normalement.



Reçu au Contrôle de légalité le 04 juillet 2023
Reçu au Contrôle de légalité le 01 juillet 2024

Les pentes seront inférieures à 12% dans les tronçons où les bennes ne doivent pas s'arrêter et à 10% là où les bennes sont susceptibles de s'arrêter.

La tenue des voies sera prévue pour supporter une charge de 13 tonnes par essieu.

La zone prévue pour le chargement des conteneurs par la benne de collecte doit être située de façon à faciliter l'accès de la benne et la manœuvre de vidage des conteneurs. Cet emplacement devra être libre de tout stationnement. La zone d'arrêt en vue du chargement représente un rectangle de 3 mètres par 12 mètres.

2.2 Trajet entre la zone de ramassage et l'emplacement de stockage des conteneurs :

Il doit être le plus court possible et doit permettre le déplacement aisé des récipients par une seule personne : distance inférieure à 10 mètres et largeur minimale de 2 mètres.

Il doit être horizontal de préférence ou à la rigueur, dans le cas de conteneurs inférieurs à 1 100 litres, de pente inférieure à 4%.
Il ne devra pas présenter de changement de direction constituant des angles aigus. Dans la mesure du possible, il sera rectiligne.

## 3- Caractéristiques des locaux de stockage :

Le local de stockage des conteneurs devra être conforme aux dispositions édictées par les textes en vigueur et notamment le règlement sanitaire départemental et le code de la construction et de l'habitation.

### 3.1 Cas où le stockage est à l'extérieur :

a) Dimensionnement général

Le dimensionnement est lié au nombre de logements ou/et de locaux d'activités desservis par ce local de stockage.
La surface du local est obtenue en ajoutant à la surface nécessaire au stockage, une surface fixée forfaitairement à quatre mètres carrés pour pouvoir circuler facilement autour du dispositif de réception. Le rapport des dimensions du local, longueur sur largeur, doit être compris entre 1 et 2 (cf. article 6).

b) Pour des groupes de logements collectifs ou de locaux d'activités

Le local sera constitué d'un muret de 1,4 mètres minimum de hauteur et muni d'une porte d'une largeur permettant le passage d'un bac dans le sens de sa largeur (minimum 90 cm). Si le local comporte une toiture, un vide périphérique de 0,80 mètre minimal sera prévu pour l'aération (toutes dispositions devront être prises pour empêcher l'intrusion des rongeurs et insectes) ou alors dans le cas d'un local clos il devra être convenablement ventilé.



Reçu au Contrôle de légalité le 04 juillet 2023
Reçu au Contrôle de légalité le 01 juillet 2024

Le sol et les parois intérieures et extérieures du local seront lavables sur toute leur surface : ils seront constitués de matériaux imperméables et imputrescibles.
Ce local sera aménagé avec un point d'évacuation des eaux usées dans sa partie centrale (le sol aura une pente de 1%). La conduite d'évacuation devra être munie d'un siphon de sol. Le local sera équipé d'un point d'eau permettant les opérations de lavage et de désinfection du local et des bacs roulants. Les opérations relatives au local auront lieu aussi souvent que nécessaire et au moins une fois par an. Le local sera équipé d'un éclairage.

Pour les zones d'activités privées, sauf accord écrit, les déchets doivent être obligatoirement regroupés à l'entrée dans des locaux ou enclos en limite de la voie publique et gérés par un syndic ou gestionnaire de zone.

Dans les zones privées mixtes d'habitats et d'activités, les points de collecte devront permettre de distinguer le flux des usagers et le flux des professionnels. Sauf accord écrit, les déchets seront regroupés à l'entrée dans des locaux ou enclos en limite de la voie publique et gérés par un syndic ou gestionnaire de zone.

Aucun engin de collecte public n'assurera la collecte à l'intérieur d'une zone privée sans accord préalable entre la collectivité et le syndic ou gestionnaire de zone.

### 3.2 Cas où le local est à l'intérieur de l'immeuble :

Le dimensionnement et l'aménagement du local seront les mêmes que dans le cas du local extérieur. Le local devra aussi respecter les caractéristiques suivantes :

- Etre convenablement ventilé (mêmes conditions que pour les chaufferies),
- Avoir une hauteur sous plafond d'au moins 2,2 mètres,
- Disposer d'une porte coupe-feu de degré une demi-heure, munie d'un ferme porte automatique,
- Constitué de parois verticales et horizontales coupe-feu de degré une demi-heure en matériaux imperméables et imputrescibles,
- Ne devra pas pouvoir communiquer avec les locaux affectés à l'habitation, au remisage pour voitures d'enfants, au travail, à la restauration et à la vente de produits alimentaires,
- Etre équipé des éléments de sécurité obligatoires préconisés par les textes en vigueur.

Toute activité professionnelle disposant d'une entrée directe sur la voie publique, doit disposer de son propre local de remisage de conteneurs de déchets répondant aux descriptifs définis ci-haut et lui permettant également d'appliquer ses obligations en matière de tri et de réduction des déchets.
Dans le cas où le professionnel fait appel à la collectivité pour la collecte pour l'enlèvement de ses déchets (déchets ménagers assimilés), les volumes concernés sont encadrés par des seuils définis dans le règlement de la redevance spéciale.

***Il est à noter que quelle que soit le dispositif, les déchets présentés EN VRAC sur la voie publique ne seront pas collectés.***



Reçu au Contrôle de légalité le 04 juillet 2023
Reçu au Contrôle de légalité le 01 juillet 2024

### 4- Jours et horaires de présentation des bacs destinés aux ordures ménagères et aux emballages ménagers ou déchets assimilés issus d'activités professionnelles :

La présentation et le retrait des bacs doivent être impérativement effectués aux horaires définis par les arrêtés municipaux complémentaires. Le retrait des bacs de la voie publique doit être réalisé aussitôt après la collecte et au plus tard aux heures définies par l'arrêté de collecte en vigueur. En aucun cas, les bacs roulants ne doivent stationner en permanence sur la voie publique.

### 5- Entretien et propreté des locaux :

Les contenants, ainsi que les locaux où ils sont remisés, doivent être maintenus en constant état de propreté, désinfectés et désinsectisés aussi souvent que nécessaire et au moins deux fois par an.
Des mesures complémentaires de désinfection et de désinsectisation peuvent être prescrites par les autorités sanitaires en cas de nécessité.
Les produits utilisés pour les opérations d'entretien doivent être homologués conformément à la réglementation en vigueur.
Ces opérations d'entretien ne doivent occasionner aucune gêne au voisinage ou atteinte à la santé des occupants des immeubles.

### 6- Méthode de calcul de la surface du local de stockage quelle que soit la fréquence

6.1 Pour les bacs destinés aux déchets ménagers et aux emballages ménagers :

Le nombre d'habitants théorique est calculé en faisant la somme du nombre d'habitants par logement : type 1 = 1 habitant, type 4 = 4 habitants, etc.

**Surface du local = (Nombre d'habitant * 0.12) + 4m²**

Exemple d'un immeuble collectif de 136 logements :

| Bâtiment Collectif | T2 | T3 | T4 | Total |
|---|---|---|---|---|
| Nb par type de logement | 57 | 62 | 17 | 136 |
| Nb théorique d'habitants par type de logement | 2 | 3 | 4 | |
| Total habitants | 114 | 186 | 68 | 368 |
| Surface local déchets : (368 * 0.12) + 4 | | | | 48 m² |



Reçu au Contrôle de légalité le 04 juillet 2023
Reçu au Contrôle de légalité le 01 juillet 2024

## 12.3. PEINES ET SANCTIONS ENCOURUES

| REFERENCES | INTERDICTIONS / INFRACTIONS | PEINES ET SANCTIONS |
|---|---|---|
| **Code de l'Environnement** (articles L 541-3, L 541-22, L541-24, L 211-1) | **Il est interdit** :<br>↳ d'abandonner des déchets. Est considéré comme un abandon tout acte tendant, sous le couvert d'une cession à titre gratuit ou onéreux, à soustraire son auteur aux prescriptions de la réglementation,<br>↳ de brûler des déchets à l'air libre,<br>↳ de mélanger certains déchets (ainsi les huiles usagées, les PCB, les fluides frigorigènes, les piles, les pneumatiques, les déchets d'emballages doivent être séparés des autres catégories de déchets),<br>↳ d'enfouir des déchets non ultimes,<br>↳ de déverser, laisser écouler, rejeter, déposer des matières susceptibles de provoquer ou d'accroître la dégradation des eaux et la pollution des sols,<br>↳ de déverser, laisser écouler, rejeter dans les égouts un déchet qui peut perturber le fonctionnement du réseau d'assainissement ou de la station d'épuration ou présenter un risque pour le personnel d'assainissement. | ↳ Amende de 2 ans d'emprisonnement et de 75 000 euros. |
| **Code Pénal** (articles R 632-1 et 635-8) | ↳ **Art. R632-1** : Déposer, abandonner ou de jeter en un lieu public ou privé, à l'exception des emplacements désignés à cet effet par l'autorité administrative compétente, des ordures, des déchets, matériaux ou tout autre objet, de quelque nature qu'il soit, si ce dépôt n'est pas effectué par la personne ayant la jouissance du lieu avec ou sans autorisation. Les personnes morales peuvent être déclarées responsables pénalement, dans les conditions prévues par l'article 121-2, de l'infraction définie au présent article.<br><br>↳ **Art. R635-8** : Déposer, abandonner, jeter en un lieu public ou privé, à l'exception des emplacements désignés à cet effet par l'autorité administrative compétente, soit une épave de véhicule, soit des ordures, déchets, matériaux ou tout autre objet, de quelque nature qu'il soit, lorsque ceux-ci ont été transportés avec l'aide d'un véhicule, si ce dépôt n'est pas effectué par la personne ayant la jouissance du lieu avec autorisation. | ↳ Amende prévue pour les contraventions de la 2eme classe ISO (article 131-13 du code pénal).<br>La peine encourue par les personnes morales est l'amende, suivant les modalités prévues par l'article 131- 41.<br><br>↳ Amende prévue pour les contraventions de<br>5eme classe (le montant de l'amende est de 1 500 € montant qui peut être porté à 3 000 € en cas de récidive).<br>Les personnes coupables de la contravention encourent également la peine complémentaire de confiscation de la chose qui a servi ou était destiné à commettre l'infraction ou de la chose qui en est le produit.<br>Les personnes morales peuvent être déclarées responsables pénalement, dans les conditions prévues par l'article de 121-2, de l'infraction définie au présent article.<br>Les peines encourues par les personnes morales sont :<br>· Amende suivant les modalités prévues par l'article 131-41<br>· Confiscation de la chose qui a servi ou était destinée à commettre l'infraction ou de la chose qui en est le produit. |



Reçu au Contrôle de légalité le 04 juillet 2023
Reçu au Contrôle de légalité le 01 juillet 2024

| | | |
|---|---|---|
| | | La récidive de la contravention prévue au présent article est réprimée conformément aux articles 132-11 et 132-15. |

## 12.4. FREQUENCES DE COLLECTE POUR LES MENAGES

| Nom de la commune | COLLECTE DES OMR EN PORTE A PORTE | | | COLLECTE DES RECYCLABLES EN PORTE A PORTE | | |
|---|---|---|---|---|---|---|
| | Pavillon | Collectif | Centre-ville | Pavillon | Collectif | Centre ville |
| **Aix-en-Provence** | C3 | C3 | C14 | C1 | C1 | NC |
| **Allauch** | C6 | C6 | C6 | C1 | C1 | C1 |
| **Alleins** | C2 | C2 | C3 | C1 | C1 | C1 |
| **Aubagne** | C3 | C3 | C14 | NC | NC | NC |
| **Auriol** | C3 | C3 | C6 | NC | NC | NC |
| **Aurons** | C2 | C2 | C2 | C1 | C1 | NC |



Reçu au Contrôle de légalité le 04 juillet 2023
Reçu au Contrôle de légalité le 01 juillet 2024

| | | | | | | |
|---|---|---|---|---|---|---|
| **Beaurecueil** | C3 | C3 | C3 | NC | NC | NC |
| **Belcodène** | C3 | C3 | C3 | NC | NC | NC |
| **Berre-l'Étang** | C2 | C2 | C5 | C1 | C1 | C1 |
| **Bouc-Bel-Air** | C2 | C3 | C6 | C 0,5 | C1 | C 0,5 |
| **Cabriès** | C2 | C3 | C6 | C1 | C1 | C1 |
| **Cadolive** | C3 | C3 | C3 | NC | NC | NC |
| **Carnoux-enProvence** | C2 | C2 | C5 | C1 | C1 | C1 |
| **Carry-le-Rouet** | C2 | C3 | C7 | C1 | C1 | C1 |
| **Cassis** | C2 | C2 | C7 | C1 | C1 | C1 |
| **Ceyreste** | C3 | C3 | C7 | C1 | C1 | C1 |
| **Charleval** | C2 | C2 | C3 | C1 | C1 | C1 |
| **Châteauneuf-leRouge** | C2 | C2 | C2 | C 0,5 | C1 | C1 |
| **Châteauneuf-lesMartigues** | C2 | C2 | C6 | C1 | C1 | C1 |
| **Cornillon-Confoux** | C3 | C3 | C3 | C1 | NC | NC |
| **Coudoux** | C2 | C4 | C4 | C 0,5 | C1 | NC |
| **Cuges-les-Pins** | C3 | C3 | C6 | NC | NC | NC |

| **Nom de la commune** | **COLLECTE DES OMR EN PORTE A PORTE** | | | **COLLECTE DES RECYCLABLES EN PORTE A PORTE** | | |
|---|---|---|---|---|---|---|
| | **Pavillon** | **Collectif** | **Centre-ville** | **Pavillon** | **Collectif** | **Centre ville** |
| **Éguilles** | C2 | C3 | C6 | C 0,5 | C1 | NC |
| **Ensuès-la-Redonne** | C7 | C7 | C7 | C1 | C1 | C1 |
| **Eyguières** | C2 | C2 | C6 | C1 | NC | NC |
| **Fos-sur-Mer** | C6 | C6 | C6 | NC | NC | NC |



Reçu au Contrôle de légalité le 04 juillet 2023
Reçu au Contrôle de légalité le 01 juillet 2024

| | | | | | | |
|---|---|---|---|---|---|---|
| **Fuveau** | NC | C3 | C6 | NC | C1 | C1 |
| **Gardanne** | C2 | C3 | C7 | C1 | C1 | NC |
| **Gémenos** | C3 | C3 | C6 | C1 | C1 | C1 |
| **Gignac-la-Nerthe** | C2 | C2 | C5 | C1 | C1 | C1 |
| **Grans** | C3 | C3 | C6 | NC | NC | NC |
| **Gréasque** | C3 | C3 | C6 | NC | NC | NC |
| **Istres** | C6 | C6 | C6 | NC | NC | NC |
| **Jouques** | C2 | C3 | C6 | C 0,5 | C1 | C1 |
| **La Barben** | C2 | C2 | C2 | C1 | C1 | C1 |
| **La Bouilladisse** | C3 | C3 | C6 | NC | NC | NC |
| **La Ciotat** | C2 | C3 | C7 | C1 | C1 | C1 |
| **La Destrousse** | C3 | C3 | C6 | NC | NC | NC |
| **La Fare-les-Oliviers** | C2 | C2 | C6 | C1 | C1 | NC |
| **La Penne-surHuveaune** | C3 | C3 | C4 | NC | NC | NC |
| **La Roqued'Anthéron** | C2 | C3 | C6 | C 0,5 | C1 | NC |
| **Lamanon** | C2 | C2 | C2 | C1 | C1 | C1 |
| **Lambesc** | C2 | C3 | C4 | C 0,5 | C1 | NC |
| **Lançon-de-Provence** | C2 | C2 | C6 | C1 | C1 | NC |
| **Le Puy-SainteRéparade** | C2 | C3 | C6 | C 0,5 | C1 | NC |
| **Le Rove** | C6 | C6 | C6 | C1 | C1 | C1 |

| **Nom de la commune** | **COLLECTE DES OMR EN PORTE A PORTE** | | | **COLLECTE DES RECYCLABLES EN PORTE A PORTE** | | |
|---|---|---|---|---|---|---|
| | **Pavillon** | **Collectif** | **Centre-ville** | **Pavillon** | **Collectif** | **Centre ville** |



Reçu au Contrôle de légalité le 04 juillet 2023
Reçu au Contrôle de légalité le 01 juillet 2024

| | | | | | | |
|---|---|---|---|---|---|---|
| **Les Pennes - Mirabeau** | C2 | C2 | C6 | C1 | C1 | C1 |
| **Le Tholonet** | C3 | C3 | C3 | C1 | C1 | C1 |
| **Mallemort** | C2 | C2 | C3 | C1 | C1 | C1 |
| **Marignane** | C2 | C3 | C14 | C1 | C1 | C1 |
| **Marseille 1er Arrondissement** | NC | C7 | C7 | NC | NC | NC |
| **Marseille 2e Arrondissement** | NC | C7 | C7 | NC | NC | NC |
| **Marseille 3e Arrondissement** | NC | C7 | C7 | NC | NC | NC |
| **Marseille 4e Arrondissement** | C7 | C7 | C7 | NC | NC | NC |
| **Marseille 5e Arrondissement** | C7 | C7 | C7 | NC | NC | NC |
| **Marseille 6e Arrondissement** | C7 | C7 | C7 | NC | NC | NC |
| **Marseille 7e Arrondissement** | C7 | C7 | C7 | NC | NC | NC |
| **Marseille 8e Arrondissement** | C7 | C7 | C7 | C1 | c1 | NC |
| **Marseille 9e Arrondissement** | C6 | C6 | C7 | C1 | c1 | NC |
| **Marseille 10e Arrondissement** | C6 | C6 | C7 | C1 | c1 | NC |
| **Marseille 11e Arrondissement** | C6 | C6 | C7 | C1 | c1 | NC |
| **Marseille 12e Arrondissement** | C6 | C6 | C7 | C1 | c1 | NC |
| **Marseille 13e Arrondissement** | C6 | C6 | C7 | C1 | c1 | NC |
| **Marseille 14e Arrondissement** | C6 | C6 | C7 | C1 | c1 | NC |
| **Marseille 15e Arrondissement** | C6 | C6 | C7 | C1 | c1 | NC |
| **Marseille 16e Arrondissement** | C6 | C6 | C7 | C1 | c1 | NC |
| **Martigues** | C2 | C4 | C14 | C1 | C1 | C1 |
| **Meyrargues** | C2 | C3 | C5 | C 0,5 | C1 | C1 |
| **Meyreuil** | C2 | C3 | C6 | C 0,5 | C1 | C1 |



Reçu au Contrôle de légalité le 04 juillet 2023
Reçu au Contrôle de légalité le 01 juillet 2024

| | | | | | | |
|---|---|---|---|---|---|---|
| **Mimet** | C2 | C2 | C3 | C 0,5 | C1 | C1 |

| Nom de la commune | COLLECTE DES OMR EN PORTE A PORTE | | | COLLECTE DES RECYCLABLES EN PORTE A PORTE | | |
|---|---|---|---|---|---|---|
| | Pavillon | Collectif | Centre-ville | Pavillon | Collectif | Centre ville |
| **Miramas** | C3 | C3 | C7 | C1 | NC | NC |
| **Pélissanne** | C2 | C2 | C7 | C1 | C1 | C1 |
| **Pertuis** | C2 | C3 | C6 | C 0,5 | C1 | C1 |
| **Peynier** | C2 | C3 | C6 | NC | NC | NC |
| **Peypin** | NC | C3 | C6 | C1 | NC | NC |
| **Peyrolles-en-Provence** | C2 | C3 | C5 | C 0,5 | C1 | C1 |
| **Plan-de-Cuques** | C6 | C6 | C6 | NC | NC | NC |
| **Port-de-Bouc** | C2 | C4 | C7 | C1 | C1 | C1 |
| **Port-Saint-Louis-du-Rhône** | C6 | C6 | C6 | NC | NC | NC |
| **Puyloubier** | NC | C3 | C6 | NC | NC | NC |
| **Rognac** | C2 | C2 | C6 | C1 | C1 | NC |
| **Rognes** | C2 | C3 | C6 | C 0,5 | C1 | NC |
| **Roquefort-la-Bédoule** | C2 | C2 | C6 | C1 | C1 | C1 |
| **Roquevaire** | C3 | C3 | C6 | NC | NC | NC |
| **Rousset** | NC | C3 | C6 | C1 | C1 | C1 |
| **Saint-Antonin-sur-Bayon** | NC | C3 | C3 | NC | NC | NC |
| **Saint-Cannat** | C2 | C3 | C6 | C 0,5 | C1 | NC |
| **Saint-Chamas** | C2 | C2 | C5 | C1 | C1 | C1 |
| **Saint-Estève-Janson** | C2 | C2 | C2 | NC | NC | NC |



Reçu au Contrôle de légalité le 04 juillet 2023
Reçu au Contrôle de légalité le 01 juillet 2024

| | | | | | | |
|---|---|---|---|---|---|---|
| **Saint-Marc-Jaumegarde** | C3 | C3 | C3 | C1 | C1 | C1 |
| **Saint-Mitre-les-Remparts** | C2 | NC | C7 | C1 | C1 | C1 |
| **Saint-Paul-lès-Durance** | NC | C3 | C3 | NC | NC | NC |
| **Saint-Savournin** | C3 | C3 | C3 | NC | NC | NC |
| **Saint-Victoret** | C2 | C2 | C2 | C1 | C1 | C1 |
| **Saint-Zacharie** | C3 | C3 | C4 | NC | NC | NC |
| **Nom de la commune** | **COLLECTE DES OMR EN PORTE A PORTE** | | | **COLLECTE DES RECYCLABLES EN PORTE A PORTE** | | |
| | **Pavillon** | **Collectif** | **Centre-ville** | **Pavillon** | **Collectif** | **Centre ville** |
| **Salon-de-Provence** | C2 | C7 | C7 | C1 | C1 | C5 |
| **Sausset-les-Pins** | C7 | C7 | C7 | C1 | C1 | C1 |
| **Sénas** | C2 | C2 | C2 | C1 | C1 | C1 |
| **Septèmes-les-Vallons** | C6 | C6 | C6 | C1 | C1 | C1 |
| **Simiane-Collongue** | C2 | C3 | C6 | C 0,5 | C1 | C 0,5 |
| **Trets** | NC | C3 | C6 | NC | C1 | C1 |
| **Vauvenargues** | NC | NC | NC | NC | NC | NC |
| **Velaux** | C2 | C2 | C6 | C1 | C1 | NC |
| **Venelles** | C2 | C3 | C6 | C 0,5 | C1 | NC |
| **Ventabren** | C2 | C2 | C6 | C 0,5 | C1 | NC |
| **Vernègues** | C2 | C2 | C2 | C1 | C1 | C1 |
| **Vitrolles** | C2 | C3 | C6 | C1 | C1 | C1 |

Nb : C1 : un ramassage par semaine ; C2 : deux ramassages par semaine, …



Reçu au Contrôle de légalité le 04 juillet 2023
Reçu au Contrôle de légalité le 01 juillet 2024

**ENCOMBRANTS**

| Fréquence de collecte | Communes |
|---|---|
| **1 fois par semaine** | Alleins ; Auriol ; Aurons ; Belcodène ; Berre-l'Étang ; Cadolive ; Charleval ; Châteauneuf-les-Martigues ; Cuges-les-Pins ; Ensuès-la-Redonne ; Eyguières ; La Barben ; La Bouilladisse ; La Destrousse ; La Fare-lesOliviers ; La Penne-sur-Huveaune ; Lamanon ; Lançon-de-Provence ; Le Rove ; Le Tholonet ; Mallemort ; Pélissanne ; Peypin ; Rognac ; Roquefortla-Bédoule ; Roquevaire ; Saint-Chamas ; Saint-Marc-Jaumegarde ; SaintSavournin ; Saint-Victoret ; Saint-Zacharie ; Sénas ; Trets ; Velaux ; Vernègues ; Vitrolles |
| **Plusieurs fois par semaine** | Aix-en-Provence ; Allauch ; Aubagne ; Cassis ; Ceyreste ; Cornillon-Confoux ; Fos-sur-Mer ; Gardanne ; Gignac-la-Nerthe ; Grans ; Istres ; La Ciotat ; Les Pennes-Mirabeau ; Marignane ; Marseille ; Miramas ; Pertuis ; Plan-de-Cuques ; Port-Saint-Louis-du-Rhône ; Salon-de-Provence ; Septèmes-les-Vallons |
| **1 fois par mois** | Beaurecueil ; Carnoux-en-Provence ; Carry-le-Rouet ; Châteauneuf-leRouge ; Coudoux ; Éguilles ; Gémenos ; Jouques ; La Roque-d'Anthéron ;<br>Lambesc ; Le Puy-Sainte-Réparade ; Peyrolles-en-Provence ; Puyloubier ; Rognes ; Saint-Cannat ; Saint-Estève-Janson ; Venelles ;Ventabren |
| **2 fois par mois** | Bouc-Bel-Air ; Cabriès ; Sausset-les-Pins ; Simiane-Collongue |
| **1 fois par trimestre** | Saint-Antonin-sur-Bayon |
| **Non concerné** | Fuveau ; Gréasque ; Martigues ; Meyrargues ; Meyreuil ; Mimet ; Peynier ; Port-de-Bouc ; Rousset ; Saint-Mitre-les-Remparts ; Saint-Paul-lèsDurance ; Vauvenargues |

Jours fériés : la collecte des encombrants sera déplacée en fonction du rythme existant. Les usagers seront informés du nouveau jour lors de la prise de RDV.

## 12.5. JOURS FERIES

| Jours | Collecte maintenue | Collecte adaptée | Absence collecte |
|---|---|---|---|



Reçu au Contrôle de légalité le 04 juillet 2023
Reçu au Contrôle de légalité le 01 juillet 2024

| | | | |
|---|---|---|---|
| **01/01** | Cornillon-Confoux ; Grans ; Miramas | Marseille ; Martigues ; Portde-Bouc ; Saint-Mitre-lesRemparts | Aix-en-Provence ; Allauch ; Aubagne ; Auriol ; Aurons ; Beaurecueil ; Belcodène ; Berre-l'Étang ; Bouc-Bel-Air ; Cabriès ; Cadolive ; Carnoux-en-Provence ; Carry-le-Rouet ; Cassis ; Ceyreste ; Châteauneuf-le-Rouge ; Coudoux ; Cuges-les-Pins ; Éguilles ; Eyguières ; Fos-sur-Mer ; Fuveau ; Gardanne ; Gémenos ; Gignac-la-Nerthe ; Gréasque ; Istres ; Jouques ; La Barben ; La Bouilladisse ; La Ciotat ; La Destrousse ; La Fare-lesOliviers ; La Penne-sur-Huveaune ; La Roque-d'Anthéron ; Lamanon ; Lambesc ; Lançon-Provence ; Le Puy-SainteRéparade ; Le Rove ; Les Pennes - Mirabeau ; Le Tholonet ; Meyrargues ; Meyreuil ; Mimet ; Pélissanne ; Pertuis ; Peynier ; Peypin ; Peyrolles-en-Provence ; Plan-de-Cuques ; Port-Saint-Louis-du-Rhône ; Puyloubier ; Rognac ; Rognes ; Roquefort-laBédoule ; Roquevaire ; Rousset ; Saint-Antonin-sur-Bayon ; SaintCannat ; Saint-Estève-Janson ; Saint-Marc-Jaumegarde ; SaintPaul-lès-Durance ; Saint-Savournin ; Saint-Zacharie ; Salon-deProvence ; Septèmes-les-Vallons ; Simiane-Collongue ; Trets ; Velaux ; Venelles ; Ventabren ; |
| **30/04** | - | - | Collecte du soir supprimée pour : Allauch ; Carnoux-en-Provence ; Carry-le-Rouet ; Cassis ; Ceyreste ; Châteauneuf-les-Martigues ; Ensuès-la-Redonne ; Gémenos ; Gignac-la-Nerthe ; La Ciotat ; Le Rove ; Marignane ; Marseille ; Plan-de-Cuques ; Roquefort-laBédoule ; Saint-Victoret ; Sausset-les-Pins ; Septèmes-les-Vallons |
| **01/05** | Châteauneuf-le-Rouge ; Cornillon-Confoux ; Gardanne ; Grans ; Miramas ; Saint-Antoninsur-Bayon ; | Aix-en-Provence ; Cassis ; Marseille ; Martigues ; Port-de-Bouc ; Saint-Mitre-les-Remparts ; Septèmes-les-Vallons | Allauch ; Alleins ; Aubagne ; Auriol ; Aurons ; Beaurecueil ; Belcodène ; Berre-l'Étang ; Bouc-Bel-Air ; Cabriès ; Cadolive ; Carnoux-en-Provence ; Carry-le-Rouet ; Ceyreste ; Charleval ; Châteauneuf-les-Martigues ; Coudoux ; Cuges-les-Pins ; Éguilles ; Ensuès-la-Redonne ; Eyguières ; Fos-sur-Mer ; Fuveau ; Gémenos ; Gignac-la-Nerthe ; Gréasque ; Istres ; Jouques ; La Barben ; La Bouilladisse ; La Ciotat ; La Destrousse ; La Fare-lesOliviers ; La Penne-sur-Huveaune ; La Roque-d'Anthéron ; Lamanon ; Lambesc ; Lançon-Provence ; Le Puy-SainteRéparade ; Le Rove ; Le Tholonet ; Les Pennes - Mirabeau ; Mallemort ; Marignane ; Meyrargues ; Meyreuil ; Mimet ; Pélissanne ; Pertuis ; Peynier ; Peypin ; Peyrolles-en-Provence ; Plan-de-Cuques ; Port-Saint-Louis-du-Rhône ; Puyloubier ; Rognac ; Rognes ; Roquefort-la-Bédoule ; Roquevaire ; Rousset ; Saint-Cannat ; Saint-Chamas ; Saint-Estève-Janson ; Saint-MarcJaumegarde ; Saint-Paul-lès-Durance ; Saint-Savournin ; SaintVictoret ; Saint-Zacharie ; Salon-de-Provence ; Sausset-les-Pins ; Sénas ; Simiane-Collongue ; Trets ; Velaux ; Venelles ; Ventabren ; Vernègues ; Vitrolles ; |
| **14/07** | - | - | Alleins ; Charleval ; Mallemort ; Saint-Chamas ; Sénas ; Vernègues |

| Jours | Collecte maintenue | Collecte adaptée | Absence collecte |
|---|---|---|---|
| **24 /12** | 92 communes | - | Collecte du soir supprimée pour : Allauch ; Carnoux-enProvence ; Carry-le-Rouet ; Cassis ; Ceyreste ; Châteauneuf-les-Martigues ; Ensuès-la-Redonne ; Gémenos ; Gignac-la-Nerthe ; La Ciotat ; Le Rove ; Marignane ; Marseille ; Plan-de-Cuques ; Roquefort-laBédoule ; Saint-Victoret ; Sausset-les-Pins ; Septèmesles-Vallons |



Reçu au Contrôle de légalité le 04 juillet 2023
Reçu au Contrôle de légalité le 01 juillet 2024

| | | | |
|---|---|---|---|
| **25 /12** | Bouc-Bel-Air ; Cabriès ; CornillonConfoux ; Fuveau ; Gardanne ; Grans ; Meyreuil ; Miramas ; Peynier ; Septèmes-les-Vallons ; Simiane-Collongue | Aix-en-Provence ; Le Tholonet ; Martigues ; Port-de-Bouc ; Saint-Marc-Jaumegarde ; Saint-Mitreles-Remparts | Allauch ; Alleins ; Aubagne ; Auriol ; Aurons ; Beaurecueil ; Belcodène ; Berre-l'Étang ; Cadolive ; Carnoux-en-Provence ; Carry-le-Rouet ; Cassis ; Ceyreste ; Charleval ; Châteauneuf-le-Rouge ; Cugesles-Pins ; Éguilles ; Eyguières ; Fos-sur-Mer ; Gémenos ; Gignac-la-Nerthe ; Gréasque ; Istres ; Jouques ; La Barben ; La Bouilladisse ; La Ciotat ; La Destrousse ; La Fare-les-Oliviers ; La Penne-sur-Huveaune ; Lamanon ; Lançon-Provence ; Le Rove ; Les Pennes - Mirabeau ; Mallemort ; Marseille ; Meyrargues ; Mimet ; Pélissanne ; Pertuis ; Peypin ; Peyrolles-en-Provence ; Plan-de-Cuques ; Port-Saint-Louis-du-Rhône ; Puyloubier ; Rognac ; Roquefort-la-Bédoule ; Roquevaire ; Rousset ; Saint-Antonin-sur-Bayon ; Saint-Chamas ; Saint-Paul-lès-Durance ; SaintSavournin ; Saint-Zacharie ; Salon-de-Provence ; Sénas ; Trets ; Velaux ; Vernègues |
| **31 /12** | Aix-en-Provence ; Allauch ; Aubagne ; Auriol ; Beaurecueil ; Belcodène ; Bouc-Bel-Air ; Cabriès ; Cadolive ; Carnoux-en-Provence ; Cassis ; Ceyreste ; Châteauneuf-le-Rouge ; Cornillon-Confoux ; Cuges-les-Pins ; Fos-sur-Mer ; Fuveau ; Gardanne ; Gémenos ; Grans ; Gréasque ; Istres ; Jouques ; La Bouilladisse ; La Ciotat ; La Destrousse ; La Penne-surHuveaune ; Les Pennes - Mirabeau ; Le Tholonet ; Meyrargues ; Meyreuil ; Mimet ; Miramas ;Pertuis ; Peynier ; Peyrolles-en-Provence ; Plan-deCuques ; Port-Saint-Louis-du-Rhône ; Puyloubier ; Roquefort-la-Bédoule ; Roquevaire ; Rousset ; Saint-Antoninsur-Bayon ; Saint-Marc-Jaumegarde ; Saint-Paul-lès-Durance ; SaintSavournin ; Saint-Zacharie ; Septèmes-les-Vallons ; Simiane-Collongue ; Trets ; | - | Alleins ; Charleval ; Mallemort ; Saint-Chamas ; Sénas ; Vernègues<br><br>Collecte du soir supprimée pour : Allauch ; Carnoux-enProvence ; Carry-le-Rouet ; Cassis ; Ceyreste ; Châteauneuf-les-Martigues ; Ensuès-la-Redonne ; Gémenos ; Gignac-la-Nerthe ; La Ciotat ; Le Rove ; Marignane ; Marseille ; Plan-de-Cuques ; Roquefort-laBédoule ; Saint-Victoret ; Sausset-les-Pins ; Septèmesles-Vallons |



Reçu au Contrôle de légalité le 04 juillet 2023
Reçu au Contrôle de légalité le 01 juillet 2024

# ANNEXE 2

## RÉGLEMENT
## DE LA REDEVANCE SPÉCIALE
## DE LA MÉTROPOLE AIX-MARSEILLE-PROVENCE

Reçu au Contrôle de légalité le 01 juillet 2024

# REGLEMENT DE LA REDEVANCE SPECIALE

# DE LA METROPOLE AIX-MARSEILLE-PROVENCE

# SOMMAIRE


**1. DISPOSITIONS GENERALES....3**

1.1. OBJET ET CHAMP D'APPLICATION DU REGLEMENT....4
1.2. COMPETENCE CONCERNEE....4
1.3. COMMUNES CONCERNEES....5
1.4. ARTICULATION TEOM – REDEVANCE SPECIALE....5

**2. PERIMETRE D'ASSUJETISSEMENT A LA REDEVANCE SPECIALE....6**

2.1. DEFINITION DES ETABLISSEMENTS REDEVABLES....7
2.2. DEFINITION DES ETABLISSEMENTS NON REDEVABLES....8

**3. ORGANISATION DE LA COLLECTE DES DECHETS....10**

3.1. MODALITES DE COLLECTE PAR LE SERVICE PUBLIC....11
3.2. MODALITES DE COLLECTE PAR UN PRESTATAIRE PRIVE AGREE....11
3.3. MODIFICATION OU ARRET DU SERVICE....13

**4. APPLICATION DE LA REDEVANCE SPECIALE....15**

4.1. FORFAITS....16
4.2. TARIFS....17




Reçu au Contrôle de légalité le 04 juillet 2023
Reçu au Contrôle de légalité le 01 juillet 2024

4.3. CAS PARTICULIERS....17
4.4. BONIFICATION....19
4.5. FACTURATION....20

**5. SANCTIONS....21**

5.1. OBLIGATIONS DE LA METROPOLE AIX-MARSEILLE- PROVENCE....22
5.2. OBLIGATION DU REDEVABLE OU PRODUCTEUR....22
5.3. CONTROLES....22
5.4. SANCTIONS....23
5.5. RESPONSABILITE CIVILE....23
5.6. RECOURS....24

**6. CONDITIONS D'EXECUTION DU REGLEMENT....25**

6.1. APPLICATION....26
6.2. MODIFICATION....26
6.3. EXECUTION....26

**7. INFORMATIONS ET CONTACTS....27**

7.1. AFFICHAGE DU PRESENT REGLEMENT....28
7.2. INFORMATIONS....28

**8. ANNEXES....29**

8.1. MODE DE CALCUL DU TARIF AU LITRE....30
8.2. GRILLE FORFAITAIRE DES TARIFS....31
8.3. CODES JURIDIQUES ET CODES APE EXCLUS....32
8.4. MATRICE DES FORFAITS APPLICABLES....37



Reçu au Contrôle de légalité le 04 juillet 2023
Reçu au Contrôle de légalité le 01 juillet 2024

# 1. DISPOSITIONS GENERALES

1.1. – Objet et champ d'application du règlement
1.2. – Compétence concernée
1.3. – Communes concernées
1.4. – Articulation TEOM – Redevance Spéciale



Reçu au Contrôle de légalité le 04 juillet 2023
Reçu au Contrôle de légalité le 01 juillet 2024

## 1.1. OBJET ET CHAMP D'APPLICATION DU REGLEMENT

Le présent règlement, pris en application des articles L2224-14 et L 2333-78 du code général des collectivités territoriales, a pour objet de définir le cadre et les conditions générales d'application de la redevance spéciale sur la Métropole Aix-Marseille-Provence aux professionnels producteurs ou détenteurs de déchets assimilés aux ordures ménagères.

Le présent règlement précise les dispositions qui leurs sont applicables de plein droit ainsi que leurs obligations quand ils font usage du service public de collecte et d'élimination des déchets.

Il définit par ailleurs les conditions et les modalités d'exécution de l'enlèvement des déchets non ménagers assimilables aux ordures ménagères présentés à la collecte publique.

Il doit être appréhendé et appliqué en complément du règlement de collecte des déchets ménagers et assimilés de la Métropole Aix-Marseille-Provence auquel il fait référence.

Tout usager du service public de gestion des déchets qui n'est pas un ménage sera désigné par " producteur ". Tout producteur ou détenteur de déchets assujetti à la redevance spéciale sera désigné par " redevable ".

## 1.2. COMPETENCE CONCERNEE

En application du code général des collectivités territoriales, la Métropole Aix-Marseille-Provence exerce en lieu et place des communes membres, la compétence en matière d'élimination des déchets ménagers et assimilés.

Depuis 2003, les communes ont transféré à la Métropole Aix-Marseille-Provence le dernier volet de la compétence déchets qu'elles exerçaient encore : c'est ainsi que depuis cette date, la Métropole Aix-Marseille-Provence exerce la totalité de la compétence déchets ménagers et assimilés comprenant la collecte, le traitement, l'élimination et la valorisation des déchets des ménages et assimilés et la requalification des décharges brutes.

La Métropole Aix-Marseille-Provence est maître d'ouvrage des prestations qui relèvent de sa compétence. Elle est décisionnaire du contenu, de l'organisation et des modalités du service rendu aux habitants ainsi que du financement de ce service public.

## 1.3. COMMUNES CONCERNEES

La Métropole Aix-Marseille-Provence compte 92 communes membres : Aix-en-Provence, Allauch, Alleins, Aubagne, Auriol, Aurons, Beaurecueil, Belcodène, Berre-l'Etang, Bouc-BelAir, Cabriès, Cadolive, Carnoux-en-Provence, Carry-le-Rouet, Cassis, Ceyreste, Charleval, Châteauneuf-le-Rouge, Châteauneuf-les-Martigues, Cornillon-Confoux, Coudoux, Cugesles-Pins, Éguilles, Ensuès-la-Redonne, Eyguières, Fos-sur-Mer, Fuveau, Gardanne, Gémenos, Gignac-la-Nerthe, Grans, Gréasque, Istres, Jouques, La Barben, La Bouilladisse, La Ciotat, La Destrousse, La Fare-les-Oliviers, La Penne-sur-Huveaune, La Roqued'Anthéron,



Reçu au Contrôle de légalité le 04 juillet 2023
Reçu au Contrôle de légalité le 01 juillet 2024

Lamanon, Lambesc, Lançon-de-Provence, Le Puy-Sainte-Réparade, Le Rove, Le Tholonet, Les Pennes-Mirabeau, Mallemort, Marignane, Marseille, Martigues, Meyrargues, Meyreuil, Mimet, Miramas, Pélissanne, Pertuis, Peynier, Peypin, Peyrolles-enProvence, Plan-de-Cuques, Port-de-Bouc, Port-Saint-Louis-du-Rhône, Puyloubier, Rognac,
Rognes, Roquefout-la-Bédoule, Roquevaire, Rousset, Saint-Antonin-sur-Bayon, Saint-Cannat, Saint-Chamas, Saint-Estève-Janson, Saint-Marc-Jaumegarde, Saint-Mitre-lesRemparts, Saint-Paul-lès-Durance, Saint-Savournin, Saint-Victoret, Saint-Zacharie, Salonde-Provence, Sausset-les-Pins, Sénas, Septèmes-les-Vallons, Simiane-Collongue, Trets, Vauvenargues, Velaux, Venelles, Ventabren, Vernègues, Vitrolles.

## 1.4. ARTICULATION TEOM – REDEVANCE SPECIALE

L'administration de la Métropole Aix-Marseille-Provence a mis en place depuis le 1er janvier 2015 un budget annexe « Prévention et Gestion des Déchets » qui s'équilibre en dépenses et en recettes. Le financement du service est assuré par le produit de la Taxe d'Enlèvement des Ordures Ménagères (TEOM), les recettes de valorisation du service, les soutiens des éco-organismes et d'autres financements institutionnels (Région, Département ...).

Les dispositions relatives à la TEOM sont fixées au code général des impôts. La taxe est de nature fiscale et additionnelle à la taxe foncière sur les propriétés bâties. D'une manière générale, la TEOM est établie au nom des propriétaires et usufruitiers qui la répercutent, le cas échéant, sur leurs locataires ou occupants du bien. Cette taxe additionnelle est due même si l'assujetti ne souhaite plus bénéficier du service rendu par la Métropole Aix-Marseille-Provence (cf. paragraphe 3.2.1).

La Métropole Aix-Marseille-Provence finance également les coûts de collecte et de traitement des déchets ménagers et assimilés par la facturation d'une redevance spéciale aux professionnels utilisant le service public. Les montants de la redevance spéciale sont définis par délibération du conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence.



Reçu au Contrôle de légalité le 04 juillet 2023
Reçu au Contrôle de légalité le 01 juillet 2024

# 2. PERIMETRE D'ASSUJETISSEMENT A LA REDEVANCE SPECIALE

2.1. – Définition des établissements redevables
2.2. – Définition des établissements non redevables



Reçu au Contrôle de légalité le 04 juillet 2023
Reçu au Contrôle de légalité le 01 juillet 2024

## 2.1. DEFINITION DES ETABLISSEMENTS REDEVABLES

### 2.1.1. Personnes assujetties

Toutes les personnes morales de droit public et les personnes physiques et morales de droit privé, y compris les associations, qui produisent des déchets ménagers assimilés aux ordures ménagères, collectés par le service public ou son prestataire, et remplissant les conditions définies dans le présent règlement.

Les déchets ménagers assimilés pris en charge par la Métropole Aix-Marseille-Provence et concernés par la redevance spéciale sont définis par l'article 4.1 du règlement de collecte en vigueur.

### 2.1.2. Seuils d'assujettissement à la redevance spéciale

Les seuils d'assujettissement sont fixés ci-après, quels que soient le cycle de collecte et le nombre de jours de présentation à la collecte par les producteurs et concernent :

- Les ordures ménagères assimilées résiduelles,
- Les déchets recyclables dits 7 flux hors verre, fraction minérale et plâtre (dans la limite de 1 100 litres hebdomadaires).

Dans l'attente de la mise en place d'une offre concurrentielle et à condition du strict respect des consignes de tri, les établissements producteurs de biodéchets peuvent utiliser les équipements de pré-collecte mis à disposition par la Métropole Aix-Marseille-Provence.

La Métropole Aix-Marseille-Provence ne délivre pas d'attestation annuelle de tri à la source et de collecte séparée aux établissements soumis au « Décret 7 flux » (article D.543-284 du code de l'environnement) et/ou producteurs de biodéchets (article D.543-2226-2 du code de l'environnement).

La redevance spéciale s'applique depuis le 1er juillet 2021 sur l'ex-territoire de Marseille Provence et à compter du 1er janvier 2024 pour l'ensemble des 92 communes membres de la Métropole :

- **Au-delà du seuil bas** de 490 litres hebdomadaires de déchets ménagers assimilés,
- **Et jusqu'au seuil haut** de 13 860 litres hebdomadaires de déchets ménagers assimilés. Au-delà de ce seuil, la Métropole Aix-Marseille-Provence devra mettre en œuvre des sujétions techniques particulières hors de son champ de compétences.

### 2.1.3. Application de droit

Le fait, pour tout producteur de déchets de présenter ceux-ci à la collecte du service public, entraine son adhésion pleine et entière au présent règlement.

Le régime de la redevance spéciale s'applique de droit :



Reçu au Contrôle de légalité le 04 juillet 2023
Reçu au Contrôle de légalité le 01 juillet 2024

- Dès lors que la Métropole Aix-Marseille-Provence a constaté la présence sur les fichiers de référence ou suite à une enquête terrain de l'activité d'un producteur, et en absence de transmission par le producteur d'une demande d'arrêt de collecte par le service public justifiée par une attestation.
- Tout autant qu'un service public dessert la voie publique sur laquelle est implanté le producteur.

La date de démarrage ou de fin de prestation du service donne lieu à une facture établie au ***prorata temporis.***

## 2.2. DEFINITION DES ETABLISSEMENTS NON REDEVABLES

Les établissements publics ou privés :

- Présentant à la collecte un volume hebdomadaire de déchets inférieur ou égal au seuil d'assujettissement bas défini à l'article 2.1.2 (franchise),
- Présentant à la collecte un volume hebdomadaire de déchets supérieur au seuil d'assujettissement haut défini à l'article 2.1.2. Dans ce cas le producteur doit faire appel à un prestataire privé agréé de collecte des déchets. La Métropole se laisse la possibilité de leur demander une attestation prouvant qu'ils ont bien recours à un prestataire privé agréé.
- Assurant eux-mêmes l'élimination de leurs déchets conformément à la règlementation en vigueur.
- Dont la collecte requiert la mise en place de sujétions techniques particulières (typologie, volumétrie et lieu de collecte). Dans ce cas le producteur doit faire appel à un prestataire privé agréé de collecte des déchets.
- Les établissements privés, dont le code activité et/ou la catégorie juridique identifiés petits producteurs ont été exclus de la grille forfaitaire (cf. : Annexe).

Un établissement peut cependant devenir assujetti à la redevance spéciale si les agents de la Métropole Aix-Marseille-Provence constatent après enquête que :

- L'établissement produit un volume de déchets supérieur au seuil bas défini et utilise les équipements de pré-collecte collectif mis à disposition par le service public,
- L'établissement est enregistré auprès de l'administration selon un code d'activité qui ne reflète pas le volume réel de déchets produits et/ou qui diffère de l'activité principale constatée sur le terrain,

- L'établissement demande à la Métropole Aix-Marseille-Provence une révision de sa dotation de bacs individuels qui le positionne alors à une production de déchets supérieure au seuil bas défini



Reçu au Contrôle de légalité le 04 juillet 2023
Reçu au Contrôle de légalité le 01 juillet 2024

# 3. ORGANISATION DE LA COLLECTE DES DECHETS

3.1. – Modalités de collecte par le service public
3.2. – Modalités de collecte par un prestataire privé agréé
3.3. – Modification ou arrêt du service



Reçu au Contrôle de légalité le 04 juillet 2023
Reçu au Contrôle de légalité le 01 juillet 2024

## 3.1. MODALITES DE COLLECTE PAR LE SERVICE PUBLIC

Les modalités de collecte des déchets ménagers et assimilés sont définies dans l'article 6 « Organisation de la collecte des déchets » du règlement de collecte des déchets ménagers et assimilés de la Métropole Aix-Marseille-Provence.

En complément, tout producteur de déchets ménagers et assimilés ou redevable du service public ne doit pas déposer ses déchets résiduels dans les postes fixes (bacs roulants servant de points de regroupement de collecte disposés sur la voie publique) s'il est doté en bac(s) individuel(s).

En cas de non-conformité, les producteurs s'exposent à des sanctions définies dans le paragraphe 5 du présent règlement.

## 3.2. MODALITES DE COLLECTE PAR UN PRESTATAIRE PRIVE AGREE

### 3.2.1. Producteurs de DMA renonçant au service public de collecte

Le producteur dont le volume de déchets ménagers assimilés (DMA) entre dans les seuils définis au présent règlement, s'il renonce au bénéfice du service public de collecte et d'élimination des déchets et veut s'exonérer de la redevance spéciale, doit :

- Déclarer préalablement à sa mise en œuvre, qu'il fait appel à un prestataire privé agréé,
- Justifier de la contractualisation (signature obligatoire des deux parties),
- Fournir au cours du 1er trimestre de l'année N+1, l'attestation de la bonne exécution du contrat du prestataire privé agréé indiquant la période de sa prestation réalisée sur l'année N, la nature et la quantité de déchets collectés, en corrélation avec la ou les activités, la destination des déchets (centre de tri, autre destination de traitement). Une analyse de cohérence pourra être effectuée entre la volumétrie déclarée dans l'attestation et la matrice des forfaits applicables définie en annexe du présent règlement.

La non-facturation de la redevance spéciale **se fait obligatoirement sur la mise en œuvre de ces trois points.**

Les producteurs produisant entre 491 et 13 860 litres hebdomadaires de déchets ménagers assimilés et n'ayant pas déclaré utiliser un prestataire privé agréé sont assujettis à la redevance spéciale par défaut.

### 3.2.2. Producteurs soumis aux obligations réglementaires

Pour chaque catégorie de déchets valorisables, produisant un volume de déchets supérieur au seuils nationaux détaillés dans l'article 4.2 « Obligations réglementaires pour les déchets professionnels » :



Reçu au Contrôle de légalité le 04 juillet 2023
Reçu au Contrôle de légalité le 01 juillet 2024

- Sont tenus de ne pas les mélanger avec d'autres déchets n'ayant pas fait l'objet d'un même tri et notamment à d'autres déchets de leurs activités qui ne peuvent être valorisés selon la ou les mêmes voies (article L541-21 du code de l'environnement).
- Doivent fournir l'attestation individuelle de tri à la source et de collecte séparée pour les déchets dits « 7 flux », telle que prévue aux articles D543-284, D543287, et D543-226-2 du code de l'environnement.

### 3.2.3. Règle de non cumul du service public et prestataire privé

Il ne pourra être fait des collectes partielles dans la même catégorie de flux. Si un tri et/ou une collecte séparative est réalisé sur un type de déchet spécifique, cela doit concerner la totalité du flux. Cela est aussi vrai pour le flux des Ordures Ménagères assimilées Résiduelles ou Ultimes (à savoir sans déchets recyclables).

En résumé, pour éviter tout risque de confusion dans la réalisation du service public et le calcul du dimensionnement des moyens et du montant de la redevance spéciale, **un producteur ne peut cumuler le service public avec une collecte privée pour un même flux de déchet** (résiduel, recyclable).

Les établissements privés ou publics qui sont déjà collectés par un prestataire privé agréé, ne peuvent plus demander une collecte par le service public, sauf si :

- Production d'un volume de déchets inférieur à 4 620 litres hebdomadaires (forfait F3),
- Constat de l'utilisation répétée des équipements métropolitains par le producteur ayant déclaré être collecté par un prestataire privé agréé pour tout ou une partie des flux de ses déchets. Ces constats sont réalisés par les agents de la Métropole Aix-Marseille-Provence. Le cas échéant, la facturation au titre de la redevance spéciale est rétroactive au trimestre en cours,
- Défaillance du prestataire privé agréé sans possibilité de recours à un autre prestataire privé agréé.

### 3.2.4. Organisation de la collecte privée

Les producteurs ou détenteurs de déchets faisant appel à une prestataire privé agréé de collecte et d'élimination des déchets doivent organiser leur service de façon à ne pas encombrer la voie publique.

Ce prestataire doit collecter les déchets soit en pénétrant sur le domaine privé avec ses engins de collecte, soit être chargé de la pré-collecte (entrée/sortie des bacs obligatoirement remisés à l'intérieur de leur enceinte privée).

Il est interdit aux professionnels de présenter leurs déchets sur la voie publique, d'utiliser les équipements publics, bacs individuels ou collectifs et de présenter leurs bacs privés stationnaires sur la voie publique. Pour toute constatation de non-respect de ces dispositions,



Reçu au Contrôle de légalité le 04 juillet 2023
Reçu au Contrôle de légalité le 01 juillet 2024

la Métropole Aix-Marseille-Provence peut, si elle considère pour des raisons d'hygiène et de sécurité qu'ils ne peuvent pas rester sur la voie publique, procéder à leur enlèvement et retirer le ou les bacs privés.

Dans ces cas, ces prestations sont facturées au professionnel identifié conformément à la tarification du service d'enlèvement spécial approuvée par délibération.

Ces dispositions sont cumulables avec les sanctions prévues par le code pénal.

**Le fait pour un commerçant, artisan, industriel ou service public ou privé de contrevenir aux dispositions arrêtées, constitue une infraction au présent règlement réprimée par l'art. R.632-1 du code pénal.**

## 3.3. MODIFICATION OU ARRET DU SERVICE

### 3.3.1. Restrictions éventuelles du service

La Métropole Aix-Marseille-Provence est seul juge de l'organisation technique du service de collecte et d'élimination des déchets dont les modalités sont susceptibles d'évoluer.

Tout aménagement doit faire l'objet d'une information préalable.

La Métropole Aix-Marseille-Provence peut également être amenée à restreindre le service en cas de circonstances particulières.

L'obligation de réalisation de ces prestations s'inscrit dans le cadre de l'exécution normale du service : une interruption provisoire de ce service, pour quelque cause que ce soit, n'ouvre pas droit à indemnité au profit du redevable.

Si la prestation n'est pas réalisée pour des raisons techniques relevant de la responsabilité du redevable, aucun rattrapage n'est effectué par la collectivité.

### 3.3.2. Arrêt du service à l'initiative de la Métropole Aix-Marseille-Provence

Le redevable ou producteur dont la quantité de déchets déterminée par son activité et le nombre de salariés, dépasse le seuil haut d'intervention est exclu du service public.

La survenue de nouvelles sujétions techniques particulières (typologie, volumétrie et lieu de collecte) entraîne l'arrêt du service public de collecte et de traitement des déchets du producteur concerné.

Le producteur est soumis aux dispositions prévues à l'article 2.2 du présent règlement.



Reçu au Contrôle de légalité le 04 juillet 2023
Reçu au Contrôle de légalité le 01 juillet 2024

### 3.3.3. Arrêt du service à l'initiative du redevable

Le service de collecte peut être arrêté de manière volontaire par le redevable ou producteur, dans les meilleurs délais. La demande d'arrêt du service doit être établie par le formulaire dédié sur le compte web usager.

Le redevable ou le producteur doit informer la Métropole Aix-Marseille-Provence de tout changement pouvant intervenir (changement d'adresse, de propriétaire, de gérant, cessation d'activité, collecter par un prestataire privé agrée) susceptible d'influer sur la bonne exécution du service et de la facturation. Le redevable doit transmettre dans son compte web usager, un justificatif attestant de son motif de changement.

L'arrêt prend effet à la date demandée sur le formulaire, après vérification de la pièce jointe. La facturation est établie au *prorata temporis*.



Reçu au Contrôle de légalité le 04 juillet 2023
Reçu au Contrôle de légalité le 01 juillet 2024

# 4. APPLICATION DE LA REDEVANCE SPECIALE

4.1. – Forfaits
4.2. – Tarifs
4.3. – Cas particuliers
4.4. – Bonification
4.5. – Facturattion



Reçu au Contrôle de légalité le 04 juillet 2023
Reçu au Contrôle de légalité le 01 juillet 2024

## 4.1. FORFAITS

### 4.1.1. Définition des tranches forfaitaires

Les producteurs produisant entre 491 et 13 860 litres hebdomadaires de déchets sont assujettis à une redevance annuelle forfaitaire révisée chaque année suite à l'approbation du Rapport sur le Prix et la Qualité du Service (RPQS).

**A réception du courrier de connexion indiquant une clé d'activation et un lien vers le site dédié à la redevance spéciale, le professionnel doit obligatoirement se connecter sur son compte web usager afin de renseigner les éléments utiles pour définir sa situation**.

### 4.1.2. Application des forfaits

Chaque redevable du territoire métropolitain est identifié par son activité et son nombre de salariés présents sur site qui permettent d'évaluer sa production moyenne hebdomadaire de déchets correspondant à l'un des forfaits.

Le forfait est calculé indépendamment de toute saisonnalité.

Le service Déchets des professionnels procédant à des contrôles réguliers peut de plein droit, suite à des constatations de volumes réels, réajuster le forfait appliqué au professionnel. Cela peut être une augmentation ou une baisse du forfait défini par la grille forfaitaire.

Ces contrôles peuvent aussi avoir été demandés par le professionnel afin de convenir du volume réel de déchets produit.

Tout redevable souhaitant présenter un volume de déchets supérieur à sa production moyenne hebdomadaire, se verra appliquer le forfait correspondant dans la limite du dernier forfait, au-delà duquel il sera exclu du dispositif.

## 4.2. TARIFS

Le tarif des forfaits est calculé selon la formule suivante :

Tarif = [(production volume moyen hebdomadaire de la tranche (en litres) de déchets - franchise (490 litres)] x (Tarif au litre des Ordures Ménagères Résiduelles*) x (52 semaines)

**tarif/litre calculé et révisé chaque année à partir du coût aidé TTC des OMR figurant dans le rapport annuel sur le prix et la qualité du service public de prévention et gestion des déchets ménagers et assimilés (RPQS) (n-2) du conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence.*

*La densité de calcul des OMR est fixé à 115Kg/m$^3$*



Reçu au Contrôle de légalité le 04 juillet 2023
Reçu au Contrôle de légalité le 01 juillet 2024

La révision des tarifs de la redevance spéciale a lieu au 1er janvier de chaque année.

Le détail des tarifs est approuvé par délibération.

## 4.3. CAS PARTICULIERS

### 4.3.1. Services communaux

Dans le cadre de la redevance spéciale forfaitaire applicable à l'ensemble de la Métropole Aix-Marseille-Provence, les modalités de collecte des déchets produits par les services communaux peuvent bénéficier d'une tarification estimée sans réalisation d'un diagnostic de production réelle des déchets de chacun des établissements de la commune établie par délibération.

L'utilisation et les modalités de facturation du service public de collecte et de traitement des déchets générés par les communes font l'objet d'une convention entre la commune et la Métropole Aix-Marseille-Provence.

Le tarif au litre sur lequel se base la facturation des communes au titre de la redevance spéciale est calculé et mis à jour selon les conditions définies au paragraphe 4.2 du présent règlement.

### 4.3.2. Marchés forains et commerçants non sédentaires

Dans le cas où les marchés et commerçants non sédentaires produisent des déchets collectés par le service public, ceux-ci ne sont pas directement facturés au titre de la redevance spéciale par la Métropole Aix-Marseille-Provence.

Cependant, le coût du service public rendu pour la collecte et le traitement de ces déchets peut être facturé aux organisateurs de l'évènement au même titre que les manifestations. Ce coût vient en supplément du coût de la redevance spéciale forfaitaire (cf. paragraphe 4.3.1). Il sera défini selon le volume réel produit et collecté multiplié par le coût au litre défini dans la délibération.

**Les commerçants forains qui déposeraient sur la voie publique des cagettes et bacs de polystyrène, ou laisseraient des déchets en vrac sur la voie publique commettraient une infraction réprimée au titre de l'article R 632-1 du code Pénal.**

### 4.3.3. Campings

Les campings peuvent bénéficier du service public de collecte des déchets, quel que soit le volume hebdomadaire de déchets produits (article R2224-25 du CGCT). Les modalités



Reçu au Contrôle de légalité le 04 juillet 2023
Reçu au Contrôle de légalité le 01 juillet 2024

d'application de la redevance spéciale pour les établissements exerçant une activité de camping sont les suivantes :

- Si le volume de déchets produits par un établissement est inférieur ou égal à 13 860 litres hebdomadaires : application de la tarification forfaitaire (articles 4.1 et 4.2 du présent règlement). Dans ce cas, le calcul de la tarification de la redevance spéciale prend en compte l'effectif maximal de l'établissement (pic d'activité de l'établissement).

- Si le volume de déchets produits par un établissement est supérieur à 13 860 litres hebdomadaires et/ou si carence de prestataire privé agréé de collecte de déchets à

des tarifs raisonnables: application de la tarification au réel produit, suite à la réalisation d'un diagnostic de la volumétrie de déchets générés par l'établissement concerné selon la formule suivante :

Tarif annuel facturé (en €) = (A - 490) * B) * 33

Où :

- A = Volume hebdomadaire de déchets produits par l'établissement (en litre) en pic d'activité - saison haute
- 490 = Franchise TEOM (en litre)
- B = Tarif au litre défini en annexe
- 33 = Nombre moyen de semaines d'activité significative pris en compte dans le calcul de la facturation au titre de la redevance spéciale.

### 4.3.4. Manifestations

Les manifestations ne sont pas soumises à la redevance spéciale forfaitaire applicable à l'ensemble de la Métropole-Aix-Marseille.

Les modalités de collecte des déchets produits lors de ces manifestations et l'éventuelle facturation sont définies dans la charte des manifestations écoresponsables[1].

## 4.4. BONIFICATION

### 4.4.1. Incitation à la propreté

Une bonification du tarif forfaitaire est appliquée si le redevable :

[1] TCM-001-11789/22/CM Approbation de la charte des manifestations éco-responsables métropolitaine



Reçu au Contrôle de légalité le 04 juillet 2023
Reçu au Contrôle de légalité le 01 juillet 2024

- Tri à la source les déchets recyclables (7 flux) et :
    - Utilise les équipements de pré-collecte dédiés au tri mis à disposition par le service public (si et seulement si volume de recyclables produits inférieur à 1 100 litres hebdomadaires, hors verre, fraction minérale et plâtre),
      OU
    - Recours à un prestataire privé agréé pour la collecte et le traitement des déchets recyclables. Le cas échéant, le producteur doit fournir l'attestation annuelle de tri à la source et de collecte séparée tel que mentionné dans l'article 2.1.2 du présent règlement.

La bonification appliquée consiste :

- A une diminution fixée par délibération pour les redevables relevant du forfait F1,
- A l'application du forfait immédiatement inférieur, pour les autres forfaits.



Reçu au Contrôle de légalité le 04 juillet 2023
Reçu au Contrôle de légalité le 01 juillet 2024

### 4.4.2. Incitation à la réduction des déchets

Pour tous les redevables mettant en œuvre des actions supplémentaires de tri et de réduction des déchets hors déchets dits « 7 flux » (exemple : compostage ou collecte séparative privée des bio-déchets ou autres flux, accord avec leurs fournisseurs pour reprise de matière ou de contenants spécifiques, action de réemploi, etc), la Métropole AixMarseille-Provence peut ajuster, après constatation terrain, le forfait dans la tranche réelle de déchets produits. Cette demande d'ajustement du forfait doit se faire à la demande du professionnel via son compte web usager ou par prise de rendez-vous avec le guichet redevance spéciale directement.

## 4.5. FACTURATION

### 4.5.1. Modalités de facturation

La Métropole Aix-Marseille-Provence procède à la facturation au *prorata temporis.*

Les périodes de facturation sont effectuées trimestriellement pour les établissements privés mais peuvent être réalisées annuellement pour les établissements publics.

Les décomptes sont établis à terme échu, par application des règles ci-dessus. Un extrait de titre exécutoire est établi.

En cas de cessation, transfert d'activité, ou déménagement hors des limites territoriales de la Métropole Aix-Marseille-Provence, ou pour toute raison entrainant un arrêt de la présentation des déchets supérieur à trois mois consécutifs dûment justifié sur pièce transmise à la Métropole, la redevance spéciale est calculée au prorata de la période d'exécution effective du service rendu.

Le redevable se libèrera des sommes dues en exécution du service par règlement dans le délai figurant sur l'Avis des Sommes à Payer (titre de recettes). A défaut de paiement dans ce délai, il s'expose aux poursuites du Receveur des Finances la Métropole Aix-Marseille-Provence.

### 4.5.2. Contestation d'un titre de recette émis

Conformément à l'article L.1617-5 1° du code général des collectivités territoriales, l'établissement redevable dispose d'un délai réglementaire de deux mois pour contester directement devant la juridiction compétente le bien-fondé du titre de recettes émis à son encontre.

Passé ce délai, les titres de recettes émis seront dû et ne feront pas l'objet d'une réduction ou annulation.

La Trésorerie Principale est en charge du recouvrement des titres de recettes émis.



Reçu au Contrôle de légalité le 04 juillet 2023
Reçu au Contrôle de légalité le 01 juillet 2024

# 5. SANCTIONS


5.1. – Obligations de la Métropole Aix-Marseille-Provence
5.2. – Obligations du redevable ou producteur
5.3. – Contrôles
5.4. – Sanctions
5.5. – Responsabilité civile
5.6. – Recours




Reçu au Contrôle de légalité le 04 juillet 2023
Reçu au Contrôle de légalité le 01 juillet 2024

## 5.1. OBLIGATIONS DE LA METROPOLE AIX-MARSEILLE-PROVENCE

La Métropole Aix-Marseille-Provence s'engage à :

- Mettre à disposition des redevables ou producteurs des bacs normalisés conformes à la règlementation en vigueur, suivant leurs besoins en nombre et en volume, en fonction du forfait appliqué. Il est tenu compte du rythme de la collecte organisée par la collectivité pour adapter la dotation afin de permettre une collecte hebdomadaire des volumes définis. Le nombre de jours d'ouverture de l'activité du producteur n'est pas pris en compte pour le calcul de la dotation de bacs,
- Assurer la collecte des déchets ménagers assimilés et présentés à la collecte conformément aux prescriptions visées à l'article 6 du règlement de collecte,
- Assurer l'élimination de ces déchets conformément à la règlementation en vigueur.

Dans tous les cas, les bacs restent la propriété de la Métropole Aix-Marseille-Provence qui s'arroge le droit d'inspecter et récupérer les bacs sans avoir à le justifier dès constat d'une infraction au présent règlement et/ou au règlement de collecte et/ou en cas de renonciation au service public.

Les modalités de dotation et/ou de renouvellement des bacs sont définies dans le règlement de collecte des déchets ménagers et assimilés de la Métropole Aix-Marseille-Provence.

## 5.2. OBLIGATION DU REDEVABLE OU PRODUCTEUR

Le redevable ou producteur doit respecter le règlement de collecte des déchets ménagers et assimilés et le règlement de la redevance spéciale de la Métropole Aix-Marseille-Provence.

Les sanctions applicables en cas de non-respect du présent règlement sont définies à l'article 5.4 ci-dessous et à l'article 10 « Sanctions » du règlement de collecte de la Métropole Aix-Marseille-Provence.

## 5.3. CONTROLES

La Métropole Aix-Marseille-Provence se réserve le droit de constater le non-respect du règlement de la redevance spéciale.

La Métropole Aix-Marseille-Provence se réserve le droit d'inspecter à tout moment le contenu des bacs et des sacs présentés à la collecte et de faire procéder à une caractérisation le cas échéant.

La Métropole Aix-Marseille-Provence peut également procéder, à l'issue des contrôles effectués, à des verbalisations des redevables concernés et/ou à une modification du forfait et/ou des équipements mis à disposition si elle observe un débordement du ou des bacs ou



Reçu au Contrôle de légalité le 04 juillet 2023
Reçu au Contrôle de légalité le 01 juillet 2024

une qualité du tri insatisfaisante, notamment par rapport aux éléments déclaratifs fournis par le redevable.

La Métropole Aix-Marseille-Provence se réserve le droit de contrôler à tout moment la sincérité des déclarations et renoncements.

## 5.4. SANCTIONS

Dans les cas suivants et indépendamment des sanctions encourues prévues au règlement de collecte, une majoration du forfait est appliquée afin de prendre en compte les surcoûts engagés par la collectivité pour maintenir des moyens de collecte, pour gérer, contrôler et facturer au cas par cas le dispositif en infraction avec tout ou partie des règles établies :

- A tout redevable ou producteur doté d'un ou de bacs individuels, s'il est constaté au moins à deux reprises sur une période de 12 mois consécutifs, qu'il ne remise pas régulièrement ceux-ci et/ou fait usage de postes fixes,
- A tout redevable ou producteur ayant demandé et obtenu un forfait inférieur pour recyclage, s'il est constaté qu'il ne tri pas ses déchets et/ou qu'il présente un volume supérieur à celui-ci à deux reprises sur une période de 12 mois consécutifs.

Le cas échéant, le redevable sera positionné dans la tranche forfaitaire correspondant à la volumétrie de déchets réellement présentés à la collecte constatée par un agent de la Métropole.

Pour les redevables positionnés dans un forfait F5 et présentant une volumétrie supérieure à cette tranche, en cas de persistance de ou des infractions, la Métropole Aix-Marseille-Provence peut procéder, après mise en demeure, à l'exclusion de l'établissement collecté par le service public qui doit faire appel à un prestataire privée agréé. Si le professionnel ne s'exécute pas, et qu'il y a obligation de collecte par le service public pour mise en sécurité de la voie publique ou risque d'insalubrité, la facturation de la collecte ponctuelle s'effectue par enlèvement payant (cf. règlement de collecte).

## 5.5. RESPONSABILITE CIVILE

Les usagers ont une responsabilité envers les déchets qu'ils déposent.

Ainsi, leur responsabilité peut être engagée, en application de l'alinéa 1 de l'article 1384 du code civil, si leurs déchets viennent à causer des dommages à un tiers.

## 5.6. RECOURS

Conformément à l'article R. 421-5 du code de la justice administrative, le présent règlement pourra faire l'objet d'un recours contentieux devant le Tribunal Administratif de Marseille dans un délai de deux mois à compter de sa publication/notification.



Reçu au Contrôle de légalité le 04 juillet 2023
Reçu au Contrôle de légalité le 01 juillet 2024

Le requérant peut saisir le Tribunal Administratif de Marseille de manière dématérialisée, par le biais de l'application informatique « Télérecours citoyen » accessible depuis le site internet www.telerecours.fr .

Pour contester le bien-fondé d'une créance :

- L'établissement doit déposer un recours devant le Tribunal Administratif ou Judiciaire compétent, selon que la créance est de nature privée ou administrative, dans un délai de deux mois suivant la réception du titre exécutoire ou, à défaut, du premier acte procédant de ce titre ou de la notification d'un acte de poursuite (article L.1617-5 du CGCT).

Pour contester la régularité d'un acte de poursuite, l'établissement doit :

- Saisir au préalable l'administration dont dépend le comptable qui exerce les poursuites dans les deux mois de la notification de l'acte conformément aux dispositions des articles L.1617-5 du CGCT, L.281 et R.*281-1 et suivants du Libre des Procédures Fiscales (LPF) avant saisine des juridictions. La contestation portant sur l'exigibilité de la somme réclamée doit être soulevée sous peine d'irrecevabilité dans les deux mois du premier acte de poursuite permettant de l'invoquer (article R.*281-3-1 du LPF).
- Si l'établissement n'a pas obtenu satisfaction, saisir les juridictions compétentes dans un délai de deux mois dans les conditions fixées aux articles L.1617-5 du CGCT, L.281 et R.*281-1 et suivants du Libre des Procédures Fiscales (LPF).



Reçu au Contrôle de légalité le 04 juillet 2023
Reçu au Contrôle de légalité le 01 juillet 2024

# 6. CONDITIONS D'EXECUTION DU REGLEMENT

6.1. – Application
6.2. – Modification
6.3. – Exécution



Reçu au Contrôle de légalité le 04 juillet 2023
Reçu au Contrôle de légalité le 01 juillet 2024

## 6.1. APPLICATION

Le présent règlement abroge tous les règlements antérieurs qui régissent la redevance spéciale sur la Métropole Aix-Marseille-Provence. Il entre en vigueur au 1er janvier 2024.

Après transmission au contrôle de légalité, le présent règlement sera exécutoire dès qu'il aura été procédé aux formalités de publication ou d'affichage.

## 6.2. MODIFICATION

Les modifications peuvent être deux types :

- Les modifications formelles du règlement ne remettant pas en cause le mode et la qualité du service de gestion des déchets. Dans un tel cas, les modifications sont réajustées au document et annexées au fil de l'eau puis communiquées aux différents acteurs.
- Les modifications du présent règlement considérées comme substantielles, c'est-à-dire remettant en cause l'organisation ou le financement du service de gestion des déchets. Dans un tel cas, elles sont décidées par la Métropole Aix-Marseille-Provence et adoptées selon la même procédure que celle suivie pour le présent règlement.

L'application et le montant de la redevance spéciale peuvent également être révisés autant que de besoin, suite à un changement par la Métropole Aix-Marseille-Provence des prestations de collecte réalisées (fréquence, …), de l'évolution des bases règlementaires (adaptation aux nouveaux contextes juridiques, modifications diverses, …) entraînant une modification des dispositions définies dans le règlement et sa tarification ou une évolution/révision de la grille forfaitaire et/ou de la matrice des forfaits applicables suite à un contrôle validant l'ajustement de la production réelle de déchets.

## 6.3. EXECUTION

Le(a) Président(e) de la Métropole Aix-Marseille-Provence, Mesdames et Messieurs les Maires des communes membres sont chargés, chacun en ce qui le concerne et en fonction des décisions prises en matière de transfert de pouvoirs de police spéciale déchets, de l'application du présent règlement.



Reçu au Contrôle de légalité le 04 juillet 2023
Reçu au Contrôle de légalité le 01 juillet 2024

# 7. INFORMATIONS ET CONTACTS

7.1. – Affichage du présent règlement
7.2. – Informations



Reçu au Contrôle de légalité le 04 juillet 2023
Reçu au Contrôle de légalité le 01 juillet 2024

## 7.1. AFFICHAGE DU PRESENT REGLEMENT

Le présent règlement est consultable au siège de la Métropole Aix-Marseille-Provence et sur le site internet :

**Adresse** : Métropole Aix-Marseille-Provence – BP 48014

13567 Marseille CEDEX 02

**Portail métropolitain de gestion des déchets** : https://dechets.ampmetropole.fr/

## 7.2. INFORMATIONS

Pour tout renseignement complémentaire :

**Services en ligne** : https://ampmetropole.fr/mes-demarches/

**Guichet redevance spéciale :** guichetrs@ampmetropole.fr

**Centre d'appels Engagés Au Quotidien** (numéro VERT gratuit) : 0 800 94 94 08



Reçu au Contrôle de légalité le 04 juillet 2023
Reçu au Contrôle de légalité le 01 juillet 2024

# 8. ANNEXES

8.1. – Codes juridiques et codes d'activité APE exclus de la redevance spéciale
8.2. – Matrice des forfaits applicables



Reçu au Contrôle de légalité le 04 juillet 2023
Reçu au Contrôle de légalité le 01 juillet 2024

# 8.1. CODES JURIDIQUES ET CODES APE EXCLUS

| Codes juridiques | Libellé |
|---|---|
| 1500 | Profession libérale |
| 1700 | Agent commercial |
| 1800 | Associé gérant de société |
| 1900 | (Autre) Personne physique |
| 2110 | Indivision entre personnes physiques |
| 2120 | Indivision avec personne morale |
| 2210 | Société créée de fait entre personnes physiques |
| 2220 | Société créée de fait avec personne morale |
| 3290 | Autre personne morale de droit étranger |
| 5560 | Autre SA coopérative à conseil d'administration |
| 6210 | Groupement européen d'intérêt économique (GEIE) |
| 6220 | Groupement d'intérêt économique (GIE) |
| 6511 | Sociétés Interprofessionnelles de Soins Ambulatoires |
| 6521 | Société civile de placement collectif immobilier (SCPI) |
| 6532 | Société civile d'intérêt collectif agricole (SICA) |
| 6533 | Groupement agricole d'exploitation en commun (GAEC) |
| 6534 | Groupement foncier agricole |
| 6535 | Groupement agricole foncier |
| 6536 | Groupement forestier |
| 6537 | Groupement pastoral |
| 6538 | Groupement foncier et rural |
| 6539 | Société civile foncière |
| 6540 | Société civile immobilière |
| 6541 | Société civile immobilière de construction-vente |
| 6542 | Société civile d'attribution |
| 6543 | Société civile coopérative de construction |
| 6544 | Société civile immobilière d' accession progressive à la |
| 6551 | Société civile coopérative de consommation |
| 6554 | Société civile coopérative d'intérêt maritime |
| 6558 | Société civile coopérative entre médecins |
| 6560 | Autre société civile coopérative |
| 6561 | SCP d'avocats |
| 6562 | SCP d'avocats aux conseils |
| 6563 | SCP d'avoués d'appel |
| 6564 | SCP d'huissiers |
| 6565 | SCP de notaires |
| 6566 | SCP de commissaires-priseurs |
| 6567 | SCP de greffiers de tribunal de commerce |
| 6568 | SCP de conseils juridiques |
| 6569 | SCP de commissaires aux comptes |
| 6571 | SCP de médecins |
| 6572 | SCP de dentistes |
| 6573 | SCP d'infirmiers |
| 6574 | SCP de masseurs-kinésithérapeutes |
| 6575 | SCP de directeurs de laboratoire d'analyse médicale |
| 6576 | SCP de vétérinaires |
| 6577 | SCP de géomètres experts |
| 6578 | SCP d'architectes |
| 6585 | Autre société civile professionnelle |
| 6588 | Société civile laitière |
| 6589 | Société civile de moyens |
| 6595 | Caisse locale de crédit mutuel |
| 6596 | Caisse de crédit agricole mutuel |
| 6597 | Société civile d'exploitation agricole |
| 6598 | Exploitation agricole à responsabilité limitée |
| 6599 | Autre société civile |
| 7353 | Syndicat intercommunal à vocation unique (SIVU) |
| 7410 | Groupement d'intérêt public (GIP) |
| 7470 | publique |
| 8420 | Syndicat patronal |



Reçu au Contrôle de légalité le 04 juillet 2023
Reçu au Contrôle de légalité le 01 juillet 2024

| | |
|---|---|
| 8450 | Ordre professionnel ou assimilé |
| 9110 | Syndicat de copropriété |
| 9223 | Groupement d'employeurs |
| 9300 | Fondation |
| 9970 | Groupement de coopération sanitaire à gestion privée |

| | | | | |
|---|---|---|---|---|
| Culture de céréales (à l'exception du riz), de légumineuses et de graines oléagineuses | 0111Z | | Exploitation de gravières et sablières, extraction d'argiles et de kaolin | 0812Z |
| Culture du riz | 0112Z | | Extraction des minéraux chimiques et d'engrais minéraux | 0891Z |
| Culture de légumes, de melons, de racines et de tubercules | 0113Z | | Extraction de tourbe | 0892Z |
| Culture de la canne à sucre | 0114Z | | Production de sel | 0893Z |
| Culture du tabac | 0115Z | | Autres activités extractives n.c.a. | 0899Z |
| Culture de plantes à fibres | 0116Z | | Activités de soutien à l extraction d'hydrocarbures | 0910Z |
| Autres cultures non permanentes | 0119Z | | Fabrication d'huiles et graisses raffinées | 1041B |
| Culture de la vigne | 0121Z | | Fabrication de margarine et graisses comestibles similaires | 1042B |
| Culture de fruits tropicaux et subtropicaux | 0122Z | | Fabrication de margarine et graisses comestibles similaires | 1042Z |
| Culture d'agrumes | 0123Z | | Fabrication de lait liquide et de produits frais | 1051A |
| Culture de fruits à pépins et à noyau | 0124Z | | Fabrication de beurre | 1051B |
| Culture d'autres fruits d'arbres ou d'arbustes et de fruits à coque | 0125Z | | Fabrication d'autres produits laitiers | 1051D |
| Culture de fruits oléagineux | 0126Z | | Fabrication de produits amylacés | 1062Z |
| Culture de plantes à boissons | 0127Z | | Fabrication d'aliments pour animaux de compagnie | 1092Z |
| Culture de plantes à épices, aromatiques, médicinales et pharmaceutiques | 0128Z | | Fabrication de malt | 1106Z |
| Autres cultures permanentes | 0129Z | | Industrie des eaux de table | 1107A |
| Reproduction de plantes | 0130Z | | Fabrication de produits à base de tabac | 1200Z |
| Élevage de vaches laitières | 0141Z | | Fabrication d'étoffes à mailles | 1391Z |
| Élevage d'autres bovins et de buffles | 0142Z | | Fabrication de ficelles, cordes et filets | 1394Z |
| Élevage de chevaux et d'autres équidés | 0143Z | | Fabrication de non-tissés, sauf habillement | 1395Z |
| Élevage de chameaux et d'autres camélidés | 0144Z | | Fabrication d'articles chaussants à mailles | 1431Z |
| Élevage d'ovins et de caprins | 0145Z | | Apprêt et tannage des cuirs ; préparation et teinture des fourrures | 1511Z |
| Elevage de porcins | 0146Z | | Fabrication d'articles de voyage, de maroquinerie et de sellerie | 1512 Z |
| Élevage de volailles | 0147Z | | Sciage et rabotage du bois, hors imprégnation | 1610A |
| Élevage d'autres animaux | 0149Z | | Imprégnation du bois | 1610B |
| Culture et élevage associés | 0150Z | | Fabrication de placage et de panneaux de bois | 1621Z |
| Activités de soutien aux cultures | 0161Z | | Fabrication de parquets assemblés | 1622Z |
| Activités de soutien à la production animale | 0162Z | | Fabrication de charpentes et d'autres menuiseries | 1623Z |
| Traitement primaire des récoltes | 0163Z | | Fabrication d'emballages en bois | 1624Z |
| Traitement des semences | 0164Z | | Fabrication d'objets divers en bois ; fabrication d'objets en liège, vannerie et sparterie | 1629Z |
| Chasse, piégeage et services annexes | 0170Z | | Fabrication de pâte à papier | 1711Z |
| Sylviculture et autres activités forestières | 0210Z | | Fabrication de papier et de carton | 1712Z |
| Exploitation forestière | 0220Z | | Fabrication de papiers peints | 1724Z |
| Récolte de produits forestiers non ligneux poussant à l'état sauvage | 0230Z | | Cokéfaction | 1910Z |
| Services de soutien à l'exploitation forestière | 0240Z | | Raffinage du pétrole | 1920Z |



Reçu au Contrôle de légalité le 04 juillet 2023
Reçu au Contrôle de légalité le 01 juillet 2024

| INTITULES D'ACTIVITES | CODES APET700 |
|---|---|
| Pêche en mer | 0311Z |
| Pêche en eau douce | 0312Z |
| Aquaculture en mer | 0321Z |
| Aquaculture en eau douce | 0322Z |
| Extraction de houille | 0510Z |
| Extraction de lignite | 0520Z |
| Extraction de petrole brut | 0610Z |
| Extraction de gaz naturel | 0620Z |
| Extraction de minerais de fer | 0710Z |
| Extraction de minerais d uranium et de thorium | 0721Z |
| Extraction d autres minerais de metaux non ferreux | 0729Z |
| Extraction de pierres ornementales et de construction, de calcaire industriel, de gypse, de craie et d'ardoise | 0811Z |

| INTITULES D'ACTIVITES | CODES APET700 |
|---|---|
| Fabrication de gaz industriels | 2011Z |
| Enrichissement et retraitement de matières nucléaires | 2013A |
| Fabrication de produits azotés et d'engrais | 2015Z |
| Fabrication de caoutchouc synthétique | 2017Z |
| Fabrication de produits explosifs | 2051Z |
| Fabrication de fibres artificielles ou synthétiques | 2060Z |
| Fabrication de verre plat | 2311Z |
| Fabrication de fibres de verre | 2314Z |
| Fabrication de produits réfractaires | 2320Z |
| Fabrication de carreaux en céramique | 2331Z |
| Fabrication d'appareils sanitaires en céramique | 2342Z |
| Fabrication d'isolateurs et pièces isolantes en céramique | 2343Z |



Reçu au Contrôle de légalité le 04 juillet 2023
Reçu au Contrôle de légalité le 01 juillet 2024

| | | | | |
|---|---|---|---|---|
| Fabrication d'autres produits céramiques à uage technique | 2344Z | | Fabrication de machines d'imprimerie | 2899A |
| Fabrication de ciment | 2351Z | | Fabrication d'autres machines spécialisées | 2899B |
| Fabrication d'éléments en béton pour la construction | 2361Z | | Construction de véhicules automobiles | 2910Z |
| Fabrication de mortiers et bétons secs | 2364Z | | Fabrication de carrosseries et remorques | 2920Z |
| Fabrication d'ouvrages en fibre-ciment | 2365Z | | Fabrication d'équipements électriques et électroniques automobiles | 2931Z |
| Taille, façonnage et finissage de pierres | 2370Z | | Fabrication d'autres équipements automobiles | 2932Z |
| Fabrication de produits abrasifs | 2391Z | | Construction de véhicules militaires de combat | 3040Z |
| Fabrication d'autres produits minéraux non métalliques n.c.a. | 2399Z | | Fabrication d'autres équipements de transport n.c.a. | 3099Z |
| Sidérurgie | 2410Z | | Fabrication de meubles de bureau et de magasin | 3101Z |
| Fabrication de tubes, tuyaux, profilés creux et accessoires correspondants en acier | 2420Z | | Fabrication de meubles de cuisine | 3102Z |
| Etirage à froid de barres | 2431Z | | Fabrication de matelas | 3103Z |
| Laminage à froid de feuillards | 2432Z | | Fabrication de sièges d'ameublement d'intérieur | 3109A |
| Profilage à froid par formage ou pliage | 2433Z | | Fabrication d'autres meubles et industries connexes de l'ameublement | 3109B |
| Tréfilage à froid | 2434Z | | Frappe de monnaie | 3211Z |
| Production de métaux précieux | 2441Z | | Production d'électricité | 3511Z |
| Métallurgie de l'aluminium | 2442Z | | Production de combustibles gazeux | 3521Z |
| Métallurgie du plomb, du zinc ou de l'étain | 2443Z | | Distribution de combustibles gazeux par conduites | 3522Z |
| Métallurgie du cuivre | 2444Z | | Commerce de combustibles gazeux par conduites | 3523Z |
| Métallurgie des autres métaux non ferreux | 2445Z | | Collecte des déchets non dangereux | 3811Z |
| élaboration et transformation de matières nucléaires | 2446Z | | Collecte des déchets dangereux | 3812Z |
| Fonderie de fonte | 2451Z | | Traitement et élimination des déchets dangereux | 3822Z |
| Fonderie d'acier | 2452Z | | Démantèlement d'épaves | 3831Z |
| Fonderie de métaux légers | 2453Z | | Construction de voies ferrées de surface et souterraines | 4212Z |
| Fonderie d'autres métaux non ferreux | 2454Z | | Construction et entretien de tunnels | 4213B |
| 2015Z - Fabrication de produits azotés et d'engrais | 2515Z | | Construction et entretien de tunnels | 4213Z |
| Fabrication de radiateurs et de chaudières pour le chauffage central | 2521Z | | Centrales d'achat de carburant | 4612A |
| Fabrication d'autres réservoirs, citernes et conteneurs métalliques | 2529Z | | Commerce de gros de produits à base de tabac | 4635Z |
| Décolletage | 2562A | | Hypermarchés | 4711F |
| Fabrication de fûts et emballages métalliques similaires | 2591Z | | Grands magasins | 4719A |
| Fabrication de vis et de boulons | 2594Z | | Commerce de détail de journaux et papeterie en magasin spécialisé | 4762Z |
| Fabrication de piles et d'accumulateurs électriques | 2720Z | | Comm. détail de produits à base de tabac en magasin spécialisé | 4777Z |
| Fabrication d'équipements hydrauliques et pneumatiques | 2812Z | | Commerce de détail alimentaire sur éventaires et marchés | 4781Z |
| Fabrication d'autres pompes et compresseurs | 2813Z | | Comm. détail textiles habillt & chaussures s/éventaires & marchés | 4782Z |
| Fabrication d'engrenages et d organes mécaniques de transmission | 2815Z | | Autres commerces de détail sur éventaires et marchés | 4789Z |
| Fabrication de matériel de levage et de manutention | 2822Z | | Vente à distance sur catalogue général | 4791A |
| Fabrication d'outillage portatif à moteur incorporé | 2824Z | | Vente à distance sur catalogue spécialisé | 4791B |
| Fabrication équipements aérauliques et frigorifiques industriels | 2825Z | | Vente à domicile | 4799A |
| Fabrication d'autres machines d'usage général | 2829B | | Vente par automate, aut. com. dét. hors mag., éventaire ou marché | 4799B |



Reçu au Contrôle de légalité le 04 juillet 2023
Reçu au Contrôle de légalité le 01 juillet 2024

| INTITULES D'ACTIVITES | CODES APET700 |
|---|---|
| Fabrication de machines agricoles et forestières | 2830Z |
| Fabrication de machines-outils pour le travail des métaux | 2841Z |
| Fabrication d'autres machines-outils | 2849Z |
| Fabrication de machines pour la métallurgie | 2891Z |
| Fabrication de machines pour l'extraction ou la construction | 2892Z |
| Fabrication de machines pour l'industrie agro-alimentaire | 2893Z |
| Fabrication de machines pour les industries textiles | 2894Z |
| Fabrication de machines pour les industries du papier et du carton | 2895Z |
| Fabrication de machines pour le travail du caoutchouc ou des plastiques | 2896Z |

| INTITULES D'ACTIVITES | CODES APET700 |
|---|---|
| Transports de voyageurs par taxis | 4932Z |
| Téléphériques et remontées mécaniques | 4939C |
| Transports spatiaux | 5122Z |
| Autres hébergements | 5590Z |
| Programmation informatique | 6201Z |
| Conseil en systèmes et logiciels informatiques | 6202A |
| Tierce maintenance de systèmes et d'applications informatiques | 6202B |
| Gestion d'installations informatiques | 6203Z |
| Autres activités informatiques | 6209Z |



Reçu au Contrôle de légalité le 04 juillet 2023
Reçu au Contrôle de légalité le 01 juillet 2024

| | |
|---|---|
| Activités des sociétés holding | 6420Z |
| Fonds de placement et entités financières similaires | 6430Z |
| Crédit-bail | 6491Z |
| Autre distribution de crédit | 6492Z |
| Autres activ. serv. financiers sf assurance & c. de retraite, nca | 6499Z |
| Assurance vie | 6511Z |
| Autres assurances | 6512Z |
| Réassurance | 6520Z |
| Caisses de retraite | 6530Z |
| Administration de marchés financiers | 6611Z |
| Courtage de valeurs mobilières et de marchandises | 6612Z |
| Supports juridiques de gestion de patrimoine mobilier | 6619A |
| Autres activités auxiliaires de services financiers, hors assurance et caisses de retraite, n.c.a. | 6619B |
| évaluation des risques et dommages | 6621Z |
| Activités des agents et courtiers d'assurances | 6622Z |
| Autres activités auxiliaires d'assurance et de caisses de retraite | 6629Z |
| Gestion de fonds | 6630Z |
| Activités des marchands de biens immobiliers | 6810Z |
| Agences immobilières | 6831Z |
| Administration d'immeubles et autres biens immobiliers | 6832A |
| Supports juridiques de gestion de patrimoine immobilier | 6832B |
| Activités juridiques | 6910Z |
| Activités des sièges sociaux | 7010Z |
| Conseil en relations publiques et communication | 7021Z |
| Conseil pour les affaires et autres conseils de gestion | 7022Z |
| Activités vétérinaires | 7500Z |
| Location de courte durée de voitures et de véhicules automobiles légers | 7711A |
| Location de longue durée de voitures et de véhicules automobiles légers | 7711B |
| Location et location-bail de camions | 7712Z |
| Location et location-bail d'articles de loisirs et de sport | 7721Z |
| Location de vidéocassettes et disques vidéo | 7722Z |
| Location et location-bail d'autres biens personnels et domestiques | 7729Z |
| Location et location-bail de machines et équipements agricoles | 7731Z |
| Location et location-bail de machines et équipements pour la construction | 7732Z |
| Location et location-bail de machines de bureau et de matériel informatique | 7733Z |
| Location et location-bail de matériels de transport par eau | 7734Z |
| Location et location-bail de matériels de transport aérien | 7735Z |
| Location et location-bail d'autres machines, équipements et biens matériels n.c.a. | 7739Z |
| Location-bail de propriété intellectuelle et de produits similaires, à l'exception des œuvres soumises à copyright | 7740Z |
| Activités de centres d'appels | 8220Z |
| Organisation de foires, salons professionnels et congrès | 8230Z |
| Activ. de recouvrement factures & d'info. financ. s/la clientèle | 8291Z |
| Activités de conditionnement | 8292Z |

| | |
|---|---|
| Réparation d'ordinateurs et d'équipements périphériques | 9511Z |
| Réparation d'équipements de communication | 9512Z |
| Réparation de produits électroniques grand public | 9521Z |
| Réparation d'appareils électroménagers et d'équipements pour la maison et le jardin | 9522Z |
| Réparation de chaussures et d'articles en cuir | 9523Z |
| Réparation de meubles et d'équipements du foyer | 9524Z |
| Réparation d'articles d'horlogerie et de bijouterie | 9525Z |
| Réparation d'autres biens personnels et domestiques | 9529Z |
| Activités des ménages en tant qu'employeurs de personnel domestique | 9700Z |
| Activités indifférenciées des ménages en tant que producteurs de biens pour usage propre | 9810Z |
| Activités indifférenciées des ménages en tant que producteurs de services pour usage propre | 9820Z |



Reçu au Contrôle de légalité le 04 juillet 2023
Reçu au Contrôle de légalité le 01 juillet 2024

| | | |
|---|---|---|
| Autres activités de soutien aux entreprises n.c.a. | 8299Z | |
| Affaires étrangères | 8421Z | |
| Défense | 8422Z | |
| Activités des organisations religieuses | 9491Z | |

| | |
|---|---|
| **INTITULES CODES D'ACTIVITES** | **APET700** |
| **INTITULES CODES D'ACTIVITES** | **APET700** |



Reçu au Contrôle de légalité le 04 juillet 2023
Reçu au Contrôle de légalité le 01 juillet 2024

Liste des codes APE exclus ayant également un code juridique 1 000 :

| INTITULES CODES D'ACTIVITES | APET700 |
|---|---|
| Autres activités de poste et de courrier | 5320Z |
| Restauration traditionnelle | 5610A |
| Cafétérias et autres libres-services | 5610B |
| Restauration de type rapide | 5610C |
| Services des traiteurs | 5621Z |
| Location de logements | 6820A |
| Location de terrains et d'autres biens immobiliers | 6820B |
| Enseignement pré-primaire | 8510Z |
| Enseignement primaire | 8520Z |
| Enseignement secondaire général | 8531Z |
| Enseignement secondaire technique ou professionnel | 8532Z |
| Enseignement post-secondaire non supérieur | 8541Z |
| Enseignement supérieur | 8542Z |
| Enseignement de disciplines sportives et d'activités de loisirs | 8551Z |
| Enseignement culturel | 8552Z |
| Enseignement de la conduite | 8553Z |
| Formation continue d'adultes | 8559A |
| Autres enseignements | 8559B |
| Activités de soutien à l'enseignement | 8560Z |
| Activités hospitalières | 8610Z |
| Activité des médecins généralistes | 8621Z |
| Activités de radiodiagnostic et de radiothérapie | 8622A |
| Activités chirurgicales | 8622B |
| Autres activités des médecins spécialistes | 8622C |
| Pratique dentaire | 8623Z |
| Ambulances | 8690A |
| Laboratoires d'analyses médicales | 8690B |
| Centres de collecte et banques d'organes | 8690C |
| Activités des infirmiers et des sages-femmes | 8690D |
| Activité profess. rééducation appareillage & pédicurespodologues | 8690E |
| Activités de santé humaine non classées ailleurs | 8690F |
| Activités de clubs de sports | 9312Z |

Remarque :

Le logiciel de gestion de la redevance spéciale utilisé par la Métropole Aix-MarseilleProvence prend automatiquement ces restrictions en compte dans son calcul :

- Définition d'établissement producteur de déchets ou non,
- Redevable ou non selon l'effectif de l'établissement



Reçu au Contrôle de légalité le 04 juillet 2023
Reçu au Contrôle de légalité le 01 juillet 2024

## 8.2. MATRICE DES FORFAITS APPLICABLES

| | | | | | | | | | | | | | | | | | | |
|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|
| Activités de soutien aux autres industries extractives | 0990Z | F0 | F0 | F0 | F0 | F0 | F0 | F0 | F1 | F1 | F2 | F2 | F4 | F5 | Hors seuils | Hors seuils | Hors seuils | Hors seuils |
| Transformation et conservation de la viande de boucherie | 1011Z | F0 | F1 | F1 | F2 | F2 | F2 | F2 | F2 | F3 | F3 | F4 | Hors seuils | Hors seuils | Hors seuils | Hors seuils | Hors seuils | Hors seuils |
| Transformation et conservation de la viande de volaille | 1012Z | F0 | F1 | F1 | F1 | F1 | F2 | F2 | F2 | F2 | F2 | F3 | F5 | Hors seuils | Hors seuils | Hors seuils | Hors seuils | Hors seuils |
| Préparation industrielle de produits à base de viande | 1013A | F0 | F1 | F1 | F1 | F1 | F2 | F2 | F2 | F2 | F2 | F3 | F5 | Hors seuils | Hors seuils | Hors seuils | Hors seuils | Hors seuils |
| Charcuterie | 1013B | F0 | F1 | F1 | F2 | F2 | F2 | F2 | F2 | F3 | F3 | F4 | Hors seuils | Hors seuils | Hors seuils | Hors seuils | Hors seuils | Hors seuils |
| Transform. & conserv. poisson, crustacés & mollusques | 1020Z | F0 | F1 | F1 | F1 | F1 | F2 | F2 | F2 | F2 | F2 | F3 | F5 | Hors seuils | Hors seuils | Hors seuils | Hors seuils | Hors seuils |
| Transformation et conservation de pommes de terre | 1031Z | F0 | F0 | F0 | F0 | F0 | F0 | F0 | F1 | F1 | F2 | F2 | F4 | F5 | Hors seuils | Hors seuils | Hors seuils | Hors seuils |
| Préparation de jus de fruits et légumes | 1032Z | F0 | F0 | F0 | F0 | F0 | F0 | F0 | F1 | F1 | F2 | F2 | F4 | F5 | Hors seuils | Hors seuils | Hors seuils | Hors seuils |
| Autre transformation et conservation de légumes | 1039A | F0 | F0 | F0 | F0 | F0 | F0 | F0 | F1 | F1 | F2 | F2 | F4 | F5 | Hors seuils | Hors seuils | Hors seuils | Hors seuils |
| Transformation et conservation de fruits | 1039B | F0 | F0 | F0 | F0 | F0 | F0 | F0 | F1 | F1 | F2 | F2 | F4 | F5 | Hors seuils | Hors seuils | Hors seuils | Hors seuils |
| Fabrication d'huiles et graisses brutes | 1041A | F0 | F0 | F0 | F0 | F0 | F0 | F0 | F1 | F1 | F2 | F2 | F4 | F5 | Hors seuils | Hors seuils | Hors seuils | Hors seuils |
| Fabrication de fromage | 1051C | F0 | F0 | F0 | F0 | F0 | F0 | F0 | F1 | F1 | F2 | F2 | F4 | F5 | Hors seuils | Hors seuils | Hors seuils | Hors seuils |
| Fabrication de glaces et sorbets | 1052Z | F0 | F0 | F0 | F0 | F0 | F0 | F0 | F1 | F1 | F2 | F2 | F4 | F5 | Hors seuils | Hors seuils | Hors seuils | Hors seuils |
| Meunerie | 1061A | F0 | F0 | F0 | F0 | F0 | F0 | F0 | F1 | F1 | F2 | F2 | F4 | F5 | Hors seuils | Hors seuils | Hors seuils | Hors seuils |
| Autres activités du travail des grains | 1061B | F0 | F0 | F0 | F0 | F0 | F0 | F0 | F1 | F1 | F2 | F2 | F4 | F5 | Hors seuils | Hors seuils | Hors seuils | Hors seuils |
| Fabrication industrielle de pain et de pâtisserie fraîche | 1071A | F0 | F1 | F1 | F2 | F2 | F2 | F2 | F2 | F3 | F3 | F4 | Hors seuils | Hors seuils | Hors seuils | Hors seuils | Hors seuils | Hors seuils |
| Cuisson de produits de boulangerie | 1071B | F0 | F1 | F1 | F2 | F2 | F2 | F2 | F2 | F3 | F3 | F4 | Hors seuils | Hors seuils | Hors seuils | Hors seuils | Hors seuils | Hors seuils |
| Boulangerie et boulangerie-pâtisserie | 1071C | F1 | F1 | F1 | F2 | F2 | F2 | F2 | F2 | F3 | F3 | F4 | Hors seuils | Hors seuils | Hors seuils | Hors seuils | Hors seuils | Hors seuils |
| Pâtisserie | 1071D | F1 | F1 | F1 | F2 | F2 | F2 | F2 | F2 | F3 | F3 | F4 | Hors seuils | Hors seuils | Hors seuils | Hors seuils | Hors seuils | Hors seuils |
| Fabrication de biscuits, biscottes et pâtisseries de conservation | 1072Z | F0 | F0 | F0 | F0 | F0 | F0 | F0 | F1 | F1 | F2 | F2 | F4 | F5 | Hors seuils | Hors seuils | Hors seuils | Hors seuils |
| Fabrication de pâtes alimentaires | 1073Z | F0 | F0 | F0 | F0 | F0 | F0 | F0 | F1 | F1 | F2 | F2 | F4 | F5 | Hors seuils | Hors seuils | Hors seuils | Hors seuils |
| Fabrication de sucre | 1081Z | F0 | F0 | F0 | F0 | F0 | F0 | F0 | F1 | F1 | F2 | F2 | F4 | F5 | Hors seuils | Hors seuils | Hors seuils | Hors seuils |
| Fabrication de cacao, chocolat et de produits de confiserie | 1082Z | F0 | F1 | F1 | F1 | F1 | F2 | F2 | F2 | F2 | F2 | F3 | F5 | Hors seuils | Hors seuils | Hors seuils | Hors seuils | Hors seuils |
| Transformation du thé et du café | 1083Z | F0 | F0 | F0 | F0 | F0 | F0 | F0 | F1 | F1 | F2 | F2 | F4 | F5 | Hors seuils | Hors seuils | Hors seuils | Hors seuils |
| Fabrication de condiments et assaisonnements | 1084Z | F0 | F0 | F0 | F0 | F0 | F0 | F0 | F1 | F1 | F2 | F2 | F4 | F5 | Hors seuils | Hors seuils | Hors seuils | Hors seuils |
| Fabrication de plats préparés | 1085Z | F0 | F1 | F1 | F2 | F2 | F2 | F2 | F2 | F3 | F3 | F4 | Hors seuils | Hors seuils | Hors seuils | Hors seuils | Hors seuils | Hors seuils |
| Fabrication d'aliments homogénéisés et diététiques | 1086Z | F0 | F1 | F1 | F1 | F1 | F2 | F2 | F2 | F2 | F2 | F3 | F5 | Hors seuils | Hors seuils | Hors seuils | Hors seuils | Hors seuils |
| Fabrication d'autres produits alimentaires n.c.a. | 1089Z | F0 | F1 | F1 | F2 | F2 | F2 | F2 | F2 | F3 | F3 | F4 | Hors seuils | Hors seuils | Hors seuils | Hors seuils | Hors seuils | Hors seuils |
| Fabrication d'aliments pour animaux de ferme | 1091Z | F0 | F0 | F0 | F0 | F0 | F0 | F0 | F1 | F1 | F2 | F2 | F4 | F5 | Hors seuils | Hors seuils | Hors seuils | Hors seuils |
| Production de boissons alcooliques distillées | 1101Z | F0 | F0 | F0 | F0 | F0 | F0 | F0 | F1 | F1 | F2 | F2 | F4 | F5 | Hors seuils | Hors seuils | Hors seuils | Hors seuils |
| Fabrication de vins effervescents | 1102A | F0 | F0 | F0 | F0 | F0 | F0 | F0 | F1 | F1 | F2 | F2 | F4 | F5 | Hors seuils | Hors seuils | Hors seuils | Hors seuils |
| Vinification | 1102B | F0 | F0 | F0 | F0 | F0 | F0 | F0 | F1 | F1 | F2 | F2 | F4 | F5 | Hors seuils | Hors seuils | Hors seuils | Hors seuils |
| Fabrication de cidre et de vins de fruits | 1103Z | F0 | F0 | F0 | F0 | F0 | F0 | F0 | F1 | F1 | F2 | F2 | F4 | F5 | Hors seuils | Hors seuils | Hors seuils | Hors seuils |
| Production d'autres boissons fermentées non distillées | 1104Z | F0 | F0 | F0 | F0 | F0 | F0 | F0 | F1 | F1 | F2 | F2 | F4 | F5 | Hors seuils | Hors seuils | Hors seuils | Hors seuils |
| Fabrication de bière | 1105Z | F0 | F0 | F0 | F0 | F0 | F0 | F0 | F1 | F1 | F2 | F2 | F4 | F5 | Hors seuils | Hors seuils | Hors seuils | Hors seuils |
| Production de boissons rafraîchissantes | 1107B | F0 | F0 | F0 | F0 | F0 | F0 | F0 | F1 | F1 | F2 | F2 | F4 | F5 | Hors seuils | Hors seuils | Hors seuils | Hors seuils |
| Préparation de fibres textiles et filature | 1310Z | F0 | F0 | F0 | F0 | F0 | F0 | F0 | F1 | F1 | F2 | F2 | F4 | F5 | Hors seuils | Hors seuils | Hors seuils | Hors seuils |
| Tissage | 1320Z | F0 | F0 | F0 | F0 | F0 | F0 | F0 | F1 | F1 | F2 | F2 | F4 | F5 | Hors seuils | Hors seuils | Hors seuils | Hors seuils |
| Ennoblissement textile | 1330Z | F0 | F0 | F0 | F0 | F0 | F0 | F0 | F1 | F1 | F2 | F2 | F4 | F5 | Hors seuils | Hors seuils | Hors seuils | Hors seuils |
| Fabrication d'articles textiles, sauf habillement | 1392Z | F0 | F0 | F0 | F0 | F0 | F0 | F0 | F1 | F1 | F2 | F2 | F4 | F5 | Hors seuils | Hors seuils | Hors seuils | Hors seuils |
| Fabrication de tapis et moquettes | 1393Z | F0 | F0 | F0 | F0 | F0 | F0 | F0 | F1 | F1 | F2 | F2 | F4 | F5 | Hors seuils | Hors seuils | Hors seuils | Hors seuils |



Reçu au Contrôle de légalité le 04 juillet 2023
Reçu au Contrôle de légalité le 01 juillet 2024

| | | | | | | | | | | | | | | | | | | | |
|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|
| Fabrication d'autres textiles techniques et industriels | 1396Z | F0 | F0 | F0 | F0 | F0 | F0 | F0 | F1 | F1 | F2 | F2 | F4 | F5 | Hors seuils | Hors seuils | Hors seuils | Hors seuils |
| Fabrication d'autres textiles n.c.a. | 1399Z | F0 | F0 | F0 | F0 | F0 | F0 | F0 | F1 | F1 | F2 | F2 | F4 | F5 | Hors seuils | Hors seuils | Hors seuils | Hors seuils |
| Fabrication de vêtements en cuir | 1411Z | F0 | F0 | F0 | F0 | F0 | F0 | F0 | F1 | F1 | F2 | F2 | F4 | F5 | Hors seuils | Hors seuils | Hors seuils | Hors seuils |
| Fabrication de vêtements de travail | 1412Z | F0 | F0 | F0 | F0 | F0 | F0 | F0 | F1 | F1 | F2 | F2 | F4 | F5 | Hors seuils | Hors seuils | Hors seuils | Hors seuils |
| Fabrication de vêtements de dessus | 1413Z | F0 | F0 | F0 | F0 | F0 | F0 | F0 | F1 | F1 | F2 | F2 | F4 | F5 | Hors seuils | Hors seuils | Hors seuils | Hors seuils |
| Fabrication de vêtements de dessous | 1414Z | F0 | F0 | F0 | F0 | F0 | F0 | F0 | F1 | F1 | F2 | F2 | F4 | F5 | Hors seuils | Hors seuils | Hors seuils | Hors seuils |
| Fabrication d'autres vêtements et accessoires | 1419Z | F0 | F1 | F1 | F2 | F2 | F2 | F2 | F3 | F3 | F3 | F4 | Hors seuils | Hors seuils | Hors seuils | Hors seuils | Hors seuils | Hors seuils |
| Fabrication d'articles en fourrure | 1420Z | F0 | F0 | F0 | F0 | F0 | F0 | F0 | F1 | F1 | F2 | F2 | F4 | F5 | Hors seuils | Hors seuils | Hors seuils | Hors seuils |
| Fabrication d'autres articles à mailles | 1439Z | F0 | F0 | F0 | F0 | F0 | F0 | F0 | F1 | F1 | F2 | F2 | F4 | F5 | Hors seuils | Hors seuils | Hors seuils | Hors seuils |
| Fabrication de chaussures | 1520Z | F1 | F1 | F2 | F2 | F2 | F2 | F2 | F3 | F3 | F4 | Hors seuils | Hors seuils | Hors seuils | Hors seuils | Hors seuils | Hors seuils | Hors seuils |
| Fabrication de carton ondulé | 1721A | F0 | F0 | F0 | F0 | F0 | F0 | F0 | F1 | F1 | F2 | F2 | F4 | F5 | Hors seuils | Hors seuils | Hors seuils | Hors seuils |
| Fabrication de cartonnages | 1721B | F0 | F0 | F0 | F0 | F0 | F0 | F0 | F1 | F1 | F2 | F2 | F4 | F5 | Hors seuils | Hors seuils | Hors seuils | Hors seuils |
| Fabrication d'emballages en papier | 1721C | F0 | F0 | F0 | F0 | F0 | F0 | F0 | F1 | F1 | F2 | F2 | F4 | F5 | Hors seuils | Hors seuils | Hors seuils | Hors seuils |
| Fabrication d'articles en papier à usage sanitaire ou domestique | 1722Z | F0 | F0 | F0 | F0 | F0 | F0 | F0 | F1 | F1 | F2 | F2 | F4 | F5 | Hors seuils | Hors seuils | Hors seuils | Hors seuils |
| Fabrication d'articles de papeterie | 1723Z | F0 | F0 | F0 | F0 | F0 | F0 | F0 | F1 | F1 | F2 | F2 | F4 | F5 | Hors seuils | Hors seuils | Hors seuils | Hors seuils |
| Fabrication d'autres articles en papier ou en carton | 1729Z | F0 | F0 | F0 | F0 | F0 | F0 | F0 | F1 | F1 | F2 | F2 | F4 | F5 | Hors seuils | Hors seuils | Hors seuils | Hors seuils |
| Imprimerie de journaux | 1811Z | F0 | F1 | F1 | F1 | F1 | F2 | F2 | F2 | F2 | F2 | F3 | F5 | Hors seuils | Hors seuils | Hors seuils | Hors seuils | Hors seuils |
| Autre imprimerie (labeur) | 1812Z | F0 | F1 | F1 | F1 | F1 | F2 | F2 | F2 | F2 | F2 | F3 | F5 | Hors seuils | Hors seuils | Hors seuils | Hors seuils | Hors seuils |
| **INTITULES CODES D'ACTIVITES** | **APET 700** | **1** | **2** | **3** | **4** | **5** | **6** | **7** | **8** | **9** | **10** | **20** | **50** | **100** | **500** | **1000** | **5000** | **10000** |



Reçu au Contrôle de légalité le 04 juillet 2023
Reçu au Contrôle de légalité le 01 juillet 2024

| | | | | | | | | | | | | | | | | | | |
|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|
| Activités de pré-presse | 1813Z | F0 | F0 | F0 | F0 | F0 | F0 | F0 | F1 | F1 | F2 | F2 | F4 | F5 | Hors seuils | Hors seuils | Hors seuils | Hors seuils |
| Reliure et activités connexes | 1814Z | F0 | F0 | F0 | F0 | F0 | F0 | F0 | F1 | F1 | F2 | F2 | F4 | F5 | Hors seuils | Hors seuils | Hors seuils | Hors seuils |
| Reproduction d'enregistrements | 1820Z | F0 | F0 | F0 | F0 | F0 | F0 | F0 | F1 | F1 | F2 | F2 | F4 | F5 | Hors seuils | Hors seuils | Hors seuils | Hors seuils |
| Fabrication de colorants et de pigments | 2012Z | F0 | F1 | F1 | F1 | F1 | F2 | F2 | F2 | F2 | F2 | F3 | F5 | Hors seuils | Hors seuils | Hors seuils | Hors seuils | Hors seuils |
| Fabric. d'autres produits chimiques inorganiques de base n.c.a. | 2013B | F0 | F1 | F1 | F1 | F1 | F2 | F2 | F2 | F2 | F2 | F3 | F5 | Hors seuils | Hors seuils | Hors seuils | Hors seuils | Hors seuils |
| Fabrication d'autres produits chimiques organiques de base | 2014Z | F0 | F1 | F1 | F1 | F1 | F2 | F2 | F2 | F2 | F2 | F3 | F5 | Hors seuils | Hors seuils | Hors seuils | Hors seuils | Hors seuils |
| Fabrication de matières plastiques de base | 2016Z | F0 | F1 | F1 | F1 | F1 | F2 | F2 | F2 | F2 | F2 | F3 | F5 | Hors seuils | Hors seuils | Hors seuils | Hors seuils | Hors seuils |
| Fabrication de pesticides et d'autres produits agrochimiques | 2020Z | F0 | F1 | F1 | F1 | F1 | F2 | F2 | F2 | F2 | F2 | F3 | F5 | Hors seuils | Hors seuils | Hors seuils | Hors seuils | Hors seuils |
| Fabrication de peintures, vernis, encres et mastics | 2030Z | F0 | F1 | F1 | F1 | F1 | F2 | F2 | F2 | F2 | F2 | F3 | F5 | Hors seuils | Hors seuils | Hors seuils | Hors seuils | Hors seuils |
| Fabrication de savons, détergents et produits d'entretien | 2041Z | F0 | F1 | F1 | F1 | F1 | F2 | F2 | F2 | F2 | F2 | F3 | F5 | Hors seuils | Hors seuils | Hors seuils | Hors seuils | Hors seuils |
| Fabrication de parfims et produits pour la toilette | 2042Z | F0 | F1 | F1 | F1 | F1 | F2 | F2 | F2 | F2 | F2 | F3 | F5 | Hors seuils | Hors seuils | Hors seuils | Hors seuils | Hors seuils |
| Fabrication de colles | 2052Z | F0 | F1 | F1 | F1 | F1 | F2 | F2 | F2 | F2 | F2 | F3 | F5 | Hors seuils | Hors seuils | Hors seuils | Hors seuils | Hors seuils |
| Fabrication d'huiles essentielles | 2053Z | F0 | F1 | F1 | F1 | F1 | F2 | F2 | F2 | F2 | F2 | F3 | F5 | Hors seuils | Hors seuils | Hors seuils | Hors seuils | Hors seuils |
| Fabrication d'autres produits chimiques n.c.a. | 2059Z | F0 | F0 | F0 | F0 | F0 | F0 | F0 | F1 | F1 | F2 | F2 | F4 | F5 | Hors seuils | Hors seuils | Hors seuils | Hors seuils |
| Fabrication de produits pharmaceutiques de base | 2110Z | F0 | F0 | F0 | F0 | F0 | F0 | F0 | F1 | F1 | F2 | F2 | F4 | F5 | Hors seuils | Hors seuils | Hors seuils | Hors seuils |
| Fabrication de préparations pharmaceutiques | 2120Z | F0 | F0 | F0 | F0 | F0 | F0 | F0 | F1 | F1 | F2 | F2 | F4 | F5 | Hors seuils | Hors seuils | Hors seuils | Hors seuils |
| Fabrication et rechapage de pneumatiques | 2211Z | F0 | F0 | F0 | F0 | F0 | F0 | F0 | F0 | F1 | F1 | F2 | F4 | F5 | Hors seuils | Hors seuils | Hors seuils | Hors seuils |
| Fabrication d'autres articles en caoutchouc | 2219Z | F0 | F1 | F1 | F1 | F1 | F2 | F2 | F2 | F2 | F2 | F3 | F5 | Hors seuils | Hors seuils | Hors seuils | Hors seuils | Hors seuils |
| Fabrication plaques, feuilles, tubes et profilés en plastique | 2221Z | F0 | F1 | F1 | F1 | F1 | F2 | F2 | F2 | F2 | F2 | F3 | F5 | Hors seuils | Hors seuils | Hors seuils | Hors seuils | Hors seuils |
| Fabrication d'emballages en matières plastiques | 2222Z | F0 | F1 | F1 | F1 | F1 | F2 | F2 | F2 | F2 | F2 | F3 | F5 | Hors seuils | Hors seuils | Hors seuils | Hors seuils | Hors seuils |
| Fabrication d'éléments matières plastiques pour la construction | 2223Z | F0 | F1 | F1 | F1 | F1 | F2 | F2 | F2 | F2 | F2 | F3 | F5 | Hors seuils | Hors seuils | Hors seuils | Hors seuils | Hors seuils |
| Fabrication de pièces techniques à base de matières plastiques | 2229A | F0 | F1 | F1 | F1 | F1 | F2 | F2 | F2 | F2 | F2 | F3 | F5 | Hors seuils | Hors seuils | Hors seuils | Hors seuils | Hors seuils |
| Fabrication produits de consommation courante en plastique | 2229B | F0 | F1 | F1 | F1 | F1 | F2 | F2 | F2 | F2 | F2 | F3 | F5 | Hors seuils | Hors seuils | Hors seuils | Hors seuils | Hors seuils |
| Façonnage et transformation du verre plat | 2312Z | F0 | F1 | F1 | F1 | F1 | F2 | F2 | F2 | F2 | F2 | F3 | F5 | Hors seuils | Hors seuils | Hors seuils | Hors seuils | Hors seuils |
| Fabrication de verre creux | 2313Z | F0 | F1 | F1 | F1 | F1 | F2 | F2 | F2 | F2 | F2 | F3 | F5 | Hors seuils | Hors seuils | Hors seuils | Hors seuils | Hors seuils |
| Fabrication & façonnage autres articles verre yc verre technique | 2319Z | F0 | F1 | F1 | F1 | F1 | F2 | F2 | F2 | F2 | F2 | F3 | F5 | Hors seuils | Hors seuils | Hors seuils | Hors seuils | Hors seuils |
| Fabrication briques tuiles & prod. de construction en terre cuite | 2332Z | F0 | F1 | F1 | F1 | F1 | F2 | F2 | F2 | F2 | F2 | F3 | F5 | Hors seuils | Hors seuils | Hors seuils | Hors seuils | Hors seuils |
| Fabrication d'articles céramiques à usage domestique, ornemental | 2341Z | F0 | F1 | F1 | F1 | F1 | F2 | F2 | F2 | F2 | F2 | F3 | F5 | Hors seuils | Hors seuils | Hors seuils | Hors seuils | Hors seuils |
| Fabrication d'autres produits céramiques | 2349Z | F0 | F1 | F1 | F1 | F1 | F2 | F2 | F2 | F2 | F2 | F3 | F5 | Hors seuils | Hors seuils | Hors seuils | Hors seuils | Hors seuils |
| Fabrication de chaux et plâtre | 2352Z | F0 | F1 | F1 | F1 | F1 | F2 | F2 | F2 | F2 | F2 | F3 | F5 | Hors seuils | Hors seuils | Hors seuils | Hors seuils | Hors seuils |
| Fabrication d'éléments en plâtre pour la construction | 2362Z | F0 | F1 | F1 | F1 | F1 | F2 | F2 | F2 | F2 | F2 | F3 | F5 | Hors seuils | Hors seuils | Hors seuils | Hors seuils | Hors seuils |
| Fabrication de béton prêt à l'emploi | 2363Z | F0 | F1 | F1 | F1 | F1 | F2 | F2 | F2 | F2 | F2 | F3 | F5 | Hors seuils | Hors seuils | Hors seuils | Hors seuils | Hors seuils |
| Fabrication d'autres ouvrages en béton, en ciment ou en plâtre | 2369Z | F0 | F1 | F1 | F1 | F1 | F2 | F2 | F2 | F2 | F2 | F3 | F5 | Hors seuils | Hors seuils | Hors seuils | Hors seuils | Hors seuils |
| Fabrication de structures métalliques et de parties de structures | 2511Z | F0 | F1 | F1 | F1 | F1 | F2 | F2 | F2 | F2 | F2 | F3 | F5 | Hors seuils | Hors seuils | Hors seuils | Hors seuils | Hors seuils |
| Fabrication de portes et fenêtres en métal | 2512Z | F0 | F1 | F1 | F1 | F1 | F2 | F2 | F2 | F2 | F2 | F3 | F5 | Hors seuils | Hors seuils | Hors seuils | Hors seuils | Hors seuils |
| Fabric. générateurs vapeur sf chaudières pour chauffage central | 2530Z | F0 | F0 | F0 | F0 | F0 | F0 | F0 | F1 | F1 | F2 | F2 | F4 | F5 | Hors seuils | Hors seuils | Hors seuils | Hors seuils |
| Fabrication d'armes et de munitions | 2540Z | F0 | F0 | F0 | F0 | F0 | F0 | F0 | F1 | F1 | F2 | F2 | F4 | F5 | Hors seuils | Hors seuils | Hors seuils | Hors seuils |
| Forge, estampage, matriçage; métallurgie des poudres | 2550A | F0 | F0 | F0 | F0 | F0 | F0 | F0 | F1 | F1 | F2 | F2 | F4 | F5 | Hors seuils | Hors seuils | Hors seuils | Hors seuils |
| Découpage, emboutissage | 2550B | F0 | F0 | F0 | F0 | F0 | F0 | F0 | F1 | F1 | F2 | F2 | F4 | F5 | Hors seuils | Hors seuils | Hors seuils | Hors seuils |
| Traitement et revêtement des métaux | 2561Z | F0 | F1 | F1 | F1 | F1 | F2 | F2 | F2 | F2 | F2 | F3 | F5 | Hors seuils | Hors seuils | Hors seuils | Hors seuils | Hors seuils |
| Mécanique industrielle | 2562B | F0 | F1 | F1 | F1 | F1 | F2 | F2 | F2 | F2 | F2 | F3 | F5 | Hors seuils | Hors seuils | Hors seuils | Hors seuils | Hors seuils |
| Fabrication de coutellerie | 2571Z | F0 | F0 | F0 | F0 | F0 | F0 | F0 | F1 | F1 | F2 | F2 | F4 | F5 | Hors seuils | Hors seuils | Hors seuils | Hors seuils |
| Fabrication de serrures et de ferrures | 2572Z | F0 | F0 | F0 | F0 | F0 | F0 | F0 | F1 | F1 | F2 | F2 | F4 | F5 | Hors seuils | Hors seuils | Hors seuils | Hors seuils |
| Fabrication de moules et modèles | 2573A | F0 | F1 | F1 | F1 | F1 | F2 | F2 | F2 | F2 | F2 | F3 | F5 | Hors seuils | Hors seuils | Hors seuils | Hors seuils | Hors seuils |



Reçu au Contrôle de légalité le 04 juillet 2023
Reçu au Contrôle de légalité le 01 juillet 2024

| | | | | | | | | | | | | | | | | | | | |
|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|
| Fabrication d'autres outillages | 2573B | F0 | F0 | F0 | F0 | F0 | F0 | F0 | F1 | F1 | F2 | F2 | F4 | F5 | Hors seuils | Hors seuils | Hors seuils | Hors seuils |
| Fabrication d'emballages métalliques légers | 2592Z | F0 | F1 | F1 | F1 | F1 | F2 | F2 | F2 | F2 | F2 | F3 | F5 | Hors seuils | Hors seuils | Hors seuils | Hors seuils | Hors seuils |
| Fabrication d'articles en fils métalliques, chaînes et ressorts | 2593Z | F0 | F1 | F1 | F1 | F1 | F2 | F2 | F2 | F2 | F2 | F3 | F5 | Hors seuils | Hors seuils | Hors seuils | Hors seuils | Hors seuils |
| Fabrication d'articles métalliques ménagers | 2599A | F0 | F1 | F1 | F1 | F1 | F2 | F2 | F2 | F2 | F2 | F3 | F5 | Hors seuils | Hors seuils | Hors seuils | Hors seuils | Hors seuils |
| Fabrication d'autres articles métalliques | 2599B | F0 | F0 | F0 | F0 | F0 | F0 | F0 | F1 | F1 | F2 | F2 | F4 | F5 | Hors seuils | Hors seuils | Hors seuils | Hors seuils |
| Fabrication de composants électroniques | 2611Z | F0 | F0 | F0 | F0 | F0 | F0 | F0 | F1 | F1 | F2 | F2 | F4 | F5 | Hors seuils | Hors seuils | Hors seuils | Hors seuils |
| Fabrication de cartes électroniques assemblées | 2612Z | F0 | F0 | F0 | F0 | F0 | F0 | F0 | F1 | F1 | F2 | F2 | F4 | F5 | Hors seuils | Hors seuils | Hors seuils | Hors seuils |
| Fabrication d'ordinateurs et d'équipements périphériques | 2620Z | F0 | F0 | F0 | F0 | F0 | F0 | F0 | F1 | F1 | F2 | F2 | F4 | F5 | Hors seuils | Hors seuils | Hors seuils | Hors seuils |
| Fabrication d'équipements de communication | 2630Z | F0 | F0 | F0 | F0 | F0 | F0 | F0 | F1 | F1 | F2 | F2 | F4 | F5 | Hors seuils | Hors seuils | Hors seuils | Hors seuils |
| Fabrication de produits électroniques grand public | 2640Z | F0 | F1 | F1 | F1 | F1 | F2 | F2 | F2 | F2 | F2 | F3 | F5 | Hors seuils | Hors seuils | Hors seuils | Hors seuils | Hors seuils |
| Fabrication d'équipements d'aide à la navigation | 2651A | F0 | F1 | F1 | F1 | F1 | F2 | F2 | F2 | F2 | F2 | F3 | F5 | Hors seuils | Hors seuils | Hors seuils | Hors seuils | Hors seuils |
| Fabrication d'instrumentation scientifique et technique | 2651B | F0 | F0 | F0 | F0 | F0 | F0 | F0 | F1 | F1 | F2 | F2 | F4 | F5 | Hors seuils | Hors seuils | Hors seuils | Hors seuils |
| Horlogerie | 2652Z | F0 | F0 | F0 | F0 | F0 | F0 | F0 | F1 | F1 | F2 | F2 | F4 | F5 | Hors seuils | Hors seuils | Hors seuils | Hors seuils |
| Fab. éqpts d'irradiation médic. électromédic. & électrothérapeut. | 2660Z | F0 | F0 | F0 | F0 | F0 | F0 | F0 | F1 | F1 | F2 | F2 | F4 | F5 | Hors seuils | Hors seuils | Hors seuils | Hors seuils |
| Fabrication de matériels optique et photographique | 2670Z | F0 | F0 | F0 | F0 | F0 | F0 | F0 | F1 | F1 | F2 | F2 | F4 | F5 | Hors seuils | Hors seuils | Hors seuils | Hors seuils |
| **INTITULES CODES D'ACTIVITES** | **APET 700** | **1** | **2** | **3** | **4** | **5** | **6** | **7** | **8** | **9** | **10** | **20** | **50** | **100** | **500** | **1000** | **5000** | **10000** |



Reçu au Contrôle de légalité le 04 juillet 2023
Reçu au Contrôle de légalité le 01 juillet 2024

| | | | | | | | | | | | | | | | | | | |
|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|
| Fabrication de supports magnétiques et optiques | 2680Z | F0 | F0 | F0 | F0 | F0 | F0 | F0 | F1 | F1 | F2 | F2 | F4 | F5 | Hors seuils | Hors seuils | Hors seuils | Hors seuils |
| Fabrication de moteurs, génératrices, transformateurs électriques | 2711Z | F0 | F0 | F0 | F0 | F0 | F0 | F0 | F1 | F1 | F2 | F2 | F4 | F5 | Hors seuils | Hors seuils | Hors seuils | Hors seuils |
| Fabrication de matériel de distribution et de commande électrique | 2712Z | F0 | F0 | F0 | F0 | F0 | F0 | F0 | F1 | F1 | F2 | F2 | F4 | F5 | Hors seuils | Hors seuils | Hors seuils | Hors seuils |
| Fabrication de câbles de fibres optiques | 2731Z | F0 | F0 | F0 | F0 | F0 | F0 | F0 | F1 | F1 | F2 | F2 | F4 | F5 | Hors seuils | Hors seuils | Hors seuils | Hors seuils |
| Fabrication d'autres fils et câbles électroniques ou électriques | 2732Z | F0 | F0 | F0 | F0 | F0 | F0 | F0 | F1 | F1 | F2 | F2 | F4 | F5 | Hors seuils | Hors seuils | Hors seuils | Hors seuils |
| Fabrication de matériel d'installation électrique | 2733Z | F0 | F0 | F0 | F0 | F0 | F0 | F0 | F1 | F1 | F2 | F2 | F4 | F5 | Hors seuils | Hors seuils | Hors seuils | Hors seuils |
| Fabrication d'appareils d'éclairage électrique | 2740Z | F0 | F0 | F0 | F0 | F0 | F0 | F0 | F1 | F1 | F2 | F2 | F4 | F5 | Hors seuils | Hors seuils | Hors seuils | Hors seuils |
| Fabrication d'appareils électroménagers | 2751Z | F0 | F0 | F0 | F0 | F0 | F0 | F0 | F1 | F1 | F2 | F2 | F4 | F5 | Hors seuils | Hors seuils | Hors seuils | Hors seuils |
| Fabrication d'appareils ménagers non électriques | 2752Z | F0 | F0 | F0 | F0 | F0 | F0 | F0 | F1 | F1 | F2 | F2 | F4 | F5 | Hors seuils | Hors seuils | Hors seuils | Hors seuils |
| Fabrication d'autres matériels électriques | 2790Z | F0 | F0 | F0 | F0 | F0 | F0 | F0 | F1 | F1 | F2 | F2 | F4 | F5 | Hors seuils | Hors seuils | Hors seuils | Hors seuils |
| Fabrication moteurs & turbines sf moteurs d'avions & de véhicules | 2811Z | F0 | F0 | F0 | F0 | F0 | F0 | F0 | F1 | F1 | F2 | F2 | F4 | F5 | Hors seuils | Hors seuils | Hors seuils | Hors seuils |
| Fabrication d'autres articles de robinetterie | 2814Z | F0 | F0 | F0 | F0 | F0 | F0 | F0 | F1 | F1 | F2 | F2 | F4 | F5 | Hors seuils | Hors seuils | Hors seuils | Hors seuils |
| Fabrication de fours et brûleurs | 2821Z | F0 | F0 | F0 | F0 | F0 | F0 | F0 | F1 | F1 | F2 | F2 | F4 | F5 | Hors seuils | Hors seuils | Hors seuils | Hors seuils |
| Fabrication équipts emballage, conditionnement & pesage | 2829A | F0 | F0 | F0 | F0 | F0 | F0 | F0 | F1 | F1 | F2 | F2 | F4 | F5 | Hors seuils | Hors seuils | Hors seuils | Hors seuils |
| Construction de navires et de structures flottantes | 3011Z | F0 | F0 | F0 | F0 | F0 | F0 | F0 | F1 | F1 | F2 | F2 | F4 | F5 | Hors seuils | Hors seuils | Hors seuils | Hors seuils |
| Construction de bateaux de plaisance | 3012Z | F0 | F1 | F1 | F1 | F1 | F2 | F2 | F2 | F2 | F2 | F3 | F5 | Hors seuils | Hors seuils | Hors seuils | Hors seuils | Hors seuils |
| Construction locomotives & autre matériel ferroviaire roulant | 3020Z | F0 | F0 | F0 | F0 | F0 | F0 | F0 | F1 | F1 | F2 | F2 | F4 | F5 | Hors seuils | Hors seuils | Hors seuils | Hors seuils |
| Construction aéronautique et spatiale | 3030Z | F0 | F0 | F0 | F0 | F0 | F0 | F0 | F1 | F1 | F2 | F2 | F4 | F5 | Hors seuils | Hors seuils | Hors seuils | Hors seuils |
| Fabrication de motocycles | 3091Z | F0 | F1 | F1 | F1 | F1 | F2 | F2 | F2 | F2 | F2 | F3 | F5 | Hors seuils | Hors seuils | Hors seuils | Hors seuils | Hors seuils |
| Fabrication de bicyclettes et de véhicules pour invalides | 3092Z | F0 | F1 | F1 | F1 | F1 | F2 | F2 | F2 | F2 | F2 | F3 | F5 | Hors seuils | Hors seuils | Hors seuils | Hors seuils | Hors seuils |
| Fabrication d'articles de joaillerie et bijouterie | 3212Z | F0 | F0 | F0 | F0 | F0 | F0 | F0 | F1 | F1 | F2 | F2 | F4 | F5 | Hors seuils | Hors seuils | Hors seuils | Hors seuils |
| Fabrication articles bijouterie fantaisie & articles similaires | 3213Z | F0 | F0 | F0 | F0 | F0 | F0 | F0 | F1 | F1 | F2 | F2 | F4 | F5 | Hors seuils | Hors seuils | Hors seuils | Hors seuils |
| Fabrication d'instruments de musique | 3220Z | F0 | F0 | F0 | F0 | F0 | F0 | F0 | F1 | F1 | F2 | F2 | F4 | F5 | Hors seuils | Hors seuils | Hors seuils | Hors seuils |
| Fabrication d'articles de sport | 3230Z | F0 | F0 | F0 | F0 | F0 | F0 | F0 | F1 | F1 | F2 | F2 | F4 | F5 | Hors seuils | Hors seuils | Hors seuils | Hors seuils |
| Fabrication de jeux et jouets | 3240Z | F0 | F1 | F1 | F1 | F1 | F2 | F2 | F2 | F2 | F2 | F3 | F5 | Hors seuils | Hors seuils | Hors seuils | Hors seuils | Hors seuils |
| Fabrication de matériel médico-chirurgical et dentaire | 3250A | F0 | F0 | F0 | F0 | F0 | F0 | F0 | F1 | F1 | F2 | F2 | F4 | F5 | Hors seuils | Hors seuils | Hors seuils | Hors seuils |
| Fabrication de lunettes | 3250B | F0 | F1 | F1 | F1 | F1 | F2 | F2 | F2 | F2 | F2 | F3 | F5 | Hors seuils | Hors seuils | Hors seuils | Hors seuils | Hors seuils |
| Fabrication d'articles de brosserie | 3291Z | F0 | F1 | F1 | F1 | F1 | F2 | F2 | F2 | F2 | F2 | F3 | F5 | Hors seuils | Hors seuils | Hors seuils | Hors seuils | Hors seuils |
| Autres activités manufacturières n.c.a. | 3299Z | F0 | F0 | F0 | F0 | F0 | F0 | F0 | F1 | F1 | F2 | F2 | F4 | F5 | Hors seuils | Hors seuils | Hors seuils | Hors seuils |
| Réparation d'ouvrages en métaux | 3311Z | F0 | F1 | F1 | F1 | F1 | F2 | F2 | F2 | F2 | F2 | F3 | F5 | Hors seuils | Hors seuils | Hors seuils | Hors seuils | Hors seuils |
| Réparation de machines et équipements mécaniques | 3312Z | F0 | F1 | F1 | F1 | F1 | F2 | F2 | F2 | F2 | F2 | F3 | F5 | Hors seuils | Hors seuils | Hors seuils | Hors seuils | Hors seuils |
| Réparation de matériels électroniques et optiques | 3313Z | F0 | F0 | F0 | F0 | F0 | F0 | F0 | F1 | F1 | F2 | F2 | F4 | F5 | Hors seuils | Hors seuils | Hors seuils | Hors seuils |
| Réparation d'équipements électriques | 3314Z | F0 | F0 | F0 | F0 | F0 | F0 | F0 | F1 | F1 | F2 | F2 | F4 | F5 | Hors seuils | Hors seuils | Hors seuils | Hors seuils |
| Réparation et maintenance navale | 3315Z | F0 | F0 | F0 | F0 | F0 | F0 | F0 | F1 | F1 | F2 | F2 | F4 | F5 | Hors seuils | Hors seuils | Hors seuils | Hors seuils |
| Réparation et maintenance d'aéronefs et d'engins spatiaux | 3316Z | F0 | F0 | F0 | F0 | F0 | F0 | F0 | F1 | F1 | F2 | F2 | F4 | F5 | Hors seuils | Hors seuils | Hors seuils | Hors seuils |
| Réparation et maintenance d'autres équipements de transport | 3317Z | F0 | F0 | F0 | F0 | F0 | F0 | F0 | F1 | F1 | F2 | F2 | F4 | F5 | Hors seuils | Hors seuils | Hors seuils | Hors seuils |
| Réparation d'autres équipements | 3319Z | F0 | F1 | F1 | F1 | F1 | F2 | F2 | F2 | F2 | F2 | F3 | F5 | Hors seuils | Hors seuils | Hors seuils | Hors seuils | Hors seuils |
| Installation structures métalliques, chaudronnées et tuyauterie | 3320A | F0 | F0 | F0 | F0 | F0 | F0 | F0 | F1 | F1 | F2 | F2 | F4 | F5 | Hors seuils | Hors seuils | Hors seuils | Hors seuils |
| Installation de machines et équipements mécaniques | 3320B | F0 | F0 | F0 | F0 | F0 | F0 | F0 | F1 | F1 | F2 | F2 | F4 | F5 | Hors seuils | Hors seuils | Hors seuils | Hors seuils |
| Concept. d'ens. & assembl s/site d'équpts ctrle des processus ind. | 3320C | F0 | F0 | F0 | F0 | F0 | F0 | F0 | F1 | F1 | F2 | F2 | F4 | F5 | Hors seuils | Hors seuils | Hors seuils | Hors seuils |
| Instal. équpts électriq, mat. électro. et optiq. ou aut. matériels | 3320D | F0 | F0 | F0 | F0 | F0 | F0 | F0 | F1 | F1 | F2 | F2 | F4 | F5 | Hors seuils | Hors seuils | Hors seuils | Hors seuils |
| Transport d'électricité | 3512Z | F0 | F0 | F0 | F0 | F0 | F0 | F0 | F1 | F1 | F2 | F2 | F4 | F5 | Hors seuils | Hors seuils | Hors seuils | Hors seuils |
| Distribution d'électricité | 3513Z | F0 | F0 | F0 | F0 | F0 | F0 | F0 | F0 | F1 | F1 | F2 | F4 | F5 | Hors seuils | Hors seuils | Hors seuils | Hors seuils |
| Commerce d'électricité | 3514Z | F0 | F0 | F1 | F1 | F1 | F2 | F2 | F2 | F2 | F2 | F3 | F5 | Hors seuils | Hors seuils | Hors seuils | Hors seuils | Hors seuils |



Reçu au Contrôle de légalité le 04 juillet 2023
Reçu au Contrôle de légalité le 01 juillet 2024

| | | | | | | | | | | | | | | | | | | | |
|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|
| Production et distribution de vapeur et d'air conditionné | 3530Z | F0 | F0 | F0 | F0 | F0 | F0 | F0 | F1 | F1 | F2 | F2 | F4 | F5 | Hors seuils | Hors seuils | Hors seuils | Hors seuils |
| Captage, traitement et distribution d'eau | 3600Z | F0 | F0 | F0 | F0 | F0 | F0 | F0 | F1 | F1 | F2 | F2 | F4 | F5 | Hors seuils | Hors seuils | Hors seuils | Hors seuils |
| Collecte et traitement des eaux usées | 3700Z | F0 | F0 | F0 | F0 | F0 | F0 | F0 | F1 | F1 | F2 | F2 | F4 | F5 | Hors seuils | Hors seuils | Hors seuils | Hors seuils |
| Traitement et élimination des déchets non dangereux | 3821Z | F0 | F0 | F0 | F0 | F0 | F0 | F0 | F1 | F1 | F2 | F2 | F4 | F5 | Hors seuils | Hors seuils | Hors seuils | Hors seuils |
| Récupération de déchets triés | 3832Z | F0 | F0 | F0 | F0 | F0 | F0 | F0 | F1 | F1 | F2 | F2 | F4 | F5 | Hors seuils | Hors seuils | Hors seuils | Hors seuils |
| Dépollution et autres services de gestion des déchets | 3900Z | F0 | F0 | F1 | F1 | F1 | F2 | F2 | F2 | F2 | F2 | F3 | F5 | Hors seuils | Hors seuils | Hors seuils | Hors seuils | Hors seuils |
| Promotion immobilière de logements | 4110A | F0 | F0 | F0 | F0 | F0 | F0 | F0 | F1 | F1 | F2 | F2 | F4 | F5 | Hors seuils | Hors seuils | Hors seuils | Hors seuils |
| Promotion immobilière de bureaux | 4110B | F0 | F0 | F0 | F0 | F0 | F0 | F0 | F1 | F1 | F2 | F2 | F4 | F5 | Hors seuils | Hors seuils | Hors seuils | Hors seuils |
| Promotion immobilière d'autres bâtiments | 4110C | F0 | F0 | F0 | F0 | F0 | F0 | F0 | F1 | F1 | F2 | F2 | F4 | F5 | Hors seuils | Hors seuils | Hors seuils | Hors seuils |
| Supports juridiques de programmes | 4110D | F0 | F0 | F0 | F0 | F0 | F0 | F0 | F1 | F1 | F2 | F2 | F4 | F5 | Hors seuils | Hors seuils | Hors seuils | Hors seuils |
| Construction de maisons individuelles | 4120A | F0 | F0 | F0 | F0 | F0 | F0 | F0 | F1 | F1 | F2 | F2 | F4 | F5 | Hors seuils | Hors seuils | Hors seuils | Hors seuils |
| Construction d'autres bâtiments | 4120B | F0 | F0 | F0 | F0 | F0 | F0 | F0 | F1 | F1 | F2 | F2 | F4 | F5 | Hors seuils | Hors seuils | Hors seuils | Hors seuils |
| Construction de routes et autoroutes | 4211Z | F0 | F0 | F0 | F0 | F0 | F0 | F0 | F1 | F1 | F2 | F2 | F4 | F5 | Hors seuils | Hors seuils | Hors seuils | Hors seuils |
| Construction d'ouvrages d'art | 4213A | F0 | F0 | F0 | F0 | F0 | F0 | F0 | F1 | F1 | F2 | F2 | F4 | F5 | Hors seuils | Hors seuils | Hors seuils | Hors seuils |
| Construction de réseaux pour fluides | 4221Z | F0 | F0 | F0 | F0 | F0 | F0 | F0 | F1 | F1 | F2 | F2 | F4 | F5 | Hors seuils | Hors seuils | Hors seuils | Hors seuils |
| **INTITULES CODES D'ACTIVITES** | **APET 700** | **1** | **2** | **3** | **4** | **5** | **6** | **7** | **8** | **9** | **10** | **20** | **50** | **100** | **500** | **1000** | **5000** | **10000** |



Reçu au Contrôle de légalité le 04 juillet 2023
Reçu au Contrôle de légalité le 01 juillet 2024

| | | | | | | | | | | | | | | | | | | | |
|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|
| Construction de réseaux électriques et de télécommunications | 4222Z | F0 | F0 | F0 | F0 | F0 | F0 | F0 | F1 | F1 | F2 | F2 | F4 | F5 | Hors seuils | Hors seuils | Hors seuils | Hors seuils |
| Construction d'ouvrages maritimes et fluviaux | 4291Z | F0 | F0 | F0 | F0 | F0 | F0 | F0 | F1 | F1 | F2 | F2 | F4 | F5 | Hors seuils | Hors seuils | Hors seuils | Hors seuils |
| Construction d'autres ouvrages de génie civil n.c.a. | 4299Z | F0 | F0 | F0 | F0 | F0 | F0 | F0 | F1 | F1 | F2 | F2 | F4 | F5 | Hors seuils | Hors seuils | Hors seuils | Hors seuils |
| Travaux de démolition | 4311Z | F0 | F0 | F0 | F0 | F0 | F0 | F0 | F1 | F1 | F2 | F2 | F4 | F5 | Hors seuils | Hors seuils | Hors seuils | Hors seuils |
| Travaux de terrassement courants et travaux préparatoires | 4312A | F0 | F0 | F0 | F0 | F0 | F0 | F0 | F1 | F1 | F2 | F2 | F4 | F5 | Hors seuils | Hors seuils | Hors seuils | Hors seuils |
| Travaux de terrassement spécialisés ou de grande masse | 4312B | F0 | F0 | F0 | F0 | F0 | F0 | F0 | F1 | F1 | F2 | F2 | F4 | F5 | Hors seuils | Hors seuils | Hors seuils | Hors seuils |
| Forages et sondages | 4313Z | F0 | F0 | F0 | F0 | F0 | F0 | F0 | F1 | F1 | F2 | F2 | F4 | F5 | Hors seuils | Hors seuils | Hors seuils | Hors seuils |
| Travaux d'installation électrique dans tous locaux | 4321A | F0 | F0 | F0 | F0 | F0 | F0 | F0 | F1 | F1 | F2 | F2 | F4 | F5 | Hors seuils | Hors seuils | Hors seuils | Hors seuils |
| Travaux d'installation électrique sur la voie publique | 4321B | F0 | F0 | F0 | F0 | F0 | F0 | F0 | F1 | F1 | F2 | F2 | F4 | F5 | Hors seuils | Hors seuils | Hors seuils | Hors seuils |
| Travaux d'installation d'eau et de gaz en tous locaux | 4322A | F0 | F0 | F0 | F0 | F0 | F0 | F0 | F1 | F1 | F2 | F2 | F4 | F5 | Hors seuils | Hors seuils | Hors seuils | Hors seuils |
| Travaux d'installation équipements thermiques et climatisation | 4322B | F0 | F0 | F0 | F0 | F0 | F0 | F0 | F1 | F1 | F2 | F2 | F4 | F5 | Hors seuils | Hors seuils | Hors seuils | Hors seuils |
| Travaux d'isolation | 4329A | F0 | F0 | F0 | F0 | F0 | F0 | F0 | F1 | F1 | F2 | F2 | F4 | F5 | Hors seuils | Hors seuils | Hors seuils | Hors seuils |
| Autres travaux d'installation n.c.a. | 4329B | F0 | F0 | F0 | F0 | F0 | F0 | F0 | F1 | F1 | F2 | F2 | F4 | F5 | Hors seuils | Hors seuils | Hors seuils | Hors seuils |
| Travaux de plâtrerie | 4331Z | F0 | F0 | F0 | F0 | F0 | F0 | F0 | F1 | F1 | F2 | F2 | F4 | F5 | Hors seuils | Hors seuils | Hors seuils | Hors seuils |
| Travaux de menuiserie bois et PVC | 4332A | F0 | F0 | F0 | F0 | F0 | F0 | F0 | F1 | F1 | F2 | F2 | F4 | F5 | Hors seuils | Hors seuils | Hors seuils | Hors seuils |
| Travaux de menuiserie métallique et serrurerie | 4332B | F0 | F0 | F0 | F0 | F0 | F0 | F0 | F1 | F1 | F2 | F2 | F4 | F5 | Hors seuils | Hors seuils | Hors seuils | Hors seuils |
| Agencement de lieux de vente | 4332C | F0 | F0 | F0 | F0 | F0 | F0 | F0 | F1 | F1 | F2 | F2 | F4 | F5 | Hors seuils | Hors seuils | Hors seuils | Hors seuils |
| Travaux de revêtement des sols et des murs | 4333Z | F0 | F0 | F0 | F0 | F0 | F0 | F0 | F1 | F1 | F2 | F2 | F4 | F5 | Hors seuils | Hors seuils | Hors seuils | Hors seuils |
| Travaux de peinture et vitrerie | 4334Z | F0 | F0 | F0 | F0 | F0 | F0 | F0 | F1 | F1 | F2 | F2 | F4 | F5 | Hors seuils | Hors seuils | Hors seuils | Hors seuils |
| Autres travaux de finition | 4339Z | F0 | F0 | F0 | F0 | F0 | F0 | F0 | F1 | F1 | F2 | F2 | F4 | F5 | Hors seuils | Hors seuils | Hors seuils | Hors seuils |
| Travaux de charpente | 4391A | F0 | F0 | F0 | F0 | F0 | F0 | F0 | F1 | F1 | F2 | F2 | F4 | F5 | Hors seuils | Hors seuils | Hors seuils | Hors seuils |
| Travaux de couverture par éléments | 4391B | F0 | F0 | F0 | F0 | F0 | F0 | F0 | F1 | F1 | F2 | F2 | F4 | F5 | Hors seuils | Hors seuils | Hors seuils | Hors seuils |
| Travaux d'étanchéification | 4399A | F0 | F0 | F0 | F0 | F0 | F0 | F0 | F1 | F1 | F2 | F2 | F4 | F5 | Hors seuils | Hors seuils | Hors seuils | Hors seuils |
| Travaux de montage de structures métalliques | 4399B | F0 | F0 | F0 | F0 | F0 | F0 | F0 | F1 | F1 | F2 | F2 | F4 | F5 | Hors seuils | Hors seuils | Hors seuils | Hors seuils |
| Travaux de maçonnerie générale et gros oeuvre de bâtiment | 4399C | F0 | F0 | F0 | F0 | F0 | F0 | F0 | F1 | F1 | F2 | F2 | F4 | F5 | Hors seuils | Hors seuils | Hors seuils | Hors seuils |
| Autres travaux spécialisés de construction | 4399D | F0 | F0 | F0 | F0 | F0 | F0 | F0 | F1 | F1 | F2 | F2 | F4 | F5 | Hors seuils | Hors seuils | Hors seuils | Hors seuils |
| Location avec opérateur de matériel de construction | 4399E | F0 | F0 | F0 | F0 | F0 | F0 | F0 | F1 | F1 | F2 | F2 | F4 | F5 | Hors seuils | Hors seuils | Hors seuils | Hors seuils |
| Commerce de voitures et de véhicules automobiles légers | 4511Z | F0 | F0 | F0 | F0 | F0 | F0 | F0 | F1 | F1 | F2 | F2 | F4 | F5 | Hors seuils | Hors seuils | Hors seuils | Hors seuils |
| Commerce d'autres véhicules automobiles | 4519Z | F0 | F0 | F0 | F0 | F0 | F0 | F0 | F1 | F1 | F2 | F2 | F4 | F5 | Hors seuils | Hors seuils | Hors seuils | Hors seuils |
| Entretien et réparation de véhicules automobiles légers | 4520A | F1 | F2 | F2 | F2 | F2 | F3 | F3 | F3 | F3 | F3 | F4 | F5 | Hors seuils | Hors seuils | Hors seuils | Hors seuils | Hors seuils |
| Entretien et réparation d'autres véhicules automobiles | 4520B | F1 | F2 | F2 | F2 | F2 | F3 | F3 | F3 | F3 | F3 | F4 | F5 | Hors seuils | Hors seuils | Hors seuils | Hors seuils | Hors seuils |
| Commerce de gros d'équipements automobiles | 4531Z | F0 | F1 | F1 | F1 | F1 | F2 | F2 | F2 | F2 | F2 | F3 | F5 | Hors seuils | Hors seuils | Hors seuils | Hors seuils | Hors seuils |
| Commerce de détail d'équipements automobiles | 4532Z | F0 | F1 | F1 | F1 | F1 | F2 | F2 | F2 | F2 | F2 | F3 | F5 | Hors seuils | Hors seuils | Hors seuils | Hors seuils | Hors seuils |
| Commerce et réparation de motocycles | 4540Z | F1 | F2 | F2 | F2 | F2 | F3 | F3 | F3 | F3 | F3 | F4 | F5 | Hors seuils | Hors seuils | Hors seuils | Hors seuils | Hors seuils |
| Interm. du comm. en m.p. agricoles & textiles, animaux vivants | 4611Z | F0 | F0 | F0 | F0 | F0 | F0 | F0 | F1 | F1 | F2 | F2 | F4 | F5 | Hors seuils | Hors seuils | Hors seuils | Hors seuils |
| Autres interm. comm. combustibles métaux minéraux prod. chimiques | 4612B | F0 | F0 | F0 | F0 | F0 | F0 | F0 | F1 | F1 | F2 | F2 | F4 | F5 | Hors seuils | Hors seuils | Hors seuils | Hors seuils |
| Intermédiaires du commerce en bois et matériaux de construction | 4613Z | F0 | F0 | F0 | F0 | F0 | F0 | F0 | F1 | F1 | F2 | F2 | F4 | F5 | Hors seuils | Hors seuils | Hors seuils | Hors seuils |
| Interm. comm. machines, équipts industriels, navires et avions | 4614Z | F0 | F0 | F0 | F0 | F0 | F0 | F0 | F1 | F1 | F2 | F2 | F4 | F5 | Hors seuils | Hors seuils | Hors seuils | Hors seuils |
| Interm. comm. en meubles, articles de ménage et quincaillerie | 4615Z | F0 | F0 | F0 | F0 | F0 | F0 | F0 | F1 | F1 | F2 | F2 | F4 | F5 | Hors seuils | Hors seuils | Hors seuils | Hors seuils |
| Interm. comm. textiles, habillt, fourrures, chaussures & art cuir | 4616Z | F0 | F0 | F0 | F0 | F0 | F0 | F0 | F1 | F1 | F2 | F2 | F4 | F5 | Hors seuils | Hors seuils | Hors seuils | Hors seuils |
| Centrales d'achat alimentaires | 4617A | F0 | F0 | F0 | F0 | F0 | F0 | F0 | F1 | F1 | F2 | F2 | F4 | F5 | Hors seuils | Hors seuils | Hors seuils | Hors seuils |
| Autres intermédiaires du commerce en denrées, boissons et tabac | 4617B | F0 | F0 | F0 | F0 | F0 | F0 | F0 | F1 | F1 | F2 | F2 | F4 | F5 | Hors seuils | Hors seuils | Hors seuils | Hors seuils |
| Interm. spécialisés commerce d'autres produits spécifiques | 4618Z | F0 | F0 | F0 | F0 | F0 | F0 | F0 | F1 | F1 | F2 | F2 | F4 | F5 | Hors seuils | Hors seuils | Hors seuils | Hors seuils |
| Centrales d'achat non alimentaires | 4619A | F0 | F0 | F0 | F0 | F0 | F0 | F0 | F1 | F1 | F2 | F2 | F4 | F5 | Hors seuils | Hors seuils | Hors seuils | Hors seuils |



Reçu au Contrôle de légalité le 04 juillet 2023
Reçu au Contrôle de légalité le 01 juillet 2024

| | | | | | | | | | | | | | | | | | | | |
|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|
| Autres intermédiaires du commerce en produits divers | 4619B | F0 | F0 | F0 | F0 | F0 | F0 | F0 | F1 | F1 | F2 | F2 | F4 | F5 | Hors seuils | Hors seuils | Hors seuils | Hors seuils |
| Comm. de gros céréales, tabac non manuf. et aliments pour bétail | 4621Z | F0 | F0 | F0 | F0 | F0 | F0 | F0 | F1 | F1 | F2 | F2 | F4 | F5 | Hors seuils | Hors seuils | Hors seuils | Hors seuils |
| Commerce de gros (commerce interentreprises) de fleurs et plantes | 4622Z | F0 | F1 | F1 | F1 | F1 | F2 | F2 | F2 | F2 | F2 | F3 | F5 | Hors seuils | Hors seuils | Hors seuils | Hors seuils | Hors seuils |
| Commerce de gros (commerce interentreprises) d'animaux vivants | 4623Z | F0 | F0 | F0 | F0 | F0 | F0 | F0 | F1 | F1 | F2 | F2 | F4 | F5 | Hors seuils | Hors seuils | Hors seuils | Hors seuils |
| Commerce de gros (commerce interentreprises) de cuirs et peaux | 4624Z | F0 | F0 | F0 | F0 | F0 | F0 | F0 | F1 | F1 | F2 | F2 | F4 | F5 | Hors seuils | Hors seuils | Hors seuils | Hors seuils |
| Commerce de gros (commerce interentreprises) de fruits et légumes | 4631Z | F0 | F1 | F1 | F1 | F1 | F2 | F2 | F2 | F2 | F2 | F3 | F5 | Hors seuils | Hors seuils | Hors seuils | Hors seuils | Hors seuils |
| Commerce de gros de viandes de boucherie | 4632A | F0 | F1 | F1 | F1 | F1 | F2 | F2 | F2 | F2 | F2 | F3 | F5 | Hors seuils | Hors seuils | Hors seuils | Hors seuils | Hors seuils |
| Commerce de gros de produits à base de viande | 4632B | F0 | F1 | F1 | F1 | F1 | F2 | F2 | F2 | F2 | F2 | F3 | F5 | Hors seuils | Hors seuils | Hors seuils | Hors seuils | Hors seuils |
| Commerce de gros de volailles et gibier | 4632C | F0 | F1 | F1 | F1 | F1 | F2 | F2 | F2 | F2 | F2 | F3 | F5 | Hors seuils | Hors seuils | Hors seuils | Hors seuils | Hors seuils |
| Com. gros produits laitiers, oeufs, huiles & mat. grasses comest. | 4633Z | F0 | F0 | F0 | F0 | F0 | F0 | F0 | F1 | F1 | F2 | F2 | F4 | F5 | Hors seuils | Hors seuils | Hors seuils | Hors seuils |
| Commerce de gros (commerce interentreprises) de boissons | 4634Z | F0 | F1 | F1 | F1 | F1 | F2 | F2 | F2 | F2 | F2 | F3 | F5 | Hors seuils | Hors seuils | Hors seuils | Hors seuils | Hors seuils |
| Commerce de gros de sucre, chocolat et confiserie | 4636Z | F0 | F1 | F1 | F1 | F1 | F2 | F2 | F2 | F2 | F2 | F3 | F5 | Hors seuils | Hors seuils | Hors seuils | Hors seuils | Hors seuils |
| Commerce de gros de café, thé, cacao et épices | 4637Z | F0 | F1 | F1 | F1 | F1 | F2 | F2 | F2 | F2 | F2 | F3 | F5 | Hors seuils | Hors seuils | Hors seuils | Hors seuils | Hors seuils |
| Commerce de gros de poissons, crustacés et mollusques | 4638A | F0 | F1 | F1 | F1 | F1 | F2 | F2 | F2 | F2 | F2 | F3 | F5 | Hors seuils | Hors seuils | Hors seuils | Hors seuils | Hors seuils |
| Commerce de gros alimentaire spécialisé divers | 4638B | F0 | F1 | F1 | F1 | F1 | F2 | F2 | F2 | F2 | F2 | F3 | F5 | Hors seuils | Hors seuils | Hors seuils | Hors seuils | Hors seuils |
| **INTITULES CODES D'ACTIVITES** | **APET 700** | **1** | **2** | **3** | **4** | **5** | **6** | **7** | **8** | **9** | **10** | **20** | **50** | **100** | **500** | **1000** | **5000** | **10000** |



Reçu au Contrôle de légalité le 04 juillet 2023
Reçu au Contrôle de légalité le 01 juillet 2024

| | | | | | | | | | | | | | | | | | | | |
|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|
| Commerce de gros (commerce interentreprises) de produits surgelés | 4639A | F0 | F0 | F0 | F0 | F0 | F0 | F0 | F1 | F1 | F2 | F2 | F4 | F5 | Hors seuils | Hors seuils | Hors seuils | Hors seuils |
| Commerce de gros alimentaire non spécialisé | 4639B | F0 | F0 | F0 | F0 | F0 | F0 | F0 | F1 | F1 | F2 | F2 | F4 | F5 | Hors seuils | Hors seuils | Hors seuils | Hors seuils |
| Commerce de gros (commerce interentreprises) de textiles | 4641Z | F0 | F0 | F0 | F0 | F0 | F0 | F0 | F1 | F1 | F2 | F2 | F4 | F5 | Hors seuils | Hors seuils | Hors seuils | Hors seuils |
| Commerce de gros d'habillement et de chaussures | 4642Z | F0 | F0 | F0 | F0 | F0 | F0 | F0 | F1 | F1 | F2 | F2 | F4 | F5 | Hors seuils | Hors seuils | Hors seuils | Hors seuils |
| Commerce de gros d'appareils électroménagers | 4643Z | F0 | F1 | F1 | F1 | F1 | F2 | F2 | F2 | F2 | F2 | F3 | F5 | Hors seuils | Hors seuils | Hors seuils | Hors seuils | Hors seuils |
| Commerce de gros de vaisselle, verrerie et produits d'entretien | 4644Z | F0 | F1 | F1 | F1 | F1 | F2 | F2 | F2 | F2 | F2 | F3 | F5 | Hors seuils | Hors seuils | Hors seuils | Hors seuils | Hors seuils |
| Commerce de gros de parfumerie et de produits de beauté | 4645Z | F0 | F0 | F0 | F0 | F0 | F0 | F0 | F1 | F1 | F2 | F2 | F4 | F5 | Hors seuils | Hors seuils | Hors seuils | Hors seuils |
| Commerce de gros de produits pharmaceutiques | 4646Z | F0 | F0 | F0 | F0 | F0 | F0 | F0 | F1 | F1 | F2 | F2 | F4 | F5 | Hors seuils | Hors seuils | Hors seuils | Hors seuils |
| Commerce de gros de meubles, de tapis et d'appareils d'éclairage | 4647Z | F0 | F1 | F1 | F1 | F1 | F2 | F2 | F2 | F2 | F2 | F3 | F5 | Hors seuils | Hors seuils | Hors seuils | Hors seuils | Hors seuils |
| Commerce de gros d'articles d'horlogerie et de bijouterie | 4648Z | F0 | F0 | F0 | F0 | F0 | F0 | F0 | F1 | F1 | F2 | F2 | F4 | F5 | Hors seuils | Hors seuils | Hors seuils | Hors seuils |
| Commerce de gros d'autres biens domestiques | 4649Z | F0 | F1 | F1 | F1 | F1 | F2 | F2 | F2 | F2 | F2 | F3 | F5 | Hors seuils | Hors seuils | Hors seuils | Hors seuils | Hors seuils |
| Comm. de gros d'ordinat., d'équpts informatiq. périph. & logiciels | 4651Z | F0 | F0 | F0 | F0 | F0 | F0 | F0 | F1 | F1 | F2 | F2 | F4 | F5 | Hors seuils | Hors seuils | Hors seuils | Hors seuils |
| Comm. de gros d'équpts et composants électroniques et de télécomm. | 4652Z | F0 | F1 | F1 | F1 | F1 | F2 | F2 | F2 | F2 | F2 | F3 | F5 | Hors seuils | Hors seuils | Hors seuils | Hors seuils | Hors seuils |
| Commerce de gros (commerce interentreprises) de matériel agricole | 4661Z | F0 | F1 | F1 | F1 | F1 | F2 | F2 | F2 | F2 | F2 | F3 | F5 | Hors seuils | Hors seuils | Hors seuils | Hors seuils | Hors seuils |
| Commerce de gros (commerce interentreprises) de machines-outils | 4662Z | F0 | F1 | F1 | F1 | F1 | F2 | F2 | F2 | F2 | F2 | F3 | F5 | Hors seuils | Hors seuils | Hors seuils | Hors seuils | Hors seuils |
| Comm de gros de machines pour l'extrac, la constr, le génie civil | 4663Z | F0 | F1 | F1 | F1 | F1 | F2 | F2 | F2 | F2 | F2 | F3 | F5 | Hors seuils | Hors seuils | Hors seuils | Hors seuils | Hors seuils |
| Comm. gros (interentr.) machines pour industrie textile & habill. | 4664Z | F0 | F1 | F1 | F1 | F1 | F2 | F2 | F2 | F2 | F2 | F3 | F5 | Hors seuils | Hors seuils | Hors seuils | Hors seuils | Hors seuils |
| Commerce de gros de mobilier de bureau | 4665Z | F0 | F1 | F1 | F1 | F1 | F2 | F2 | F2 | F2 | F2 | F3 | F5 | Hors seuils | Hors seuils | Hors seuils | Hors seuils | Hors seuils |
| Commerce de gros d'autres machines et équipements de bureau | 4666Z | F0 | F1 | F1 | F1 | F1 | F2 | F2 | F2 | F2 | F2 | F3 | F5 | Hors seuils | Hors seuils | Hors seuils | Hors seuils | Hors seuils |
| Commerce de gros de matériel électrique | 4669A | F0 | F1 | F1 | F1 | F1 | F2 | F2 | F2 | F2 | F2 | F3 | F5 | Hors seuils | Hors seuils | Hors seuils | Hors seuils | Hors seuils |
| Commerce de gros de fournitures et équipements industriels divers | 4669B | F0 | F1 | F1 | F1 | F1 | F2 | F2 | F2 | F2 | F2 | F3 | F5 | Hors seuils | Hors seuils | Hors seuils | Hors seuils | Hors seuils |
| Comm. gros de fournitures & équipts divers pour commerces & sces | 4669C | F0 | F1 | F1 | F1 | F1 | F2 | F2 | F2 | F2 | F2 | F3 | F5 | Hors seuils | Hors seuils | Hors seuils | Hors seuils | Hors seuils |
| Commerce de gros de combustibles et de produits annexes | 4671Z | F0 | F0 | F0 | F0 | F0 | F0 | F0 | F1 | F1 | F2 | F2 | F4 | F5 | Hors seuils | Hors seuils | Hors seuils | Hors seuils |
| Commerce de gros de minerais et métaux | 4672Z | F0 | F0 | F0 | F0 | F0 | F0 | F0 | F1 | F1 | F2 | F2 | F4 | F5 | Hors seuils | Hors seuils | Hors seuils | Hors seuils |
| Commerce de gros de bois et de matériaux de construction | 4673A | F0 | F1 | F1 | F1 | F1 | F2 | F2 | F2 | F2 | F2 | F3 | F5 | Hors seuils | Hors seuils | Hors seuils | Hors seuils | Hors seuils |
| Commerce de gros d'appareils sanitaires et produits de décoration | 4673B | F0 | F1 | F1 | F1 | F1 | F2 | F2 | F2 | F2 | F2 | F3 | F5 | Hors seuils | Hors seuils | Hors seuils | Hors seuils | Hors seuils |
| Commerce de gros (commerce interentreprises) de quincaillerie | 4674A | F0 | F0 | F0 | F0 | F0 | F0 | F0 | F1 | F1 | F2 | F2 | F4 | F5 | Hors seuils | Hors seuils | Hors seuils | Hors seuils |
| Commerce de gros de fournitures pour la plomberie et le chauffage | 4674B | F0 | F1 | F1 | F1 | F1 | F2 | F2 | F2 | F2 | F2 | F3 | F5 | Hors seuils | Hors seuils | Hors seuils | Hors seuils | Hors seuils |
| Commerce de gros de produits chimiques | 4675Z | F0 | F1 | F1 | F1 | F1 | F2 | F2 | F2 | F2 | F2 | F3 | F5 | Hors seuils | Hors seuils | Hors seuils | Hors seuils | Hors seuils |
| Commerce de gros d'autres produits intermédiaires | 4676Z | F0 | F1 | F1 | F1 | F1 | F2 | F2 | F2 | F2 | F2 | F3 | F5 | Hors seuils | Hors seuils | Hors seuils | Hors seuils | Hors seuils |
| Commerce de gros (commerce interentreprises) de déchets et débris | 4677Z | F0 | F1 | F1 | F1 | F1 | F2 | F2 | F2 | F2 | F2 | F3 | F5 | Hors seuils | Hors seuils | Hors seuils | Hors seuils | Hors seuils |
| Commerce de gros (commerce interentreprises) non spécialisé | 4690Z | F0 | F1 | F1 | F1 | F1 | F2 | F2 | F2 | F2 | F2 | F3 | F5 | Hors seuils | Hors seuils | Hors seuils | Hors seuils | Hors seuils |
| Commerce de détail de produits surgelés | 4711A | F2 | F2 | F2 | F3 | F3 | F3 | F4 | F4 | F4 | F4 | Hors seuils | Hors seuils | Hors seuils | Hors seuils | Hors seuils | Hors seuils | Hors seuils |
| Commerce d'alimentation générale | 4711B | F2 | F2 | F2 | F3 | F3 | F3 | F4 | F4 | F4 | F4 | Hors seuils | Hors seuils | Hors seuils | Hors seuils | Hors seuils | Hors seuils | Hors seuils |
| Supérettes | 4711C | F2 | F2 | F2 | F3 | F3 | F3 | F4 | F4 | F4 | F4 | Hors seuils | Hors seuils | Hors seuils | Hors seuils | Hors seuils | Hors seuils | Hors seuils |
| Supermarchés | 4711D | F2 | F3 | F3 | F4 | F4 | F4 | F5 | F5 | F5 | Hors seuils | Hors seuils | Hors seuils | Hors seuils | Hors seuils | Hors seuils | Hors seuils | Hors seuils |
| Magasins multi-commerces | 4711E | F2 | F3 | F3 | F4 | F4 | F4 | F5 | F5 | F5 | Hors seuils | Hors seuils | Hors seuils | Hors seuils | Hors seuils | Hors seuils | Hors seuils | Hors seuils |
| Autres commerces de détail en magasin non spécialisé | 4719B | F0 | F1 | F1 | F1 | F1 | F2 | F2 | F2 | F2 | F2 | F3 | F5 | Hors seuils | Hors seuils | Hors seuils | Hors seuils | Hors seuils |
| Commerce de détail de fruits et légumes en magasin spécialisé | 4721Z | F2 | F2 | F2 | F3 | F3 | F3 | F4 | F4 | F4 | F4 | Hors seuils | Hors seuils | Hors seuils | Hors seuils | Hors seuils | Hors seuils | Hors seuils |
| Comm. détail viandes & produits à base de viande (magas. spéc.) | 4722Z | F1 | F1 | F2 | F2 | F2 | F2 | F2 | F2 | F2 | F3 | F4 | Hors seuils | Hors seuils | Hors seuils | Hors seuils | Hors seuils | Hors seuils |
| Comm. détail poissons crustacés & mollusques (magasin spécialisé) | 4723Z | F1 | F1 | F1 | F2 | F2 | F2 | F2 | F2 | F3 | F3 | F4 | Hors seuils | Hors seuils | Hors seuils | Hors seuils | Hors seuils | Hors seuils |
| Comm. détail pain pâtisserie & confiserie (magasin spécialisé) | 4724Z | F1 | F1 | F2 | F2 | F2 | F2 | F2 | F2 | F2 | F3 | F4 | Hors seuils | Hors seuils | Hors seuils | Hors seuils | Hors seuils | Hors seuils |
| Commerce de détail de boissons en magasin spécialisé | 4725Z | F0 | F1 | F1 | F1 | F1 | F2 | F2 | F2 | F2 | F2 | F3 | F5 | Hors seuils | Hors seuils | Hors seuils | Hors seuils | Hors seuils |
| Comm. détail de produits à base de tabac en magasin spécialisé | 4726Z | F0 | F0 | F1 | F1 | F1 | F2 | F2 | F2 | F2 | F3 | F3 | F4 | Hors seuils | Hors seuils | Hors seuils | Hors seuils | Hors seuils |
| Autres commerces de détail alimentaires en magasin spécialisé | 4729Z | F1 | F1 | F2 | F2 | F2 | F2 | F2 | F2 | F2 | F3 | F4 | Hors seuils | Hors seuils | Hors seuils | Hors seuils | Hors seuils | Hors seuils |
| Commerce de détail de carburants en magasin spécialisé | 4730Z | F0 | F1 | F1 | F1 | F1 | F2 | F2 | F2 | F2 | F2 | F3 | F5 | Hors seuils | Hors seuils | Hors seuils | Hors seuils | Hors seuils |
| Comm. détail ordinateurs unités périph. & logiciels (magas. spéc) | 4741Z | F0 | F1 | F1 | F1 | F1 | F2 | F2 | F2 | F2 | F2 | F3 | F5 | Hors seuils | Hors seuils | Hors seuils | Hors seuils | Hors seuils |
| Comm. détail matériels télécommunication (magasin spécialisé) | 4742Z | F0 | F1 | F1 | F1 | F1 | F2 | F2 | F2 | F2 | F2 | F3 | F5 | Hors seuils | Hors seuils | Hors seuils | Hors seuils | Hors seuils |
| Commerce de détail de matériels audio/vidéo en magasin spécialisé | 4743Z | F0 | F1 | F1 | F1 | F1 | F2 | F2 | F2 | F2 | F2 | F3 | F5 | Hors seuils | Hors seuils | Hors seuils | Hors seuils | Hors seuils |



Reçu au Contrôle de légalité le 04 juillet 2023
Reçu au Contrôle de légalité le 01 juillet 2024

| | | | | | | | | | | | | | | | | | | |
|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|
| Commerce de détail de textiles en magasin spécialisé | 4751Z | F1 | F1 | F1 | F1 | F2 | F2 | F2 | F2 | F2 | F3 | F4 | F5 | Hors seuils | Hors seuils | Hors seuils | Hors seuils | Hors seuils |
| Comm. détail de quincaillerie, peintures et verres (mag.< 400 m2) | 4752A | F1 | F1 | F1 | F1 | F1 | F2 | F2 | F2 | F2 | F2 | F3 | F5 | Hors seuils | Hors seuils | Hors seuils | Hors seuils | Hors seuils |
| Comm. détail de quincaillerie, peintures et verres (mag.> 400 m2) | 4752B | F1 | F1 | F2 | F2 | F2 | F2 | F2 | F2 | F3 | F3 | F4 | Hors seuils | Hors seuils | Hors seuils | Hors seuils | Hors seuils | Hors seuils |
| Comm. détail tapis, moquettes & revêts murs & sols (magas. spéc.) | 4753Z | F0 | F0 | F1 | F1 | F1 | F1 | F1 | F1 | F1 | F2 | F3 | F5 | Hors seuils | Hors seuils | Hors seuils | Hors seuils | Hors seuils |
| Commerce de détail appareils électroménagers (magasin spécialisé) | 4754Z | F0 | F0 | F1 | F1 | F1 | F1 | F1 | F1 | F1 | F2 | F3 | F5 | Hors seuils | Hors seuils | Hors seuils | Hors seuils | Hors seuils |
| Commerce de détail de meubles | 4759A | F0 | F0 | F1 | F1 | F1 | F1 | F1 | F1 | F1 | F2 | F3 | F5 | Hors seuils | Hors seuils | Hors seuils | Hors seuils | Hors seuils |
| Commerce de détail d'autres équipements du foyer | 4759B | F0 | F0 | F1 | F1 | F1 | F1 | F1 | F1 | F1 | F2 | F3 | F5 | Hors seuils | Hors seuils | Hors seuils | Hors seuils | Hors seuils |
| Commerce de détail de livres en magasin spécialisé | 4761Z | F0 | F0 | F0 | F0 | F0 | F0 | F0 | F1 | F1 | F2 | F2 | F4 | F5 | Hors seuils | Hors seuils | Hors seuils | Hors seuils |
| Comm. détail enreg. musicaux & vidéo (magasin spécialisé) | 4763Z | F0 | F0 | F1 | F1 | F1 | F1 | F1 | F1 | F1 | F2 | F3 | F5 | Hors seuils | Hors seuils | Hors seuils | Hors seuils | Hors seuils |
| Commerce de détail d'articles de sport en magasin spécialisé | 4764Z | F0 | F0 | F1 | F1 | F1 | F1 | F1 | F1 | F1 | F2 | F3 | F5 | Hors seuils | Hors seuils | Hors seuils | Hors seuils | Hors seuils |

| INTITULES CODES ACTIVITES | |
|---|---|
| APET700 | 1 |
| 2 | 3 |
| 4 | 5 |
| 6 | 7 |
| 8 | 9 |
| 10 | 20 |
| 50 | 100 |
| 500 | 1000 |
| 5000 | 10000 |



Reçu au Contrôle de légalité le 04 juillet 2023
Reçu au Contrôle de légalité le 01 juillet 2024

| | | | | | | | | | | | | | | | | | | | |
|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|
| Commerce de détail de jeux et jouets en magasin spécialisé | 4765Z | F0 | F0 | F1 | F1 | F1 | F1 | F1 | F1 | F1 | F2 | F3 | F5 | Hors seuils | Hors seuils | Hors seuils | Hors seuils | Hors seuils |
| Commerce de détail d'habillement en magasin spécialisé | 4771Z | F1 | F1 | F1 | F1 | F2 | F2 | F2 | F2 | F2 | F3 | F4 | F5 | Hors seuils | Hors seuils | Hors seuils | Hors seuils | Hors seuils |
| Commerce de détail de la chaussure | 4772A | F1 | F1 | F1 | F1 | F2 | F2 | F2 | F2 | F2 | F3 | F4 | F5 | Hors seuils | Hors seuils | Hors seuils | Hors seuils | Hors seuils |
| Commerce de détail de maroquinerie et d'articles de voyage | 4772B | F0 | F0 | F1 | F1 | F1 | F1 | F1 | F1 | F1 | F2 | F3 | F5 | Hors seuils | Hors seuils | Hors seuils | Hors seuils | Hors seuils |
| Commerce de détail produits pharmaceutiques (magasin spécialisé) | 4773Z | F1 | F1 | F1 | F1 | F2 | F3 | F3 | F3 | F3 | F3 | F4 | Hors seuils | Hors seuils | Hors seuils | Hors seuils | Hors seuils | Hors seuils |
| Comm. détail d'articles médicaux & orthopédiques en magasin spéc. | 4774Z | F0 | F0 | F0 | F0 | F1 | F1 | F1 | F1 | F1 | F2 | F3 | F5 | Hors seuils | Hors seuils | Hors seuils | Hors seuils | Hors seuils |
| Comm. détail de parfumerie & produits de beauté en magasin spéc. | 4775Z | F0 | F0 | F1 | F1 | F2 | F2 | F2 | F2 | F2 | F2 | F3 | F5 | Hors seuils | Hors seuils | Hors seuils | Hors seuils | Hors seuils |
| Comm. dét. fleurs, plantes, etc, animaux de cie et leurs aliments | 4776Z | F1 | F1 | F1 | F1 | F1 | F2 | F2 | F2 | F2 | F2 | F3 | F5 | Hors seuils | Hors seuils | Hors seuils | Hors seuils | Hors seuils |
| Commerces de détail d'optique | 4778A | F0 | F0 | F0 | F0 | F1 | F1 | F1 | F1 | F1 | F2 | F3 | F5 | Hors seuils | Hors seuils | Hors seuils | Hors seuils | Hors seuils |
| Commerces de détail de charbons et combustibles | 4778B | F0 | F0 | F1 | F1 | F1 | F1 | F1 | F1 | F1 | F2 | F3 | F5 | Hors seuils | Hors seuils | Hors seuils | Hors seuils | Hors seuils |
| Autres commerces de détail spécialisés divers | 4778C | F0 | F0 | F1 | F1 | F1 | F1 | F1 | F1 | F1 | F2 | F3 | F5 | Hors seuils | Hors seuils | Hors seuils | Hors seuils | Hors seuils |
| Commerce de détail de biens d'occasion en magasin | 4779Z | F0 | F0 | F1 | F1 | F1 | F2 | F2 | F2 | F2 | F2 | F4 | Hors seuils | Hors seuils | Hors seuils | Hors seuils | Hors seuils | Hors seuils |
| Transport ferroviaire interurbain de voyageurs | 4910Z | F0 | F0 | F0 | F0 | F0 | F0 | F0 | F1 | F1 | F2 | F2 | F4 | F5 | Hors seuils | Hors seuils | Hors seuils | Hors seuils |
| Transports ferroviaires de fret | 4920Z | F0 | F0 | F0 | F0 | F0 | F0 | F0 | F1 | F1 | F2 | F2 | F4 | F5 | Hors seuils | Hors seuils | Hors seuils | Hors seuils |
| Transports urbains et suburbains de voyageurs | 4931Z | F0 | F0 | F1 | F1 | F1 | F2 | F2 | F2 | F2 | F2 | F3 | F5 | Hors seuils | Hors seuils | Hors seuils | Hors seuils | Hors seuils |
| Transports routiers réguliers de voyageurs | 4939A | F0 | F0 | F0 | F0 | F0 | F0 | F0 | F1 | F1 | F2 | F2 | F4 | F5 | Hors seuils | Hors seuils | Hors seuils | Hors seuils |
| Autres transports routiers de voyageurs | 4939B | F0 | F0 | F0 | F0 | F0 | F0 | F0 | F1 | F1 | F2 | F2 | F4 | F5 | Hors seuils | Hors seuils | Hors seuils | Hors seuils |
| Transports routiers de fret interurbains | 4941A | F0 | F0 | F0 | F0 | F0 | F0 | F0 | F1 | F1 | F2 | F2 | F4 | F5 | Hors seuils | Hors seuils | Hors seuils | Hors seuils |
| Transports routiers de fret de proximité | 4941B | F0 | F0 | F0 | F0 | F0 | F0 | F0 | F1 | F1 | F2 | F2 | F4 | F5 | Hors seuils | Hors seuils | Hors seuils | Hors seuils |
| Location de camions avec chauffeur | 4941C | F0 | F0 | F0 | F0 | F0 | F0 | F0 | F1 | F1 | F2 | F2 | F4 | F5 | Hors seuils | Hors seuils | Hors seuils | Hors seuils |
| Services de déménagement | 4942Z | F0 | F0 | F0 | F0 | F0 | F1 | F1 | F1 | F1 | F2 | F3 | F5 | Hors seuils | Hors seuils | Hors seuils | Hors seuils | Hors seuils |
| Transports par conduites | 4950Z | F0 | F0 | F0 | F0 | F0 | F0 | F0 | F1 | F1 | F2 | F2 | F4 | F5 | Hors seuils | Hors seuils | Hors seuils | Hors seuils |
| Transports maritimes et côtiers de passagers | 5010Z | F0 | F0 | F0 | F0 | F0 | F0 | F0 | F1 | F1 | F2 | F2 | F4 | F5 | Hors seuils | Hors seuils | Hors seuils | Hors seuils |
| Transports maritimes et côtiers de fret | 5020Z | F0 | F0 | F0 | F0 | F0 | F0 | F0 | F1 | F1 | F2 | F2 | F4 | F5 | Hors seuils | Hors seuils | Hors seuils | Hors seuils |
| Transports fluviaux de passagers | 5030Z | F0 | F0 | F0 | F0 | F0 | F0 | F0 | F1 | F1 | F2 | F2 | F4 | F5 | Hors seuils | Hors seuils | Hors seuils | Hors seuils |
| Transports fluviaux de fret | 5040Z | F0 | F0 | F0 | F0 | F0 | F0 | F0 | F1 | F1 | F2 | F2 | F4 | F5 | Hors seuils | Hors seuils | Hors seuils | Hors seuils |
| Transports aériens de passagers | 5110Z | F0 | F0 | F0 | F0 | F0 | F0 | F0 | F1 | F1 | F2 | F2 | F4 | F5 | Hors seuils | Hors seuils | Hors seuils | Hors seuils |
| Transports aériens de fret | 5121Z | F0 | F0 | F0 | F0 | F0 | F0 | F0 | F1 | F1 | F2 | F2 | F4 | F5 | Hors seuils | Hors seuils | Hors seuils | Hors seuils |
| Entreposage et stockage frigorifique | 5210A | F0 | F0 | F0 | F0 | F0 | F1 | F1 | F1 | F1 | F2 | F3 | F5 | Hors seuils | Hors seuils | Hors seuils | Hors seuils | Hors seuils |
| Entreposage et stockage non frigorifique | 5210B | F0 | F0 | F0 | F0 | F0 | F1 | F1 | F1 | F1 | F2 | F3 | F5 | Hors seuils | Hors seuils | Hors seuils | Hors seuils | Hors seuils |
| Services auxiliaires des transports terrestres | 5221Z | F0 | F0 | F0 | F0 | F0 | F0 | F0 | F1 | F1 | F2 | F2 | F4 | F5 | Hors seuils | Hors seuils | Hors seuils | Hors seuils |
| Services auxiliaires des transports par eau | 5222Z | F0 | F0 | F0 | F0 | F0 | F0 | F0 | F1 | F1 | F2 | F2 | F4 | F5 | Hors seuils | Hors seuils | Hors seuils | Hors seuils |
| Services auxiliaires des transports aériens | 5223Z | F0 | F0 | F0 | F0 | F0 | F0 | F0 | F1 | F1 | F2 | F2 | F4 | F5 | Hors seuils | Hors seuils | Hors seuils | Hors seuils |
| Manutention portuaire | 5224A | F0 | F0 | F0 | F0 | F0 | F0 | F0 | F1 | F1 | F2 | F2 | F4 | F5 | Hors seuils | Hors seuils | Hors seuils | Hors seuils |
| Manutention non portuaire | 5224B | F0 | F0 | F0 | F0 | F0 | F0 | F0 | F1 | F1 | F2 | F2 | F4 | F5 | Hors seuils | Hors seuils | Hors seuils | Hors seuils |
| Messagerie, fret express | 5229A | F0 | F0 | F0 | F0 | F0 | F0 | F0 | F1 | F1 | F2 | F2 | F4 | F5 | Hors seuils | Hors seuils | Hors seuils | Hors seuils |
| Affrètement et organisation des transports | 5229B | F0 | F0 | F0 | F0 | F0 | F0 | F0 | F1 | F1 | F2 | F2 | F4 | F5 | Hors seuils | Hors seuils | Hors seuils | Hors seuils |
| Activ. poste dans le cadre d'une obligation de service universel | 5310Z | F0 | F0 | F0 | F0 | F0 | F0 | F0 | F1 | F1 | F2 | F2 | F4 | F5 | Hors seuils | Hors seuils | Hors seuils | Hors seuils |
| Autres activités de poste et de courrier | 5320Z | F0 | F0 | F0 | F0 | F0 | F0 | F0 | F1 | F1 | F2 | F2 | F4 | F5 | Hors seuils | Hors seuils | Hors seuils | Hors seuils |
| Hôtels et hébergement similaire | 5510Z | F1 | F1 | F1 | F2 | F2 | F2 | F2 | F2 | F2 | F3 | F4 | F5 | Hors seuils | Hors seuils | Hors seuils | Hors seuils | Hors seuils |
| Hébergement touristique et autre hébergement de courte durée | 5520Z | F0 | F0 | F1 | F1 | F1 | F1 | F1 | F1 | F1 | F2 | F3 | F4 | F5 | Hors seuils | Hors seuils | Hors seuils | Hors seuils |
| Terrains de camping et parcs pour caravanes, véhicules de loisirs | 5530Z | F0 | F0 | F1 | F1 | F1 | F1 | F1 | F1 | F1 | F2 | F3 | Hors seuils | Hors seuils | Hors seuils | Hors seuils | Hors seuils | Hors seuils |



Reçu au Contrôle de légalité le 04 juillet 2023
Reçu au Contrôle de légalité le 01 juillet 2024

| | | | | | | | | | | | | | | | | | | | |
|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|
| Restauration traditionnelle | 5610A | F1 | F2 | F2 | F2 | F3 | F3 | F3 | F3 | F3 | F4 | F5 | Hors seuils | Hors seuils | Hors seuils | Hors seuils | Hors seuils | Hors seuils | Hors seuils |
| Cafétérias et autres libres-services | 5610B | F2 | F2 | F2 | F3 | F3 | F3 | F4 | F4 | F4 | F4 | Hors seuils | Hors seuils | Hors seuils | Hors seuils | Hors seuils | Hors seuils | Hors seuils | Hors seuils |
| Restauration de type rapide | 5610C | F1 | F1 | F1 | F1 | F2 | F2 | F2 | F2 | F2 | F3 | F4 | F5 | Hors seuils | Hors seuils | Hors seuils | Hors seuils | Hors seuils | Hors seuils |
| Services des traiteurs | 5621Z | F1 | F2 | F2 | F2 | F3 | F3 | F3 | F3 | F3 | F4 | F5 | Hors seuils | Hors seuils | Hors seuils | Hors seuils | Hors seuils | Hors seuils | Hors seuils |
| Restauration collective sous contrat | 5629A | F0 | F1 | F2 | F2 | F3 | F3 | F3 | F3 | F4 | F4 | F5 | Hors seuils | Hors seuils | Hors seuils | Hors seuils | Hors seuils | Hors seuils | Hors seuils |
| Autres services de restauration n.c.a. | 5629B | F0 | F2 | F2 | F3 | F3 | F3 | F4 | F4 | F4 | F4 | Hors seuils | Hors seuils | Hors seuils | Hors seuils | Hors seuils | Hors seuils | Hors seuils | Hors seuils |
| Débits de boissons | 5630Z | F1 | F1 | F2 | F2 | F2 | F2 | F3 | F3 | F3 | F4 | F5 | Hors seuils | Hors seuils | Hors seuils | Hors seuils | Hors seuils | Hors seuils | Hors seuils |
| Édition de livres | 5811Z | F0 | F0 | F0 | F0 | F0 | F0 | F0 | F0 | F1 | F1 | F2 | F2 | F4 | F5 | Hors seuils | Hors seuils | Hors seuils | Hors seuils |
| Édition de répertoires et de fichiers d'adresses | 5812Z | F0 | F0 | F0 | F0 | F0 | F0 | F0 | F0 | F1 | F1 | F2 | F2 | F4 | F5 | Hors seuils | Hors seuils | Hors seuils | Hors seuils |
| Édition de journaux | 5813Z | F0 | F0 | F0 | F0 | F0 | F0 | F0 | F0 | F1 | F1 | F2 | F2 | F4 | F5 | Hors seuils | Hors seuils | Hors seuils | Hors seuils |
| Édition de revues et périodiques | 5814Z | F0 | F1 | F2 | F2 | F2 | F3 | F3 | F3 | F3 | F4 | F5 | Hors seuils | Hors seuils | Hors seuils | Hors seuils | Hors seuils | Hors seuils | Hors seuils |
| Autres activités d'édition | 5819Z | F0 | F0 | F0 | F0 | F0 | F0 | F0 | F1 | F1 | F2 | F2 | F4 | F5 | Hors seuils | Hors seuils | Hors seuils | Hors seuils | Hors seuils |
| Édition de jeux électroniques | 5821Z | F0 | F0 | F0 | F0 | F0 | F0 | F0 | F1 | F1 | F2 | F2 | F4 | F5 | Hors seuils | Hors seuils | Hors seuils | Hors seuils | Hors seuils |
| Édition de logiciels système et de réseau | 5829A | F0 | F0 | F0 | F0 | F0 | F0 | F0 | F1 | F1 | F2 | F2 | F4 | F5 | Hors seuils | Hors seuils | Hors seuils | Hors seuils | Hors seuils |
| Edition de logiciels outils de développement et de langages | 5829B | F0 | F0 | F0 | F0 | F0 | F0 | F0 | F1 | F1 | F2 | F2 | F4 | F5 | Hors seuils | Hors seuils | Hors seuils | Hors seuils | Hors seuils |
| Edition de logiciels applicatifs | 5829C | F0 | F0 | F0 | F0 | F0 | F0 | F0 | F1 | F1 | F2 | F2 | F4 | F5 | Hors seuils | Hors seuils | Hors seuils | Hors seuils | Hors seuils |
| Production de films et de programmes pour la télévision | 5911A | F0 | F0 | F0 | F0 | F0 | F0 | F0 | F1 | F1 | F2 | F2 | F4 | F5 | Hors seuils | Hors seuils | Hors seuils | Hors seuils | Hors seuils |
| **INTITULES CODES D'ACTIVITES** | **APET 700** | **1** | **2** | **3** | **4** | **5** | **6** | **7** | **8** | **9** | **10** | **20** | **50** | **100** | **500** | **1000** | **5000** | **10000** | |



Reçu au Contrôle de légalité le 04 juillet 2023
Reçu au Contrôle de légalité le 01 juillet 2024

| | | | | | | | | | | | | | | | | | | | |
|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|
| Production de films institutionnels et publicitaires | 5911B | F0 | F0 | F0 | F0 | F0 | F0 | F0 | F1 | F1 | F2 | F2 | F4 | F5 | Hors seuils | Hors seuils | Hors seuils | Hors seuils |
| Production de films pour le cinéma | 5911C | F0 | F0 | F0 | F0 | F0 | F0 | F0 | F1 | F1 | F2 | F2 | F4 | F5 | Hors seuils | Hors seuils | Hors seuils | Hors seuils |
| Post-production films cinématograph. vidéo & prog. de télévision | 5912Z | F0 | F0 | F0 | F0 | F0 | F0 | F0 | F1 | F1 | F2 | F2 | F4 | F5 | Hors seuils | Hors seuils | Hors seuils | Hors seuils |
| Distribution de films cinématographiques | 5913A | F0 | F0 | F0 | F0 | F0 | F0 | F0 | F1 | F1 | F2 | F2 | F4 | F5 | Hors seuils | Hors seuils | Hors seuils | Hors seuils |
| Edition et distribution vidéo | 5913B | F0 | F0 | F0 | F0 | F0 | F0 | F0 | F1 | F1 | F2 | F2 | F4 | F5 | Hors seuils | Hors seuils | Hors seuils | Hors seuils |
| Projection de films cinématographiques | 5914Z | F0 | F0 | F0 | F0 | F0 | F0 | F0 | F1 | F1 | F2 | F2 | F4 | F5 | Hors seuils | Hors seuils | Hors seuils | Hors seuils |
| Enregistrement sonore et édition musicale | 5920Z | F0 | F0 | F0 | F0 | F0 | F0 | F0 | F1 | F1 | F2 | F2 | F4 | F5 | Hors seuils | Hors seuils | Hors seuils | Hors seuils |
| Édition et diffusion de programmes radio | 6010Z | F0 | F0 | F0 | F1 | F1 | F1 | F1 | F1 | F1 | F2 | F3 | F5 | Hors seuils | Hors seuils | Hors seuils | Hors seuils | Hors seuils |
| Edition de chaînes généralistes | 6020A | F0 | F0 | F0 | F1 | F1 | F1 | F1 | F1 | F1 | F2 | F3 | F5 | Hors seuils | Hors seuils | Hors seuils | Hors seuils | Hors seuils |
| Edition de chaînes thématiques | 6020B | F0 | F0 | F0 | F1 | F1 | F1 | F1 | F1 | F1 | F2 | F3 | F5 | Hors seuils | Hors seuils | Hors seuils | Hors seuils | Hors seuils |
| Télécommunications filaires | 6110Z | F0 | F0 | F0 | F0 | F0 | F0 | F0 | F1 | F1 | F2 | F2 | F4 | F5 | Hors seuils | Hors seuils | Hors seuils | Hors seuils |
| Télécommunications sans fil | 6120Z | F0 | F0 | F0 | F0 | F0 | F0 | F0 | F1 | F1 | F2 | F2 | F4 | F5 | Hors seuils | Hors seuils | Hors seuils | Hors seuils |
| Télécommunications par satellite | 6130Z | F0 | F0 | F0 | F0 | F0 | F0 | F0 | F1 | F1 | F2 | F2 | F4 | F5 | Hors seuils | Hors seuils | Hors seuils | Hors seuils |
| Autres activités de télécommunication | 6190Z | F0 | F0 | F0 | F0 | F0 | F0 | F0 | F1 | F1 | F2 | F2 | F4 | F5 | Hors seuils | Hors seuils | Hors seuils | Hors seuils |
| Traitement de données, hébergement et activités connexes | 6311Z | F0 | F0 | F0 | F0 | F0 | F0 | F0 | F1 | F1 | F2 | F2 | F4 | F5 | Hors seuils | Hors seuils | Hors seuils | Hors seuils |
| Portails Internet | 6312Z | F0 | F0 | F0 | F0 | F0 | F0 | F0 | F1 | F1 | F2 | F2 | F4 | F5 | Hors seuils | Hors seuils | Hors seuils | Hors seuils |
| Activités des agences de presse | 6391Z | F0 | F0 | F0 | F0 | F0 | F0 | F0 | F1 | F1 | F2 | F2 | F4 | F5 | Hors seuils | Hors seuils | Hors seuils | Hors seuils |
| Autres services d'information n.c.a. | 6399Z | F0 | F0 | F0 | F0 | F0 | F0 | F0 | F1 | F1 | F2 | F2 | F4 | F5 | Hors seuils | Hors seuils | Hors seuils | Hors seuils |
| Activités de banque centrale | 6411Z | F0 | F0 | F0 | F0 | F0 | F0 | F0 | F1 | F1 | F2 | F2 | F4 | F5 | Hors seuils | Hors seuils | Hors seuils | Hors seuils |
| Autres intermédiations monétaires | 6419Z | F0 | F0 | F0 | F0 | F0 | F0 | F0 | F1 | F1 | F2 | F2 | F4 | F5 | Hors seuils | Hors seuils | Hors seuils | Hors seuils |
| Location de logements | 6820A | F0 | F0 | F0 | F0 | F0 | F0 | F0 | F1 | F1 | F1 | F2 | F4 | Hors seuils | Hors seuils | Hors seuils | Hors seuils | Hors seuils |
| Location de terrains et d'autres biens immobiliers | 6820B | F0 | F0 | F0 | F0 | F0 | F0 | F0 | F1 | F1 | F2 | F2 | F4 | F5 | Hors seuils | Hors seuils | Hors seuils | Hors seuils |
| Activités comptables | 6920Z | F0 | F0 | F0 | F0 | F0 | F0 | F0 | F1 | F1 | F2 | F2 | F4 | F5 | Hors seuils | Hors seuils | Hors seuils | Hors seuils |
| Activités d'architecture | 7111Z | F0 | F0 | F0 | F0 | F0 | F0 | F0 | F1 | F1 | F2 | F2 | F4 | F5 | Hors seuils | Hors seuils | Hors seuils | Hors seuils |
| Activité des géomètres | 7112A | F0 | F0 | F0 | F0 | F0 | F0 | F0 | F1 | F1 | F2 | F2 | F4 | F5 | Hors seuils | Hors seuils | Hors seuils | Hors seuils |
| Ingénierie, études techniques | 7112B | F0 | F0 | F0 | F0 | F0 | F0 | F0 | F1 | F1 | F2 | F2 | F4 | F5 | Hors seuils | Hors seuils | Hors seuils | Hors seuils |
| Contrôle technique automobile | 7120A | F0 | F0 | F0 | F0 | F0 | F0 | F0 | F1 | F1 | F2 | F2 | F4 | F5 | Hors seuils | Hors seuils | Hors seuils | Hors seuils |
| Analyses, essais et inspections techniques | 7120B | F0 | F0 | F0 | F0 | F0 | F0 | F0 | F1 | F1 | F2 | F2 | F4 | F5 | Hors seuils | Hors seuils | Hors seuils | Hors seuils |
| Recherche-développement en biotechnologie | 7211Z | F0 | F0 | F0 | F0 | F0 | F0 | F0 | F1 | F1 | F2 | F2 | F4 | F5 | Hors seuils | Hors seuils | Hors seuils | Hors seuils |
| Recherche-développement : autres sciences physiques et naturelles | 7219Z | F0 | F0 | F0 | F0 | F0 | F0 | F0 | F1 | F1 | F2 | F2 | F4 | F5 | Hors seuils | Hors seuils | Hors seuils | Hors seuils |
| Recherche-développement en sciences humaines et sociales | 7220Z | F0 | F0 | F0 | F0 | F0 | F0 | F0 | F1 | F1 | F2 | F2 | F4 | F5 | Hors seuils | Hors seuils | Hors seuils | Hors seuils |
| Activités des agences de publicité | 7311Z | F0 | F0 | F0 | F0 | F0 | F0 | F0 | F1 | F1 | F2 | F2 | F4 | F5 | Hors seuils | Hors seuils | Hors seuils | Hors seuils |
| Régie publicitaire de médias | 7312Z | F0 | F0 | F0 | F0 | F0 | F0 | F0 | F1 | F1 | F2 | F2 | F4 | F5 | Hors seuils | Hors seuils | Hors seuils | Hors seuils |
| Études de marché et sondages | 7320Z | F0 | F0 | F0 | F0 | F0 | F0 | F0 | F1 | F1 | F2 | F2 | F4 | F5 | Hors seuils | Hors seuils | Hors seuils | Hors seuils |
| Activités spécialisées de design | 7410Z | F0 | F0 | F0 | F0 | F0 | F0 | F0 | F1 | F1 | F2 | F2 | F4 | F5 | Hors seuils | Hors seuils | Hors seuils | Hors seuils |
| Activités photographiques | 7420Z | F0 | F0 | F0 | F0 | F0 | F0 | F0 | F1 | F1 | F2 | F2 | F4 | F5 | Hors seuils | Hors seuils | Hors seuils | Hors seuils |
| Traduction et interprétation | 7430Z | F0 | F0 | F0 | F0 | F0 | F0 | F0 | F1 | F1 | F2 | F2 | F4 | F5 | Hors seuils | Hors seuils | Hors seuils | Hors seuils |
| Activité des économistes de la construction | 7490A | F0 | F0 | F0 | F0 | F0 | F0 | F0 | F1 | F1 | F2 | F2 | F4 | F5 | Hors seuils | Hors seuils | Hors seuils | Hors seuils |
| Activités spécialisées, scientifiques et techniques diverses | 7490B | F0 | F0 | F0 | F0 | F0 | F0 | F0 | F1 | F1 | F2 | F2 | F4 | F5 | Hors seuils | Hors seuils | Hors seuils | Hors seuils |
| Activités des agences de placement de main-d'oeuvre | 7810Z | F0 | F0 | F0 | F0 | F0 | F0 | F0 | F1 | F1 | F2 | F2 | F4 | F5 | Hors seuils | Hors seuils | Hors seuils | Hors seuils |
| Activités des agences de travail temporaire | 7820Z | F0 | F0 | F0 | F0 | F0 | F0 | F0 | F1 | F1 | F2 | F2 | F4 | F5 | Hors seuils | Hors seuils | Hors seuils | Hors seuils |
| Autre mise à disposition de ressources humaines | 7830Z | F0 | F0 | F0 | F0 | F0 | F0 | F0 | F1 | F1 | F2 | F2 | F4 | F5 | Hors seuils | Hors seuils | Hors seuils | Hors seuils |
| Activités des agences de voyage | 7911Z | F0 | F0 | F0 | F0 | F0 | F0 | F0 | F1 | F1 | F2 | F2 | F4 | F5 | Hors seuils | Hors seuils | Hors seuils | Hors seuils |
| Activités des voyagistes | 7912Z | F0 | F0 | F0 | F0 | F0 | F0 | F0 | F1 | F1 | F2 | F2 | F4 | F5 | Hors seuils | Hors seuils | Hors seuils | Hors seuils |



Reçu au Contrôle de légalité le 04 juillet 2023
Reçu au Contrôle de légalité le 01 juillet 2024

| | | | | | | | | | | | | | | | | | | | |
|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|
| Autres services de réservation et activités connexes | 7990Z | F0 | F0 | F0 | F0 | F0 | F0 | F0 | F1 | F1 | F2 | F2 | F4 | F5 | Hors seuils | Hors seuils | Hors seuils | Hors seuils |
| Activités de sécurité privée | 8010Z | F0 | F0 | F0 | F0 | F0 | F0 | F0 | F1 | F1 | F2 | F2 | F4 | F5 | Hors seuils | Hors seuils | Hors seuils | Hors seuils |
| Activités liées aux systèmes de sécurité | 8020Z | F0 | F0 | F0 | F0 | F0 | F0 | F0 | F1 | F1 | F2 | F2 | F4 | F5 | Hors seuils | Hors seuils | Hors seuils | Hors seuils |
| Activités d'enquête | 8030Z | F0 | F0 | F0 | F0 | F0 | F0 | F0 | F1 | F1 | F2 | F2 | F4 | F5 | Hors seuils | Hors seuils | Hors seuils | Hors seuils |
| Activités combinées de soutien lié aux bâtiments | 8110Z | F0 | F0 | F0 | F0 | F0 | F0 | F0 | F1 | F1 | F2 | F2 | F4 | F5 | Hors seuils | Hors seuils | Hors seuils | Hors seuils |
| Nettoyage courant des bâtiments | 8121Z | F0 | F0 | F0 | F0 | F0 | F0 | F0 | F1 | F1 | F2 | F2 | F4 | F5 | Hors seuils | Hors seuils | Hors seuils | Hors seuils |
| Autres activités nettoyage des bâtiments et nettoyage industriel | 8122Z | F0 | F0 | F0 | F0 | F1 | F1 | F1 | F1 | F1 | F2 | F3 | F5 | Hors seuils | Hors seuils | Hors seuils | Hors seuils | Hors seuils |
| Désinfection, désinsectisation, dératisation | 8129A | F0 | F0 | F0 | F0 | F0 | F0 | F0 | F1 | F1 | F2 | F2 | F4 | F5 | Hors seuils | Hors seuils | Hors seuils | Hors seuils |
| Autres activités de nettoyage n.c.a. | 8129B | F0 | F0 | F0 | F0 | F1 | F1 | F1 | F1 | F1 | F2 | F3 | F5 | Hors seuils | Hors seuils | Hors seuils | Hors seuils | Hors seuils |
| Services d'aménagement paysager | 8130Z | F0 | F0 | F0 | F0 | F0 | F0 | F0 | F1 | F1 | F2 | F2 | F4 | F5 | Hors seuils | Hors seuils | Hors seuils | Hors seuils |
| Services administratifs combinés de bureau | 8211Z | F0 | F0 | F0 | F0 | F0 | F0 | F0 | F1 | F1 | F2 | F2 | F4 | F5 | Hors seuils | Hors seuils | Hors seuils | Hors seuils |
| Photocopie prépa. documents & aut. activ. spéc. soutien de bureau | 8219Z | F0 | F0 | F0 | F0 | F0 | F0 | F0 | F1 | F1 | F2 | F2 | F4 | F5 | Hors seuils | Hors seuils | Hors seuils | Hors seuils |
| Administration publique générale | 8411Z | F1 | F1 | F1 | F1 | F1 | F1 | F1 | F1 | F1 | F2 | F2 | F4 | F5 | Hors seuils | Hors seuils | Hors seuils | Hors seuils |
| Adm. pub. tutelle santé form. cult. & social (aut que sécu. soc.) | 8412Z | F0 | F0 | F0 | F0 | F0 | F0 | F0 | F1 | F1 | F2 | F2 | F4 | F5 | Hors seuils | Hors seuils | Hors seuils | Hors seuils |
| Administration publique (tutelle) des activités économiques | 8413Z | F0 | F0 | F0 | F0 | F0 | F0 | F0 | F1 | F1 | F2 | F2 | F4 | F5 | Hors seuils | Hors seuils | Hors seuils | Hors seuils |
| **INTITULES CODES D'ACTIVITES** | **APET 700** | **1** | **2** | **3** | **4** | **5** | **6** | **7** | **8** | **9** | **10** | **20** | **50** | **100** | **500** | **1000** | **5000** | **10000** |



Reçu au Contrôle de légalité le 04 juillet 2023
Reçu au Contrôle de légalité le 01 juillet 2024

| | | | | | | | | | | | | | | | | | | | |
|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|
| Justice | 8423Z | F0 | F0 | F0 | F0 | F0 | F0 | F0 | F1 | F1 | F2 | F2 | F4 | F5 | Hors seuils | Hors seuils | Hors seuils | Hors seuils |
| Activités d'ordre public et de sécurité | 8424Z | F0 | F0 | F0 | F0 | F0 | F0 | F0 | F1 | F1 | F2 | F2 | F4 | F5 | Hors seuils | Hors seuils | Hors seuils | Hors seuils |
| Services du feu et de secours | 8425Z | F0 | F0 | F0 | F0 | F0 | F0 | F0 | F1 | F1 | F2 | F2 | F4 | F5 | Hors seuils | Hors seuils | Hors seuils | Hors seuils |
| Activités générales de sécurité sociale | 8430A | F0 | F0 | F0 | F0 | F0 | F0 | F0 | F1 | F1 | F2 | F2 | F4 | F5 | Hors seuils | Hors seuils | Hors seuils | Hors seuils |
| Gestion des retraites complémentaires | 8430B | F0 | F0 | F0 | F0 | F0 | F0 | F0 | F1 | F1 | F2 | F2 | F4 | F5 | Hors seuils | Hors seuils | Hors seuils | Hors seuils |
| Distribution sociale de revenus | 8430C | F0 | F0 | F0 | F0 | F0 | F0 | F0 | F1 | F1 | F2 | F2 | F4 | F5 | Hors seuils | Hors seuils | Hors seuils | Hors seuils |
| Enseignement pré-primaire | 8510Z | F1 | F1 | F1 | F1 | F1 | F2 | F2 | F2 | F2 | F2 | F3 | F5 | Hors seuils | Hors seuils | Hors seuils | Hors seuils | Hors seuils |
| Enseignement primaire | 8520Z | F1 | F1 | F1 | F1 | F1 | F2 | F2 | F2 | F2 | F2 | F3 | F5 | Hors seuils | Hors seuils | Hors seuils | Hors seuils | Hors seuils |
| Enseignement secondaire général | 8531Z | F1 | F1 | F1 | F1 | F1 | F2 | F2 | F2 | F2 | F2 | F3 | F5 | Hors seuils | Hors seuils | Hors seuils | Hors seuils | Hors seuils |
| Enseignement secondaire technique ou professionnel | 8532Z | F1 | F1 | F1 | F1 | F1 | F1 | F1 | F1 | F1 | F2 | F2 | F4 | F5 | Hors seuils | Hors seuils | Hors seuils | Hors seuils |
| Enseignement post-secondaire non supérieur | 8541Z | F1 | F1 | F1 | F1 | F1 | F2 | F2 | F2 | F2 | F2 | F3 | F5 | Hors seuils | Hors seuils | Hors seuils | Hors seuils | Hors seuils |
| Enseignement supérieur | 8542Z | F1 | F1 | F1 | F1 | F1 | F2 | F2 | F2 | F2 | F2 | F3 | F5 | Hors seuils | Hors seuils | Hors seuils | Hors seuils | Hors seuils |
| Enseignement de disciplines sportives et d'activités de loisirs | 8551Z | F0 | F0 | F0 | F0 | F0 | F0 | F0 | F1 | F1 | F2 | F2 | F4 | F5 | Hors seuils | Hors seuils | Hors seuils | Hors seuils |
| Enseignement culturel | 8552Z | F0 | F0 | F0 | F0 | F0 | F0 | F0 | F1 | F1 | F2 | F2 | F4 | F5 | Hors seuils | Hors seuils | Hors seuils | Hors seuils |
| Enseignement de la conduite | 8553Z | F0 | F0 | F0 | F0 | F0 | F0 | F0 | F1 | F1 | F2 | F2 | F4 | F5 | Hors seuils | Hors seuils | Hors seuils | Hors seuils |
| Formation continue d'adultes | 8559A | F0 | F0 | F0 | F0 | F0 | F1 | F1 | F1 | F1 | F1 | F2 | F3 | Hors seuils | Hors seuils | Hors seuils | Hors seuils | Hors seuils |
| Autres enseignements | 8559B | F0 | F0 | F0 | F0 | F0 | F0 | F0 | F1 | F1 | F2 | F2 | F4 | F5 | Hors seuils | Hors seuils | Hors seuils | Hors seuils |
| Activités de soutien à l'enseignement | 8560Z | F0 | F0 | F0 | F0 | F0 | F0 | F0 | F1 | F1 | F2 | F2 | F4 | F5 | Hors seuils | Hors seuils | Hors seuils | Hors seuils |
| Activités hospitalières | 8610Z | F1 | F1 | F1 | F1 | F1 | F1 | F1 | F1 | F1 | F2 | F2 | F4 | F5 | Hors seuils | Hors seuils | Hors seuils | Hors seuils |
| Activité des médecins généralistes | 8621Z | F0 | F0 | F0 | F0 | F0 | F0 | F0 | F1 | F1 | F2 | F2 | F4 | F5 | Hors seuils | Hors seuils | Hors seuils | Hors seuils |
| Activités de radiodiagnostic et de radiothérapie | 8622A | F0 | F0 | F0 | F0 | F0 | F0 | F0 | F1 | F1 | F2 | F2 | F4 | F5 | Hors seuils | Hors seuils | Hors seuils | Hors seuils |
| Activités chirurgicales | 8622B | F0 | F0 | F0 | F0 | F0 | F0 | F0 | F1 | F1 | F2 | F2 | F4 | F5 | Hors seuils | Hors seuils | Hors seuils | Hors seuils |
| Autres activités des médecins spécialistes | 8622C | F0 | F0 | F0 | F0 | F0 | F0 | F0 | F1 | F1 | F2 | F2 | F4 | F5 | Hors seuils | Hors seuils | Hors seuils | Hors seuils |
| Pratique dentaire | 8623Z | F0 | F0 | F0 | F0 | F0 | F0 | F0 | F1 | F1 | F2 | F2 | F4 | F5 | Hors seuils | Hors seuils | Hors seuils | Hors seuils |
| Ambulances | 8690A | F0 | F0 | F0 | F0 | F0 | F0 | F0 | F1 | F1 | F2 | F2 | F4 | F5 | Hors seuils | Hors seuils | Hors seuils | Hors seuils |
| Laboratoires d'analyses médicales | 8690B | F1 | F1 | F1 | F1 | F2 | F2 | F2 | F2 | F2 | F3 | F4 | F5 | hors seuils | Hors seuils | Hors seuils | Hors seuils | Hors seuils |
| Centres de collecte et banques d'organes | 8690C | F0 | F0 | F0 | F0 | F0 | F0 | F0 | F1 | F1 | F2 | F2 | F4 | F5 | Hors seuils | Hors seuils | Hors seuils | Hors seuils |
| Activités des infirmiers et des sages-femmes | 8690D | F0 | F0 | F0 | F0 | F0 | F0 | F0 | F1 | F1 | F2 | F2 | F4 | F5 | Hors seuils | Hors seuils | Hors seuils | Hors seuils |
| Activité profess. rééducation appareillage & pédicurespodologues | 8690E | F0 | F0 | F0 | F0 | F0 | F0 | F0 | F1 | F1 | F2 | F2 | F4 | F5 | Hors seuils | Hors seuils | Hors seuils | Hors seuils |
| Activités de santé humaine non classées ailleurs | 8690F | F0 | F0 | F0 | F0 | F0 | F0 | F0 | F1 | F1 | F2 | F2 | F4 | F5 | Hors seuils | Hors seuils | Hors seuils | Hors seuils |
| Hébergement médicalisé pour personnes âgées | 8710A | F1 | F1 | F1 | F1 | F1 | F2 | F2 | F2 | F2 | F2 | F3 | F5 | Hors seuils | Hors seuils | Hors seuils | Hors seuils | Hors seuils |
| Hébergement médicalisé pour enfants handicapés | 8710B | F1 | F1 | F1 | F1 | F1 | F2 | F2 | F2 | F2 | F2 | F3 | F5 | Hors seuils | Hors seuils | Hors seuils | Hors seuils | Hors seuils |
| Héberg. médicalisé adultes handicapés & autre héberg. médicalisé | 8710C | F1 | F1 | F1 | F1 | F1 | F2 | F2 | F2 | F2 | F2 | F3 | F5 | Hors seuils | Hors seuils | Hors seuils | Hors seuils | Hors seuils |
| Hébergement social pour handicapés mentaux et malades mentaux | 8720A | F1 | F1 | F1 | F1 | F1 | F2 | F2 | F2 | F2 | F2 | F3 | F5 | Hors seuils | Hors seuils | Hors seuils | Hors seuils | Hors seuils |
| Hébergement social pour toxicomanes | 8720B | F1 | F1 | F1 | F1 | F1 | F2 | F2 | F2 | F2 | F2 | F3 | F5 | Hors seuils | Hors seuils | Hors seuils | Hors seuils | Hors seuils |
| Hébergement social pour personnes âgées | 8730A | F1 | F1 | F1 | F1 | F1 | F2 | F2 | F2 | F2 | F2 | F3 | F5 | Hors seuils | Hors seuils | Hors seuils | Hors seuils | Hors seuils |
| Hébergement social pour handicapés physiques | 8730B | F1 | F1 | F1 | F1 | F1 | F2 | F2 | F2 | F2 | F2 | F3 | F5 | Hors seuils | Hors seuils | Hors seuils | Hors seuils | Hors seuils |
| Hébergement social pour enfants en difficultés | 8790A | F1 | F1 | F1 | F1 | F1 | F2 | F2 | F2 | F2 | F2 | F3 | F5 | Hors seuils | Hors seuils | Hors seuils | Hors seuils | Hors seuils |
| Hébergement social pour adultes, familles en difficultés et autre | 8790B | F1 | F1 | F1 | F1 | F1 | F2 | F2 | F2 | F2 | F2 | F3 | F5 | Hors seuils | Hors seuils | Hors seuils | Hors seuils | Hors seuils |
| Aide à domicile | 8810A | F0 | F0 | F0 | F0 | F0 | F0 | F0 | F1 | F1 | F2 | F2 | F4 | F5 | Hors seuils | Hors seuils | Hors seuils | Hors seuils |
| Accueil accompagn. sans héberg. adultes handicapés ou pers. âgées | 8810B | F0 | F0 | F0 | F1 | F1 | F1 | F1 | F1 | F1 | F2 | F3 | F5 | Hors seuils | Hors seuils | Hors seuils | Hors seuils | Hors seuils |
| Aide par le travail | 8810C | F0 | F0 | F0 | F1 | F1 | F1 | F1 | F1 | F1 | F2 | F3 | F5 | Hors seuils | Hors seuils | Hors seuils | Hors seuils | Hors seuils |
| Accueil de jeunes enfants | 8891A | F0 | F0 | F0 | F1 | F1 | F1 | F1 | F1 | F1 | F2 | F3 | F5 | Hors seuils | Hors seuils | Hors seuils | Hors seuils | Hors seuils |
| Accueil ou accompagnement sans hébergement d'enfants handicapés | 8891B | F0 | F0 | F0 | F1 | F1 | F1 | F1 | F1 | F1 | F2 | F3 | F5 | Hors seuils | Hors seuils | Hors seuils | Hors seuils | Hors seuils |



Reçu au Contrôle de légalité le 04 juillet 2023
Reçu au Contrôle de légalité le 01 juillet 2024

| | | | | | | | | | | | | | | | | | | | |
|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|
| Aut. accueil ou accompgnt sans hébergt d'enfants et adolescents | 8899A | F0 | F0 | F0 | F1 | F1 | F1 | F1 | F1 | F1 | F2 | F3 | F5 | Hors seuils | Hors seuils | Hors seuils | Hors seuils | Hors seuils |
| Action sociale sans hébergement n.c.a. | 8899B | F0 | F0 | F0 | F1 | F1 | F1 | F1 | F1 | F1 | F2 | F3 | F5 | Hors seuils | Hors seuils | Hors seuils | Hors seuils | Hors seuils |
| Arts du spectacle vivant | 9001Z | F0 | F0 | F0 | F0 | F0 | F0 | F0 | F0 | F0 | F0 | F2 | F3 | F4 | Hors seuils | Hors seuils | Hors seuils | Hors seuils |
| Activités de soutien au spectacle vivant | 9002Z | F0 | F0 | F0 | F0 | F0 | F0 | F0 | F1 | F1 | F2 | F2 | F4 | F5 | Hors seuils | Hors seuils | Hors seuils | Hors seuils |
| Création artistique relevant des arts plastiques | 9003A | F0 | F0 | F0 | F0 | F0 | F0 | F0 | F0 | F0 | F0 | F2 | F3 | F4 | Hors seuils | Hors seuils | Hors seuils | Hors seuils |
| Autre création artistique | 9003B | F0 | F0 | F0 | F0 | F0 | F0 | F0 | F0 | F0 | F0 | F0 | F1 | F2 | F5 | Hors seuils | Hors seuils | Hors seuils |
| Gestion de salles de spectacles | 9004Z | F1 | F1 | F1 | F1 | F1 | F2 | F2 | F2 | F2 | F2 | F3 | F5 | Hors seuils | Hors seuils | Hors seuils | Hors seuils | Hors seuils |
| Gestion des bibliothèques et des archives | 9101Z | F1 | F1 | F1 | F1 | F1 | F2 | F2 | F2 | F2 | F2 | F3 | F5 | Hors seuils | Hors seuils | Hors seuils | Hors seuils | Hors seuils |
| Gestion des musées | 9102Z | F1 | F1 | F1 | F1 | F1 | F2 | F2 | F2 | F2 | F2 | F3 | F5 | Hors seuils | Hors seuils | Hors seuils | Hors seuils | Hors seuils |
| Gestion sites monuments historiques & attractions tourist. simil. | 9103Z | F0 | F1 | F1 | F1 | F2 | F2 | F2 | F2 | F3 | F3 | F4 | Hors seuils | Hors seuils | Hors seuils | Hors seuils | Hors seuils | Hors seuils |
| Gest. des jardins botaniques et zoolog. et des réserv. naturelles | 9104Z | F1 | F1 | F1 | F1 | F1 | F2 | F2 | F2 | F2 | F2 | F3 | F5 | Hors seuils | Hors seuils | Hors seuils | Hors seuils | Hors seuils |
| Organisation de jeux de hasard et d'argent | 9200Z | F0 | F0 | F0 | F1 | F1 | F2 | F2 | F2 | F3 | F4 | Hors seuils | Hors seuils | Hors seuils | Hors seuils | Hors seuils | Hors seuils | Hors seuils |
| Gestion d'installations sportives | 9311Z | F0 | F1 | F1 | F1 | F1 | F2 | F2 | F2 | F2 | F2 | F3 | F5 | Hors seuils | Hors seuils | Hors seuils | Hors seuils | Hors seuils |
| Activités de clubs de sports | 9312Z | F0 | F0 | F1 | F1 | F1 | F1 | F1 | F1 | F1 | F2 | F2 | F4 | F5 | Hors seuils | Hors seuils | Hors seuils | Hors seuils |
| Activités des centres de culture physique | 9313Z | F0 | F0 | F0 | F0 | F0 | F0 | F0 | F1 | F1 | F2 | F2 | F4 | F5 | Hors seuils | Hors seuils | Hors seuils | Hors seuils |
| **INTITULES CODES D'ACTIVITES** | **APET 700** | **1** | **2** | **3** | **4** | **5** | **6** | **7** | **8** | **9** | **10** | **20** | **50** | **100** | **500** | **1000** | **5000** | **10000** |



Reçu au Contrôle de légalité le 04 juillet 2023
Reçu au Contrôle de légalité le 01 juillet 2024

| | | | | | | | | | | | | | | | | | | | |
|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|
| Autres activités liées au sport | 9319Z | F0 | F0 | F0 | F0 | F0 | F0 | F0 | F1 | F1 | F2 | F2 | F4 | F5 | Hors seuils | Hors seuils | Hors seuils | Hors seuils |
| Activités des parcs d'attractions et parcs à thèmes | 9321Z | F0 | F0 | F0 | F0 | F0 | F0 | F0 | F1 | F1 | F2 | F2 | F4 | F5 | Hors seuils | Hors seuils | Hors seuils | Hors seuils |
| Autres activités récréatives et de loisirs | 9329Z | F0 | F0 | F0 | F0 | F0 | F0 | F0 | F1 | F1 | F2 | F2 | F4 | F5 | Hors seuils | Hors seuils | Hors seuils | Hors seuils |
| Activités des organisations patronales et consulaires | 9411Z | F0 | F0 | F0 | F0 | F0 | F0 | F0 | F1 | F1 | F2 | F2 | F4 | F5 | Hors seuils | Hors seuils | Hors seuils | Hors seuils |
| Activités des organisations professionnelles | 9412Z | F0 | F0 | F0 | F0 | F0 | F0 | F0 | F1 | F1 | F2 | F2 | F4 | F5 | Hors seuils | Hors seuils | Hors seuils | Hors seuils |
| Activités des syndicats de salariés | 9420Z | F0 | F0 | F0 | F0 | F0 | F0 | F0 | F1 | F1 | F2 | F2 | F4 | F5 | Hors seuils | Hors seuils | Hors seuils | Hors seuils |
| Activités des organisations politiques | 9492Z | F0 | F0 | F0 | F0 | F0 | F0 | F0 | F1 | F1 | F2 | F2 | F4 | F5 | Hors seuils | Hors seuils | Hors seuils | Hors seuils |
| Autres organisations fonctionnant par adhésion volontaire | 9499Z | F0 | F0 | F0 | F0 | F1 | F1 | F1 | F1 | F1 | F1 | F2 | F3 | Hors seuils | Hors seuils | Hors seuils | Hors seuils | Hors seuils |
| Blanchisserie-teinturerie de gros | 9601A | F0 | F0 | F1 | F1 | F1 | F2 | F2 | F2 | F2 | F2 | F3 | F5 | Hors seuils | Hors seuils | Hors seuils | Hors seuils | Hors seuils |
| Blanchisserie-teinturerie de détail | 9601B | F0 | F0 | F0 | F0 | F0 | F0 | F0 | F1 | F1 | F2 | F2 | F4 | F5 | Hors seuils | Hors seuils | Hors seuils | Hors seuils |
| Coiffure | 9602A | F0 | F0 | F0 | F0 | F0 | F0 | F0 | F1 | F1 | F2 | F2 | F4 | F5 | Hors seuils | Hors seuils | Hors seuils | Hors seuils |
| Soins de beauté | 9602B | F0 | F0 | F0 | F0 | F0 | F0 | F0 | F1 | F1 | F2 | F2 | F4 | F5 | Hors seuils | Hors seuils | Hors seuils | Hors seuils |
| Services funéraires | 9603Z | F0 | F0 | F0 | F0 | F0 | F0 | F0 | F1 | F1 | F2 | F2 | F4 | F5 | Hors seuils | Hors seuils | Hors seuils | Hors seuils |
| Entretien corporel | 9604Z | F0 | F0 | F0 | F0 | F0 | F0 | F0 | F1 | F1 | F2 | F2 | F4 | F5 | Hors seuils | Hors seuils | Hors seuils | Hors seuils |
| Autres services personnels n.c.a. | 9609Z | F0 | F0 | F0 | F0 | F0 | F0 | F0 | F1 | F1 | F2 | F2 | F4 | F5 | Hors seuils | Hors seuils | Hors seuils | Hors seuils |
| Activités des organisations et organismes extraterritoriaux | 9900Z | F0 | F0 | F1 | F1 | F1 | F2 | F2 | F2 | F2 | F2 | F3 | F5 | Hors seuils | Hors seuils | Hors seuils | Hors seuils | Hors seuils |
| **INTITULES CODES D'ACTIVITES** | **APET 700** | **1** | **2** | **3** | **4** | **5** | **6** | **7** | **8** | **9** | **10** | **20** | **50** | **100** | **500** | **1000** | **5000** | **10000** |



Reçu au Contrôle de légalité le 04 juillet 2023
Reçu au Contrôle de légalité le 01 juillet 2024

# ANNEXE 2.1

## CONVENTION RELATIVE
## À LA REDEVANCE SPÉCIALE
## SPÉCIFIQUE AUX DÉCHETS COMMUNAUX

Reçu au Contrôle de légalité le 01 juillet 2024

**ANNEXE 1**

# CONVENTION RELATIVE À LA REDEVANCE SPECIALE SPÉCIFIQUE AUX DÉCHETS COMMUNAUX

**La présente convention est établie entre :**

**La Métropole Aix-Marseille Provence,**

Etablissement public de coopération intercommunale
Dont le siège est situé Le Pharo - 58, boulevard Charles LIVON 13007 Marseille,
Représentée par sa Présidente en exercice ou son représentant dûment habilité, pour intervenir en cette qualité aux présentes.

Désignée ci-après « la Métropole »,

**d'une part,**

**Et :**

**La commune de .....,**

Dont le siège est situé .....
Représentée par son Maire en exercice ,.....
M. ou Mme .....
dûment habilité(e) pour intervenir en cette qualité aux présentes.

Désignée ci-après « la Commune »,

**d'autre part,**

Ensemble dénommées

**PRÉAMBULE :**

Les communes, au même titre que les professionnels, sont règlementairement responsables de la gestion des déchets issus de leurs activités (article L541-2 du code de l'environnement). Elles doivent, par conséquent, mettre en œuvre leurs obligations fixées par la loi, dans le respect de la hiérarchie de gestion des déchets (article L.541-1 du code de l'environnement). Pour assurer le traitement desdits déchets, elles ont le choix entre faire appel à un prestataire privé ou utiliser le service public proposé par la Métropole.



Reçu au Contrôle de légalité le 12 décembre 2023
Reçu au Contrôle de légalité le 01 juillet 2024

Afin d'aider les communes à respecter leurs obligations règlementaires en matière de gestion de leurs déchets, et dans le cadre d'une démarche d'économie circulaire, la Métropole Aix-Marseille-Provence leur propose un programme d'accompagnement qui se matérialise par :

- Un accompagnement collectif : organisation de réunions en présentiel, de webinaires, mise à disposition d'outils (boîtes à outils « Réduction du gaspillage alimentaire en restauration scolaire », « Pour une gestion des déchets verts moins productrice de déchets », « Réduction et tri des DAE»...) et organisation de visites ;
- Un accompagnement individuel pour les communes volontaires, via la réponse à un Appel à Manifestation d'Intérêt, qui permet de bénéficier d'une expertise individualisée en matière de prévention et le tri global des DAE produits par les communes, de lutte contre le gaspillage alimentaire et de tri et valorisation des biodéchets.

Cet accompagnement permettra d'aider les communes qui le souhaitent, à établir et mettre en œuvre un plan d'actions afin de réduire les déchets communaux, améliorer leurs performances de tri et de valorisation, et *in fine* :

- répondre à leurs obligations règlementaires ;
- faire évoluer leurs pratiques vers une production moindre de leurs déchets résiduels soumis à la redevance spéciale ou devant faire l'objet d'un traitement via l'accès en déchetteries, centres de transfert ou de traitement.

Par délibération n° TCM-025-14471/23/CM du 29 juin 2023, le Conseil métropolitain a approuvé l'évolution de la gestion des déchets assimilables aux ordures ménagères avec uniformisation du règlement de collecte des déchets ménagers et assimilés et déploiement de la redevance spéciale et de sa tarification sur l'ensemble de la Métropole Aix-Marseille-Provence.

Ce règlement s'inscrit dans le cadre fixé par le Schéma Métropolitain et le Plan Métropolitain de Prévention des Déchets Ménagers et Assimilés, répondant aux objectifs du Schéma Régional d'Aménagement, de Développement Durable et d'Egalité des Territoires qui prévoit notamment la généralisation de la redevance spéciale à l'ensemble du territoire métropolitain.

Le règlement métropolitain de la redevance spéciale définit le périmètre d'intervention du service public, les caractéristiques des déchets assimilables aux ordures ménagères, les absences de sujétions techniques particulières (volume, typologie, lieux de collecte), ainsi que les seuils d'assujettissement à la redevance spéciale suivants (ces seuils étant fixés sur la base d'un inventaire détaillé et exhaustif du volume de déchets produits) :

- entre 491 et 13 860 litres hebdomadaires de déchets ménagers assimilables : l'assujettissement à la redevance spéciale, est forfaitaire en fonction des tranches volumétriques de production de déchets ci-dessous :



Reçu au Contrôle de légalité le 12 décembre 2023
Reçu au Contrôle de légalité le 01 juillet 2024

| Forfaits | Tranches volumes déchets produits (Litres hebdomadaires) |
|---|---|
| **F0** | ≤ 490 litres |
| **F1** | **491** à 840L |
| **F2** | 841 à 2 380L |
| **F3** | 2 381 à 4 620L |
| **F4** | 4 621 à 9 240L |
| **F5** | 9 241 à **13 860L** |
| **Hors seuils** | > 13 860 litres |

- au-delà de 13 860 litres hebdomadaires : le producteur de déchets ne peut plus être collecté par le service public en raison du volume représentant une sujétion technique particulière. Le producteur doit par conséquent faire appel à un prestataire privé agréé pour la collecte et le traitement de ces déchets.

Par principe, la volumétrie des déchets produits est définie par site et peut être issue d'un ou plusieurs bâtiments, et/ou d'un ou plusieurs équipements. Un site peut donc disposer de plusieurs points de collecte.

Compte tenu du nombre de sites communaux présents sur les 92 communes de la Métropole Aix-Marseille-Provence, et du retour d'expérience issu du déploiement de la redevance spéciale au sein des communes de l'ex-territoire Marseille Provence (qui a mis en évidence le travail fastidieux, pour certaines communes, d'effectuer un inventaire détaillé et exhaustif, des volumes de déchets produits sur chacun de leurs sites, en sus de demander des ressources en personnel non négligeables dont elles ne disposaient pas forcément), il a été décidé de conclure une convention permettant de :

- faciliter le travail de facturation par l'émission d'un seul titre de recettes par an par commune ;
- permettre à chaque commune de choisir entre deux modes de calcul pour la redevance spéciale :

  - Un calcul sur la base d'un inventaire détaillé et exhaustif du volume de déchets communaux produits, au sein de chaque site communal, par les services et personnel communaux, leurs délégataires, ou les locataires/utilisateurs des établissements propriété des communes.

    Cet inventaire, réalisé par la commune et validé par la Métropole Aix-Marseille-Provence, nécessite un travail de recensement et de consolidation important qui devra être mis à jour annuellement.

  - Un calcul sur la base d'un tarif forfaitaire, en euro TTC par habitant, défini selon le degré de mise en œuvre de 8 critères choisis par la Métropole, car répondant aux obligations règlementaires des communes et ayant un impact significatif sur la réduction des déchets résiduels collectés.



Reçu au Contrôle de légalité le 12 décembre 2023
Reçu au Contrôle de légalité le 01 juillet 2024

Ce mode de calcul est incitatif et propose trois niveaux de tarification établis en fonction du pourcentage d'atteinte des 8 critères (annexe 2 « Critères de prévention et de tri des déchets communaux »).

Ainsi, une commune pourra prétendre à un tarif de base, bonifié ou majoré.

Chaque tarif est appliqué pour une année en fonction de l'évolution des critères atteints par la commune l'année précédente.

**IL EST DONC CONVENU CE QUI SUIT :**

**ARTICLE 1 – OBJET DE LA CONVENTION**

Par la présente convention, la Métropole Aix-Marseille-Provence met en place un système de facturation spécifique de la redevance spéciale, pour les 92 communes de son territoire, concernant les déchets assimilés aux ordures ménagères des sites municipaux présentés à la collecte du service public de la Métropole.

Ces déchets peuvent être produits par les services et personnel communaux, leurs délégataires, ou les locataires/utilisateurs des établissements propriété des communes.

Compte tenu du nombre de sites communaux à recenser, il a été décidé de conclure une convention afin de faciliter le travail de facturation et d'émettre un seul titre de recettes par an, par commune sur la base d'un inventaire détaillé et exhaustif, ou sur la base d'un tarif forfaitaire à l'habitant pré-défini en fonction du niveau d'atteinte de 8 critères de prévention et tri des déchets.

Ces bases de calcul seront mises à jour annuellement.

**ARTICLE 2 – DURÉE DE LA CONVENTION**

La présente convention est conclue pour une durée d'un an.

La convention est conclue et notifiée à la commune par la Métropole Aix-Marseille-Provence sur l'année N et sera exécutoire au 1er janvier de l'année N+1.

Elle est renouvelable par tacite reconduction par période d'un an, sans que sa durée totale ne puisse excéder 3 ans, sauf renonciation par l'une ou l'autre des parties, 2 mois avant la date de l'échéance par lettre recommandée avec accusé de réception envoyée à la Métropole Aix-Marseille Provence - 58, Boulevard Charles Livon - 13007 Marseille.

**ARTICLE 3 – MODALITÉS D'EXÉCUTION**

La Métropole s'engage à mettre à disposition des communes des conteneurs pour les déchets ménagers et assimilés dits résiduels c'est-à-dire destinés à être éliminés conformément à la règlementation. Il n'y a pas de mise à disposition de bacs jaunes pour le tri sélectif.



Reçu au Contrôle de légalité le 12 décembre 2023
Reçu au Contrôle de légalité le 01 juillet 2024

Il est rappelé à la Commune que les déchets concernés sont les déchets assimilés aux déchets des ménages décrits dans l'article « 3.1.1. Ordures Ménagères Résiduelles (OMR) » du règlement métropolitain de collecte des déchets. Tout déchet ne correspondant pas à cette définition ne doit pas être déposé dans le(s) conteneur(s).

Si la Commune constate une modification importante et durable du volume de déchets assimilés qu'elle présente à la collecte (changement de l'activité, mise en place de nouvelles pratiques réduisant la quantité de déchets produits...), elle pourra demander le réajustement du volume et/ou du nombre de conteneur(s) mis à sa disposition. La dotation pourra être revue, d'un commun accord entre la Métropole et la Commune, en fonction du volume produit.

Tout conteneur volé doit faire l'objet d'une déclaration auprès des services de la Métropole.

## ARTICLE 4 – CHOIX DE LA BASE DE CALCUL DE L'ASSUJETTISSEMENT

La commune décide de souscrire à une facturation sur la base d'un des deux modes de calcul ci-dessous :

*Rayer la mention inutile*

**1**. Calcul sur la base d'un inventaire détaillé et exhaustif du volume de déchets communaux produits.

OU

**2.** Calcul sur la base d'un tarif forfaitaire à l'habitant définit selon le niveau d'atteinte de 8 critères d'actions.

## ARTICLE 5 – MONTANT DE LA REDEVANCE SPÉCIALE

Pour la première année de facturation 2024, à l'exception des communes de l'ex-territoire Marseille Provence pour lesquelles un inventaire détaillé a déjà été réalisé et validé via la signature de conventions qui restent valables, la base de calcul est le tarif forfaitaire à l'habitant.

Pour les facturations ultérieures, à l'exception des communes de l'ex-territoire Marseille Provence, les autres communes de la Métropole auront le choix entre rester sur une tarification basée sur un tarif forfaitaire, ou être facturées sur la base de l'inventaire détaillé et exhaustif. Le choix d'être facturé sur la base de l'inventaire est définitif.

Selon le choix de la Commune, il sera mis en œuvre la base de calcul suivante.

**1**. Calcul sur la base d'un inventaire détaillé et exhaustif du volume de déchets communaux produits.

Le titre correspondra à la somme des forfaits appliqués aux différents sites de la commune à partir de l'état des lieux précis et exhaustif, réalisé par la commune et validé par la Métropole Aix-Marseille-Provence.



Reçu au Contrôle de légalité le 12 décembre 2023
Reçu au Contrôle de légalité le 01 juillet 2024

2. Calcul sur la base d'un tarif forfaitaire à l'habitant définit selon le niveau d'atteinte de 8 critères d'actions.

   Le titre correspondra à un des trois tarifs suivants : tarif de base, tarif bonifié ou tarif majoré.

   Ce tarif est appliqué, pour une année, en fonction des niveaux de critères atteints par la commune l'année précédente.

En cas d'absence de retour d'une commune sur le tableau d'évaluation des 8 critères, La Métropole mettra préalablement la Commune en demeure, par lettre recommandée avec accusé de réception, de communiquer ces éléments. Un (1) mois après la mise en demeure infructueuse, la Métropole appliquera automatiquement une facturation au tarif majoré.

**ARTICLE 6 – FACTURATION ET MODALITÉS DE PAIEMENT**

La redevance spéciale est due par la Commune, à compter du 1er janvier de 2024, conformément au règlement de la redevance spéciale en vigueur.

Les décomptes doivent être définis au plus tard le 1er octobre de l'année en cours, par application des règles ci-dessus.

La Métropole Aix-Marseille-Provence procède à une facturation annuelle au nom de la Commune. Les décomptes sont établis à terme échu, par application des règles ci-dessus.

Un titre exécutoire est établi au cours du 1er trimestre de l'année N+1 pour l'année N.

La Recette des Finances de la Métropole Aix-Marseille-Provence, est en charge du recouvrement.

**ARTICLE 7 – RÉVISION DES TARIFS**

La révision des tarifs sera indexée sur le tarif de la redevance spéciale qui aura lieu chaque année et sera approuvée par le Conseil Métropolitain du 4ème trimestre de l'année en même temps que l'approbation du rapport sur le prix et la qualité de service (RPQS).

**ARTICLE 8 – RÉSILIATION**

La résiliation de la présente convention pourrait être prononcée, par l'une ou l'autre des parties, pour une des raisons suivantes :

- pour cause d'intérêt général ;
- en cas de manquement grave, par l'une des parties, à ses obligations.

Sur ce dernier point, il convient de préciser que le non-respect, par l'une ou l'autre des parties, des termes de la présente convention entraînera, après discussion et désaccord persistant entre les parties au-delà de soixante jours maximum, la résiliation de celle-ci signifiée par lettre recommandée avec accusé de réception.



Reçu au Contrôle de légalité le 12 décembre 2023
Reçu au Contrôle de légalité le 01 juillet 2024

En tout état de cause, la Commune est tenue, peu importe le motif de la résiliation, de s'acquitter auprès de la Métropole, de toutes les dépenses engagées par elle à la date de résiliation, sur présentation d'un état récapitulatif assorti des justificatifs correspondants.

Dans le cas particulier du défaut de paiement, la Métropole adresse un commandement de payer par lettre recommandée avec avis de réception, donnant à la Commune un délai de régularisation de quinze jours à compter de la date de réception de l'avis. Au bout de ce délai, sans régularisation de la part de la Commune, la résiliation est effective. Selon les cas, le conteneur(s) est (sont) retiré(s).

**ARTICLE 9 - LITIGE**

En cas de litige survenant à l'occasion de la présente convention, tant en ce qui concerne son interprétation que son exécution, et à défaut d'accord amiable entre les parties, compétence expresse est attribuée au Tribunal Administratif de Marseille, 22-24 rue Breteuil – 13006 Marseille.

Le requérant peut saisir le Tribunal Administratif de Marseille de manière dématérialisée, par le biais de l'application informatique « Télérecours citoyen » accessible depuis le site internet www.telerecours.fr.

La juridiction sera saisie par la partie la plus diligente.

**ARTICLE 10 - SIGNATURE**

Fait à Marseille, le

En deux exemplaires originaux,

| | |
|---|---|
| **La Métropole Aix-Marseille-Provence** | **La Commune de.....** |
| La Présidente | Le Maire |
| **Martine VASSAL** | ..... |
| **Ou son représentant** | **Ou son représentant** |



Reçu au Contrôle de légalité le 12 décembre 2023
Reçu au Contrôle de légalité le 01 juillet 2024

# ANNEXE 2

## CRITERES DE PREVENTION ET DE TRI DES DECHETS COMMUNAUX

| | | | | | |
|---|---|---|---|---|---|
| **AXE 1 : S'ENGAGER EN FAVEUR DE LA LUTTE CONTRE LE GASPILLAGE ALIMENTAIRE ET LA VALORISATION DES BIODECHETS EN RESTAURATION** | | | | | |
| JE REDUIS | **CRITERE 1** | *Actions à déployer pour atteindre le critère* | **NIVEAU 1** | **NIVEAU 2** | **NIVEAU 3** |
| | **Lutter activement contre le gaspillage alimentaire en restauration collective à partir d'un état des lieux sur les sites communaux** | | Déployer un plan de lutte contre le gaspillage alimentaire dans 1 à 30% des lieux de restauration collective | Déployer un plan de lutte contre le gaspillage alimentaire dans 31 à 60% des lieux de restauration collective | Déployer un plan de lutte contre le gaspillage alimentaire dans 61 à 100% des lieux de restauration collective |
| | | *Pourcentage si atteinte du niveau* | 6 | 12 | 18 |
| JE COLLECTE ET JE TRAITE SEPAREMENT | **CRITERE 2** | *Actions à déployer pour atteindre le critère* | **NIVEAU 1** | **NIVEAU 2** | **NIVEAU 3** |
| | **Valoriser les biodéchets de restauration collective à partir d'un état des lieux sur les sites communaux** | | Collecter et traiter séparément 100% des biodéchets dans 1 à 30% des lieux de restauration collective par compostage ou méthanisation | Collecter et traiter séparément 100% des biodéchets dans 31 à 60% des lieux de restauration collective par compostage ou méthanisation | Collecter et traiter séparément 100% des biodéchets dans 61 à 100% des lieux de restauration collective par compostage ou méthanisation |
| | | *Pourcentage si atteinte du niveau* | 6 | 12 | 18 |
| **AXE 2 : S'ENGAGER EN FAVEUR DE LA REDUCTION ET DU TRI DES DECHETS** | | | | | |
| JE REDUIS | **CRITERE 3** | *Actions à déployer pour atteindre le critère. Les actions sont indépendantes les unes des autres et ne présentent pas une progressivité.* | **ACTION 1** | **ACTION 2** | **ACTION 3** |
| | **Réduire la consommation des papiers, des emballages et supprimer l'utilisation des plastiques et emballages à usage unique à partir d'un état des lieux sur les sites communaux** | | Négocier des solutions de reprises des déchets ou des emballages avec les fournisseurs | Développer l'eco-exemplarité en interne dans les bâtiments communaux | Réduire la consommation de papier dans les bâtiments communaux |
| | | *Pourcentage si atteinte du niveau* | 5 | 5 | 5 |
| JE COLLECTE ET JE TRAITE SEPAREMENT | **CRITERE 4** | | **NIVEAU 1** | **NIVEAU 2** | **NIVEAU 3** |
| | **Collecter et traiter les recyclables au sein des différents bâtiments communaux à partir d'un état des lieux sur les sites communaux** | *Actions à déployer pour atteindre le critère* | Collecter et traiter séparément les recyclables au sein de 1 à 30% des bâtiments (papiers, emballages, cartons, verre si nécessaire, piles, lampes/néons, cartouches d'imprimantes) | Collecter et traiter séparément les recyclables au sein de 31 à 60% des bâtiments (papiers, emballages, cartons, verre si nécessaire, piles, lampes/néons, cartouches d'imprimantes) | Collecter et traiter séparément les recyclables au sein de 61 à 100% des bâtiments (papiers, emballages, cartons, verre si nécessaire, piles, lampes/néons, cartouches d'imprimantes) |
| | | *Pourcentage si atteinte du niveau* | 6 | 12 | 18 |
| JE PEUX AUSSI | **CRITERE 5** | *Actions à déployer pour atteindre le critère. Les actions sont indépendantes les unes des autres et ne présentent pas une progressivité.* | **ACTION 1** | **ACTION 2** | **ACTION 3** |
| | **Actions supplémentaires pour aller plus loin** | | Conditionner la mise à disposition des salles de réunion, salles des fêtes, de spectacles... à la réalisation du tri sélectif par les organisateurs et s'assurer que celui-ci est fait | Supprimer les contenants à usage unique au sein des lieux de restauration collective | Lorsque j'organise un évènement je m'engage à réduire et valoriser les déchets produits lors de l'évènement à partir des actions identifiées dans la charte métropolitaine de réduction des déchets. Et en tant qu'entité accueillant un évènement, j'incite les organisateurs à s'engager dans ces démarches |
| | | *Pourcentage si atteinte du niveau* | 5 | 5 | 5 |
| **AXE 3 : S'ENGAGER EN FAVEUR DE CIMETIERES ECO-RESPONSABLES** | | | | | |
| JE REDUIS | **CRITERE 6** | *Actions à déployer pour atteindre le critère* | **NIVEAU 1** | **NIVEAU 2** | **NIVEAU 3** |
| | **Réduire la production de déchets verts au sein des cimetières à partir d'un état des lieux sur les sites communaux** | | Pratiquer le broyage et le paillage dans 1 à 30% des cimetières | Pratiquer le broyage et le paillage dans 31 à 60% des cimetières | Pratiquer le broyage et le paillage dans 61 à 100% des cimetières |
| | | *Pourcentage si atteinte du niveau* | 2 | 4 | 6 |
| JE COLLECTE ET JE TRAITE SEPAREMENT | **CRITERE 7** | *Actions à déployer pour atteindre le critère* | **NIVEAU 1** | **NIVEAU 2** | **NIVEAU 3** |
| | **Collecter et traiter les recyclables au sein des cimetières** | | Collecter et traiter séparément les déchets recyclables dans 1 à 30% des cimetières | Collecter et traiter séparément les déchets recyclables dans 31 à 60% des cimetières | Collecter et traiter séparément les déchets recyclables dans 61 à 100% des cimetières |
| | | *Pourcentage si atteinte du niveau* | 1 | 2 | 5 |
| JE COLLECTE ET JE TRAITE SEPAREMENT | **CRITERE 8** | | **NIVEAU 1** | **NIVEAU 2** | **NIVEAU 3** |
| | **Valoriser les déchets verts des cimetières** | *Actions à déployer pour atteindre le critère* | Collecter et traiter séparément les déchets verts dans 1 à 30% des cimetières | Collecter et traiter séparément les déchets verts dans 31 à 60% des cimetières | Collecter et traiter séparément les déchets verts dans 61 à 100% des cimetières |
| | | *Pourcentage si atteinte du niveau* | 1 | 2 | 5 |



Reçu au Contrôle de légalité le 12 décembre 2023
Reçu au Contrôle de légalité le 01 juillet 2024

# ANNEXE 3

## TARIFS APPLICABLES A LA REDEVANCE SPECIALE SPECIFIQUE AUX DECHETS COMMUNAUX

### 1. *Tarifs applicables pour une base de calcul sur inventaire détaillé et exhaustif* :

Par délibération N° TCM-020-13089/22/CM du 15 décembre 2022, la Métropole a approuvé le montant du tarif unitaire (au litre) et forfaitaire (selon barème) de Redevance Spéciale pour l'année 2023 sur l'ex-territoire Marseille-Provence.

*Tableau de calcul du coût au litre*

| Année | Coût au litre |
|---|---|
| 2021 | **0,0413 € / Litre** |

Les forfaits applicables pour 2023 sont les suivants :

| Forfait | Tarif Annuel pour 2023 |
|---|---|
| **F0** | **0,00 €** |
| **F1** | **752,41 € / 677,17 €*** |
| **F2** | **4 063,03 €** |
| **F3** | **8 878,47 €** |
| **F4** | **18 810,31 €** |
| **F5** | **28 742,16 €** |

* Pour le forfait F1, une bonification de 10 % s'applique (cf. article 3.5.1 du règlement de la Redevance Spéciale 2021).

Ces forfaits seront délibérés chaque année.

*Rappel des tranches volumétriques définissant les forfaits*

| Forfaits | Tranches volumes produits (Litres hebdomadaires) |
|---|---|
| **F0** | ≤ 490 litres |
| **F1** | **491** à 840 L |
| **F2** | 841 à 2380 L |
| **F3** | 2381 à 4 620 L |
| **F4** | 4621 à 9 240 L |
| **F5** | 9241 à **13 860 L** |
| **Hors seuils** | > 13860 litres |



Reçu au Contrôle de légalité le 12 décembre 2023
Reçu au Contrôle de légalité le 01 juillet 2024

## 2. *Tarifs applicables pour une base du tarif forfaitaire à l'habitant :*

Selon les conventions déjà réalisées auprès des communes de l'ex Territoire Marseille Provence en 2022 (hors Marseille), le coût moyen est de **2,50 € TTC / habitant**. Ce coût constitue le **tarif de base** du tarif forfaitaire à l'habitant pour les communes autres que celles de l'ex-Territoire Marseille-Provence.

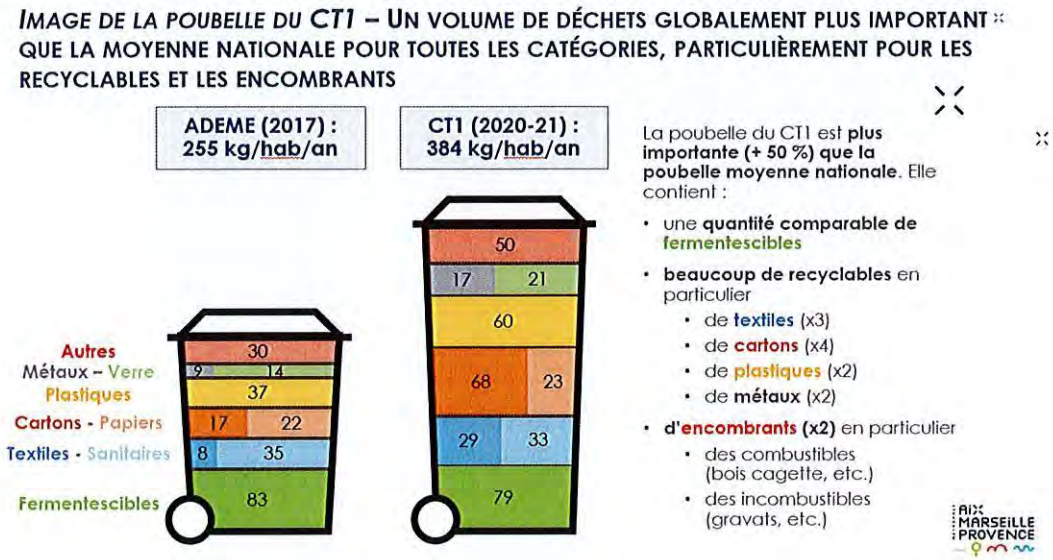
Il sera mis à jour annuellement.

Il est proposé de bonifier ce tarif au travers d'actions de réduction à la source et de tri des déchets à partir de 8 critères de prévention et de tri des déchets communaux (annexe 2).

Ainsi les communes comptabilisant plus de 65% d'atteinte des critères de prévention et de tri, bénéficient du **tarif bonifié** de **1,25 € TTC / habitant,** équivalent à une réduction estimée du volume d'OMR[1] produit d'au moins 50%.

Les communes comptabilisant moins de 35% d'atteinte des critères de prévention et de tri, se voient appliquer un **tarif majoré** de 50% du tarif de base, soit **3,75 € TTC / habitant**.

La base de calcul du tarif forfaitaire à l'habitant s'appuie sur la caractérisation moyenne de déchets répartie comme suit :




*Résultats de la campagne 2020-2021 de caractérisation des Ordures Ménagères Résiduels du Territoire Marseille Provence*

[1] Ordures Ménagères Résiduelles



Reçu au Contrôle de légalité le 12 décembre 2023
Reçu au Contrôle de légalité le 01 juillet 2024

# ANNEXE 4

## CONDITIONS DE FACTURATION POUR L'UTILISATION TEMPORAIRE DES EXUTOIRES METROPOLITAINS PAR LES COMMUNES

### 1. *Tarifs applicables pour la mise à disposition de caissons* :

Facturation à la tonne selon les modalités ci-dessous.

| | Encombrants et déchets assimilables aux OMR[1] | Végétaux | Bois | Gravats |
|---|---|---|---|---|
| **Coût en euros TTC / tonne** | 311 | 90 | 182 | 76 |

L'évolution annuelle des coûts sera indexée sur l'évolution du coût aidé TTC à la tonne tous flux confondus issus du RPQS (T0 = RPQS 2022).

### 2. *Tarifs applicables pour l'accès en déchetteries* :

A l'exception des flux de déchets d'équipements électriques et électroniques, de mobilier, des cartons et des métaux, *déposés au sein des déchetteries référencées au sein de l'annexe 4*, qui ne sont pas refacturés aux communes ; les apports des communes sont facturés selon les conditions suivantes :

- 52 € HT (le passage pour une berline / petit utilitaire (1,5m$^3$)
- 104 € HT le passage pour un véhicule utilitaire / camion plateau (3m$^3$)

L'évolution annuelle des coûts sera indexée sur l'évolution du coût aidé TTC à la tonne tous flux confondus issus du RPQS (T0 = RPQS 2022).

### 3. *Tarifs applicables pour l'accès en centre de transfert, plateforme et/ou centre de traitement* :

Facturation à la tonne selon les modalités ci-dessous.

| | OMR, encombrants et assimilables aux OMR | Végétaux (Vallon du Fou) |
|---|---|---|
| **Coût en euros TTC / tonne** | 210 | 29 |

L'évolution annuelle des coûts sera indexée sur l'évolution du coût aidé TTC à la tonne tous flux confondus issus du RPQS (T0 = RPQS 2022).

[1] OMR : ordures ménagères résiduelles



Reçu au Contrôle de légalité le 12 décembre 2023
Reçu au Contrôle de légalité le 01 juillet 2024

# ANNEXE 5

## DECHETTERIES METROPOLITAINES AU SEIN DESQUELLES LES DEPOTS D'EQUIPEMENTS ELECTRIQUES ET ELECTRONIQUES, DE MOBILIER, DES CARTONS ET DES METAUX NE SONT PAS REFACTURES AUX COMMUNES

Les dépôts d'équipements électriques et électroniques (DEEE), de mobilier, des cartons et des métaux, au sein des déchetteries listées ci-dessous ne sont pas refacturés aux communes :

| Déchèteries | Métaux | Mobilier | Cartons | D3E (yc toner) |
|---|---|---|---|---|
| Aix-en-Provence | Oui | Oui | Oui | Oui |
| Aubagne | Oui | Oui | Oui | Oui |
| Auriol | Oui | Oui | Oui | Oui |
| Bouc-Bel-Air | Oui | Oui | Oui | Oui |
| Carry-le-Rouet | | | | |
| Cassis | Oui | Oui | Oui | Oui |
| Châteauneuf-les-Martigues | Oui | Oui | Oui | Oui |
| Cuges-les-Pins | Oui | | Oui | Oui |
| Eguilles | Oui | | Oui | Oui |
| Ensues-la-Redonne | Oui | Oui | Oui | Oui |
| Fos-sur-mer | Oui | Oui | Oui | Oui |
| Gardanne | Oui | Oui | Oui | Oui |
| Gémenos | Oui | Oui | Oui | Oui |
| Gignac la Nerthe | Oui | Oui | Oui | Oui |
| Grans-Cornillon-Confoux | Oui | Oui | Oui | Oui |
| Istres Entressen | Oui | | | Oui |
| Istres Tubé | Oui | Oui | Oui | Oui |
| La Ciotat | Oui | Oui | Oui | Oui |
| La Fare les Oliviers La Vautubière | Oui | Oui | Oui | Oui |
| La Roque-d'anthéron | Oui | Oui | Oui | Oui |
| Lamanon | Oui | Oui | Oui | Oui |
| Lambesc | Oui | Oui | Oui | Oui |
| Le Puy Sainte Réparade | Oui | | Oui | Oui |
| Le Rove | | | Oui | Oui |
| Les Pennes Mirabeau | Oui | Oui | Oui | Oui |
| Mallemort | Oui | Oui | Oui | Oui |
| Marignane | Oui | Oui | | Oui |
| Marseille 10 Bonnefoy | Oui | Oui | Oui | Oui |
| Marseille 11 Libérateurs | Oui | Oui | Oui | Oui |
| Marseille 13 Château Gombert | Oui | Oui | Oui | Oui |
| Marseille 9 Sud La Jarre | Oui | Oui | Oui | Oui |
| Marseille 15 Nord Aygalades | Oui | Oui | Oui | Oui |
| Martigues Croix Sainte | Oui | Oui | Oui | Oui |
| Martigues Croix Sainte ST | Oui | Oui | Oui | |
| Martigues Vallon du Fou | Oui | Oui | Oui | Oui |
| Martigues la Couronne | Oui | Oui | Oui | Oui |
| Meyrargues | Oui | Oui | Oui | Oui |
| Meyreuil | Oui | | Oui | Oui |
| Miramas | Oui | Oui | Oui | Oui |
| Pélissanne | Oui | Oui | Oui | Oui |
| Pertuis | Oui | Oui | Oui | Oui |
| Peypin | Oui | | Oui | Oui |
| Peyrolles-en-provence | Oui | Oui | Oui | Oui |
| Port-saint-louis-du-rhône | Oui | Oui | Oui | Oui |
| Puyloubier | Oui | | Oui | Oui |
| Puyricard Point vert | | | | |
| Rognac Les Fouitades | Oui | Oui | Oui | Oui |
| Rognes | Oui | | Oui | Oui |
| Roquefort-la-Bedoule | Oui | Oui | Oui | Oui |
| Rousset | Oui | Oui | Oui | Oui |
| Saint-Cannat | Oui | Oui | Oui | Oui |
| Saint-Chamas | Oui | Oui | Oui | Oui |
| Saint-Paul les Durance | Oui | | Oui | Oui |
| Saint-Victoret | Oui | Oui | Oui | Oui |
| Salon 2 | Oui | Oui | Oui | Oui |
| Salon-de-provence | Oui | Oui | Oui | Oui |
| Sausset les Pins | Oui | Oui | Oui | Oui |
| Vauvenargues | Oui | | Oui | Oui |
| Venelles | Oui | Oui | Oui | Oui |
| Vitrolles | Oui | Oui | Oui | Oui |

Cette liste sera mise à jour en fonction des équipements et/ou création de nouvelles déchèteries



Reçu au Contrôle de légalité le 12 décembre 2023
Reçu au Contrôle de légalité le 01 juillet 2024

# ANNEXE 3

## DÉLIBÉRATION DU 29 JUIN 2023

Approbation de l'évolution de la gestion des déchets assimilables aux ordures ménagères avec uniformisation du règlement de collecte des déchets ménagers et assimilés et déploiement de la redevance spéciale et de sa tarification sur l'ensemble de la Métropole Aix-Marseille-Provence

Reçu au Contrôle de légalité le 01 juillet 2024

Métropole Aix-Marseille-Provence | République Française | Département des Bouches du Rhône

# EXTRAIT DU REGISTRE DES DÉLIBÉRATIONS DU CONSEIL DE LA MÉTROPOLE AIX-MARSEILLE-PROVENCE

## Séance du jeudi 29 juin 2023

Madame Martine VASSAL, Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence, a ouvert la séance à laquelle ont été présents 178 membres.

Etaient présents Mesdames et Messieurs :
Martial ALVAREZ - Daniel AMAR - Sophie AMARANTINIS - Patrick AMICO - Michel AMIEL - Christian AMIRATY - Philippe ARDHUIN - Sophie ARRIGHI - Gérard AZIBI - Mireille BALLETTI - Sébastien BARLES - Guy BARRET - Marie BATOUX - Nicolas BAZZUCCHI - Laurent BELSOLA - Mireille BENEDETTI - François BERNARDINI - André BERTERO - Eléonore BEZ - Solange BIAGGI - Corinne BIRGIN - Marylène BONFILLON - Béatrice BONFILLON-CHIAVASSA - Sarah BOUALEM - Doudja BOUKRINE - Michel BOULAN - Romain BUCHAUT - Christian BURLE - Sophie CAMARD - Isabelle CAMPAGNOLA-SAVON - Joël CANICAVE - Emilie CANNONE - René-Francis CARPENTIER - Martin CARVALHO - Eric CASADO - Roland CAZZOLA - Martine CESARI - Jean-Pierre CESARO - Saphia CHAHID - Emmanuelle CHARAFE - Pascal CHAUVIN - Jean-David CIOT - Marie-Ange CONTE - Jean-Marc COPPOLA - Jean-François CORNO - Jean-Jacques COULOMB - Georges CRISTIANI - Anne-Marie D'ESTIENNES D'ORVES - Lionel DE CALA - Bernard DEFLESSELLES - Marc DEL GRAZIA - Bernard DESTROST - Alexandre DORIOL - Cédric DUDIEUZERE - Monique FARKAS - Claude FERCHAT - Stéphanie FERNANDEZ - Olivia FORTIN - Gérard FRAU - Olivier FREGEAC - Lydia FRENTZEL - Agnès FRESCHEL - Loïc GACHON - Daniel GAGNON - David GALTIER - Audrey GARINO - Gerard GAZAY - Hélène GENTE-CEAGLIO - Jacky GERARD - Samia GHALI - Patrick GHIGONETTO - Roland GIBERTI - Bruno GILLES - Philippe GINOUX - Jean-Pierre GIORGI - Magali GIOVANNANGELI - Jean-Pascal GOURNES - Vincent GOYET - Philippe GRANGE - Hervé GRANIER - Patrick GRIMALDI - Jean-Christophe GRUVEL - Frédéric GUELLE - Yannick GUERIN - Roger GUICHARD - Frédéric GUINIERI - Olivier GUIROU - Prune HELFTER-NOAH - Claudie HUBERT - Pierre HUGUET - Michel ILLAC - Nicolas ISNARD - Hatab JELASSI - Sophie JOISSAINS - Nicole JOULIA - Cédric JOUVE - Christine JUSTE - Arnaud KELLER - Didier KHELFA - Philippe KLEIN - Pierre-Olivier KOUBI-FLOTTE - Anthony KREHMEIER - Pierre LAGET - Michel LAN - Vincent LANGUILLE - Stéphane LE RUDULIER - Gisèle LELOUIS - Pierre LEMERY - Jessie LINTON - Camélia MAKHLOUFI - Marie MARTINOD - Sandrine MAUREL - Caroline MAURIN - Anne MEILHAC - Arnaud MERCIER - Yves MESNARD - Marie MICHAUD - Danielle MILON - Véronique MIQUELLY - André MOLINO - Yves MORAINE - José MORALES - Pascale MORBELLI - Lourdes MOUNIEN - Roland MOUREN - Lisette NARDUCCI - Yannick OHANESSIAN - Grégory PANAGOUDIS - Stéphane PAOLI - Benoît PAYAN - Christian PELLICANI - Marc PENA - Serge PEROTTINO - Catherine PILA - Patrick PIN - Jocelyne POMMIER - Henri PONS - Fabrice POUSSARDIN - Perrine PRIGENT - Marine PUSTORINO-DURAND - René RAIMONDI - Bernard RAMOND - Stéphane RAVIER - Didier REAULT - Anne REYBAUD - Dona RICHARD - Jean-Baptiste RIVOALLAN - Maryse RODDE - Denis ROSSI - Georges ROSSO - Alain ROUSSET - Michel ROUX - Isabelle ROVARINO - Laure ROVERA - Michel RUIZ - Franck SANTOS - Jean-Yves SAYAG - Eric SEMERDJIAN - Jean-Pierre SERRUS - Marie-Pierre SICARD-DESNUELLE - Aïcha SIF - Jean-Marc SIGNES - Laurent SIMON - Marie-France SOURD GULINO - Gilbert SPINELLI - Etienne TABBAGH - Francis TAULAN - Guy TEISSIER - Françoise TERME - Nathalie TESSIER - Marcel TOUATI - Martine VASSAL - Amapola VENTRON - Frédéric VIGOUROUX - Yves WIGT - Ulrike WIRMINGHAUS - David YTIER - Karima ZERKANI-RAYNAL.

Etaient absents et représentés Mesdames et Messieurs :
Marion BAREILLE représentée par David GALTIER - Moussa BENKACI représenté par Karima ZERKANI-RAYNAL - Sabine BERNASCONI représentée par Catherine PILA - Julien BERTEI représenté par Camélia MAKHLOUFI - Kayané BIANCO représentée par Jean-Christophe GRUVEL - Linda BOUCHICHA représentée par Yves MESNARD - Nadia BOULAINSEUR

**Signé le 29 juin 2023**
**Reçu au Contrôle de légalité le 4 juillet 2023**

Reçu au Contrôle de légalité le 01 juillet 2024

représentée par Gilbert SPINELLI - Valérie BOYER représentée par Sarah BOUALEM - Gérard BRAMOULLE représenté par Sophie JOISSAINS - Romain BRUMENT représenté par Pierre-Olivier KOUBI-FLOTTE - Jean-Louis CANAL représenté par Marylène BONFILLON - Laure-Agnès CARADEC représentée par Emmanuelle CHARAFE - Mathilde CHABOCHE représentée par Sébastien BARLES - Philippe CHARRIN représenté par Daniel GAGNON - Gaby CHARROUX représenté par Gérard FRAU - Lyece CHOULAK représenté par Lourdes MOUNIEN - Robert DAGORNE représenté par Georges CRISTIANI - Christian DELAVET représenté par Frédéric GUINIERI - Vincent DESVIGNES représenté par Vincent LANGUILLE - Sylvaine DI CARO représentée par Stéphane PAOLI - Eric GARCIN représenté par Romain BUCHAUT - Stéphanie GRECO DE CONINGH représentée par Lionel DE CALA - Sophie GUERARD représentée par Perrine PRIGENT - Vincent KORNPROBST représenté par Etienne TABBAGH - Philippe LEANDRI représenté par Jean-Pascal GOURNES - Éric LE DISSES représenté par Jean-Baptiste RIVOALLAN - Nathalie LEFEBVRE représentée par Magali GIOVANNANGELI - Richard MALLIE représenté par Roland GIBERTI - Remi MARCENGO représenté par Serge PEROTTINO - Hervé MENCHON représenté par Prune HELFTER-NOAH - Danielle MENET représentée par Alain ROUSSET - Eric MERY représenté par Pierre LEMERY - Pascal MONTECOT représenté par Danielle MILON - Claudie MORA représentée par Nicole JOULIA - Patrick PAPPALARDO représenté par Frédéric GUELLE - Didier PARAKIAN représenté par Pierre LAGET - Roger PELLENC représenté par Marie-Ange CONTE - Anne-Laurence PETEL représentée par Amapola VENTRON - Claude PICCIRILLO représenté par Guy BARRET - Véronique PRADEL représentée par Grégory PANAGOUDIS - Michèle RUBIROLA représentée par Pierre HUGUET - Florian SALAZAR-MARTIN représenté par Laurent BELSOLA - Valérie SANNA représentée par Hervé GRANIER - Laurence SEMERDJIAN représentée par Sandrine MAUREL - Catherine VESTIEU représentée par Samia GHALI - Anne VIAL représentée par Agnès FRESCHEL - Jean-Louis VINCENT représenté par Marie-Pierre SICARD-DESNUELLE.

Etaient absents et excusés Mesdames et Messieurs :
Julie ARIAS - Nassera BENMARNIA - Frédéric CORNAIRE - Sophie GRECH - Sébastien JIBRAYEL - Jean-Marie LEONARDIS - Bernard MARANDAT - Maxime MARCHAND - Régis MARTIN - Férouz MOKHTARI - Christian NERVI - Frank OHANESSIAN - Pauline ROSSELL - Lionel ROYER-PERREAUT - Monique SLISSA.

Etaient présents et représentés en cours de séance Mesdames et Messieurs :
Franck SANTOS représenté à 15h30 par Yves WIGT – Corinne BIRGIN représentée à 15h34 par GUICHARD Roger – Sophie AMARANTINIS représentée à 14h45 par Gérard GAZAY – Daniel GAGNON représenté à 16h00 par Roland GIBERTI – Gérard AZIBI représenté à 16h10 par Laure ROVERA – Eric CASADO représenté à 16H15 par Patrick GRIMALDI – Emmanuelle CHARAFE représentée 16h19 par Emilie CANNONE – Martine CESARI représentée à 16h40 par Olivier FREGEAC – Marie MARTINOD représentée à 16h50 par Solange BIAGGI – Jean-Jacques COULOMB représenté à 16H55 par Olivier GUIROU – Jean-Pierre SERRUS représenté à 17h00 par Didier KHELFA – Pascale MORBELLI représentée à Loïc GACHON à 17H37.

Etaient présents et excusés en cours de séance Mesdames et Messieurs :
Alain ROUSSET à 15h45 – Pierre HUGUET à 15h45 – Françoise TERME à 15h50 – Anne-Marie D'ESTIENNES D'ORVES à 15h50 – Sophie ARRIGHI à 15h51 – Bernard DEFLESSELLES à 16h00 – Georges ROSSO à 16h00 – Philippe GRANGE à 16h25 – René RAIMONDI à 16h25 – Véronique MIQUELLY à 16h34 – Laurent BELSOLA à 16h37 – Monique FARKAS à 16h40 – Michel LAN à 16h40 – Lionel DE CALA à 16h45 – Pascal CHAUVIN à 16h50 – Sébastien BARLES à 16h50 – Nicolas BAZZUCCHI à 16h50 – Claude FERCHAT à 16h50 – Lourdes MOUNIEN à 16h50 – Cédric JOUVE à 16h50 – Christian PELLICANI à 16h50 – Didier REAULT à 16h51 – Patrick AMICO à 16h52 – Pierre LEMERY à 16h53 - Ulrike WIRMINGHAUS à 16h57 – Aicha SIF à 17h19 – Doudja BOUKRINE à 17h42 – Caroline MAURIN à 17h46 – Stéphane RAVIER à 17h53.

**Signé le 29 juin 2023**
**Reçu au Contrôle de légalité le 4 juillet 2023**

Reçu au Contrôle de légalité le 01 juillet 2024

Madame la Présidente a proposé au Conseil de la Métropole d'accepter les conclusions exposées ci-après et de les convertir en délibération.

**TCM-025-14471/23/CM**

## ■ Approbation de l'évolution de la gestion des déchets assimilables aux ordures ménagères avec uniformisation du règlement de collecte des déchets ménagers et assimilés et déploiement de la redevance spéciale et de sa tarification sur l'ensemble de la Métropole Aix-Marseille-Provence

**61392**

Madame la Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence sur proposition du Commissaire Rapporteur soumet au Conseil de la Métropole le rapport suivant :

Par délibération DEA 018-2836/17/CM du 19 octobre 2017, le Conseil métropolitain a approuvé les axes principaux du schéma métropolitain de gestion des déchets, relatif à(aux) :

- La prévention des déchets, la priorité à établir un niveau de service aux professionnels coordonné sur l'ensemble de la Métropole avec la mise en place de la redevance spéciale, avec notamment les effets attendus de réduction des tonnages pris en charge par la collectivité.
- La valorisation « matière et organique », la nécessité de recentrer les flux des professionnels vers des équipements professionnels qui pourront leur apporter un service plus adapté à leur besoin.
- Principes généraux, la recherche d'optimisations financières et de recettes supplémentaires.

Ce schéma métropolitain s'inscrit pleinement dans le cadre fixé par le SRADDET (schéma régional d'aménagement, de développement durable et d'égalité des territoires).

Les points principaux de ce schéma régional sont rappelés ci-dessous :

- Réduire de 10 % les déchets ménagers et assimilés ainsi que les déchets des activités économiques non dangereux entre 2015 et 2025.
- Favoriser le tri des 5 flux (déchets recyclables : bois, métal, plastique, papier-carton, verre) et à terme des 9 flux (plâtre et fraction minérale, biodéchets, textile).
- Généraliser la redevance spéciale sur l'ensemble du territoire métropolitain.
- Valoriser les déchets à hauteur de 65 % des flux globaux.

La mise en place de la redevance spéciale (RS) constitue ainsi l'une des orientations majeures dudit schéma. A ce jour, elle n'a été déployée que sur 3 ex-Territoires, et parfois partiellement. Dans la perspective de son déploiement généralisé et harmonisé sur l'ensemble du territoire, il est aujourd'hui proposé d'arrêter un règlement de redevance spécial.

Ce règlement définit les déchets considérés comme assimilés sur le territoire, les conditions, modalités et fréquences de leur collecte et traitement. Il retient et précise trois éléments cumulatifs de définition. Le premier porte sur le producteur des déchets, qui ne peut être un ménage. Aussi, il s'agit de déchets provenant des activités économiques (artisans, commerçants, secteur tertiaire etc.), dont les déchets des communes et de leurs établissements locaux, des conseils régionaux/départementaux et des administrations/services de l'État (impôts, armée, hôpitaux, universités…). Le deuxième vise la nature même des déchets. Le troisième impose l'absence de sujétions techniques particulières pour leur collecte et traitement. Il est proposé de retenir ces sujétions en fonction notamment du type de déchets, de leur quantité (au-delà de 13 860 litres hebdomadaires) et/ou de leur situation géographique (ZAE).

Le déploiement de ce dispositif implique, de facto, la mise à jour la modification des règlements de collecte. Il est donc proposé une uniformisation, un règlement de collecte des déchets ménagers et assimilés unique. Cette mise à jour permettra progressivement d'harmoniser les

fréquences de collecte et les prestations liées à cette collecte des déchets ménagers.

Il sera en outre nécessaire d'adopter, par une délibération du Conseil de la Métropole ultérieure, une grille tarifaire harmonisée sur l'ensemble du territoire à l'aune du travail qui a été effectué sur l'ex-Territoire Marseille-Provence.

La mise en place programmée de la redevance au 1er janvier 2024 devra s'accompagner d'actions de sensibilisation et de communication selon le planning suivant :

- Informer l'ensemble des professionnels, dès le mois de septembre 2023, du déploiement de la redevance spéciale et de l'obligation faite aux producteurs de s'inscrire sur le Portail métropolitain dédié avant le 1er janvier 2024.
- Dans le cas où il ne le ferait pas, et ce malgré une éventuelle relance de la Métropole Aix Marseille Provence, le producteur de déchets sera d'office mis dans le statut prédéfini par le logiciel de la Métropole (statut de producteur ou de redevable).
- Arrêter, au plus tard avant le 31 décembre 2023, la collecte dans les zones d'activités (ZAE) ;
- Renforcer le service dédié à la gestion des déchets professionnels afin de disposer de moyens pour répondre aux demandes des producteurs et permettre leur accompagnement.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Conseil de la Métropole de prendre la délibération ci-après :

**Le Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence,**

**Vu**

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- Le code de l'environnement, et notamment son article L541-2 ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République ;
- La délibération MET 17/4757/CM du 19 octobre 2017 du Conseil de la Métropole, approuvant les axes principaux du Schéma Métropolitain de Gestion des Déchets et engageant notre Etablissement Public à relever les défis d'une politique publique environnementale volontariste ;
- La délibération DEA 001-4220/18/CM du 28 juin 2018 du Conseil de la Métropole, approuvant l'évolution de la gestion des déchets assimilables aux ordures ménagères sur le Territoire Marseille Provence, de la modification du règlement de collecte des déchets ménagers et assimilés, du nouveau règlement de la Redevance spéciale et de sa tarification.

**Ouï le rapport ci-dessus**

**Entendues les conclusions du Commissaire Rapporteur,**

**Considérant**

- Qu'il convient d'harmoniser le service de collecte des déchets ménagers et assimilés sur l'ensemble de la Métropole.
- Qu'il convient d'approuver un règlement de redevance spéciale dans la perspective de son déploiement généralisé selon une tarification votée ultérieurement ;
- Qu'il convient par conséquent d'adopter un règlement de collecte unique ;

- Qu'il convient d'informer l'ensemble des professionnels de la Métropole et d'accompagner les établissements publics en amont pour anticiper ces changements.

**Délibère**

**Article 1 :**

Il est émis un avis favorable sur le règlement de collecte des déchets ménagers et assimilés unique ci-annexé.

**Article 2 :**

Sont approuvés en prévision du déploiement de la redevance spéciale sur l'ensemble du territoire de la Métropole Aix-Marseille-Provence :
- une campagne de communication aux établissements publics, prévue en juillet 2023 ;
- une campagne de communication, prévue en septembre 2023, en direction des établissements privés ;
- un accès sur la connexion obligatoire au Portail métropolitain dédié à la Redevance Spéciale avant le 1er janvier 2024 ;
- un plan d'arrêt de la collecte sur les zones d'activités du territoire pour le 31 décembre 2023.

**Article 3 :**

Est approuvé le règlement de redevance spéciale ci-annexé. Son entrée en vigueur est fixée au 1er janvier 2024.

**Article 4 :**

Sont abrogés les règlements de redevance spéciale en vigueur dans les ex-territoires à compter du 1er janvier 2024.

**Article 5 :**

Madame la Présidente de la Métropole, ou son représentant, est chargé de l'exécution des présents règlements.

Cette proposition mise aux voix est adoptée.

Certifié Conforme,
Le Vice-Président Délégué,
Propreté,
prévention et valorisation des déchets

Roland MOUREN

**Signé le 29 juin 2023**
**Reçu au Contrôle de légalité le 4 juillet 2023**

# ANNEXE 4

## DÉLIBÉRATION DU 7 DÉCEMBRE 2023

Approbation du dispositif d'accompagnement
des communes sur la gestion
des déchets communaux.

Approbation d'une convention cadre
et des tarifs afférents.

Reçu au Contrôle de légalité le 01 juillet 2024

Métropole Aix-Marseille-Provence | République Française | Département des Bouches du Rhône

# EXTRAIT DU REGISTRE DES DÉLIBÉRATIONS DU CONSEIL DE LA MÉTROPOLE AIX-MARSEILLE-PROVENCE

## Séance du jeudi 7 décembre 2023

Madame Martine VASSAL, Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence, a ouvert la séance à laquelle ont été présents 170 membres.

Etaient présents Mesdames et Messieurs :
Martial ALVAREZ - Daniel AMAR - Patrick AMICO - Michel AMIEL - Christian AMIRATY - Philippe ARDHUIN - Mireille BALLETTI - Marion BAREILLE - Sébastien BARLES - Guy BARRET - Marie BATOUX - Mireille BENEDETTI - François BERNARDINI - Sabine BERNASCONI - Julien BERTEI - André BERTERO - Eléonore BEZ - Solange BIAGGI - Kayané BIANCO - Marylène BONFILLON - Béatrice BONFILLON-CHIAVASSA - Sarah BOUALEM - Linda BOUCHICHA - Doudja BOUKRINE - Michel BOULAN - Valérie BOYER - Romain BRUMENT - Romain BUCHAUT - Christian BURLE - Sophie CAMARD - Isabelle CAMPAGNOLA-SAVON - Joël CANICAVE - Emilie CANNONE - Laure-Agnès CARADEC - Eric CASADO - Roland CAZZOLA - Mathilde CHABOCHE - Saphia CHAHID - Emmanuelle CHARAFE - Philippe CHARRIN - Gaby CHARROUX - Lyece CHOULAK - Marie-Ange CONTE - Jean-Marc COPPOLA - Frédéric CORNAIRE - Jean-François CORNO - Jean-Jacques COULOMB - Georges CRISTIANI - Robert DAGORNE - Lionel DE CALA - Bernard DEFLESSELLES - Marc DEL GRAZIA - Christian DELAVET - Alexandre DORIOL - Cédric DUDIEUZERE - Monique FARKAS - Marc FERAUD - Olivia FORTIN - Olivier FREGEAC - Lydia FRENTZEL - Loïc GACHON - David GALTIER - Audrey GARINO - Gerard GAZAY - Jacky GERARD - Samia GHALI - Patrick GHIGONETTO - Roland GIBERTI - Bruno GILLES - Philippe GINOUX - Jean-Pierre GIORGI - Magali GIOVANNANGELI - Jean-Pascal GOURNES - Vincent GOYET - Philippe GRANGE - Hervé GRANIER - Stéphanie GRECO DE CONINGH - Patrick GRIMALDI - Jean-Christophe GRUVEL - Frédéric GUELLE - Sophie GUERARD - Yannick GUERIN - Roger GUICHARD - Frédéric GUINIERI - Olivier GUIROU - Nicolas ISNARD - Hatab JELASSI - Sébastien JIBRAYEL - Nicole JOULIA - Christine JUSTE - Arnaud KELLER - Didier KHELFA - Philippe KLEIN - Pierre-Olivier KOUBI-FLOTTE - Anthony KREHMEIER - Pierre LAGET - Vincent LANGUILLE - Philippe LEANDRI - Stéphane LE RUDULIER - Nathalie LEFEBVRE - Pierre LEMERY - Camélia MAKHLOUFI - Bernard MARANDAT - Remi MARCENGO - Maxime MARCHAND - Marie MARTINOD - Sandrine MAUREL - Anne MEILHAC - Hervé MENCHON - Arnaud MERCIER - Yves MESNARD - Marie MICHAUD - Danielle MILON - Véronique MIQUELLY - André MOLINO - Pascal MONTECOT - Claudie MORA - Yves MORAINE - José MORALES - Pascale MORBELLI - Roland MOUREN - Lisette NARDUCCI - Christian NERVI - Yannick OHANESSIAN - Grégory PANAGOUDIS - Stéphane PAOLI - Patrick PAPPALARDO - Benoît PAYAN - Roger PELLENC - Christian PELLICANI - Marc PENA - Serge PEROTTINO - Catherine PILA - Fabrice POUSSARDIN - Véronique PRADEL - Perrine PRIGENT - Marine PUSTORINO-DURAND - Bernard RAMOND - Didier REAULT - Anne REYBAUD - Dona RICHARD - Denis ROSSI - Georges ROSSO - Alain ROUSSET - Michel ROUX - Isabelle ROVARINO - Laure ROVERA - Franck SANTOS - Jean-Yves SAYAG - Eric SEMERDJIAN - Laurence SEMERDJIAN - Jean-Pierre SERRUS - Marie-Pierre SICARD-DESNUELLE - Aïcha SIF - Jean-Marc SIGNES - Laurent SIMON - Monique SLISSA - Marie-France SOURD GULINO - Gilbert SPINELLI - Etienne TABBAGH - Guy TEISSIER - Françoise TERME - Nathalie TESSIER - Marcel TOUATI - Martine VASSAL - Amapola VENTRON - Anne VIAL - Frédéric VIGOUROUX - Ulrike WIRMINGHAUS - David YTIER.

Etaient absents et représentés Mesdames et Messieurs :
Sophie AMARANTINIS représentée par Gerard GAZAY - Julie ARIAS représentée par Vincent GOYET - Sophie ARRIGHI représentée par Emilie CANNONE - Gérard AZIBI représenté par Laure ROVERA - Nicolas BAZZUCCHI représenté par Roland GIBERTI - Laurent BELSOLA représenté par Yves MESNARD - Moussa BENKACI représenté par Stéphane PAOLI - Nassera BENMARNIA représentée par Marcel TOUATI - Corinne BIRGIN représentée par Camélia MAKHLOUFI - Nadia

**Signé le 7 décembre 2023**
**Reçu au Contrôle de légalité le 12 décembre 2023**

Reçu au Contrôle de légalité le 01 juillet 2024

BOULAINSEUR représentée par Gilbert SPINELLI - Jean-Louis CANAL représenté par Frédéric GUINIERI - René-Francis CARPENTIER représenté par Martial ALVAREZ - Martin CARVALHO représenté par Christian AMIRATY - Martine CESARI représentée par Olivier FREGEAC - Jean-Pierre CESARO représenté par Nicolas ISNARD - Jean-David CIOT représenté par Pascal MONTECOT - Anne-Marie D'ESTIENNES D'ORVES représentée par Patrick PAPPALARDO - Vincent DESVIGNES représenté par Vincent LANGUILLE - Claude FERCHAT représenté par Frédéric GUELLE - Stéphanie FERNANDEZ représentée par Kayané BIANCO - Gérard FRAU représenté par Nathalie LEFEBVRE - Agnès FRESCHEL représentée par Christian PELLICANI - Daniel GAGNON représenté par Philippe CHARRIN - Eric GARCIN représenté par Christian DELAVET - Hélène GENTE-CEAGLIO représentée par André BERTERO - Prune HELFTER-NOAH représentée par Aïcha SIF - Claudie HUBERT représentée par Marc PENA - Pierre HUGUET représenté par Audrey GARINO - Michel ILLAC représenté par André MOLINO - Cédric JOUVE représenté par Dona RICHARD - Jessie LINTON représentée par Doudja BOUKRINE - Régis MARTIN représenté par Franck SANTOS - Danielle MENET représentée par Alain ROUSSET - Eric MERY représenté par Pierre LEMERY - Lourdes MOUNIEN représentée par Christine JUSTE - Didier PARAKIAN représenté par Véronique MIQUELLY - Anne-Laurence PETEL représentée par Philippe KLEIN - Claude PICCIRILLO représenté par Guy BARRET - Patrick PIN représenté par José MORALES - Jocelyne POMMIER représentée par Sandrine MAUREL - Henri PONS représenté par Catherine PILA - Jean-Baptiste RIVOALLAN représenté par Pierre-Olivier KOUBI-FLOTTE - Maryse RODDE représentée par Frédéric VIGOUROUX - Lionel ROYER-PERREAUT représenté par Didier REAULT - Michèle RUBIROLA représentée par Perrine PRIGENT - Michel RUIZ représenté par Georges CRISTIANI - Florian SALAZAR-MARTIN représenté par Gaby CHARROUX - Francis TAULAN représenté par Jean-Christophe GRUVEL - Yves WIGT représenté par Bernard RAMOND.

Etaient absents et excusés Mesdames et Messieurs :
Pascal CHAUVIN - Bernard DESTROST - Sylvaine DI CARO - Sophie GRECH - Sophie JOISSAINS - Vincent KORNPROBST - Michel LAN - Éric LE DISSES - Gisèle LELOUIS - Jean-Marie LEONARDIS - Richard MALLIE - Caroline MAURIN - Férouz MOKHTARI - Frank OHANESSIAN - René RAIMONDI - Stéphane RAVIER - Pauline ROSSELL - Valérie SANNA - Catherine VESTIEU - Jean-Louis VINCENT - Karima ZERKANI-RAYNAL.

Etaient présents et représentés en cours de séance Mesdames et Messieurs :
Lyece CHOULAK représenté à 15h00 par Sébastien JIBRAYEL - Lisette NARDUCCI représentée à 15h25 par Nathalie TESSIER - Robert DAGORNE représenté à 15h35 par Guy TEISSIER - Valérie BOYER représentée à 16h00 par David GALTIER - Christian BURLE représenté à 16h10 par Joël CANICAVE - Eric CASADO représenté à 16h12 par François BERNARDINI - Hervé MENCHON représenté à 16h25 par Lydia FRENTZEL - Isabelle CAMPAGNOLA-SAVON représentée à 17h04 par Sabine BERNASCONI - Nicole JOULIA représentée à 17h15 par David YTIER - Claudie MORA représentée à 17h15 par Hatab JELASSI - Nathalie TESSIER représentée à 17h20 par Patrick AMICO - Jean-Pierre SERRUS représenté à 17h21 par Didier KHELFA - Loïc GACHON représenté à 17h30 par Daniel AMAR.

Etaient présents et excusés en cours de séance Mesdames et Messieurs :
Philippe LEANDRI à 15h26 - Benoît PAYAN à 15h30 - Pierre LEMERY à 15h37 - Gilbert SPINELLI à 15h45 - Françoise TERME à 16h00 - Philippe CHARRIN à 16h12 - Emilie CANNONE à 16h13 - Anne VIAL à 16h23 - Linda BOUCHICHA à 16H25 - Gaby CHARROUX à 16h25 - Nathalie LEFEBVRE à 16h25 - Marie BATOUX à 16h25 - Bernard DEFLESSELLES à 16h28 - Stéphanie GRECO DE CONINGH à 16h30 - Mathilde CHABOCHE à 16h35 - Sandrine MAUREL à 16h35 - Sébastien BARLES à 16h38 - Martial ALVAREZ à 16h45 - Monique FARKAS à 16h50 - Samia GHALI à 16h50 - Sébastien JIBRAYEL à 16h50 - Yannick OHANESSIAN à 16h52 - Doudja BOUKRINE à 16h55 - Philippe GRANGE à 16h55 - Julien BERTEI à 16h56 - Véronique MIQUELLY à 17h00 - Yves MORAINE à 17h02 - Jean-Jacques COULOMB à 17h20 - Monique SLISSA à 17h21 - Isabelle ROVARINO à 17h45 - Pascale MORBELLI à 17h45 - Daniel AMAR à 17h45 - José MORALES à 17h45.

**Signé le 7 décembre 2023**
**Reçu au Contrôle de légalité le 12 décembre 2023**

Reçu au Contrôle de légalité le 01 juillet 2024

Madame la Présidente a proposé au Conseil de la Métropole d'accepter les conclusions exposées ci-après et de les convertir en délibération.

**TCM-033-15482/23/CM**

## ■ Approbation du dispositif d'accompagnement des communes sur la gestion des déchets communaux - Approbation d'une convention cadre et des tarifs afférents

**75300**

Madame la Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence sur proposition du Commissaire Rapporteur soumet au Conseil de la Métropole le rapport suivant :

Par délibération N°TCM-025-14471/23/CM du 29 juin 2023, le Conseil de la Métropole a approuvé l'évolution de la gestion des déchets assimilables aux ordures ménagères avec uniformisation du règlement de collecte des déchets ménagers et assimilés et déploiement de la redevance spéciale et de sa tarification sur l'ensemble de la Métropole Aix-Marseille-Provence.

Le règlement de la redevance spéciale, pris en application des articles L2224-14 et L 2333-78 du Code Général des Collectivités Territoriales, définit les déchets considérés comme assimilés sur le territoire, les conditions, modalités et fréquences de leur collecte et traitement. Il précise notamment que les communes qui souhaitent utiliser les services de la Métropole entrent dans le périmètre d'assujettissement à la redevance spéciale, pour les déchets d'activité économiques qu'elles produisent et qu'elles présentent à la collecte du service public.

En effet, les 92 communes, au même titre que les professionnels, sont règlementairement responsables de la gestion des déchets issus de leurs activités (article L541-2 du code de l'environnement). Elles doivent, par conséquent, mettre en œuvre leurs obligations fixées par la loi, dans le respect de la hiérarchie de gestion des déchets (article L.541-1 du code de l'environnement). Pour assurer le tri, la collecte et le traitement desdits déchets, elles ont le choix entre faire appel à un prestataire privé ou utiliser les services mis en place par la Métropole. Les dispositifs présentés dans ce rapport sont les seuls proposés par la Métropole.

Aucun autre dispositif ne pourra être mis en place par la Métropole.

Par la présente délibération, la Métropole Aix-Marseille-Provence propose :

1. La démarche d'accompagnement des communes par la Métropole afin de réduire et trier leurs déchets, dans un objectif d'économie circulaire ;
2. Les conditions d'utilisation du service public métropolitain de gestion des déchets, pour les communes souhaitant y faire appel, via :
   - Une convention type relative à la redevance spéciale spécifique aux déchets communaux, pour les déchets présentés au moyen de bacs roulants.
   - L'autorisation, pour une commune qui en ferait la demande, d'utiliser temporairement les exutoires métropolitains pour les flux de déchets ne pouvant pas être collectés au moyen de bacs roulants et les conditions de facturation de ces services.

Le recours, par les communes, au service public métropolitain de gestion des déchets n'est pas obligatoire. Les communes peuvent disposer de leurs propres marchés ou solutions de gestion de leurs déchets.

1. <u>Démarche d'accompagnement des communes, par la Métropole, dans la réduction et le tri</u> <u>de leurs déchets :</u>

Afin d'aider les communes à respecter leurs obligations règlementaires en matière de prévention et de gestion de leurs déchets, et dans le cadre d'une démarche d'économie circulaire, la Métropole Aix-Marseille-Provence leur propose un programme d'accompagnement qui se matérialise via :

- Un accompagnement collectif : organisation de réunions en présentiel, de webinaires, mise à disposition d'outils (boîtes à outils « Réduction du gaspillage alimentaire en restauration scolaire», « Pour une gestion des déchets verts moins productrice de déchets », « Réduction et tri des DAE»…) et organisation de visites.
- Un accompagnement individuel pour les communes volontaires, via la réponse à un Appel à Manifestation d'Intérêt, qui permet de bénéficier d'une expertise individualisée en matière de prévention et le tri global des déchets produits par les communes, de lutte contre le gaspillage alimentaire et de tri et valorisation des biodéchets.

Cet accompagnement permettra d'aider les communes qui le souhaitent, à établir et mettre en œuvre un plan d'actions afin de réduire les déchets communaux, améliorer leurs performances de tri et de valorisation :

- Répondre à leurs obligations règlementaires.
- Faire évoluer leurs pratiques vers une production moindre de leurs déchets résiduels soumis à la redevance spéciale ou devant faire l'objet d'un traitement via l'accès en déchetteries, centres de transfert ou de traitement.

2. Conditions d'utilisation du service public métropolitain de gestion des déchets, pour les communes souhaitant y faire appel :

- Convention type relative à la redevance spéciale spécifique aux déchets communaux.

La convention relative à la redevance spéciale spécifique aux déchets communaux (annexe 1) :

- S'applique pour les déchets ménagers assimilés aux ordures ménagères produits par les services et personnel communaux, leurs délégataires, ou les locataires/utilisateurs des établissements propriétés des communes, et présentés au moyen de bacs roulants (individuels ou de regroupement) à la collecte effectuée par les services de la Métropole Aix-Marseille-Provence,
- Permet à la Métropole Aix-Marseille-Provence, de mettre en place un système de facturation spécifique de la redevance spéciale pour les communes qui utiliseront le service et seront les interlocutrices uniques pour l'ensemble des sites municipaux pour le paiement de la redevance spéciale.
- Vise notamment à faciliter le travail de facturation, par l'émission d'un seul titre de recettes par an et par commune,
- Permet à chaque commune de choisir entre deux modes de calcul pour la redevance spéciale :
  - Un calcul basé sur la réalisation d'un inventaire détaillé et exhaustif du volume de déchets communaux produits annuellement au sein de chaque site communal.
    Cet inventaire, réalisé par la commune, et validé par la Métropole Aix-Marseille-Provence, nécessite un travail de recensement et de consolidation important qui devra être mis à jour annuellement.
    Sur la base de cet inventaire un montant global de tarification sera défini en appliquant les montants approuvés chaque année dans le cadre de la révision du tarif unitaire et des forfaits de la redevance spéciale. Le titre correspondra à la somme des forfaits appliqués aux différents sites à partir de l'état des lieux réalisé.
  - Un calcul sur la base d'un tarif forfaitaire, en euro TTC par habitant approuvé chaque année dans le cadre de la révision du tarif unitaire et des montants des forfaits de la redevance spéciale. Le tarif sera défini selon le degré de mise en œuvre de 8 critères choisis par la Métropole car répondant aux obligations règlementaires des communes et ayant un impact significatif sur la réduction des déchets résiduels collectés (annexes 2 et 3).
    Ce mode de calcul qui se veut incitatif et progressif, fait suite à une volonté de faciliter la mise en œuvre de la réduction et de la gestion des déchets communaux, et à un retour d'expérience au sein des communes de l'ex territoire Marseille Provence pour l'application de la redevance spéciale. Il s'était, en effet, révélé fastidieux pour certaines communes d'effectuer un inventaire exhaustif de chacun de leurs sites, en sus de demander des ressources en personnel non négligeables dont elles ne disposaient pas forcément.

Ainsi, en fonction du degré de mise en œuvre des 8 critères, une commune pourra prétendre à un tarif de base, à un tarif bonifié ou à un tarif majoré de redevance spéciale. Ce tarif est appliqué pour une année en fonction des niveaux de critères atteints par la commune l'année précédente.

Annuellement, la commune s'engage à fournir les justificatifs qui lui seront demandés par la Métropole Aix-Marseille-Provence afin de justifier du degré de mise en œuvre des 8 critères. Des contrôles aléatoires pourront être réalisés par la Métropole Aix-Marseille-Provence. La facilité laissée aux communes de choisir la base de calcul forfaitaire a pour objectif de leur permettre de construire et mettre en œuvre un plan d'actions pour réduire la quantité de déchets à traiter. Elles peuvent ainsi prendre le temps nécessaire pour élaborer, dans les meilleures conditions et en fonction de leurs ressources internes, l'inventaire exhaustif de leurs différents sites. L'objectif, à terme pour la Métropole, étant d'avoir une facturation basée sur le réel pour l'ensemble des communes, donc sur la base de l'inventaire détaillé et exhaustif.

Pour la première année de facturation 2024, il est proposé de procéder à un calcul sur la base du tarif forfaitaire à l'habitant, à l'exception des communes de l'ex territoire Marseille Provence pour lesquelles un inventaire détaillé a déjà été réalisé et validé via la signature de conventions qui restent valables.

Pour la facturation 2025, à l'exception des communes de l'ex territoire Marseille Provence, les autres communes de la Métropole auront le choix entre rester sur une tarification basée sur un tarif forfaitaire, ou être facturées sur la base de l'inventaire détaillé et exhaustif. Le choix d'être facturé sur la base de l'inventaire est définitif.

- Conditions d'utilisation temporaire des exutoires métropolitains :

Pour les communes qui ne disposent pas de leurs propres exutoires pour les flux de déchets, assimilables aux déchets ménagers, qui ne peuvent pas être collectés en mélange dans les bacs de collecte, en raison de leur quantité importante et/ou de leur nature, et qui souhaiteraient utiliser le service public métropolitain, il leur est proposé de faire une déclaration préalable auprès de la Métropole afin de pouvoir utiliser les exutoires métropolitains. Il est proposé de mettre en place un système de facturation spécifique et adapté aux services rendus.

Pour la mise à disposition de caissons : les caissons étant pesés avant traitement, facturation à la tonne en fonction du flux de déchets selon les modalités précisées en annexe 4 ;

Pour les apports en déchetteries :

- Pour les déchets d'équipements électriques et électroniques, le mobilier, les cartons et les métaux déposés au sein des déchetteries mentionnées en annexe 4 (pour lesquels la Métropole Aix-Marseille-Provence bénéficie d'une prise en charge gratuite, notamment via les éco- organismes dans le cadre des filières REP) - cette liste sera mise à jour en fonction des équipements et/ou création de nouvelles déchèteries : pas de refacturation aux communes.
- Pour les autres flux de déchets triés, et les déchets d'équipements électriques et électroniques, le mobilier, les cartons et les métaux déposés au sein des déchetteries non mentionnées en annexe 4 : facturation au passage avec tarification adaptée au type de véhicule selon les modalités précisées en annexe 4 ;

Les coûts facturés sont indexés sur le Rapport sur le Prix et la Qualité de Service établi annuellement par la Métropole.

Compte tenu du contexte et des enjeux exposés ci-dessus, il convient d'approuver la démarche d'accompagnement des communes par la Métropole et les conditions d'utilisation du service public métropolitain de gestion des déchets, pour les communes souhaitant y faire appel.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Conseil de la Métropole de prendre la délibération ci-après :

**Le Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence,**

**Vu**

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République ;
- La délibération N°DEA 018-2836/17/CM du 19 octobre 2017, approuvant le schéma métropolitain de gestion des déchets ;
- La délibération DEA 040-19/12/19 CM du Conseil de la Métropole du 19 décembre 2019 approuvant le plan Métropolitain de Prévention des Déchets Ménagers et Assimilés 2019-2025 ;
- La délibération N°TCM-025-14471/23/CM du 29 juin 2023, approuvant l'évolution de la gestion des déchets assimilables aux ordures ménagères avec uniformisation du règlement de collecte des déchets ménagers et assimilés et déploiement de la redevance spéciale et de sa tarification sur l'ensemble de la Métropole.

**Ouï le rapport ci-dessus**

**Entendues les conclusions du Commissaire Rapporteur,**

**Considérant**

- Que la Métropole Aix-Marseille-Provence a approuvé son Schéma de Gestion des Déchets et son Plan de Prévention des Déchets Ménagers et Assimilés, conformément aux objectifs fixés dans le Schéma Régional d'Aménagement, de Développement Durable et d'Egalité des Territoires, qui prévoit notamment la généralisation de la redevance spéciale ;
- Que la Métropole a approuvé son règlement de collecte des déchets ménagers et assimilés et son règlement de la redevance spéciale ;
- Que les communes sont responsables des déchets d'activité économique qu'elles produisent ;
- Qu'il convient d'accompagner les communes qui le souhaitent dans l'évolution de leurs pratiques pour les aider à réduire, trier et valoriser les déchets produits par leurs services ;
- Qu'il convient d'autoriser les communes qui le souhaitent, à utiliser le service public métropolitain de gestion des déchets ;
- Qu'il convient d'approuver les modalités de facturation du service public, pour les communes qui y font appel.

**Délibère**

**Article 1 :**

Est approuvée la démarche d'accompagnement des communes par la Métropole, sur la prévention et le tri des déchets d'activité économique dont elles sont responsables.

**Article 2 :**

Sont approuvés les tarifs de la redevance spéciale spécifiques aux déchets communaux tels qu'ils figurent en annexes 2 et 3.

**Signé le 7 décembre 2023**
**Reçu au Contrôle de légalité le 12 décembre 2023**

Reçu au Contrôle de légalité le 01 juillet 2024

**Article 3 :**

Est approuvée la convention cadre relative à la redevance spéciale spécifique aux déchets communaux, reprise en annexe 1, entre la Métropole Aix-Marseille-Provence d'une part et, d'autre part, une commune relevant de son territoire et souhaitant bénéficier du service public.

**Article 4 :**

Est approuvée l'autorisation, pour une commune qui en ferait la demande, d'utiliser temporairement les exutoires métropolitains pour les flux de déchets, assimilables aux déchets ménagers, ne pouvant pas être collectés au moyen de bacs roulants.

**Article 5 :**

Sont approuvés les tarifs d'utilisation des exutoires métropolitains sur la base des tarifs définis en annexe 4. Ces tarifs sont indexés sur le Rapport sur le Prix et la Qualité de Service établi annuellement par la Métropole.

**Article 6 :**

Madame la Présidente de la Métropole, ou son représentant, est autorisé à signer ces conventions ainsi que tout document afférent à l'exécution de ces conventions ou de cette délibération.

**Article 7 :**

La recette correspondante sera constatée au budget prévention et gestion des déchets de l'exercice 2024, en section de fonctionnement chapitre 70, nature 70612, fonction 7211.

La recette relève de la politique « services collectifs », de la sous-politique « Déchets » et du programme gestionnaire « Collecte / Pré-Collecte ».

Cette proposition mise aux voix est adoptée.

Certifié Conforme,
Le Vice-Président Délégué,
Propreté,
prévention et valorisation des déchets

Roland MOUREN

**Signé le 7 décembre 2023**
**Reçu au Contrôle de légalité le 12 décembre 2023**

Métropole Aix-Marseille-Provence — 58 boulevard Charles Livon — 13007 MARSEILLE — Création : Direction Communication — Photos © MAMP — 06/2024

Reçu au Contrôle de légalité le 01 juillet 2024